



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

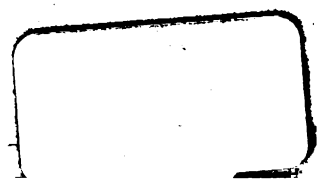
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

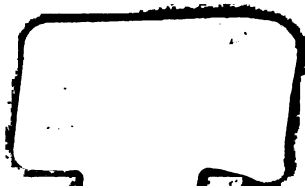
7.



Good
G.E.P.



7



604.40
G.P. 10.

10

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE

DU

DIOCÈSE DE LIÈGE

TOME II

LIÈGE

L. GRANDMONT-DONDERS, IMPRIMEUR-LIBRAIRE

rue Vinave-d'Ile, 22

1882

SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE

DU

DIOCÈSE DE LIÈGE

mot : et les lecteurs liégeois trouveront dans le présent travail l'histoire primitive de leur ville natale racontée presque tout entière par le nom qu'elle porte. J'y entreprends de reconstruire, au moyen des matériaux exhumés par la science philologique, le Liège des premiers jours, tel qu'il était avant l'époque où son nom fut prononcé pour la première fois par l'histoire. Puis, m'appuyant sur les témoignages les plus anciens, dont je cherche à extraire tout le suc, je trace rapidement le tableau des développements prodigieux qu'il prit à partir du VIII^e siècle jusqu'au XI^e, c'est-à-dire depuis saint Hubert, le premier fondateur de la ville, jusqu'à Notger, qui mérita d'en être nommé le second.

Cette tâche n'est pas facile ; j'ose même dire qu'elle est neuve. Bien plus, la méthode qu'il me faudra employer dans la première partie de mon travail n'a pas encore été appliquée dans notre pays, que je sache. C'est pour cette raison que j'ai cru indispensable d'en rendre compte d'une manière sommaire dans quelques pages d'introduction. Le lecteur familiarisé avec l'objet qu'elles traitent pourra le sauter sans scrupule.

L'homme a de tout temps donné des noms aux lieux qu'il habite. La montagne, la plaine, la vallée, le fleuve, la mer, le ruisseau, la forêt, les champs cultivés, le marécage, la bruyère, voilà des termes qui ont fait partie de son lexique dès l'origine du langage, et qu'il a appliqués aux différentes parties de son séjour terrestre. Et ces noms, selon la parole profonde de la Genèse, étaient les vrais noms, en ce sens que chacun d'eux exprimait dans toute son entièreté l'idée que l'objet nommé réveillait dans l'esprit, et que le mot était comme le miroir de la pensée. Cependant, au fur et à mesure que se développa la vie sédentaire, et que le genre humain, attaché par des liens de plus en plus étroits à la glèbe qu'il cultivait, apprit à connaître les douceurs

du foyer et de la patrie, les noms de lieux reflétaient cette transformation de la vie et cette alliance de l'homme avec la terre natale. La maison qu'habitait chaque individu, le champ qu'il exploitait, le bois ou le marécage qu'il avait défriché, commencèrent à être désignés par le nom de leur propriétaire. Ainsi, aux circonstances naturelles auxquelles on empruntait d'abord les noms de lieux, venaient s'ajouter les circonstances historiques, et le lexique de l'onomatistique locale se composa de deux parties à peu près également importantes : l'une comprenant les noms qui désignaient exclusivement la nature physique de l'endroit, l'autre, ceux qui indiquaient le genre de ses rapports avec l'homme. Ces noms étaient compris de tout le monde, parce que tout le monde avait contribué à leur formation, et qu'ils étaient puisés sans exception au vocabulaire commun.

Une fois donnés à un endroit, ils y restèrent fixés et comme enracinés dans le sol, avec une invincible ténacité. Les circonstances naturelles ou historiques qu'ils étaient destinés à exprimer eurent beau disparaître, ils continuèrent de subsister et de désigner toujours le même endroit. Le sart eut beau se transformer en ferme et la ferme en village, ils continuèrent de garder le nom de ferme ou de sart. Le propriétaire primitif eut beau faire place à un autre et sa famille s'éteindre, l'endroit qui avait reçu de lui, pour la première fois, la sueur humaine et l'empreinte des pas du maître, en devait transmettre le souvenir jusqu'à la postérité la plus reculée. Ce n'est pas à dire que les noms de lieux, immobiles au milieu du cours changeant des affaires humaines, assistassent comme des dieux Termes à l'éternel défilé des générations et des événements. Dans une certaine mesure, ils devaient eux-mêmes subir la loi universelle qui régit le langage humain, et qui soumet à une lente mais perpétuelle transformation tous les mots éclos sur les lèvres des

hommes. Les noms des lieux s'altérèrent donc comme les autres vocables de la langue à laquelle ils étaient empruntés; comme eux, ils subirent la contraction des syllabes, l'échange des consonnes apparentées, l'atrophie des membres les plus faibles, la chute des suffixes ou autres parties insuffisamment protégées, etc. Ils en vinrent de la sorte, au bout de quelques siècles, à n'être plus reconnaissables. Cependant ils pouvaient continuer d'être compris, aussi longtemps que les éléments dont ils étaient composés gardaient eux-mêmes, sous leur forme altérée, la valeur qu'ils avaient primitivement dans le langage. Mais souvent il arriva que les langues, en marchant, jetèrent une partie de leur bagage, c'est-à-dire cessèrent d'employer un certain nombre de termes qu'elles possédaient auparavant : c'est un phénomène qui se produit tous les jours encore. Or, comme le terme obsolète, presque chaque fois, se conservait quelque part dans l'un ou l'autre nom de lieu, il arriva que celui-ci cessa bientôt d'être compréhensible, et qu'il ne réveilla plus aucune idée déterminée dans l'esprit de celui qui l'employait. C'est sous l'action de ces causes que les noms de lieux devinrent des noms propres. On continua de s'en servir pour désigner tel ou tel endroit donné, mais on ne sut plus ce que signifiait le nom traditionnel sous lequel on le connaissait.

Là ne s'arrêta point la série des vicissitudes qui devaient faire de l'onomastique locale une collection d'énigmes.

Il n'est guère de pays en Europe où quelques peuples et quelques langues ne se soient succédé. Chaque fois qu'a lieu une de ces substitutions, les noms de lieux, qui souvent n'étaient plus compris du peuple même qui les avait créés, passent dans le langage du peuple nouveau qui, en les recevant, leur fait subir de nouvelles mutilations. Il les prononce à sa manière, supprime toutes les intonations que ne comporte pas sa

langue, déplace l'accent, ce centre de gravité du mot, et de la sorte écrase toutes les parties sur lesquelles il fait rouler le poids du vocable ; il fait plus : par un besoin instinctif de se rendre compte des termes qu'il emploie, il ne cesse de les travailler jusqu'à ce qu'il les ait à peu près rapprochés, par leur forme, d'un mot de sa langue à lui, qui a une prononciation semblable : et ainsi il continue de travestir ou de mutiler, sans cependant jamais parvenir à le détruire tout à fait, le radical primitif qui est le noyau du mot (1). Aussi

(1) C'est ce curieux procédé, le plus souvent instinctif, que l'on s'est mis à étudier de nos jours, et que l'on désigne sous le nom quelque peu impropre d'*étymologie populaire*. M. Andresen a écrit tout un livre intitulé : *Ueber deutsche Volksetymologie* (3^e édit., Heilbronn, 1878) et encore est-il loin d'avoir épuisé la matière. Pour donner au lecteur une idée de ce qu'on entend par *étymologie populaire*, je vais citer ici quelques exemples choisis de préférence dans le domaine de la topographie belge, et qu'on ne trouve pas dans le livre de M. Andresen. *Heykruis* en Brabant (littéralement : *croix de la bruyère*) est devenu dans la prononciation wallonne *Hautcroix* (1234 Miraeus) d'où l'on a fait aujourd'hui *Hautecroix*. *Savinsart* (Luxembourg) altéré en *Saivinsart* (XI^e siècle) est devenu ensuite *Saint-Vincent*. *Verzenal* (Brabant) est aujourd'hui *Virginal*. *Gerardmont*, en Flandre, que les Flamands continuent d'appeler *Geraardsbergen*, s'appelle en français *Grammont*. La *Sesmara*, nom celtique de la Semois, qu'on rencontre dans un diplôme du VII^e siècle, est devenue dans la langue des Germains, qui ont remplacé les Celtes à Arlon, *Sesbach* (le ruisseau de Ses). La rivière *Lomme* (Lomma) ne s'écrit plus autrement aujourd'hui que *l'Homme*, phénomène contraire à celui qui des vocables *oriot*, *ierre*, *endemain*, a produit, avec incorporation de l'article, les mots de *loriot*, *lierre*, *lendemain*. *Amberloux* est généralement orthographié *Amberloup*. *Ninove* (Flandre orientale) qui est primitivement *Nieuwenhove*, c'est-à-dire *Neuville*, s'écrit *Ninive* dans les chroniqueurs du moyen âge. *Orval*, dont le nom primitif, *Aura*, n'a rien de commun avec le métal homophone, n'en est pas moins devenu *Aurea Vallis*. *Sandweiler* (Grand-duché de Luxembourg) qui signifie le hameau sablonneux, s'appelle dans les chartes latines de moyen âge *Sanctum Villare*. Le *Mont Cornillon*, à Liège, dont le nom dérive incontestablement de sa frappante configuration topographique, s'appelle toujours chez nos chroniqueurs *Mons Cornelli*. Dans la même ville, le faubourg qui au XI^e siècle s'appelait *Amerina curtis* en latin, et *Amercourt* en roman, est devenu aujourd'hui *Amercœur*, etc. etc. Et ce qu'il y a de plus curieux, c'est qu'après avoir ainsi altéré, de la manière la plus inconsciente, l'aspect des mots, on imagine des légendes pour rendre

lorsqu'enfin, après des siècles passés dans un travail de ce genre, la curiosité scientifique finit par s'éveiller dans l'esprit de l'homme, lorsque pour la première fois il se demande si les noms sous lesquels il désigne les lieux n'ont pas un sens et quel est ce sens, c'est en vain qu'il essaye de répondre à cette question d'une manière satisfaisante. Alors, ne pouvant ni se résoudre à ignorer ni parvenir à connaître, il imagine un héros éponyme qui aurait donné son nom à une ville, à un pays, à un peuple, et, à l'origine des principaux noms géographiques, il place des hommes qui ont porté ces noms les premiers. C'est là ce qu'on appelle le *Mythe étymologique*. Romulus a fondé Rome, Hellen est le père des Hellènes, Francus est l'ancêtre des Francs, et Belgis celui des Belges ; la ville de Paris doit son origine au beau Pâris, Trèves se réclame de Trebeta etc. (1). Quelque erronés, quelque fabuleux que soient les mythes étymologiques, ils reposent cependant sur une vérité qu'il ne faut pas perdre de vue : c'est que c'est l'homme qui est l'auteur des noms de lieux. Sous ce rapport, il faut respecter en eux le premier effort de l'esprit humain pour s'expliquer les conditions historiques de son existence dans l'espace. Quant aux noms secondaires, purement locaux, qui ne méritaient pas l'honneur qu'on imaginât un héros éponyme pour en rendre compte, on se contentait généralement de les expliquer par les mots de la langue courante avec lesquels ils présentaient le plus d'analogie apparente : ou encore on leur cherchait dans le latin une explication qui reposait elle-même sur une

compte de l'origine de la forme altérée : tel est notamment le cas pour Amercœur et pour Orval ! L'édilité liégeoise aurait pu laisser les étymologies populaires parmi *les abus d'un autre âge*, et ne pas en fabriquer de nouvelles comme *Porte-aux-Oies*, nom dont elle a burlesquement affublé l'ancienne *Porte-aux-Aïves*.

(1) Liège a aussi ses mythes étymologiques : un des plus curieux, c'est le nom de *Hulloz* donné à l'ouvrier qui dit-on, découvrit le premier la *houille*.

simple similitude matérielle. En d'autres termes, la science de l'étymologie topographique ne consistait d'ordinaire qu'en calembourgs plus ou moins ingénieux.

Ce n'est qu'après de longs tâtonnements et un patient apprentissage que le génie humain apprit à retrouver les radicaux primitifs, et à en indiquer la signification. Pour cela, il fallut remonter avec la philologie jusqu'au berceau des peuples modernes, écouter les premiers bégaiements de leurs langues diverses, dresser l'inventaire précis du vocabulaire de chacune, suivre pas à pas chaque mot dans les diverses transformations qu'il subit au cours des siècles, définir les lois qui présidaient à chacune de ces transformations successives, et, grâce à un incessant travail de comparaison, éclairer ce qu'il y avait d'obscur et d'impénétrable dans chaque idiome, au moyen des lumières acquises dans l'étude d'un autre. Cette tâche était réservée à notre siècle. L'étude étymologique des noms de lieux ne devenait possible qu'après que la philologie comparée avait posé les lois générales qui régissent la marche des langages humains. Leibniz, à qui la science de l'histoire n'a pas moins d'obligations que la philosophie, avait entrevu, avec le coup d'œil du génie, l'importance de cette étude, et les conditions dans lesquelles elle devait se faire. Ecoutez ces remarquables paroles : « C'est un » axiome pour moi que tous les noms que nous appelons propres ont été autrefois de simples appellatifs, » sinon ils n'auraient aucune raison d'être. Et par » conséquent, chaque fois que nous sommes en présence d'un nom de fleuve, de forêt, de montagne, de » peuple, de pays ou de village que nous ne comprenons pas, nous devons conclure que c'est un mot » altéré de la langue primitive » (1).

(1) Illud enim pro axiomate habeo, omnia nomina quae vocamus propria aliquando appellativa fuisse, alioqui ratione nullâ constarent. Itaque, quoties vocabulum fluminis, montis, sylvae, gentis pagi villae

Mais la pensée de Leibniz devançait son temps ; le moment n'était pas venu où on pouvait entreprendre avec quelque chance de succès l'étude des noms propres de lieux. Au commencement de notre siècle, Joseph de Maistre pouvait encore écrire ces paroles, où il semble embrasser d'un coup d'œil le passé et l'avenir d'une science naissante :

« Les dialectes, les patois et les noms propres » d'hommes et de lieux me semblent des mines » presque intactes, et dont il est possible de tirer de » grandes richesses historiques et philosophiques (1). »

Ces mines ont été exploitées depuis lors, et les richesses qu'on en a extraites sont incalculables. Les noms propres de lieux, comme les noms propres d'individus et de familles, éclairés par la vive lumière qu'a projetée sur eux la philologie comparée, ont fini par apparaître enfin aux yeux sous leur forme primitive : on a retrouvé en eux ce qu'ils étaient réellement, des vocables qui faisaient partie de la langue commune, de *simples appellatifs* comme disait Leibniz. L'étude de cette partie importante du trésor linguistique constitue dès maintenant une branche spéciale de la philologie. Jules Quicherat en France, Förstermann en Allemagne, l'ont assise sur des bases scientifiques : à leur suite, un modeste mais sérieux travailleur belge, Charles Grandgagnage, représente dignement notre pays par son *Mémoire sur les anciens noms de lieux dans la Belgique orientale* (2).

L'histoire ne saurait rester étrangère aux résultats de

non intelligimus, intelligere debemus ab antiquâ nos lingua secessisse. (Leibniz, *de origine gentium*).

Et De Brosse ajoute : « En juger autrement, ce serait croire les hommes » insensés ; ce serait dire que leur but en parlant n'était pas de se faire » entendre. » (*Traité de la formation mécanique du langage*).

(1) *Soirées de Saint-Petersbourg*, édit. Pélagaud, T. I, p. 122 note.

(2) Dans les *Mémoires de l'Acad. de Belg.*, T. XXVI. Il faut ajouter à ce travail l'excellent *Vocabulaire des anciens noms de lieux de la Belgique orientale*, du même auteur. Liège, 1859.

ces études sur les noms d'hommes et de lieux. C'est elle qui en profite le plus ; c'est pour elle que travaillent ceux qui consacrent leurs veilles à l'étymologie onomastique, et désormais la linguistique ne cessera de figurer au premier rang de ce qu'on appelle les sciences auxiliaires de l'histoire. C'est à l'histoire, d'ailleurs, qu'il appartient de reprendre les résultats derniers auxquels est arrivé l'étymologiste, pour les interpréter à son tour au moyen de ses ressources propres, et pour leur assigner leur rang définitif au milieu des innombrables faits scientifiques dont elle doit faire le classement. La science philologique peut bien remonter jusqu'à la plus ancienne forme connue d'un nom, et nous dire la signification qu'il avait dans la langue au milieu de laquelle il s'est produit. Mais là s'arrête sa mission. Les circonstances qui ont engendré le nom, ou qui ont déterminé quelques-unes de ses transformations, sont ordinairement du domaine de l'histoire. Elle a pour devoir d'aller plus loin que l'étymologiste, en prenant ses résultats pour point de départ de nouvelles investigations. C'est ce que je compte faire dans le présent travail.

CHAPITRE I

LES ANCIENNES ÉTYMOLOGIES

De bonne heure, il y eut à Liège une espèce de tradition classique sur l'origine de la ville et de son nom. C'est au temps de saint Monulphe, évêque du ^{vi}^e siècle, qu'on faisait remonter la naissance de la cité, et une belle légende gravait dans le souvenir de tous les Liégeois les circonstances de cet événement mémorable. Saint Monulphe, dit cette tradition, arriva dans une de ses tournées pastorales sur les hauteurs qui dominant la vallée de Liège. Ce n'était encore qu'une vaste solitude, pleine du bruissement des feuillages, du chant des oiseaux et du murmure des sources. L'œil surpris du saint vieillard y contempla un des plus majestueux spectacles que la nature eût jamais déroulés à ses yeux.

Pendant qu'il se livrait à son admiration, voilà qu'il aperçut dans le ciel, au milieu d'une lumière éblouissante, une grande croix qui surgissait du fond de la vallée. Saisi d'un esprit prophétique, il s'informa du nom de cet endroit, et on lui apprit qu'il s'appelait Légia à cause d'un ruisseau qui coulait à proximité. Alors il s'écria, en jouant sur la signification du nom qu'il venait d'entendre : (*Legia, elegit*).

« Voici un endroit que le Seigneur a choisi pour » le salut d'un grand nombre de fidèles, et qu'un jour, » après l'avoir illustré par les mérites d'un de ses serveurs, il élèvera au rang des plus grandes cités. » Et aussitôt il ordonna qu'on bâtît au pied de la montagne un petit oratoire dédié aux saints Cosme et Damien, qui devait rester jusqu'à saint Lambert le seul sanctuaire de la bourgade naissante de Liège.

Telle est la tradition qui se trouve déjà consignée dans un écrit du XI^e siècle, et que plusieurs écrivains du moyen âge ont racontée l'un après l'autre avec une complaisance patriotique. C'est la forme la plus antique et la plus vénérable sous laquelle les Liégeois aient formulé leurs idées sur l'origine de la ville, aussi resta-t-elle populaire parmi eux. Mais elle ne garda pas toujours le caractère religieux et prophétique que nous lui voyons dans les sources les plus anciennes (1).

Il faut voir ce qu'elle devient sous la plume de Jean d'Outremeuse, cet écrivain chez qui le vrai lui-même est invraisemblable, et qui ne semble avoir écrit son immense chronique que pour montrer comment l'histoire ne s'est pas passée. Saint Monulphe était à Chèvremont lorsqu'il vit au loin, dans la direction de Liège, une croix lumineuse tomber du ciel sur la terre. En même temps une voix divine retentit à ses oreilles, lui apprenant que *sous la rivière que ons nomme Liège*, il trouvera l'endroit destiné à être illustré par le sang d'un martyr et à devenir le chef-lieu du diocèse. Saint Monulphe se met en route pour trouver cet endroit béni ; déjà il était arrivé sur les bords de la Légia, et, ne pouvant se figurer que la ville future dût s'élever sur le bord de cet humble ruisseau, il se disposait à aller continuer

(1) Les versions les plus anciennes se trouvent dans un *Vita Servatii* du XI^e siècle (inédit), dans le *Vita Notgeri* du XII^e ; dans le *Vita Lambertii* du chanoine Nicolas, de la même époque ; dans le *Vita Monulphi*, qui remonte aussi au XI^e ou au XII^e siècle, et qui a été reproduit au XIII^e par Gilles d'Orval. (Pertz, T. XXV, p. 27 et p. 58).

ses recherches ailleurs. Mais voilà qu'il aperçoit un pastoureau qui faisait paître son troupeau dans ces parages, et dont une brebis venait de tomber dans le ruisseau.

« *Orde morie*, s'écria le berger furieux, *Liège vos at acrepit; se je ne fusse, vos fuissiés noiés.* »

Ce langage, qui aurait pu scandaliser le bon évêque, le réjouit fort, parce qu'il apprenait ainsi où il se trouvait. Il ne fut pas longtemps d'ailleurs sans rencontrer sur ces mêmes bords l'herbe brûlée en forme de croix sur un espace considérable : c'est là qu'était descendue la croix lumineuse tombée du ciel. Aussitôt il prit toutes ses mesures pour l'édification du sanctuaire des saints Cosme et Damien (1).

On le voit, notre légende n'a pas gagné en route : le trivial a chassé le sublime, l'épopée est devenue un fabliau. Au demeurant, Liège n'accueillit pas les enjolivements suspects dus à la plume de Jean d'Outremeuse, et ses historiens continuèrent de se transmettre la tradition primitive telle qu'elle est racontée par tous, depuis Placentius jusqu'à Fisen et à Bouille.

On se tromperait cependant si l'on croyait que celle-ci a régné sans partage jusqu'à nos jours. Ses données, toutes merveilleuses qu'elles sont, n'ont pas suffi à l'imagination ou à l'amour-propre des Liégeois. Les uns voulurent savoir de quand datait le nom de ce ruisseau illustré par la légende de saint Monulfe, et ils découvrirent, malheureusement un peu tard, que c'était saint Servais qui l'avait fait jaillir d'une manière miraculeuse. Les autres, que le jeu de mots du saint sur la ressemblance de *Legia* avec *eligere* avait mis en veine, en inventèrent de nouveaux ; et dès le XI^e siècle un poète vaticinait de la sorte :

Legia lege ligans cum praelatis sibi leges.

Cette espèce d'étymologie eut une longue fortune.

(1) Jean d'Outremeuse, T. II, p. 255.

C'est à elle que fait allusion Gilles d'Orval, quand il écrit : *cum omni LEGE careret LEGIA* (1). En 1328, le chapitre de la cathédrale, écrivant au pape, la fait pour ainsi dire sienne, et trouve même un moyen fort ingénieux d'y rattacher aussi la forme *Leodium* :

LEGIA dudum a LEGE in sui primordio nuncupata, nunc autem ut rebus vocabulum consonet in LEGIS ODIUM nomine commutato (2).

Par contre, l'épithaphe de saint Albert de Louvain reste fidèle à l'antique tradition monulfiennne en commençant par ces mots : *Legia me legit* (3).

Mais, ce qui devait rester éternellement une croix pour les braves étymologistes, ce fut la présence des deux formes simultanées *Legia* et *Leodium*, qui se partagent fraternellement tous les documents latins de notre histoire depuis le x^e siècle. Jamais ils ne se doutèrent que l'un de ces noms n'était que la transformation naturelle et organique de l'autre, et qu'en remontant leur piste à travers nos annales on parviendrait à établir sans peine leur étroite connexité. Aucun d'eux ne s'est dépêtré de cette difficulté. Grandgagnage lui-même, malgré la solidité de son érudition et la justesse de son coup d'œil, y est resté englué : quant à ses prédécesseurs, on jugera de leur savoir-faire par les quelques échantillons qui vont passer sous les yeux du lecteur.

En règle générale, nos annalistes et érudits liégeois partent de cette supposition erronée, que le nom de *Legia* est le plus ancien qu'ait porté la ville. Puis, ils se mettent l'esprit à la torture pour rendre compte des motifs qui ont amené la transformation de *Legia* en *Leodium*. Ecoutez l'auteur du *Vita Servatii*, qui écrivait au XI^e siècle ! Liège, dit-il, s'appelait primitivement

(1) Aegid. Aur. dans *Monn. Germ. Histor.*, T. XXV, p. 105.

(2) Hocsem dans Chapeville, T. II, p. 398.

(3) Aegid. Aur. dans *Monn. Germ. Histor.*, T. XXV, p. 165.

Legia ; mais, depuis qu'elle a été illustrée par le *courage héroïque* de saint Lambert, qui y versa son sang pour la cause de la justice, elle a pris le nom de *Leodium*, c'est-à-dire de *lion divin* (*Leo divus*). C'est, comme on le voit, du calembour tout pur. Je ne sais ce que Gilles d'Orval pensait de cette étymologie, qu'il ne reproduit pas, et qu'il a l'air d'ignorer ; en revanche, il croit pouvoir nous dire la date précise où le nom de *Legia* cessa d'être le seul. C'est saint Hubert, selon lui, qui donna le nom de *Leodium* à la ville appelée jusqu'alors *Legia* : elle aurait dû bien plutôt, suggère l'honnête chroniqueur, prendre celui de *Hubertina*, puisqu'elle doit sa véritable fondation à saint Hubert (1). D'autre part, Placentius et Richard Wassebourg vous diront que c'est au contraire du nom de *Legia* que saint Hubert a baptisé sa ville nouvellement créée ; mais fort heureusement, ils s'abstiennent de nous dire d'où vient *Legia* lui-même. Tout cela est déjà passablement embrouillé, et pourtant nous n'en sommes encore qu'aux préludes. Jusqu'ici on a fait ses étymologies en famille, et on les a données pour ce qu'elles valaient, sans prendre la peine de les étayer de preuves ; désormais il n'en sera plus ainsi. Les savants étrangers se mettront de la partie ; d'Italie, la terre des lettres classiques, on va même expédier un assortiment complet d'étymologies latines au choix, et, une fois déballés à Liège, ces produits ingénieux de la science étrangère vont devenir l'objet d'un engouement sans pareil.

Voici d'abord Villani, qui écrit au *xiv^e* siècle dans son *Histoire universelle* :

« Il faut remarquer que Liège (Legge) est une cité » noble et de riches bourgeois, qui fut bâtie par les » Romains, parce qu'en ce lieu même, qui se trouve » entre France et Allemagne, ils avaient leurs légions

(1) Id. *Ibid.* p. 44.

» du temps qu'ils gouvernaient le pays : et c'est de » *legio legionis* que dérive le nom de Liège (1). »

Nous voilà d'un coup reportés d'une bonne demi-douzaine de siècles au delà de saint Monulfe, de trois ou quatre au delà de saint Servais, en pleine antiquité romaine. Quelle joie pour le patriotisme liégeois d'entendre ainsi proclamer, par la bouche autorisée d'un illustre étranger, les titres de noblesse de la ville natale ! Ce n'est pas que, chez nous déjà, on n'eût essayé timidement de revendiquer une si noble origine pour Liège, mais on l'avait fait avec si peu de succès, et en termes si obscurs ! Il faudrait un Oedipe pour résoudre l'énigme que propose à ses lecteurs l'auteur du *Vita Notgeri* dans ces termes sibyllins :

« Depuis lors (c'est-à-dire depuis la fondation de la » chapelle des saints Cosme et Damien par saint » Monulphe) les peuples commencèrent à habiter l'en- » droit, et à l'appeler *villa publica*, à cause d'un mont » voisin qui s'appelait *mont public*, du nom d'un certain » Asiulfus : car celui-ci s'était fait autrefois, du temps » d'Auguste, une habitation agréable sur les flancs de » cette même montagne du côté de la Meuse (2). »

Ce qui résulte de ce fatras, c'est au moins la certitude de l'existence d'une tradition liégeoise qui, dès le XII^e siècle, revendiquait pour la ville une origine romaine. C'est sans doute pour donner un certain corps à cette tradition qu'on imagina plus tard de tirer le nom de Liège même de celui de *legio* ; mais cette étymologie mît du temps à s'accréditer. Au XV^e siècle, s'il en faut croire un compatriote de Villani, auteur d'un grand poème sur la destruction de notre ville par

(1) Dans Muratori *Script. Rer. Ital.*, T. XIII, p. 192.

(2) Et ex tunc populi coeperunt locum inhabitare et villam publicam nominare a vicino monte qui mons publicus est appellatus a nomine cujusdam Asiulfi viri : nam in latere ejusdem montis secus ripam Mose fluminis quondam sibi delectabilem habitationem preparavit tempore Augusti. Dans Aegid. Aur. *Monn.*, T. XXV, p. 58.

Charles le Téméraire (1), on proposait nombre d'étymologies. Celle qui invoquait les légions de César ralliait sans doute quelques partisans ; mais les faveurs de l'opinion lui étaient victorieusement disputées par plusieurs autres. Il y avait d'abord la croyance traditionnelle qui cherchait le nom de la ville dans le ruisseau de *Legia* ; il y avait ensuite le calembour qui avait déjà passé dans le *Vita Servatii*, et qui s'était encore enjolivé depuis : *Leodium* venant de *Leo* et de *Dodo* ; *Leo*, c'était naturellement saint Lambert et *Dodo*, son meurtrier. Mais aucune de ces étymologies, s'il en faut croire le poète italien, n'avait autant de partisans que celle qui se réclamait d'un roi éponyme,

de nomine regis

Qui jecit molem, tenuit qui Sequana regna.

Lui-même se rallie à cette irrésistible interprétation, et la formule ailleurs en termes un peu plus clairs, comme une vérité historique :

*Urbs Leodina fuit, Leodis de nomine regis
Maxima Belgarum.*

Inutile de dire que ce roi Leodis n'a jamais régné que dans les royaumes illimités de la fable, à côté de Leurs Majestés Belgis I^{er}, Tungris I^{er}, et de tant d'autres très hauts et très puissants souverains belges, dont Jacques de Guyze et ses pareils nous ont conté par le menu les faits et gestes mémorables.

Nous arrivons au XVI^e siècle, la période savante par excellence. L'antiquité payenne envahit toutes les imaginations : la langue de Cicéron devient celle de tous les lettrés ; on voit renaître Hector, Andromaque, Ilion ! Adieu le barbare roi Leodis, qui suffisait à la modeste ambition du moyen âge ! C'est à Rome ou à Troie que

(1) C'est Angelo dei Corsabini, dont l'ouvrage a été publié par Martène et Durand, *Ampliss. collect.*, T. IV.

chacun va chercher ses ancêtres, et le vieux roi Priam n'a plus assez de ses cinquante fils pour satisfaire toutes les lignées qui veulent se rattacher à lui !

Aussi notre compatriote Hubert Thomas ne faisait-il qu'obéir au courant de la mode, en demandant le secret de l'origine de Liège à quelque filiation classique, et en s'aventurant avec intrépidité dans la voie dangereuse où, dès le XII^e siècle, le *Vita Notgeri* avait risqué quelques pas indécis.

Voici donc comment, enchérissant sur cet écrivain et s'emparant de l'interprétation de Villani, le docte humaniste refit à son tour l'histoire primitive de sa ville natale.

Sabinus et Cotta, les deux lieutenants de César, avaient leur camp à Waroux près de Liège : c'est ce qu'indique le nom d'*Aduaruca* (*ad Warucam*) donné par César, bien que tous les manuscrits, par une inadvertance que Hubert Thomas est le premier à corriger, aient écrit *Aduatuca*, et aient amené ainsi les érudits à chercher l'emplacement de ce camp fameux dans une direction des plus fausses. Séduits par Ambiorix, comme on sait, ils se laissent attirer au dehors de leurs retranchements et s'engagent avec la plus grande imprudence dans une vallée qui s'ouvre à peu de distance de là, et où ils périssent. Cette vallée, c'est celle de la *Legia*, car le ruisseau a gardé depuis cette époque le souvenir de la *legio* dont le sang avait rougi ses ondes. Plusieurs épisodes de ce combat terrible, que César a passés sous silence, mais que Hubert Thomas veut bien nous faire connaître, se reflètent encore aujourd'hui dans les noms des localités voisines.

La *Pierreuse* (*Mons Petrosidii*) ne doit pas son nom à la nature de son terrain ; elle rappelle la mort de *Petrosidius*, porte-enseigne romain ; la chapelle *Sainte-Balbine*, que l'on croyait élevée en l'honneur d'une sainte, a gardé tout bonnement, en l'altérant plus ou moins, le nom du primipilaire *Titus Balventius* qui

périt à l'endroit où elle s'éleva depuis ; la fontaine *Cotta*, à Ans, remémore les tragiques destinées du général de ce nom ; quant à *Aurelius Sabinus*, ses deux noms revivent, le croirait-on, l'un dans celui de la *via Aurunculeia* près de la porte qui mène en Publémont, l'autre, dans celui de la *Sauvenière* (*Savinière*) (1). Que dis-je ? *Quintus Cicéron*, on devine encore bien moins pourquoi, s'est passé la fantaisie de baptiser le ruisseau de *Ricéron*, qui, à ce que nous apprend notre auteur, descendait du haut de la Pierreuse et coulait derrière les Frères Mineurs (2). Après nous avoir fait part de toutes ces découvertes mirifiques, notre érudit veut bien convenir que le nom de Liège ne vient pas de la nymphe *Legeia*, comme il l'a imaginé autrefois dans ses jeux poétiques, (*ut in carmine aliquando juvenis lusi*) non plus que des *Liges*, peuple à moitié cannibale de la Hongrie : c'est bien heureux ! Il reste donc décidé que *Liège* vient de *Legio*, et si on objecte à l'encontre de cette étymologie que la ville s'appelle en allemand *Lüttich*, cela vient simplement de ce que nos voisins, incapables de prononcer *Liège*, ont estropié le mot à leur façon. On conviendra qu'il fallait de la bonne ou plutôt de la mauvaise volonté à ces braves Germains pour dire *Lüttich* en voulant dire *Liège*, mais enfin, c'était là une de ces suppositions sans lesquelles toute étymologie était impossible au temps jadis.

Hubert Thomas pouvait se reposer sur ses lauriers : il avait reconquis les titres de noblesse de sa ville natale ; il lui avait rendu une antiquité assez respectable en la rattachant directement aux légions de César. Mais en réfléchissant, il se dit probablement que ce n'était pas

(1) Qu'est devenue la fontaine d'Ans que Hubert Thomas appelle *Cotta* ? Quelle est l'ancienne rue de Liège qu'il nomme *Aurunculeja*, et qui aboutissait à la porte de Publémont ?

(2) Connue encore aujourd'hui sous le nom de *Richon fontaine*. En 1244, les Frères Mineurs bâtirent leur couvent *in loco qui dicitur Richeri fons super rivum nominatum Mendocius. Gesta abbreviat. in fine* (Pertz, XXV, p. 135).

assez, qu'il était bien plus glorieux encore de remonter jusqu'à Homère, et que, s'il ne découvrait pas dans l'Odyssée des origines aussi illustres, il pourrait bien être soupçonné de ne pas savoir le grec. Or, comme il savait le grec autant qu'homme de France, et qu'il tenait à ce que nul n'en ignorât, vite il se remit à la besogne, et, avec la même plume qui venait de redire les infortunes des parrains de la Pierreuse et de la Sauvenière, avec la même encre et sur la même page, il raconta l'histoire suivante :

Ulysse, en venant fonder Asciburgium sur le Rhin (si vous ne le croyez, lisez *Tacite German.*, c. 3) était accompagné, entre autres, du vieil CEnops, dont il est parlé dans l'Odyssée. CEnops, s'ennuyant d'être si longtemps éloigné d'Ithaque et du fils qu'il y avait laissé, se dit que peut-être il soulagerait quelque peu ses ennuis par la fondation d'une ville. Il s'en ouvrit à Ulysse, qui ne put naturellement s'opposer à une idée aussi raisonnable, et voilà donc CEnops qui, abandonnant les bords du Rhin, s'en vient chez nous et fonde aux bords de la Meuse une ville qu'en l'honneur de son fils Léiodès il appelle *Leodium*. Que si vous en doutez, vous n'avez qu'à ouvrir l'Odyssée, et vous verrez qu'Homère parle à plusieurs reprises de ce Léiodès. C'était un des amants de Pénélope, bien qu'il fît plus assidûment la cour à la dive bouteille qu'à la sage matrone, passant sa vie, comme dit le poète, auprès des coupes et des cratères. Au demeurant, honnête homme et prêtre, ennemi de l'injustice (1), le fils d'CEnops, à part son petit faible, n'est pas un ancêtre dont les Liégeois aient à rougir. Ils n'ont rien à lui reprocher, d'ailleurs, à l'endroit de ses prédilections bachiques, puisqu'ils en ont hérité dans

(1) Λείωδης δὲ πρῶτος ἀνίστατο, Οἰνοπος υἱός
Ὅ σφι θύοσκός ἔσκε, παρὰ κρητῆρα δὲ καλός
Ἰξε μυχοίτατος αἰεὶ ἄτασθάλιαι δὲ οἱ οἶα
Ἐχθραὶ ἔσαν, πᾶσιν δὲ νεμέσσα μνηστῆρες.

Hom. *Odyss.* XXI, 144 sq.

une large mesure. Je laisse parler ici mon auteur, ne voulant avoir aucune part de responsabilité dans les accusations irrévérencieuses qu'il formule contre ses concitoyens, et me contentant de les traduire dans la langue de Rabelais, la seule qui convienne en pareille matière :

« Nul ne croiroit de quelle devotion ilz sont pour
» les verres, et combien adonnez a Bacchus. Et volen-
» tiers eussé-je dissimulé ce travers des miens compa-
» triotes, n'estoit que je sçays que de nos jours la
» beuverie n'est poinct consideree comme ung vice,
» ains comme une vertu, et non des moindres : a telles
» enseignes que nul ne peult estre reputé homme de
» bien s'il ne sçait vider force hanaps et boire à tire
» larigot : et s'il le sçait deuement il est chery de tous,
» et choyé et recerché par ung chascun (1). »

Voilà qui est entendu : si les Liégeois du ^{xvi}^e siècle étaient des buveurs endiablés, c'est la faute à Homère ! De pareils arguments étaient faits pour convaincre : aussi ne restèrent-ils pas sans écho. Un des plus extravagants mortels qu'il y eut oncques, Goropius Becanus, les trouva tellement éblouissants qu'il se les appropriâ, et les développa sous son nom sans citer l'auteur premier : le pauvre geai flamand prenait pour des plumes de paon ce qui n'était que des plumes d'oison. Pour lui aussi, Aduatuca est incontestablement Waroux (Advaruca), et il ne doute nullement que le nom du ruisseau *Legia* ne vienne de *Legio*. Lui aussi est convaincu de la fondation de Leodium par Leiodès, fils d'Œnops ; seulement, comme il n'est pas de la maison, il se croit obligé à plus de ménagements que Hubert Thomas, et il déclare qu'il ne veut pas, comme d'autres, établir des comparaisons injurieuses entre les goûts bachiques du héros éponyme et ceux de ses descen-

(1) Hubert Thomas, *de Tungris et Eburonibus aliisque inferioris Germaniae populis commentarius*. 1540.

dants. Il est vrai que de son côté il trouve d'autres analogies auxquelles Hubert Thomas n'avait pas pensé, et qui font tout autant d'honneur à sa judiciaire. Léiodès, dit-il, était prêtre ; or voyez comme sa ville est toujours restée une ville sacerdotale : après Rome, il n'y en a pas qui compte un clergé aussi nombreux (1) ! Qui se serait douté que, si Liège était la capitale d'une florissante principauté ecclésiastique, cela tenait à ce qu'elle avait été fondée par un ami d'Ulysse ! Mais en voilà bien assez pour la patience du lecteur. S'il a le courage que j'ai eu — et je le prévient qu'il lui en faudra une bonne dose — il pourra faire dans notre auteur bien d'autres découvertes non moins stupéfiantes que celle-là ; pour le moment, il est temps de prêter l'oreille à des voix plus sérieuses.

Notre Abraham Ortelius, le père de la géographie, était beaucoup trop savant pour connaître autant de choses que Hubert Thomas et que Goropius Becanus : aussi confesse-t-il tout simplement son ignorance sur ce point qui, dit-il, fait l'objet de beaucoup de discussions (2). C'était parler d'or : à l'époque où vivait Ortelius, cette ignorance savante était le résultat le plus sûr auquel un érudit pût arriver. Ce fut aussi la conclusion à laquelle s'arrêta définitivement le judicieux P. Boucher, un érudit de la meilleure trempe celui-là, mais non sans avoir dû se défendre, il l'avoue lui-même, contre les séductions de l'homophonie. La *Notitia Imperii* mentionne une garnison de *Laeti Lagenses* campée dans le voisinage de Tongres (3). N'était-ce pas un véritable mérite, chez un Liégeois, de ne pas conclure immédiatement que ces *Lagenses* étaient ses concitoyens ? Le P. Boucher sut cependant résister à

(1) Goropius Becanus, *Origines Antwerpianae* ; Anvers, 1569, p. 60.

(2) Unde sit Leodio nomen nobis non constat, ac ut de eo multae circumferuntur opinionones, ita nihil quod cujusquam videatur momenti. (*Itinerar.* p. 19).

(3) Praefectus Laetorum Lagensium prope Tungros Germaniae secundae (Boecking, *Notit. Imper.* T. II, p. 120).

la tentation, en réfléchissant que Liège ne remontait pas à une telle antiquité, et cela lui fournit l'occasion de donner, en passant, un coup de griffe à Hubert Thomas et à sa légion. En somme, le P. Boucher concluait sagement, comme Ortelius, par une déclaration d'incompétence. Mal en prit aux deux princes de la philologie pour avoir voulu en connaître davantage. Sans doute, Scaliger et Juste Lipse étaient à l'abri des ridicules imaginations des humanistes Liégeois : il n'était pas besoin d'être aussi grand philologue qu'ils l'étaient l'un et l'autre pour savoir qu'il fallait d'abord remonter à la forme primitive, et ensuite interpréter celle-ci par la langue à laquelle elle appartenait. Mais pour retrouver cette forme primitive, il eût fallu des moyens d'information qui manquaient presque entièrement à cette époque. Travaillant ainsi sur des documents incomplets, les deux érudits ne purent découvrir qu'une partie de la vérité. L'un et l'autre se rendirent compte de l'existence d'un radical *leod* ou *leud* qui se retrouvait dans les plus anciennes formes connues des noms de la ville ; l'un et l'autre comprirent que ce radical était un mot germanique, un appellatif emprunté au vocabulaire de la langue commune. Mais ce fut là tout. La forme primitive complète échappa à tous les deux ; et, avec elle, le sens même du mot, qu'ils furent obligés d'interpréter au hasard, en s'appuyant sur l'analogie de *leod* avec plusieurs termes de la langue féodale du moyen âge.

Scaliger se jeta sur l'idée de vassalité exprimée par le mot de *leude*, et interpréta *Leodium* par *hominium*, c'est-à-dire que, selon lui, le nom de Liège signifiait le *fief* que l'évêque tenait du roi franc en sa qualité de *leude*. Juste Lipse se meut dans le même ordre d'idées. Il faut lire l'agréable discussion consacrée au sujet qui nous occupe dans le dialogue II du livre I de son *Poliorceticon*. Le savant humaniste, qui ne semble pas avoir connu Hubert Thomas, se montre impitoyable

pour ses étymologies, qu'il a trouvées dans le livre de Goropius Becanus. « Ne voyez-vous pas, dit-il au » vice-chancelier Pierre Oranus, un de ses interlocuteurs, que les plus anciens textes ne portent pas » *Legia*, mais *Lhetgia* ou *Lietgia*, et que ce sont là » des altérations du nom primitif, qui est *Leodium*, » comme il appert par les documents les plus anciens » et les plus authentiques. » Nous voici enfin sur la vraie voie, et invités par la philologie à chercher l'explication des noms dans leurs formes anciennes, au lieu de bâtir des conjectures absurdes sur leur forme moderne. Seulement, servi, comme nous l'avons déjà dit, par une connaissance imparfaite des documents spéciaux, Juste Lipse ne parvint pas à remplir le programme qu'il venait de tracer. Il ne remonta qu'à mi-chemin, et ne découvrit pas ce qui se trouvait au-delà de son *Leodium*; bien plus, il ne vit pas le lien de filiation qui rattachait *Letgia* à *Leodium*, et se vit ainsi amené à rechercher deux étymologies différentes pour ces deux formes dont l'une procédait de l'autre, ainsi que nous le verrons. Aussi les explications qu'il donne à ses auditeurs contiennent-elles le vrai et le faux à doses égales. Le nom le plus ancien de Liège, dit-il, qu'on retrouve encore aujourd'hui dans l'allemand et dans le flamand (*Lüttich*, *Luydick*, *Luyck*), était composé de deux radicaux germaniques dont l'un, *leod*, *leud*, signifie peuple, et dont l'autre, *dyck*, a le sens de digue, levée, chaussée. Si bien que l'un des deux noms primitifs de Liège signifie *chaussée publique*. Quant à celui de *Lietgia*, il s'écrit *Liutgas* dans un document officiel du IX^e siècle; et ce *Liutgas*, qu'est-ce encore une fois, sinon le même radical *liut* ou *leut*, combiné cette fois avec le mot *gass* ou *gasse* qui en allemand signifie passage, chemin, rue? *Liutgas*, c'est donc le *passage public*: et de la sorte, les deux noms de la même localité dérivent l'un et l'autre d'une désignation identique.

Quelle est, dans ces ingénieux badinages de Juste Lipse, la part de l'erreur et celle de la vérité, c'est ce que nous verrons tout à l'heure. Ce qui est certain, c'est qu'il avait entrevu et indiqué, bien que d'une manière assez vague, la méthode à suivre dans l'investigation historique des noms de lieux. Mais il faut du temps aux vrais principes scientifiques pour pénétrer dans l'esprit de tout le monde : on n'y recourt qu'après avoir épuisé toutes les formes possibles de l'erreur : c'est le désenchantement produit par les écarts de l'imagination qui amène enfin les chercheurs aux sévères et simples procédés de la science. Que de jeux de mots encore on forgea, que de billevesées nouvelles on débita sur l'origine du nom de Liège, pendant les deux siècles qui suivirent celui de Juste Lipse ! Son propre correspondant Dausquejus ne faisait que retourner à l'ancien divertissement du calembour étymologique, lorsqu'il proposait sérieusement cette explication saugrenue : *Luydick* (*luy-dick*) signifie *bourré de monde*, et fait allusion à la population considérable de l'ancienne ville (1).

Mais c'est à Liège surtout que l'on continua de barboter à cœur joie dans la mare où s'était embourbé Hubert Thomas. O la désastreuse érudition étymologique d'un Foullon ! Cet excellent homme, qui trouve Hubert Thomas fort ridicule et ses étymologies encore plus, semble cependant n'avoir qu'un souci : celui de lui disputer la palme dans le genre d'interprétations où il a brillé. Que dis-je ? parmi toutes les mirifiques visions de son prédécesseur, Foullon va précisément choisir, pour l'adopter, la plus abracadabrante, la plus horripilante, la plus désopilante, celle dont Thomas lui même rougit comme d'un péché de jeunesse, et qu'il cherche à se faire pardonner du public. Avez-vous souvenance, ami lecteur, de ces grands diables de

(1) V. Ζητήματα quaedam et ἀπορήματα super libris Domini Lipsii de *Milit. Rom.* (Burmman, *Sylloge*, T. II, p. 149).

Ligiens dont parle Tacitus au chapitre 43^e de sa *Germanie*, et qu'il met quelque part aux confins orientaux de l'Allemagne, du côté des Polaques et des Hongriens de nos jours ? Ce sont gens outrageusement barbares et féroces, et qui prennent plaisir à le paraître davantage encore : ils ont tout le corps peinturluré de noir, ils ne portent que des boucliers noirs, ils ne combattent que pendant des nuits bien noires : de vrais démons, en un mot ! Hubert Thomas, qui avait le premier imaginé de nous rattacher à ces beaux ancêtres, avait reculé épouvanté de son impertinence et fait amende honorable. Foullon, lui, n'est pas gêné pour si peu. Non seulement il n'a aucune répugnance à cette filiation, mais il a même la bonté de nous apprendre comment la chose *aurait pu être possible* : « On pour-
» *rait supposer*, dit-il, que les Ligiens, peuple germa-
» nique mentionné par Tacite, vinrent après la
» destruction des Eburons s'établir là où s'élève au-
» jourd'hui Liège. Ce qui confirme cette origine, c'est
» notre manière de prononcer le nom de la ville
» (*Lige*) (1). »

Mais ce n'est pas tout. Désespérant sans doute de jamais faire accepter par ses concitoyens l'arbre généalogique qu'il vient de leur dresser, Foullon s'avise aussitôt d'une combinaison nouvelle. Ces *Laeti Lagenses* dont nous a parlé le P. Boucher, et qu'il place à *Lagium* (Louwaige) (2) près de Tongres, qu'est-ce qui nous empêche de supposer qu'après la destruction de leur ville par les barbares, ils soient venus se réfugier

(1) *Suspiciari quis possit, Ligios Germaniae populos Tacito memoratos post excisam Eburoniam consedissee ubi modo Legia est, favetque siti origini pronuntiatio nostra.* Foullon, T. I, p. 19.

(2) Böcking dans la *Notitia Imperii* l. l. et Grandgagnage dans son *Mémoire* ont fait justice de l'erreur du P. Boucher, qui n'a imaginé *Lagium* que pour rendre compte de *Lagenses*, et qui ensuite l'a identifié avec Louwaige. Tout ce qu'on peut dire sur les *Lagenses* de la *Notitia*, c'est qu'on ne sait absolument rien de positif sur leur compte !

dans la vallée de la Meuse, à laquelle ils auraient donné le nom de leur patrie? *Legia* viendrait donc bien de *Lagium*, et Liège serait une colonie de Louwaige. Ainsi raisonne Foullon, qui ramène la garnison des *Lagenses* dans notre ville, où nous allons la voir s'établir pour longtemps. Puis, pour couronner sa découverte historique, et pour rendre compte de *Leodium* en même temps que de *Legia*, il a la bonté de nous apprendre que, depuis le ravage du pays des Eburons par l'armée de César, l'endroit où vinrent s'établir les *Lagenses* était tout-à-fait dépeuplé et désolé, ce qui s'exprimait en langue éburonne par le terme de *ledik* (vide), d'où *Leodicum* (1).

C'est bien assez, dira le lecteur. — Non, répond notre historien, ce n'est pas assez. Ce que vous venez d'entendre est de mon crû ; vous pouvez en faire ce que vous voulez, et je ne serai pas blessé si vous rejetez mes hypothèses. Mais voici une opinion de savants hommes que je vous conseille de traiter avec plus de déférence. Liège est un alleu de l'évêque (leod, allod) d'où son nom, et les Liégeois sont des hommes liges (*Legii*).

Le sage Barthélemy Fisen se garde de laisser ainsi la bride à son imagination : il se contente d'enregistrer les

(1) Quid vero si dicamus Tungris per barbaros excisis, destructoque *Lagio*, quod ex notitia Imperii Tungris vicinum fuisse constat (*Lowaige*) superestque ejusdem nominis vicus et castri romani reliquiae, Lagienses superstites, ut hostium excursionibus se subducerent, in vallem opacam ad Mosam se contulisse, indeque Legiam a Lagio dictam? Occurrebat enim vastato per Caesarem Eburonum agro, domibus incensis, dissipatisque cultoribus Teutonicâ voce eam provinciam solitudinem appellari coeptam indeque Leodiense nomen paulatim profectum (*Ledick*).

Foullon n'est pas moins bien renseigné sur l'origine des noms des lieux voisins de Liège ; en toutes circonstances il se montre préoccupé de damer le pion à Hubert Thomas. Avroy ne vient pas de Aurunculejus, mais des *Avares* (qui valent encore moins que les Liges, et qu'on trouve du même côté de la carte géographique) ou du mot *affreux*, parce que les assassins de saint Lambert, qui ont peut-être demeuré là, n'avaient pas volé ce qualificatif ; ou encore d'*aura*, parce qu'il y fait du vent. Mais, ajoute-t-il par manière de conclusion, il ne vaut pas la peine de discuter ces menus détails. Que ne le disait-il tout d'abord ?

principales opinions, et de choisir... la plus déraisonnable. Foullon, au milieu de ses écarts, avait au moins le mérite de reconnaître l'antériorité de *Leodium* sur *Legia*. Pour Fisen, c'est tout le contraire. « Des deux noms que porte la cité, nous dit-il, celui de *Legia* est le plus ancien : il existait déjà avant la fondation de Liège pour désigner le pays. Le nom de *Leodium* est d'origine plus récente : je ne le rencontre pas avant la fondation de la ville. » Ce dernier point est d'une vérité saisissante, et nul ne niera qu'en général le nom d'une ville soit postérieur à la ville elle-même ; seulement, le tort de Fisen est de se figurer qu'il y ait une exception à cette règle en faveur de *Legia*. Ce sont les *Lagenses* et le *Lagium* de Foullon qui hantent aussi l'imagination de Fisen, et qui l'empêchent de voir clair.

Sautons deux siècles pour échapper à ces fabuleuses garnisons d'une ville mythique, et voyons si le *xix^e* ne nous délivrera pas des Grecs et des Romains. Hélas ! je retrouve mes éternels *Lagenses* jusque dans le plus récent historien du pays de Liège ; et même ils sont installés ici d'une manière bien plus confortable qu'il ne paraîtrait d'après Foullon et Fisen. Selon ces derniers, ils n'habitaient Liège qu'en qualité de fugitifs, d'exilés, et ils y devaient mener une existence assez piteuse. M. Ferdinand Henaux, au contraire, nous les montre engarnisonnés dans un spacieux château-fort romain ; ils sont sous les ordres d'un *præfectus* ; la ville, loin de n'être qu'un misérable bourg, est une opulente cité romaine entourée de fortes murailles, ayant son conseil municipal et ses maîtres à temps dès la fin du règne d'Auguste. Loin de devoir son nom à un bourg *Lagium* auquel M. Henaux ne paraît pas croire, c'est la ville elle-même qui donne à ces belliqueux habitants le nom de *Lagenses*, équivalant à celui de *Ligenses*, car son nom, à elle, son nom antique et immuable, c'est Lige, nom qu'elle a déjà porté avant que César parût dans nos contrées, et sous lequel ses

enfants la désignent encore à l'heure qu'il est. En d'autres termes, Lige est un vocable celtique tout comme Huy, Dinant, Seraing, Visé, Tongres, etc. (1).

Telle est la thèse de cet érudit, qui ouvre une nouvelle carrière à l'imagination de ses compatriotes, en les conviant à chercher désormais dans un autre domaine la clef d'une énigme dont ils ont demandé la solution à tant de langues et à tant de peuples divers. Hélas ! nous voilà retombés de Charybde en Scylla, et qui sait combien de siècles encore ces malheureux Celtes vont occuper militairement le berceau de la cité de Liège, avant qu'on puisse les en déloger à main armée, comme on a fait pour Cœnops et Leiodès, de bachique mémoire ! A moins que ce chétif écrit, dans lequel ces Messieurs seront sommés en bonne et due forme d'avoir à vider les lieux, ne parvienne à les intimider et à les faire déguerpir à grègues retroussées, Dieu sait la vie qu'ils vont mener encore dans ce pauvre logis de l'histoire de Liège, et comme ils nous abîmeront nos annales déjà bien assez maltraitées ! Sans compter qu'ils y rencontreront leurs ennemis héréditaires, les Germains, qui n'entendront pas leur céder la place, et qu'il se livrera ici, au futur passé si je puis ainsi dire, des batailles qui feront couler tout au moins des flots d'encre. Je ne plaisante pas, et ce qu'on a déjà osé dans ce domaine me répond de ce qu'on osera dans la suite, si toutefois..... Mais écoutons plutôt M. Fabry-Rossius, dans son *Résumé synoptique et étymologique des noms des communes de la province de Liège*, et avouons que l'histoire a tort de ne point s'être passée conformément à son programme rétrospectif.

Deux races humaines se sont rencontrées à Liège : les Germains et les Celtes. (Nous y voilà !) La plaine est celtique, la montagne est germanique. Sur celle-ci se dresse la forte citadelle de *Leod* ; dans celle-là

(1) F. Henaux, *Histoire du Pays de Liège*, 3^e édit. T. I, p. 53, note 1, p. 71.

s'étend l'humble bourgade de *Legia*. Là-haut les superbes conquérants et leur ville au nom tudesque ; en bas, les enfants de la race vaincue, avec leur village dont le nom se retrouve dans plus d'un vocable celtique. Voici maintenant ce qui va se passer.

« Pendant que le hautain *Leod*, hérissé de fortes » maisons de pierre se flanquant l'une l'autre, comme » un assemblage de redoutes, dominait toute la plaine, » l'humble *Legia*, couverte de chaumières éparses, » semblait condamnée à la servitude et à l'oubli. Le » sang de saint Lambert, versé par des hommes de la » race conquérante, l'affranchit et lui donna un lustre » inespéré. *Legia* est sanctifiée, *Leod* est maudit. Les » Gaulois augmentent, les Teutons diminuent. La » langue des vainqueurs s'évanouit, *Leod* devenu *Leo-* » *dium*, hommage indirect rendu à la race vaincue, » n'existe plus que dans le style diplomatique, tandis » que la race des vaincus, la langue des Gallo-Romains » reconquiert le terrain perdu, et, quoique se modifiant » à travers les siècles, elle fait parvenir jusqu'à nous le » nom de la ville sainte, car *Legia* c'est Liège ! » (1).

Italiam! Italiam! Nous sommes enfin, Dieu merci, arrivés au terme de notre laborieuse enquête, et nous y avons vu tant de choses qu'on a quelque difficulté à se les ramentevoir. Récapitulons. César, Auguste, Cicéron, Sabinus et Cotta, Ambiorix, Asiulf, Dodon, le lion, saint Servais, saint Monulphe, saint Lambert, le roi Léodès I, barbare ; le prêtre Leiodès, ni barbare ni roi, mais grec très illustre et buveur très précieux ; Ulysse et son ami Cénops ; puis les leudes mérovingiens, le fief et l'alleu, la chaussée publique et le passage public, l'excès de population (*luydick*) et le dépeuplement (*ledik*) ; ajoutez à ce tohu bohu d'hommes et de choses les Grecs et les Romains, les Ligiens et les Lagiens, les Germains et les Celtes, et dites-moi si

(1) *Bulletin de l'Institut Archéologique Liégeois*, T. VII, p. 311.

nous n'aurions pas le droit de chercher les ruines de la tour de Babel sur les bords de la Légia (1).

(1) Cette revue de pathologie intellectuelle ne serait pas complète, si j'omettais de signaler le passage suivant d'une brochure qui m'est arrivée pendant que je corrigeais les épreuves de cette feuille, et qui est intitulée : *Quelques notes historiques sur l'ancienne Belgique depuis vingt siècles*, par Jules Pirard, prêtre liégeois (Liège, chez Vaillant-Carmanne 1882). Je cite textuellement sans changer un iota à cette page stupéfiante :

« Quant à la ville de Liège, *Luyks* en flamand, *Lüttich* en allemand, *Legia* ou *Leodium* en latin, si l'on s'en rapporte à la dénomination allemande *Lüttich*, Liège tirerait sa signification du mot allemand *Lutter*, la première distillation d'eau-de-vie ; en effet, les Cérèses s'occupaient de la distillation du jus de raisin, brasserie et le reste. Mais nous croyons que Liège vient du mot grec *Ληγία*, *legia* ou *leodium*, les côtes de la Meuse et la route en pente qui fait le vallon de Liège à droite et à gauche de la Meuse ; le mot latin *alligatio* (*ligare*), l'allège, expliquerait aussi fort bien le nom de Liège ; on sait que sur la pente du coteau de Liège, il faut enrayer les roues des chariots pour la descente, et employer les chevaux d'allège à la remonte.

Enfin le terme flamand *luyks* semblerait venir de *leuk*, *leuca*, la lieue, et indiquer que Liège était bâti à une lieue de Tongres. On sait que la ville de Tongres s'est étendue jusqu'à Voroux-Liers, à une lieue de Liège.

Nous aimons mieux croire que le latin *Legia*, Liège, qui traduit aussi le nom de la rivière la Lys, est la reproduction du grec *Ληγία*, les côtes de Liège, ou la limite des Cérèses, et de même dans les Flandres, l'eau de la Lys (*ligia* ou *legia*) était la limite des terres des Manépiens et des Nerviens.

Le nom complet de Liège se retrouve dans un nom de famille très ancien et assez rare aujourd'hui, croyons-nous, au pays de Liège : c'est *Villegia*.

Dans ce nom de famille s'est conservé le vieux nom de Liège, qui appartient à l'époque de la basse latinité, et aux premiers temps de la langue française en formation : *villegia* correspond au mot villaige ou village. Qui faisait un groupe d'habitations dans une vigne et la clôturait de haies, faisait *village*, c'est-à-dire donnait des côtes ou des limites à la vigne : *vineæ* *ληγία* ou vigne-legia. De là est venu le mot Liège : qui dit Liège dit village, hameau au milieu des vignes, à la porte de la ville de Visé, près le faubourg Vivegnis.

De là est venue l'expression : aller en villégiature (le mot n'est pas reçu néanmoins par l'autorité académique de France). »

La brochure de M. Pirard contient 134 pages, qui sont toutes dans le même goût. Le but de l'auteur n'a pu être, évidemment, que de se moquer des étymologistes ridicules en leur montrant qu'on peut aller plus loin qu'eux. Il me permettra cependant de lui faire observer qu'une plaisanterie trop prolongée dépasse le but et peut paraître fade.

Que le lecteur ne craigne pas cependant de me voir augmenter cette confusion des langues, en apportant à mon tour une explication nouvelle. Le temps est fini où la science étymologique n'était qu'un jouet d'érudits ou qu'un passe-temps d'oisifs ; et bien que, par un vrai phénomène d'atavisme, on tombe encore aujourd'hui sur des étymologistes qui ont oublié de naître au ^{xvi}^e siècle, la méthode est définitivement fixée, et les erreurs mêmes qu'on pourrait commettre en l'appliquant sont limitées dans un cercle des plus restreints. Au reste, ce n'est pas une interprétation nouvelle que je viens proposer. La véritable étymologie du nom de Liège a été trouvée, il y a deux siècles, par Adrien de Valois, le seul homme, avec l'abbé Lebeuf, qui ait su, avant notre temps, emprunter plus d'une fois de précieux renseignements à l'onomastique locale. Adrien de Valois était remonté à la forme primitive du nom de Liège, et l'avait interprétée avec une sagacité remarquable dans sa *Notitia Galliarum*. Mais ce bel ouvrage devançait son époque, et même si les savants Liégeois l'avaient connu, bien peu d'entre eux auraient été capables d'apprécier la méthode austère de l'investigation scientifique, telle qu'elle est appliquée dans ce livre. C'est cependant jusqu'à lui qu'il me faudra remonter aujourd'hui, en faisant table rase de tout ce qu'on a débité depuis, et en complétant, avec des documents plus nombreux, le travail si magistralement commencé par lui.

CHAPITRE II

LE VICUS LEUDICUS

Peu de noms géographiques ont subi des transformations aussi nombreuses et aussi profondes que celui de Liège : la forme actuelle ne représente plus que de très loin l'appellation primitive sous laquelle nos ancêtres désignaient la cité de saint Lambert. Le tableau suivant, dans lequel j'ai classé par ordre chronologique toutes les variantes connues, donnera une idée de ces altérations successives d'un même vocable ; il est plus complet et plus méthodique que ceux de Förstermann et de Grandgagnage, et il nous fournira tous les matériaux que nous aurons à mettre en œuvre au cours de notre étude.

FORMES DIVERSES DU NOM DE LIÈGE

VIII^e SIÈCLE

730 (*circa*) LEODOSIO. LEUDICO. Gest. regg. franc.
Bouquet, II, p. 571 (1).

(1) La leçon *Leodosio* est incontestablement fautive, et due à une erreur de copiste. Un MS. des *Gesta Regum Francorum* qui faisait partie de la collection du baron de Crassier, et que dom Bouquet estimait fort, portait ici la bonne leçon *Leudico*, que j'ai rétablie à dessein.

723-743. Formes relevées dans le *Vita Lamberti* : *in villa cui vocabulum est* LEODIO (Mabillon, Acta SS. Ord. S. Bened. III, p. 65) *in praefata villa* LEODIO (p. 69) *in supradicta villa* LEODIO (ib) AD LEODICUM (p. 70).

LEODIUS même ouvrage, au premier des passages cités ci-dessus, dans un MS. parisien du VIII^e siècle (1), et dans une correction marginale d'un MS. de saint Gall, du X^e (2).

LEODIUM à la place du *Leodicum* de Mabillon, dans toutes les autres éditions.

743 (*circa*) *Usque* LEODIUM, Vita Huberti, édit. Desmedt, c. 19. (*Bullet. de la Commission royale d'histoire*).

IX^e SIÈCLE

814-816. LEODII. Diplôme de Waltcand pour Andain.

In vico LEUDICO. Einhard, Annal., ad ann. 769 (Pertz, Script., I, p. 149). Id. in Translat. SS. Marcell. et Petri (Migne, T. CIV, p. 563).

In LEODICO VICO PUBLICO. Ann. Lauriss. ad ann. 769 (Pertz, ib., p. 148. Forschungen zur Deutschen Geschichte, XIII, p. 628).

In LEODIA. Ann. Tilian. ad ann. 769. (Pertz, I, p. 220).

In vico LEUTICO. Prudent. trec. Ann. ad. ann. 854 (Pertz, I, p. 448).

In vico LEUDICO. Id. ibid. ad ann. 858.

853. LEODICO VICO PUBLICO. Diplôme de Lothaire I.

854. *Apud* LEUDICAM. Diplôme de Charles et de Lothaire (Pertz, Legg., I, p. 427).

856. *In* LEODICO. Procerum Karoli consilium (Pertz, Legg., I, p. 427).

(1) Biblioth. nation. Paris 12. 598 Saint Germain *olim* 671.

(2) Biblioth. de Saint-Gall, n° 551.

- 856 (*circa*) LEODIUM, nominatif. Sedulius de Liège, éd. Grosse, XV, 47.
- 858 (*circa*) In LEODIO VILLA PUBLICA. Adon. Martyrol. In LEODICO. Hincmar. Ann. ad ann. 856, (Pertz, Script., I, p. 447).
in LEUDICO. Id. ad ann. 882, p. 514.
- 884 in LEODIO. Charte de Charles le Gros (Chapeauville, I, p. 161).
- 898 in LEODIO. Charte de Zwentibold (Ibid., p. 162).
VILLA LEUDEGUS. Florus in Auctario Bedae.
LEODICO. Chronic. Moissiacense (Pertz, I, p. 290).

X^e SIÈCLE

- LEODIUM CIVITATEM. Regino ad ann. 881 (Pertz, Script., I, p. 592 ; id. ibid., p. 602 ad ann. 891).
- 903-920. LEODIUM (accusatif) Etienne in Vita Lamberti (Chapeauville, I, p. 367).
- 903-920. LEDGIA. Hucbald de saint Amand, in Vit. Lambert. (*Bullet. de l'Institut. Archéol. liégeois*, T. XIII, p. 410).
LEDGIA, autre poème sur saint Lambert (Ibid. p. 420).
921. LEOGIS *episcopatus*. in LEODIO. in *supradicta ecclesiâ quae LEGIA dicitur*. Joann. X, ep. ad Carol. Calvum. (Migne, T. 132, p. 806). LEODII. Ratherii Conclusio deliberat. in titul.
- 987 (*circa*) LEUDIE, Ann. s. Maximin. Trever., ad a. 945 (Pertz, Script., IV, p. 7).
LEODII, LEODIO, LEODIUM *passim* dans les diplômes et les chroniques.

XI^e SIÈCLE

1012. LEODICI, Diplôme d'Henri II (Fisen, p. 171).
1017. LEODIUM. Epitaphe en vers de l'évêque Jean à S. Jacques (Vita Balderici dans Pertz, Script. IV).

1024. *In CIVITATE LEGIA*. Diplôme de Conrad II (Chapeaville, I, p. 288).
1036. *In URBE LETGIA*, (Miraeus, Diplom. belg., p. 263).
1048. *LEGGIA*. Epitaphe en vers d'Olbert de S. Jacques dans Sigebert de Gembloux (Pertz, Script., T. VIII, p. 541).
1051. *LEGIA passim*, *LEGIA in LEODICO* dans les Rouleaux des Morts du Mont Canigou. (Publié par L. Delisle pour la Société de l'histoire de France, p. 103, 104, 107, 108, 111, 113, 120).
- 1056 (*circa*) *LEODIUM passim* *LEODIUM VICUS PUBLICUS* (in praefat.) *LETHGIA*, c. 73 et 74 dans Anselme (Pertz, Script., T. VII).
- 1060 (*circa*) *LEOGIUM*, *LEGIA nostra*. Lettre du Liégeois Gozechin (dans Mabillon, Analect., p. 439).
1067. *LEGIA*. Epitaphe en vers de Maurilius à Rouen (Ordéric Vital).
- Nothiero* *LAODICENSI*. *Wolfheri Vita* (Pertz, Script., XI, p. 184) (1).

En jetant un coup d'œil sur ce tableau, on s'aperçoit que les textes les plus anciens nous offrent un radical *leodic* ou *leudic*, — ce qui revient au même, car *eo* et *eu* sont équivalents dans les documents latins du moyen âge, et s'emploient l'un pour l'autre (2). Dans ce radical, augmenté d'une désinence de la 2^e déclinaison

(1) A partir du XI^e siècle, toutes les formes sont fixées, sauf la française *Liège* qui n'apparaîtra que vers le milieu du XIII^e siècle dans les textes. L'emploi simultané de *Leodium* et de *Legia* devient une règle générale. Le poète anonyme de 1118 emploie neuf fois *Leodium* et huit fois *Legia*. La forme *Leodicum* disparaît peu à peu : le plus récent emploi qui en soit fait est dans le *Vita Notgeri* du XII^e siècle, dont il sera parlé plus loin.

(2) C'est ainsi qu'on écrit indifféremment *Theodericus* et *Theudericus*, *feodum* et *feudum*, etc.

que nous rechercherons tantôt, *ic* était bref et l'accent était porté sur la première syllabe du mot, ce qui faisait glisser rapidement la prononciation sur les deux syllabes finales et devait amener de bonne heure l'affaiblissement du *c* primitif. On commença par dire *Leodigus*, en atténuant très fort le *g* de manière à le faire ressembler à un *y* ; de là à *Leodius*, la transition était insensible. Cette forme intermédiaire *Leudigus* nous a été conservée heureusement dans un document du ix^e siècle (v. ci-dessus) : si elle ne se rencontre pas plus souvent, c'est sans doute parce qu'elle contenait une nuance délicate qui ne devait pas être remarquée de tout le monde. Cependant la forme pure se maintint longtemps encore à côté de la forme adoucie : celle-ci, plus facile et plus coulante, était préférée dans le langage de la conversation, et reparait plus souvent, pour cette raison, dans les écrits d'origine privée, comme les chroniques et les biographies ; celle-là, plus correcte et plus traditionnelle, était conservée de préférence dans les documents publics, et voilà pourquoi les diplômes officiels du ix^e siècle nous l'offrent si fréquemment. Au reste, il convient de faire ici une remarque importante qui s'applique à toutes les recherches sur les noms de lieux : c'est que bien des fois la forme archaïque consignée dans le texte d'un auteur ancien a été remplacée, aux siècles suivants, par celle qui était la plus répandue et la mieux connue des copistes : joignez à cela la négligence des éditeurs, et vous finirez par conclure que les formes modernisées ont peut-être usurpé une antiquité plus reculée que celle qui leur appartient. Les noms de lieux n'ont pas échappé mieux que les autres vocables à la transformation lente et continue de l'orthographe : un même auteur, conservé dans un manuscrit du viii^e siècle et dans un du xvi^e, présente de singuliers contrastes : et si ces divergences sont peu importantes pour la majorité des termes du lexique, parce qu'on reconnaît facilement le même mot sous un autre costume, il n'en

est pas ainsi pour ce qui concerne les noms propres de lieux, dont le radical et la signification primitive sont d'ordinaire inconnus, et dont, par conséquent, il est essentiel de connaître jusqu'à une lettre près la forme première. Voici une preuve éclatante de la vérité de cette observation. Les meilleures éditions, celles qui ont été faites sur les textes les plus anciens et d'après toutes les règles d'une rigoureuse critique, sont aussi celles où le radical *leodic-* apparaît le plus fréquemment, alors que dans les éditions antérieures des mêmes textes, il est remplacé souvent par des formes plus récentes. Ainsi, par exemple, dans les monuments imprimés avant notre siècle, le dernier exemple de la forme intégrale *leodic* se trouve dans un ouvrage de Rathère écrit vers le milieu du x^e siècle, tandis que dans le Gilles d'Orval, édité avec grand soin par M. Heller d'après un manuscrit du XIII^e siècle, on lit encore au moins une fois cette même forme : c'est-à-dire qu'en définitive elle a duré trois siècles de plus que ne le laisseraient croire les éditions non critiques.

Mais, pendant que le radical *Leodic* déviait insensiblement vers la forme adoucie qui devait finir par le remplacer, il se conservait avec plus de stabilité dans son adjectif dérivé, où le solide contrefort d'une désinence de deux syllabes permettait au *c* menacé de supporter sans fléchir le poids de la syllabe précédente. *Leodicensis*, en effet, resta longtemps la forme unique de l'adjectif de *Leodicus*, alors que depuis longtemps avait prévalu la forme adoucie du substantif. Ainsi, pour ne citer ici que des textes critiques entièrement sûrs, *Leodicensis* est la seule forme employée au x^e siècle par Ruotgerus dans sa *Vie de Brunon* (1), au xi^e par Anselme (2), par l'auteur du *Vita Balderici* (3), par les

(1) *Monn. Germ. hist.*, T. IV, cc. 38. 47.

(2) *Ib.*, T. VII, praef. ad Harig., *bis* ; praefat. ad Anselm., puis cc. 23 et 24.

(3) *Ib.*, T. IV, cc. 1 et 29.

rouleaux des morts du Mont Canigou (1), au XII^e par la chronique de saint Hubert et par Sigebert de Gembloux. La forme *leodiensis* cependant existait déjà ; et si on peut ajouter foi aux textes publiés par Chapeauville, elle aurait déjà été employée en 884 ; dans tous les cas, le XI^e siècle nous en offre des exemples certains dans la vie de Thierry de saint Hubert, où elle figure jusqu'à neuf fois à l'exclusion de *Leodicensis* (2). Est-il besoin d'ajouter que *leodiensis* n'est nullement une forme adoucie de *leodicensis*, mais qu'il provient directement de *Leodius*, n'étant ainsi, si l'on veut me permettre la comparaison, que le petit neveu et non pas le fils du vocable qu'il rappelait.

Des destinées plus longues et plus tranquilles attendaient le radical *leudic* dans les dialectes germaniques voisins, où l'on avait moins d'aversion pour les consonnes fortes. *Leudicus*, protégé par l'hospitalité d'un idiôme dont tous les mots ont une puissante charpente osseuse, vit encore aujourd'hui dans l'allemand *Lüttich* et dans le flamand *Luyk* (autrefois *Luydick*) où il n'a éprouvé presque aucune altération, tandis que son congénère *Leudius*, confié à une langue mobile et volage, devait avoir les mêmes destinées qu'elle, et traverser toute une série de métamorphoses pour arriver à sa forme actuelle et définitive.

Quelle était la désinence de notre radical *leodic* ? Était-ce *us* ou bien *um* ? Ne haussez pas les épaules, ami lecteur, et ne criez pas au pédant : vous allez voir tout de suite qu'il n'est pas indifférent pour Liège de porter un nom en *us* !

La question, d'ailleurs, n'est pas des plus faciles à résoudre. En effet, dans nos sources, le nom ne figure guère qu'aux cas obliques, l'occasion se présentant rarement, surtout à des écrivains aussi peu variés et aussi

(1) Rouleaux des morts du x^e au xv^e siècle, recueillis et publiés par L. Delisle. Paris, 1866.

(2) *Monn. Germ. hist.*, T. XII, c. 4, 8, 10, 15, 16, 22 (bis) et 25 (bis).

raides que ceux du haut moyen âge, d'employer le nom propre d'une localité au nominatif. Cette occasion cependant s'est présentée une fois au biographe anonyme de saint Lambert (VIII^e siècle) ; mais, en vrai barbare, il écrit naïvement : *Villa cui vocabulum est Leodio*, à peu près comme un étranger ignorant dirait en français : *une localité dont le nom est : à Liège !* (1). Ici cependant se rencontre une variante des plus instructives pour notre sujet. Le plus ancien et le plus barbare de tous les manuscrits du *Vita Lamberti* (et à ce double titre le plus authentique) porte ici *Leodius* à la place de *Leodio*, et un manuscrit du X^e siècle du même ouvrage, conservé à la bibliothèque de Saint Gall, donne également cette précieuse variante dans une correction marginale. Il importe peu d'établir quelle aura été la leçon de l'auteur. Si, d'un côté, *Leodius* a pour lui les deux plus importants manuscrits et l'autorité de la grammaire qui exigeait ici un nominatif, de l'autre côté *Leodio* peut invoquer tous les autres textes et sa barbarie même : car, il ne faut pas l'oublier, quand il s'agit des écrivains de cette époque, la forme la plus incorrecte est d'ordinaire la plus sûre : ils ont été corrigés souvent, il n'a guère été possible au copiste le plus distrait ou le plus ignorant de leur attribuer des fautes de langage qu'ils n'avaient pas commises. Mais dans tous les cas, leçon primitive ou correction postérieure, *Leodius* nous apparaît dès le VIII^e siècle dans le texte le plus antique où le nom de notre ville soit cité ; et nous offre ainsi la preuve péremptoire que le nominatif était, non pas *Leodicum* (*Leodium*) mais *Leodicus* (*Leodius*). Ce témoignage du VIII^e siècle, complété par la correction marginale du X^e dont je viens de parler, est corroboré d'une manière frappante par un texte du IX^e, où se

(1) Stamboul (εις τὴν πόλιν) Stanco (εις τὴν Κω) et autres noms de lieux modernes doivent leur origine à la même manière barbare de parler, avec cette différence que d'un côté on a employé l'ablatif de repos, et de l'autre l'accusatif de direction.

retrouve également la forme nominative : or là, encore une fois, on lit *villa Leudegus*. Il reste donc établi que la terminaison primitive de notre vocable était *us*, et qu'il l'avait conservée même après qu'il avait passé par les formes adoucies *Leudig-* et *Leudi-*.

La substitution de la forme neutre *Leodium* à la forme masculine ne s'est faite qu'à la longue et grâce à des circonstances spéciales. Comme je l'ai montré, l'occasion d'employer le nominatif du nom n'étant pas fréquente, on ne le connaissait que par ses cas obliques, où les désinences sont les mêmes que celles du nominatif (*Leodii*, *Leodio*, *Leodium* acc.). Or, comme l'immense majorité des noms propres de villes sont féminins ou neutres, et que les désinences de notre nom aux cas obliques étaient identiques à celles des noms neutres, on dut être tout naturellement amené à une substitution de genre dictée par les lois de l'analogie. Voilà comment *Leudius* devint *Leodium*. Cette nouvelle transformation était déjà accomplie vers le milieu du IX^e siècle, car c'est à cette époque que je constate pour la première fois le nominatif *Leodium*. Il est probable d'ailleurs que le neutre *Leodium* se sera imposé dès le moment où le mot *leudicus*, perdant totalement son sens premier, fut devenu un simple nom propre : il n'y aurait aucun intérêt à préciser plus exactement les dates.

Maintenant que nous sommes parvenus à rétablir dans sa forme authentique le vocable sous lequel notre ville était désignée dès le VI^e siècle, le moment est venu de rechercher ce que signifie cette vénérable appellation primitive. Que veut dire *Leudicus* ? C'est, ni plus ni moins, un terme de ce latin barbare qui aurait fait frémir d'horreur les mânes de Cicéron, et qui, à partir du IV^e siècle, naquit en Gaule du mélange de la langue des Romains et de celle des barbares. Beaucoup de termes de ce genre surgirent alors : d'un côté, les relations nouvelles nécessitèrent l'emploi de termes nouveaux ; de l'autre, la langue latine, en décadence comme

les peuples qui la parlaient, n'avait plus assez de force pour résister victorieusement à l'invasion des vocables étrangers, quelque inutiles qu'ils fussent. *Leudicus* appartient à la catégorie de ces derniers : il est formé d'un radical barbare *leud* et d'une terminaison latine *icus*, et ne signifie pas autre chose que *publicus*. *Leud* (*leod liod liud*) a le sens de peuple dans les idiômes germaniques : il se retrouve aujourd'hui dans le *leute* allemand et le *lieden* flamand avec le sens de gens (comme pluriel de *man*, homme) et son emploi dans la même acception à l'époque mérovingienne est attesté par le mot bien connu de *leudes*. Des termes tout à fait analogues par leur formation sont les deux adjectifs *læticus* et *salicus*, composés l'un et l'autre d'un radical germanique (*laet* : colon ; *sala* : maison) et d'une désinence latine. De ces trois termes, *leudicus* a le moins vécu, n'étant qu'un inutile doublet barbare de *publicus*. Mais, avant de disparaître, il avait eu le temps de se fixer sur un lieu, et c'est ce qui l'a sauvé : car c'est, comme nous l'avons vu, le propre des noms géographiques de faire surnager ainsi les épaves flottantes des idiômes naufragés, et de les léguer à la curiosité des siècles.

Il est un autre endroit que Liège où cet appellatif *leudicus*, dans le sens de *public*, a survécu comme nom propre, et, chose digne de remarque, a subi les mêmes transformations phonétiques que chez nous.

En 991, le roi Hugues Capet concède à Arnould évêque d'Orléans, le droit de chasse dans une forêt qu'il appelle *leodia silva*, et son fils le roi Robert, en confirmant la concession paternelle, désigne cette même forêt sous le nom de *silva leodiga* (1). Adrien de

(1) Diplôme du roi Hugues Capet : *Leodiae quoque silvae venationem sicut antecessores ejus (A. episcopi) visi sunt habuisse, eidem matri ecclesiae (S. Crucis) habere concedo*. Diplôme du roi Robert : *Venationem quoque silvae leodigae quam per quandam convenientiam subriperam reddo*. Adrien de Valois, *Notitia Galliarum*, p. 270. Ducange,

Valois, qui cite cet exemple, fait même remarquer que de son temps, un canton de cette forêt avait encore conservé le nom de *bois commun*, ce qui est bien la traduction de *silva leudica* !

Liège même, d'ailleurs, continua d'être désigné longtemps comme *terre publique*, même après que le sens de *leudicus* se fut entièrement perdu, et que ce mot n'eut plus que la valeur d'un nom propre indéchiffrable. Les plus anciens documents officiels qui mentionnent cette ville, à savoir les diplômes royaux du IX^e siècle, accompagnent fréquemment son nom de la désignation de *vicus publicus*. *Leudicus vicus publicus*, disent plusieurs d'eux, traduisant, peut-être sans le savoir, le nom barbare par le nom latin. *Vicus leudicus*, disent les autres, et ceux-là probablement ont gardé la notion de la valeur adjectivale de *Leudicus*, ainsi que du sens de ce mot. Il résulte de tout cela que *vicus leudicus* et *vicus publicus* sont absolument la même chose, à cette exception près que *leudicus*, devenu obsolète comme adjectif, avait déjà pris un sens géographique et une valeur de nom propre, et que sa signification primitive était en train de s'oublier rapidement dès le IX^e siècle.

Mais si *leudicus* n'était qu'un adjectif, il est clair qu'à l'origine on n'a pu l'employer seul pour désigner notre ville. Il a dû nécessairement être accompagné d'un substantif, et d'un substantif masculin.

Et ce substantif n'a été autre que le *vicus* des diplômes carolingiens, seul mot masculin que possède la langue latine pour désigner un endroit habité. Ainsi le nom primitif de Liège, c'était *vicus leudicus*, c'est-à-dire le *bourg public* ! Et comme cette désignation marque la condition tout officielle du sol de notre ville à son

art. *Leodicus*. On voit ici, par un nouvel et curieux exemple, se vérifier la loi phonétique qui d'abord altère *leodicus* en *leudigus* pour en faire ensuite *leudius*. Ainsi, quand même on ne posséderait pas pour le nom de Liège la forme *Leudegus* que Florus nous a conservée, on aurait le droit de la supposer comme une transition naturelle.

origine, il ne faut pas s'étonner que ce soient les documents officiels, émanés des rois eux-mêmes, qui ont conservé le souvenir le plus exact de cette condition, en même temps que le nom le plus authentique qui la désignait.

Qu'était-ce maintenant au juste qu'un *vicus leudicus*, ou, ce qui revient au même, un *vicus publicus*? Ducange le dit en deux mots : *Vicus publicus, qui fisci est, qui non est in beneficium datus*. L'origine du terme de *public*, employé pour les biens fonds, remonte à l'empire romain ; on désignait sous ce nom les terres qui étaient la propriété de l'Etat ou du fisc. Lorsque les Francs entrèrent en Gaule, ils mirent la main sur toutes les terres de cette catégorie : une partie considérable échut au roi, les autres furent partagées entre les conquérants, et devinrent ainsi des propriétés privées, ou, comme on disait alors, des alleux. Quant à celles qui étaient restées au roi, elles continuèrent de porter le nom de terres fiscales ou publiques, vu que les rois mérovingiens s'étaient substitués en tout aux empereurs romains, et que la confusion entre le domaine de l'Etat et le fisc du souverain avait déjà eu lieu sous l'Empire. Ce domaine des rois mérovingiens était immense ; il se composait d'une multitude de villas et de lots de terre disséminés sur toute l'étendue de la Gaule. Non seulement il suffisait à tous les besoins de l'existence royale, mais encore les souverains pouvaient en détacher tous les jours des portions considérables, qu'ils distribuaient à leurs principaux guerriers pour récompenser leur fidélité ou pour se les attacher davantage. C'est ce qu'on appelait des bénéfices, plus tard des fiefs. Il y avait, de la sorte, trois catégories de terres différentes : les terres allodiales, les terres bénéficiales, les terres fiscales. Ces dernières, bien que données en bénéfice, pouvaient garder assez longtemps encore le nom de *domaines publics*, qui rappelait leur condition première ; mais, peu à peu, la possession du bénéficiaire

s'affermissant par l'hérédité, le souvenir de leur origine se perdait, et elles se voyaient confondues dans la masse des autres bénéfices (1).

Liège n'est pas le seul endroit de notre pays qui soit qualifié de *publicus* dans les documents du haut moyen âge. Longue serait la liste des villes et des villages qui, au VI^e et au VII^e siècle, étaient compris dans le domaine royal, sous le titre de *villa publica*. Il faut noter cependant la différence qu'il y a entre le titre constant de *vicus*, attribué à Liège, et celui de *villa* donné généralement aux autres terres fiscales. Le *vicus* est toujours un bourg, c'est-à-dire une agglomération de quelque importance ; la *villa* peut n'être qu'une simple ferme.

Dans tous les cas, la persistance du titre de *vicus* donné à Liège, qu'on ne désignera sous le nom de *villa* que lorsque le sens primitif de ce mot sera en grande partie effacé (2), atteste que l'emplacement de Liège avait déjà une certaine importance dès le VIII^e siècle.

Lorsque, au cours des siècles, un nouvel ordre de choses fut issu du morcellement de l'empire karolingien, lorsque la dynastie de Charlemagne, à force d'avoir aliéné en bénéfices toutes les portions de l'immense domaine royal, se fut appauvrie jusqu'au point de ne plus pouvoir se maintenir sur le trône, lorsque l'autorité territoriale des évêques se fut peu à peu

(1) La royauté avait tout intérêt à le rappeler le plus souvent possible. De là la différence entre *villa publica indominicata* et *villa publica in beneficium data* : cette différence est fort nettement indiquée dans un diplôme de Charles le Gros en 884 : *mancipia..... utriusque sexus..... de quocunque nostre fisco sint aut ex dominicato aut ex beneficiato univversa... concedentes*. (Chapeville, I, p. 161).

(2) Les diplômes carolingiens distinguent entre la *villa publica* (Thionville, Braisne sur Vesle, etc.) le *vicus publicus* (Liège) le *castrum publicum* (Tolbiac) la *civitas publica* (Worms, Orléans) le *palatium publicum* (Compiègne, Vern, Attigny, Neumagen, Brumat, Blanzey, Thionville, Quiersy, Aix-la-Chapelle, Ratisbonne, Toulouse, etc.).

constituée à Liège, alors le mot de *vicus publicus* cessa de répondre à une réalité et ne fut plus employé. Anselme, au XI^e siècle, est le dernier écrivain chez qui je le retrouve, et encore Anselme est-il un historien qui connaît parfaitement les annales de sa patrie, et qui n'applique ce terme qu'au passé. Les contemporains d'Anselme, moins versés que lui dans la connaissance de l'histoire, ne savaient plus ce que c'était que le *vicus publicus*, et étaient encore bien plus loin de se douter du sens de *leudicus*. Cependant, le souvenir de l'ancienne condition du sol liégeois devait se conserver longtemps encore, dans une autre appellation que dans ce nom désormais indéchiffrable. Si la ville, comme telle, cessa d'être appelée *publique*, la montagne qui la portait continua de garder ce nom. Tout le monde sait, en effet, que la colline qui commence aux degrés Saint-Pierre, vis-à-vis du palais des princes-évêques, et se prolonge jusqu'au haut du faubourg de Saint Gilles, où elle se relie à la chaîne des hauteurs qui borde la rive gauche de la Meuse, a été connue pendant tout le moyen âge sous le nom de *mons publicus*, et a porté jusque vers ces derniers temps, dans le langage vulgaire, le nom de Publémont (1). On disait alors *aller en Publémont* comme on dit aujourd'hui *aller en Neuvise* ou en *Vinâve-d'Ile* (2). Toute cette hauteur faisait donc partie,

(1) Témoignages anciens sur le *mons publicus*.

1051. *Publica quam montis praefert via* Leodicensis
Concio Laurenti martyris ignicremi.

(Rouleaux mortuaires du Mont Canigou, p. 119.)

1060 (circa) *Mons publicus* (Translat. S. Jacobi dans Gilles d'Orval.
Monn. XXV, p. 85).

1270 (circa) Monasterium S. Petri apostoli in Leodio ad pedem *publici*
montis situm. Ecclesia sancti Egidii in *publico monte* juxta Leodium.
(Gilles d'Orval. *Monn.* XXV, p. 98).

1312. Saint Gisle en Publémont deleis Liège (Paix d'Angleur).

(2) La colline de Publémont s'appelle aujourd'hui *Mont Saint-Martin*, et le nom primitif est tout à fait oublié. Cependant le nom de *Mont Saint-Martin* est lui-même fort ancien, et a subsisté pendant des siècles

comme Liège, du même domaine royal, ou, pour mieux dire, elle le constituait exclusivement, car le *vicus publicus* lui-même occupait précisément les flancs de cette montagne. C'est ce que j'espère démontrer en peu de mots.

Il est reconnu que l'ancienne basilique Saint-Lambert, qui s'élevait autrefois sur la place du même nom, avait englobé de bonne heure la petite chapelle des saints Cosme et Damien, où saint Lambert aimait à prier. La cellule où il périt s'élevait dans le voisinage de l'oratoire (1). C'est donc au pied même de Publémont que nous trouvons notre premier point de repère, et le *vicus leudicus* doit être cherché tout à proximité. Or, ce n'est certes pas du côté de la vallée qu'il pouvait s'étendre à cette époque. Les divers bras de la Meuse sillonnaient dans tous les sens les solitudes boisées et marécageuses sur l'emplacement desquelles s'élève aujourd'hui le quartier central de la grande ville. En 1014, lorsque l'évêque Baldéric projeta de bâtir le monastère de Saint-Jacques, plusieurs lui conseillèrent de choisir Amercœur, *parce que l'endroit était propice à la vie solitaire, et éloigné du tumulte de la foule* (2). Mais Baldéric préféra l'emplacement actuel, et les amants de la solitude ne perdirent rien au change; car l'endroit où s'élève aujourd'hui la belle église Saint-

à côté de celui de Publémont avant de le supplanter complètement. Il apparaît déjà au milieu du XI^e siècle dans Anselme, pas même cent ans après la construction de l'église du même nom.

(1) C'est ce que je crois avoir démontré sans réplique dans mon *Etude critique sur saint Lambert et son premier biographe*, chap. II (*Annales de l'Académie d'Archéologie de Belgique* 1877). La version qui fait périr le saint dans la chapelle des saints Cosme et Damien, bien que fort ancienne déjà, ne repose que sur une confusion manifeste entre l'oratoire et la maison, et le mauvais latin du premier biographe a notablement aidé à ce malentendu.

(2) *Eo quod ille locus par solitudini esse videretur et ab urbanae plebis segregatus frequentia.* (*Vita Balder.* dans Pertz, *Script.*, IV, c. 17). Le biographe donne à cet endroit le nom d'*Amerina Curtis*, en français *Amercourt*, d'où l'on a tiré *Amercœur* par voie d'étymologie populaire.

Jacques était à cette époque, au dire d'un contemporain, un repaire de bêtes féroces. Bien plus, l'emplacement des rues actuelles de Neuvice et du Pont n'était guère qu'un vaste marécage, bordant de ses bouquets d'aunes la base de la hauteur sur laquelle se dressait le *Vicus leudicus*. Toute différence de niveau a disparu aujourd'hui : mais, à cette époque lointaine, celui de cette région palustre était inférieur à celui de notre bourgade. Il fallut le travail de plusieurs générations pour l'assainir et de plusieurs siècles pour l'exhausser : et c'est seulement quand les marécages eurent disparu qu'il put s'y former un quartier nouveau, un *novus vicus*. Neuvice ! ce nom seul en dit assez ; il vaut une date, et permet de conclure avec certitude que ce quartier est postérieur à ceux du Marché, de Saint-Servais, de Féronstrée, et même de l'Ile ! Au surplus, nous avons un indice assuré de la direction dans laquelle s'étendait la ville primitive : c'est l'emplacement choisi pour les premières collégiales. A peine arrivé à Liège, saint Hubert songe à bâtir une seconde église, et quel endroit choisit-il ? La pointe extrême de Publémont, là où la colline descend en pente presque abrupte vers la vallée : c'est Saint-Pierre, qui, aujourd'hui détruit, s'élevait sur la place du même nom et au-dessus des degrés qui aboutissent au palais des princes-évêques. S'il est vrai que l'église Saint-Servais ait eu pour fondateur l'évêque Richaire (922-945), ainsi que l'affirme une chronique du XIII^e siècle, nous avons une preuve de plus que la région de Publémont était la partie la plus antique de la cité (1).

Tout nous autorise donc à conclure que c'est sur les flancs et au pied du *Mons publicus* que le *vicus publicus* prit sa naissance.

Nous sommes en mesure de préciser davantage encore. Au dire de Jean d'Outremeuse, parfaitement croyable ici puisque la tradition topographique dont il

(1) *Gesta abbreviata* dans Pertz, XXV, p. 130.

se fait l'écho ne pouvait pas être oblitérée de son temps, le nom de *Mons publicus* ne se bornait pas à la colline Saint-Martin : il désignait en outre les hauteurs qui s'étendaient à gauche de la Légia, depuis Sainte-Walburge jusqu'en Basse-Pierreuse, et le vallon que se creuse ce ruisseau pour descendre vers la Meuse faisait partie lui-même, avec le Mont Saint-Martin et le Mont Sainte-Walburge, du grand domaine fiscal dont l'appellation de Publémont conserva si longtemps le souvenir. Ce sont là de précieuses indications : et celui qui sait comment, aujourd'hui encore, se font les premiers défrichements dans un pays inculte et boisé, peut se figurer l'origine du *vicus leudicus* avec une vivacité et une exactitude presque aussi grandes que s'il y avait assisté comme témoin oculaire. Le vallon de la *Legia*, au point précis où il va déboucher dans les terres basses, présentait aux premiers colons tous les charmes d'un emplacement salubre, d'un sol fertile et d'un site agréable. A l'abri des exhalaisons marécageuses qui montaient alors de la vallée, protégé contre les souffles du Nord par le puissant rideau de forêts qui couvrait ses hauteurs, encadré de collines aux pentes douces et aux contours arrondis, traversé enfin dans toute sa longueur par les ondes limpides d'un cours d'eau qui le vivifiait de son murmure et de son sourire, cet heureux coin de terre semblait marqué d'avance pour devenir le séjour d'une colonie nombreuse et prospère. Les premiers colons firent ici ce qu'ils ont fait si souvent dans notre pays : remontant les petits cours d'eau à partir de leur confluent, et défrichant sur les deux rives autant de terrain qu'il leur en fallait pour leurs habitations et leurs cultures. C'est alors que les chênes et les hêtres dont l'ombrage séculaire s'étendait sur le cours du ruisseau commencèrent à tomber. La cognée des essarteurs, pénétrant de droite et de gauche dans les inextricables fourrés de la forêt primitive, joncha de troncs séculaires le chemin par où elle passait, et, pour la

première fois, les rayons du soleil vinrent frapper en plein ces coteaux dépouillés. La longue et étroite clairière que l'on obtint de la sorte reçut les premières habitations liégeoises : les arbres abattus fournirent aux constructions les seuls matériaux alors employés. Cette première zone habitée, les essarteurs avaient la faculté de l'élargir au fur et à mesure que grandissaient les besoins de la population : leur cognée, circulant tout alentour sur la lisière de la forêt y étendait, d'année en année, le domaine de l'homme. La largeur que devait avoir ce domaine vers la fin du septième siècle peut être évaluée d'une manière approximative. La Légia, traversant une partie de la rue derrière le Palais, coupe celui-ci à l'angle N.-O. de la grande cour. L'oratoire où reposaient les reliques de saint Théodard, englobé dans le chœur de l'ancienne cathédrale Saint-Lambert, était situé à proximité de la Place Verte. Tout le terrain qui s'étend entre ces deux points était donc dès lors défriché. Et comme il est peu probable qu'on eût élevé l'oratoire contre la lisière des bois, mais que, tout au contraire, il se trouvait à peu près au milieu de l'agglomération, nous pouvons supposer que la clairière de Liège s'avancait dès cette époque dans la vallée au delà de l'Hôtel de Ville. Du côté des collines, elle ne devait pas dépasser la rue Sainte-Croix d'une part, la rue Basse-Pierreuse de l'autre. Tout alentour régnait la forêt primitive, l'asile inviolé de la liberté naturelle. Ce grandiose horizon de forêts que le promeneur liégeois voit aujourd'hui surgir dans le lointain, comme le magnifique encadrement de sa ville natale, était alors bien autrement resserré et voisin. Il dominait de toutes parts le *Vicus Leudicus*; du haut de Publémont, de Sainte-Walburge et de Pierreuse, il suspendait au-dessus de lui la sombre verdure de ses vieux chênes. Assis près de son foyer, le Liégeois du VII^e siècle pouvait entendre les murmures du vent dans la forêt; le frémissement des feuillages le berçait

dans son sommeil, et j'imagine que plus d'une fois la nuit, comme fait aujourd'hui encore le paysan luxembourgeois, il se levait pour aller surprendre le sanglier qui venait ravager ses récoltes, *in campis ubi Legia stat !*

Qu'il était rustique et pittoresque, l'aspect du *Vicus Leudicus* à cette époque reculée ! Eparpillées sur les deux bords du ruisseau, dans un désordre plein de charmes, les maisons apparaissaient par ci par là à travers les feuillages de leurs jardins et de leurs vergers. Point d'agglomérations compactes : les villages de ce pays ne les souffrent pas, comme on peut s'en rendre compte encore aujourd'hui en parcourant la Hesbaye. Chacun s'est choisi sa demeure à sa convenance : *colunt discreti ac diversi, ut fons, ut campus, ut nemus placuit*. Les bateliers, car il y en avait à Liège dès cette époque, se sont probablement rapprochés du fleuve, et ce sont leurs cabanes qui doivent avoir formé le noyau primitif des quartiers de Neuvise et de la Madeleine. Humbles et pauvres sont les logis occupés par les ancêtres des opulents bourgeois d'aujourd'hui. Tous sont en bois et en terre : il faudra du temps avant que la pierre de taille ou la brique soient employées dans la construction des maisons privées. Que dis-je ? L'église elle-même n'est qu'un modeste oratoire en bois, comme toutes les églises rurales de cette époque. Un petit cortil, solidement clôturé d'une haie et fermé par une porte, précède ordinairement la maison : vous retrouvez souvent ce cortil dans les villages hesbignons, et même dans plus d'une maison des faubourgs liégeois. Pas d'étage d'ailleurs. Le toit descend si bas, qu'il est facile de l'escalader sans échelle ; il consiste partout en un simple chaume. C'est par là que pénètrent les voleurs ou les assassins qui veulent s'introduire dans une maison : ils s'élancent d'un bond sur la toiture, à la force du poignet, arrachent ou écartent quelques poignées de chaume, et se laissent tomber dans l'intérieur.

Souvent, une grosse pierre jetée sur le toit vient casser la tête au père de famille qui se chauffe près de son feu. Les fenêtres sont un luxe dont se passent la plupart des habitations : l'air et la lumière pénètrent par la porte, et la fumée sort par le même chemin, comme dans les chaumières irlandaises. La plus grande de ces habitations est sans doute celle qui abrite saint Lambert et les siens, pendant leur séjour à Liège. Destinée à la vie commune, que ce grand saint avait pratiquée pendant plusieurs années à Stavelot, et qu'il semble avoir introduite parmi son clergé, elle contient un dortoir et un réfectoire, sans compter une chambre occupée par saint Lambert lui-même ; elle paraît avoir eu des fenêtres, mais, pour le reste, ne se distinguait des autres chaumières que par des proportions plus considérables (1). Cette extrême simplicité ne doit pas être confondue avec la pauvreté, comme on serait trop facilement tenté de le faire ; elle est parfaitement conciliable avec le bien-être domestique, souvent même avec une vraie richesse. De plus, elle est l'expression des mœurs et des goûts de nos ancêtres, et appartient à toute société jeune et encore novice dans les arts de la civilisation (2).

(1) Pulsans ostium camerae..... In accubitu domus ipsius..... januis fractis ostiis sepibus disruptis desuper ascendere coeperunt..... lanceas suas in parietes defixerunt..... super tectum cubiculi..... *Vita Lamberti* dans *Acta SS. sept.*, T. V, p. 577 et 578 (et Mabillon, *Acta SS. Ord. S. Ben.*, T. III).

(2) Les éléments de cette description sont puisés en partie dans la *Lex Salica*, dont les formules, toutes sèches et barbares qu'elles sont, fournissent tant de précieuses notions sur la vie privée des Francs. J'y ai ajouté les remarquables indications qui se dégagent, pour Liège en particulier, de la rédaction primitive du *Vita Lamberti*. Les traits dont j'ai fait usage sont déjà effacés dans la révision de Godescalc, dont le texte ne peut être d'aucun secours ici. (V. mon *Etude critique sur saint Lambert et son premier biographe*). Il va sans dire que je me suis gardé de demander à Tacite des renseignements sur un état économique postérieur de six siècles à l'époque où il écrivait. Pourtant, mon tableau tracé, je n'ai pu m'empêcher d'être frappé de la ressemblance qu'il offre, dans ses traits essentiels, avec le chap. 16 de la *Germanie*. Ce qui est dit là des

Ce serait perdre son temps que de vouloir deviner le chiffre approximatif de la population du Liège d'alors. Peut-être embarrasserait-on fort les statisticiens en leur signalant, comme base d'un calcul à entreprendre, la présence d'au moins deux aveugles dans le *Vicus Leudicus* à la fin du VII^e siècle. Un autre fait d'où l'on pourrait tirer des conclusions plus intéressantes, mais non moins hasardeuses, c'est l'énorme prépondérance de l'élément germanique dans les noms propres. Il en est mentionné vingt en tout dans le *Vita Lamberti*, sur lesquels un seul, ou deux tout au plus, peuvent être considérés comme latins : c'est *Gallus* et *Petrus*. Les dix-huit autres sont allemands. Dans ce nombre sont compris quatre Liégeois, personnages obscurs qui ont cependant l'honneur d'être les premiers de leur cité que nomme l'histoire : or tous les quatre portent des noms germaniques : *Theodoenus*, *Baldegisilus*, *Raginfridus*, *Amalgisilus*. Je n'ajoute pas à ces noms celui de la vierge *Oda*, parce qu'il n'est pas marqué qu'elle fût Liégeoise ; ni ceux de *Baldovaeus* et d'un autre *Theodoenus*, serviteurs et familiers de saint Lambert, bien que le premier fût peut-être Liégeois aussi. Je constate seulement que tous les autres documents liégeois du VIII^e et du IX^e siècle nous offrent le même phénomène : absence presque totale de noms latins ou romans (1). Faut-il en conclure que dans la future capitale du pays wallon on parlait allemand, et que la population appartenait peut-être à la race germanique ? Dieu me garde de vouloir tirer des conclusions aussi précipitées, et d'enlever aux

anciens Germains s'appliquerait presque mot pour mot aux Liégeois primitifs, tant les conditions extérieures de la vie domestique ont peu changé !

(1) Encore vers la fin du IX^e siècle, à Stavelot, en pays bien wallon aujourd'hui, le *Miracula Sancti Remacii*, sur douze noms de paysans de la contrée, n'en a que deux latins contre dix germaniques : ce sont *Joseph* et *Dominicus* ; les autres sont *Amalgerus*, *Hrotlindis* (nom de femme) *Ermenrada* (idem) *Lungulfus*, *Notherus*, *Theodardus*, *Goderannus*, *Grimvara* (nom de femme) *Leutfried* et *Hezelo*.

Liégeois une nationalité à laquelle ils se sont toujours fait honneur d'appartenir ! Il me suffira de signaler aujourd'hui le fait, dans l'espoir de revenir bientôt sur le curieux problème ethnographique qu'il soulève.

C'était, au demeurant, une paisible et laborieuse population que celle du *Vicus Leudicus* au VII^e siècle. Laboureurs, forgerons, bateliers, ils vivaient du travail de leurs mains. Qu'ils creusassent leurs sillons dans les flancs de la terre ou dans les flots de la Meuse, ou que dès lors ils descendissent dans les entrailles des montagnes pour en retirer le précieux combustible qu'elles fournissent encore aujourd'hui, ils déployaient tous cette activité plébéienne qui devait plus tard valoir la liberté et le bien-être à tous les membres des populations urbaines. Chrétiens, ils l'étaient sans doute et depuis l'origine : c'est ce qu'attestent tous les faits, c'est ce que disent tacitement tous les témoignages. Il est intéressant de constater qu'ils avaient cependant encore leurs préjugés païens, leurs superstitions et même leurs restes de mythologie. La première impression qu'ils éprouvèrent, lorsque saint Lambert périt assassiné dans leur bourgade, c'est que l'endroit était désormais funeste, et que ce sang versé parmi eux leur porterait malheur. Le biographe du saint se crut obligé de combattre un préjugé opposé d'une manière si radicale à nos idées chrétiennes, qui attachent une bénédiction spéciale aux lieux où a coulé le sang d'un martyr. A la même époque, ils montraient dans un ravin aux flancs du Mont Public, un endroit qu'ils appelaient *Puits d'Enfer* : de ce gouffre, disaient-ils, sortaient la foudre et les tempêtes (1). Ce sont là des

(1) *Juxta quam* (la maison d'Asiulf sur le Publémont) *est wallis quae dicitur Puteus Inferni. Dicuntur etiam ab incolis fulgura et tempestates de eodem loco ascendere* (*Vita Notgeri*, c. 50, dans Aegid. Aur. Pertz, XXV). Nul ne s'étonnera de me voir attribuer au VII^e siècle une croyance superstitieuse qui n'est consignée qu'au XII^e. A quelque époque qu'on trouve des croyances de ce genre, on peut hardiment les faire remonter à l'origine de notre société : leurs racines plongent jusqu'à la plus

souvenirs bien lointains et aujourd'hui bien effacés : dans tous les cas, ils attestent l'état encore à moitié barbare de ces intelligences primitives.

Ce n'est pas en un jour que l'action civilisatrice de l'Eglise put arracher des esprits de nos ancêtres les derniers vestiges de la superstition ! A Liège, cependant, cette action fut plus rapide parce qu'elle fut plus intense. Le *Vicus Leudicus* appartenait à l'église ; on s'en aperçoit en étudiant les Liégeois d'alors. La condition de ces braves gens était en général des plus tolérables. Ils jouissaient déjà, paraît-il, de la liberté personnelle ; tous ceux d'entre eux qui sont mentionnés dans le *Vita Lamberti* vont et viennent comme des gens maîtres d'eux-mêmes, et il était certainement libre, ce Liégeois du nom de Raginfrid, qui, guéri miraculeusement de la cécité à l'intercession de saint Lambert, s'attache dès lors au service de l'église, attestant sa liberté par l'acte même qui en consommait l'aliénation (1). Sous l'autorité des évêques, la vie était facile et clément, et les pauvres serfs des campagnes qu'écrasait le joug des seigneurs laïques enviaient la condition des paysans qui avaient le bonheur d'éprouver par eux-mêmes combien *il fait bon vivre sous la crosse*. Malheureusement l'autorité paternelle de l'évêque n'était pas assurée suffisamment pour garantir la sécurité de ses sujets en cette époque pleine d'anarchie : le *vicus leudicus*, sans doute, partageait les malheurs des autres biens d'église toujours pillés et rançonnés par les seigneurs laïques. Il y avait longtemps que duraient ces violences impunies : saint Théodard avait péri en essayant d'y porter remède,

profonde de toutes les couches historiques. A quel cycle mythologique appartient la tradition du *Puteus Inferni* ? Est-elle celtique, germanique ou romaine ? Où faut-il chercher dans le Liège actuel le *Puits d'Enfer* ? Ce sont des questions qu'il est plus facile de poser que de résoudre.

(1) *Sanus demum ab ipso loco non discessit, sed ad ipsum locum servire disposuit. Vita Lamberti (Acta SS., T. V, sept., p. 579 D.).*

et elles avaient repris de plus belle sous le règne de saint Lambert. Les gens de l'évêque se défendaient comme ils pouvaient, et parfois faisaient payer cher aux déprédateurs les pillages et les exactions qu'ils se permettaient. Liège semble avoir été particulièrement exposé. Tous les jours on y était sur le qui-vive. Chaque nuit, un des domestiques de saint Lambert montait la garde autour de la maison, et l'évêque avait une épée dans sa chambre à coucher.

Tel était le *Vicus Leudicus* en l'an de grâce 690. Humble bourgade forestière, au-dessous de toute comparaison avec Jupille, la résidence des souverains, avec Maestricht, la cité épiscopale, Liège ne se doutait guère alors du magnifique avenir que lui préparait la Providence. Qui donc eût osé prédire à ses enfants que l'heure était proche où ce village, prenant soudain un essor inouï, allait se transformer en cité, détrôner toutes ses rivales plus anciennes, recevoir dans ses murs l'évêque du diocèse et le prince du territoire, s'élargir sans cesse, et, renversant sur son passage les forêts séculaires, s'avancer de siècle en siècle à travers cette magnifique vallée qu'il devait emplir tout entière du bruit de ses ateliers, du fourmillement de ses travailleurs et de la splendeur de ses édifices ?

L'événement qui, tout d'un coup, tira Liège de son obscurité et en fit bientôt la ville la plus importante de la Belgique orientale, ce fut la mort de saint Lambert, qui périt victime de son zèle apostolique dans la modeste maison que nous venons de décrire (1). Tous les chroniqueurs liégeois ont gardé un profond souvenir de la merveilleuse fécondité que montra à Liège le

(1) Et non dans la chapelle des saints Cosme et Damien, comme plusieurs écrivains liégeois l'ont encore redit après la publication de mon *Etude sur saint Lambert et son premier biographe*. Je ne crois pas qu'il y ait lieu de refaire ici la démonstration de leur erreur : les personnes qui savent ce que c'est que la critique historique se contenteront des pages 52 à 56 de mon mémoire ; les autres sont incorrigibles,

sang du martyr. Hier, dit l'un d'eux, Liège n'était qu'une obscure bourgade (*ignobilis vicus*) ; aujourd'hui c'est une ville. Hier, dit un autre, la population de Liège était une foule inculte et grossière ; aujourd'hui c'est un peuple religieux et civilisé. Saint Lambert, dit un troisième, a fondé notre ville dans son sang, et l'a par son martyre consacrée au culte divin. Une opulente basilique surgit bientôt à la place du modeste oratoire, enrichie et ornée par le travail et la générosité des habitants. Le sentiment religieux, l'enthousiasme pour le culte du saint appelle à la vie les premiers produits de l'art liégeois. Des miracles éclatent et augmentent la ferveur de la dévotion populaire. Des malades guéris par l'intercession du saint se vouent pour le reste de leur vie au service de son église ; les pèlerins affluent éternellement autour de son tombeau ; la piété, l'intérêt, l'exemple, y appellent tous les jours de nouveaux habitants, et en quelques années de temps, le bourg primitif est métamorphosé en cité. Le transfert de la résidence épiscopale par saint Hubert ne fut que la conséquence et nullement la cause de ces rapides développements : mais il est juste d'ajouter que ce transfert lui-même donna une nouvelle et puissante impulsion aux progrès de la cité épiscopale. C'est donc à ces deux grands hommes que Liège est redevable de ses glorieuses destinées. Comme Rome sur les catacombes, elle s'élève sur un tombeau sacré ; c'est un évêque qui a jeté ses fondements, et qui les a cimentés avec le sang d'un évêque. Puisse-t-elle ne jamais l'oublier !

La disparition des principaux documents de l'histoire de Liège pendant le VIII^e et le IX^e siècle, creuse entre l'époque de saint Hubert et celle d'Eracle un abîme ténébreux, dans lequel notre ville semble disparaître pendant deux cents ans. Les légendes ont essayé de combler cette immense lacune, en mettant à l'actif de chaque évêque, depuis saint Hubert jusqu'à Eracle,

des constructions d'édifices que l'histoire est malheureusement réduite à ignorer. Et, comme si les évêques ne lui suffisaient pas encore, elle leur a adjoint, sous le titre d'avoué de Liège, ce fabuleux Ogier le Danois, qui s'est immortalisé par tant d'exploits dans les chansons de gestes, et qui, par sa vaillance et par ses grandes aventures, fut le rival des Quatre Fils Aymon. Le malheur, pour les prétentions de nos annalistes, pieusement recueillies par les Liégeois modernes, c'est que l'illustre paladin n'a probablement jamais existé ; quant aux châteaux dont on lui attribue la construction à Liège, non seulement ils n'ont pas été bâtis par lui, mais ils n'ont jamais été bâtis du tout. Château Sylvestre, château d'Hasseline, château du Vivier, tous ces beaux manoirs croulent comme de simples châteaux de cartes au premier souffle de la critique ! Il n'est pas vrai non plus que saint Hubert ait fortifié la ville : jusqu'à Notger, elle demeura une bourgade ouverte, et c'est seulement ce dernier prince qui, au témoignage formel d'Anselme, ferma pour la première fois d'une enceinte de murailles sa ville épiscopale.

Liège continuait cependant de se développer pendant cette époque, et il est probable que les débris de forêts qui la séparaient encore de la Meuse tombèrent alors sous les coups des bûcherons. Le voisinage de la cour impériale à Jupille et à Herstal, et sans doute aussi les visites et les libéralités de Charlemagne, ne durèrent pas peu contribuer à augmenter la prospérité de notre ville. Déjà vers 774 elle ne paraissait pas indigne d'abriter la majesté d'un roi détrôné, s'il est vrai que Didier, roi des Lombards, y ait été confié à la garde de l'évêque Agilfrid (1). Sous l'évêque Hartgar, un beau palais épiscopal s'élevait au centre de la cité ; le poète Sedulius en admirait les élégantes peintures, et les grandes vitres

(1) Je n'oserais l'affirmer. Les *Annales* de Lobbes le disent ; celles de Saint Gall le nient implicitement. On essaie de les concilier entre elles ; je n'ai pas à trancher ici cette question controversée.

qui y laissaient pénétrer la lumière du jour (1). Ce palais se trouvait aussi sur le Publémont, comme il appert d'un curieux récit d'Anselme où est racontée la plus ancienne rébellion du turbulent peuple de Liège contre son souverain. La populace, dit-il, envahit la maison de l'évêque Eracle, la saccagea, et du haut du Mont Saint-Martin fit couler jusque dans la Meuse les flots rouges de son vin de Worms. Ceci se passait avant 971, et bien que de 856 à 971 le palais épiscopal ait fort bien pu être rebâti, qu'il l'ait même été probablement, comme toute la ville, après les ravages des Normands, il ne semble pas qu'on en ait changé l'emplacement. Publémont était donc toujours le cœur de la cité. Liège s'était singulièrement embelli depuis saint Hubert. Les rois fils de Louis le Débonnaire s'y rencontrèrent à plusieurs reprises : on y voit Charles et Lothaire en 854, Charles et Louis en 874, etc. Deux belles églises collégiales, entourées de vastes encoîtres, s'y dressaient maintenant dans la sévère élégance de leur architecture primitive, et celle de Saint-Pierre avait à se féliciter des libéralités du prélat (2). La pierre avait remplacé le bois, non seulement dans les édifices publics, mais encore dans un grand nombre de maisons. Cependant les conditions de celles-ci n'étaient guère meilleures qu'au temps de saint Lambert, s'il en faut croire les doléances de Sedulius. Il est loin d'être charmé de la bicoque où il loge, et il s'en plaint à son protecteur, l'évêque Hartgar, en termes qui donnent une pauvre idée du confortable liégeois au IX^e siècle. Cette maison est bonne tout au plus pour des taupes, pour des hiboux, ou encore pour des aveugles. Une nuit perpétuelle règne à l'intérieur, où la lumière du soleil ne parvient pas à pénétrer. Aux portes il n'y a ni clef ni serrure ; quant à la cheminée,

(1) V. Henri Pirenne, *Sedulius de Liège*, dans les *Mémoires de l'Académie Royale de Belgique*, T. XXXIII.

(2) *Sedulius de Liège*, ed. Dümmler, XX, n° 9-13.

s'il y en a une, elle doit faire bien mal son service, puisque la fumée du foyer a tapissé d'une couche de suie les poutres du plafond. Lorsque la pluie tombe dru, elle crible le toit du poète et perce la maison ; lorsque le vent souffle ferme, la vieille mesure tremble sur sa base et menace de crouler (1).

Hyperboles ! dira-t-on. C'est possible, mais, dans tous les cas, l'exagération poétique n'a pas dû broder énormément sur la réalité. Sedulius traçait cette description avant 856 ; or, voici ce qui arriva en 858 dans ce même *Vicus Leudicus*, au dire d'un témoin des mieux informés. Au mois de mai, des pluies torrentielles crevèrent sur la ville avec une telle impétuosité qu'elles renversèrent les maisons, malgré leurs murs de pierres, et entraînèrent avec elles les débris d'édifices, pêle-mêle avec les hommes et les bêtes, jusqu'auprès de l'église Saint-Lambert, où les flots de la Meuse débordée reçurent ces malheureuses épaves (2).

C'étaient là, sans doute, de grands désastres, mais combien ils étaient loin d'égaler ceux que les Normands, une vingtaine d'années plus tard, devaient déchaîner sur la ville ! En un seul jour (881), les flammes dévorèrent l'œuvre de deux siècles. Ce fut un coup redoutable pour Liège. Quarante ans après le passage des barbares, l'église Saint-Pierre ne s'était pas encore relevée de ses cendres, et elle ne fut rebâtie que sous le règne de l'évêque Richaire (921-945).

Mais la vitalité de la ville n'avait pas été atteinte, et elle allait sortir de cette crise plus grande et plus belle. Voici l'époque des Eracle et des Notger, les grands bâtisseurs. Sainte-Croix, Saint-Martin et Saint-Laurent

(1) Id. dans Grosse II.

(2) *Mense maio in vico Leudico, in quo corpus sancti Landberti quiescit, tanta subito pluviarum inundatio effusa est, ut domos et muros lapideos seu quaecunque aedificia cum hominibus et omnibus quaecunque illic invenit, usque ad ipsam ecclesiam memoriae S. Landberti violenta irruptione in Mosam fluvium praecipitaverit. Prudentius Trecensis Ann. ad a. 858 (Pertz, *Script.*, I).*

viennent s'ajouter aux monuments que porte déjà la colline sacrée. De ces trois édifices, le dernier resta toujours en dehors de l'enceinte des murailles ; c'est là que se trouvait, avant l'érection du monastère, le champ du gibet (1).

Le second marqua, à partir de Notger, la limite que ne devait pas franchir sur Publémont le développement de la ville. Notger en fit un château-fort et une porte en même temps qu'une église : il est probable que dans son système de fortifications, Saint-Martin forma la plus puissante redoute de la ceinture de murailles qui, *alors pour la première fois*, entourait la ville de Liège. Mais le prévoyant souverain, en fermant de la sorte sa cité épiscopale aux attaques de l'ennemi, n'avait pas voulu entraver ses développements ultérieurs, et c'est pour cette raison que l'enceinte murillée fut étendue bien au delà des limites de la ville. Celle-ci était loin d'atteindre jusqu'à Saint-Martin : les hauteurs de Sainte-Croix elles-mêmes étaient encore en partie inhabitées. On ne saurait être plus précis à cet égard que ne l'est Anselme. Il nous apprend que c'était là *l'endroit le plus élevé de la ville, qu'il touchait à celle-ci, qu'il la dominait (locum satis firmum civitati non solum contiguum sed et supereminentem)*. C'était, ajoute-t-il, un emplacement vide et inoccupé, où il était facile de construire un château-fort plein de menaces pour la tranquillité des habitants (1). Les

(1) *Ruperti chronic. leod.* c. 5, dans Pertz.

(1) *Erat in hujus urbis editissimo loco spatium quod talis videretur esse capax aedificii, unde reliqua urbs ab ejusdem arcis habitatoribus violenter posset impugnari.*

Et le prévôt Robert, pour s'excuser d'y avoir édifié son église, dit entre autres : *terram ibidem inveni vacuum per multos annos alicujus utilitatis immunem* (Anselme dans Pertz, VII, c. 26, p. 203). Voilà comme s'exprime un écrivain liégeois contemporain et des plus dignes de foi : n'importe ! il restera convenu à Liège, sur la foi de Jean d'Outremeuse, qu'il s'élevait là un château Sylvestre bâti par Ogier le Danois, et que Notger le fit détruire. Il y a trois ans à peine que le Conseil

limites du Liège primitif, du Liège antérieur à Notger, couraient donc sur les hauteurs dans le sens d'une ligne allant de Sainte-Croix à Saint-Servais, et regagnant la vallée d'un côté par la Haute-Sauvenière, de l'autre par la Basse-Pierreuse. Elles englobaient la place Verte, la place Saint-Lambert et la place du Marché, et ne s'étendaient guère au delà. Saint-Barthélemy, qui fut fondé au commencement du XI^e siècle, était bien en dehors de la ville. Encore au XIII^e, Gilles d'Orval le dit situé *pene in extremo civitatis nostrae* (1). Un témoin des mieux renseignés sur la topographie de Liège, et qui m'a déjà fourni plus d'un précieux renseignement, dit fort bien en parlant de Notger : « A cette époque, Liège était encore petite, et *ouverte (patens)* aux irruptions des violents... » (2).

A partir de Notger, nous voyons un nouveau Liège s'ajouter au Liège primitif, une seconde ville, en quelque sorte, apparaît dans la vallée jusqu'alors basse et marécageuse, et se soude à la première de manière à n'en faire qu'une seule avec elle. Il y aura ainsi la Ville Haute et la Ville Basse. C'est Notger qui fut le créateur de la dernière. Il commença par faire couler vers la Sauvenière un bras de la Meuse, qui passa comme un puissant canal de drainage à travers la vallée marécageuse (3). Ce bras, en venant rejoindre le fleuve, formait une île assez considérable que le grand

communal de Liège, qui semble décidément brouillé avec l'histoire, a même attribué le nom de Sylvestre à une rue nouvellement percée sur l'emplacement du prétendu castel.

(1) *Aegid. Aur.*, dans Pertz, XXV.

(2) Dans Pertz, *Script.*, XXV, p. 57. Notez ce *patens*, ô vous qui croyez à la muraille de saint Hubert comme à un article de foi !

(3) Chose curieuse ! Les historiens Liégeois, qui ajoutent foi à toutes les légendes topographiques de Jean d'Outremeuse et de ses pareils, même les plus incompatibles avec les données de l'histoire et avec le témoignage des sources, ont imaginé, sans ombre de raison, de révoquer en doute un fait aussi bien attesté que celui du canal creusé par Notger.

évêque se plut à enrichir de ses constructions. Vers le centre, il y fit surgir l'église Saint-Paul ; du côté du Nord, il bâtit Saint-Denis ; du côté de l'Ouest, Saint-Jean. Non loin de Saint-Jean, s'il en faut croire une relation du XIII^e siècle, il éleva l'église Saint-Adalbert dont il fit la paroissiale de tout ce quartier nouveau. Quant à la partie méridionale, elle n'avait pas encore perdu le caractère de solitude sauvage qu'elle garda jusqu'à Baldéric II. Ces quelques indications suffisent à faire deviner combien les progrès de Liège durent être immenses sous le règne de Notger. C'est à bon droit qu'on a pu le considérer comme le second fondateur de la ville, car il n'y avait pas, dit son biographe, un seul ouvrage de valeur auquel il n'eût mis la main (1).

La Ville Basse, appelée à l'existence par Notger, tout en venant se fondre dans l'ensemble de la cité, garda cependant bien longtemps son caractère particulier et son nom à elle. Encore au XIV^e siècle, on fait une distinction entre l'*Ile* et la *Cité* (2). C'est en *Vinâve-d'Ile* que l'on pouvait appliquer à la lettre le vers fameux :

Notgerum Christo, Notgero cetera debes.

Après avoir déterminé de la sorte l'emplacement du *Vicus Leudicus* et ses développements successifs jusqu'aux premières années du XI^e siècle, il resterait à chercher l'époque approximative de sa naissance. Ici, comme dans toutes les questions d'origine, on ne peut guère que hasarder des conjectures : peut-être les suivantes offriront-elles un certain degré de vraisemblance.

(1) Pertz. *Script.*, T. XXV, p. 52.

(2) Hoc anno scilicet 1338 tam aspera fuit hyems, quod tribus vicibus Mosa congelatus exstitit inter duos pontes, Insulae videlicet et Auroti, et quod homines sicco pede *de civitate ad insulam* transitum faciebant. (Hocsem, II, 24 dans chap. II, p. 448).

D'abord, le nom même de *vicus leudicus* nous offre un mot hybride dont la formation ne doit pas remonter au delà de l'époque où les barbares apprirent en masse à parler latin, c'est-à-dire, de celle qui suivit immédiatement les invasions. En second lieu, le *vicus* ne peut guère avoir été fondé pendant les grands bouleversements, puisqu'alors on ne faisait que détruire, mais plutôt pendant la période où les Francs, après avoir passé le Rhin en grand nombre et fondé la monarchie de Clovis, s'établirent au milieu des populations gallo-romaines et commencèrent à se fusionner avec elles. On pourrait, il est vrai, supposer que Liège aurait déjà existé du temps de l'Empire, mais sous un autre nom, par exemple sous celui de *vicus publicus*, et qu'elle aurait été débaptisée par les barbares, comme il arriva à plus d'une localité : mais on se heurterait, dans ce cas, à une multitude de difficultés : car, outre qu'il n'y a pas une ombre de preuve en faveur de cette opinion, il y a plusieurs raisons qui l'excluent absolument. 1° Les plus anciennes formes connues du nom offrent le radical *leudicus*, et c'est bien plus tard seulement qu'apparaît la traduction *publicus* ; c'est donc bien de l'époque germanique que date la ville de même que son nom ; 2° L'absence totale de toute espèce de restes romains sur le sol de la ville, alors que dans ses environs ces restes abondent, établit à l'évidence que Liège n'était pas habité à l'époque romaine ; 3° L'attribution du lieu au fisc mérovingien montre qu'avant la conquête franque il appartenait au fisc impérial : or, sans compter que le domaine public se composait surtout de lieux inhabités et de forêts, il est bien remarquable qu'un document du XII^e siècle, riche en précieux renseignements topographiques, nous apprenne que du temps de saint Monulphe (VI^e siècle) Liège était encore appelé *nemus leodicum*, c'est-à-dire la *forêt publique*. Quelle que soit la valeur historique de cet écrit en général, il est difficile que le renseignement soit pris en l'air. Ajoutons que la

notion vague de l'origine relativement récente de la ville semble se faire jour même dans les légendes, si empressées pourtant de reculer jusque dans la nuit des temps la naissance des cités. Pour les Liégeois du XI^e siècle, la ville n'existait pas encore au temps de saint Monulphe, et c'est un esprit prophétique qui fit connaître à ce saint la grandeur réservée à un site alors sauvage.

C'est ici que je me vois mis en demeure de peser la valeur du récit fameux qui entoure le berceau de la ville de Liège d'une auréole si poétique.

Au risque d'affliger plus d'un patriote liégeois, je dirai que les doutes les plus sérieux s'élèvent au sujet du caractère historique de ce récit. Comme on l'a vu, l'épisode tout entier repose sur le jeu de mots que le nom de *Legia* suggère à saint Monulphe : *Legia locus quem Dominus elegit*, ou, selon une autre version : *Quam bene Legia ut elegerit eam Dominus !* Or, il sera prouvé plus loin qu'il est impossible que le nom de Légia, appliqué au ruisseau, ait existé au temps de saint Monulphe. Dès lors, privé de la seule base sur laquelle il pût s'appuyer, le récit traditionnel s'évanouit dans les nuages.

Au demeurant, une simple considération suffit pour faire reléguer dans la fable la prophétie de saint Monulphe. Heriger, le plus ancien, le plus consciencieux, le plus érudit chroniqueur que Liège ait eu pendant tout le moyen âge, n'en sait pas un mot : et Heriger n'a mis la main à l'œuvre qu'après que son ami, le grand évêque Notger, eut réuni pour cet objet tous les documents qu'il avait pu trouver dans le pays ! C'est donc seulement après Heriger que cette tradition a vu le jour : et elle n'a pu se former qu'après l'apparition de la forme *Legia* comme nom de notre ville, c'est-à-dire dans la seconde moitié de cette période érudite qui va de la fin du IX^e à la fin du XI^e siècle. Dans tous les cas, nous sommes ici en présence d'un de

ces *mythes étymologiques* dont les peuples aiment à entourer leur berceau. La critique touche à regret à ces riantes fictions de la poésie nationale, et souvent l'historien qui les nie s'applaudit en secret de les voir survivre à ses propres négations. Mais, ce qui survivra dans tous les cas à la légende elle-même, c'est le noyau autour duquel elle s'est formée, c'est le fait historique auquel nous ramènent à la fois les traditions de l'épopée sacrée et les recherches de la critique : à savoir, la fondation de Liège au ^{vi}^e siècle de l'ère chrétienne. Si nous avons le droit de considérer ce résultat comme acquis, il aidera à faire apprécier les services que l'étymologie des noms de lieux peut rendre à l'histoire.

CHAPITRE III

D'UN NOM QUE LIÈGE A FAILLI PORTER

Voici un chapitre qui sera court, et qui offrira un autre avantage aux lecteurs ennuyés des subtilités de l'érudition : ils pourront le sauter, et le considérer comme un *a parte* de l'auteur avec quelques abstraicteurs de quintessence.

Ce n'est pas la faute à Gilles d'Orval si Liège ne s'appelle pas *Hubertine*. Il s'en montre choqué, et déclare que si ce n'est pas son nom, ce devrait l'être ! Ce regret, qui part d'un bon naturel, est d'ailleurs isolé : et je me félicite sincèrement que nos auteurs liégeois n'aient pas, à l'exemple du vieux chroniqueur, imaginé de dresser la liste des noms que leur ville aurait dû porter : autrement la plume me serait tombée des mains depuis longtemps. La parenthèse que j'ouvre ici est consacrée à un sujet plus intéressant. Il s'agit d'un nom qui, parfaitement étranger au radical *Leudicus* et à tous ses dérivés, apparaît à un moment donné pour désigner Liège, s'introduit dans un bon nombre de documents officiels, retentit souvent dans la bouche du peuple, et semble même sur le point de refouler le nom traditionnel pour se mettre à sa place. Ce nom, ce n'est ni plus ni moins que celui de notre saint

patron. Liège a failli s'appeler *Saint-Lambert* : voici comment.

Les noms de lieux, malgré l'invincible persistance avec laquelle ils survivent à toutes les vicissitudes de la société humaine, sont cependant exposés à disparaître sous l'action de certaines causes plus puissantes que la tradition et que l'usage constant. L'une de ces causes, c'est la volonté d'un pouvoir politique assez fort pour être obéi, même quand il pénètre sur le terrain de la vie privée et des habitudes populaires ; l'autre, c'est l'influence d'un fait historique tellement frappant, qu'il finit par changer, à la longue, la dénomination des lieux auxquels son souvenir reste attaché. Un exemple remarquable du premier cas, c'est le changement systématique des noms des villes gauloises opéré sous la domination romaine : on sait qu'il consista à remplacer le nom primitif par celui du peuple dont cette ville était la capitale. Ce changement fut radical et définitif, et c'est ainsi que *Lutetia* devint Paris, *Durocortorum* Reims, *Divodurum* Metz, *Avaricum* Bourges, *Samarobriva* Amiens, etc., etc. A partir du *xvi^e* siècle, le pouvoir central a été à même, dans les Etats modernes, de produire des phénomènes analogues, qui auraient été impossibles au moyen âge : je citerai, par exemple, *Ivoix* qui devient Carignan de par la volonté de Louis XIV, et *Pontivy* qui se change en Napoléonville pour plaire à un souverain tout puissant.

L'autre cas, par contre, ne se produit guère que dans des milieux où l'imagination populaire garde toute sa spontanéité, et peut se refléter dans le langage sans y rencontrer la résistance d'une volonté supérieure, que ce soit celle d'un chef d'Etat ou celle d'une Académie. Ainsi, au moyen âge, il est souvent arrivé qu'une église, en devenant célèbre, ait refoulé dans l'obscurité le nom primitif de l'endroit où elle s'élevait, pour lui substituer celui de son patron. Voilà comment *Elnone* est devenu Saint-Amand, *Sithiu* Saint-Omer, *Catulliacum*

Saint-Denis, *Fontenelle* Saint-Wandrille, *Augusta Veromanduorum* Saint-Quentin, *Novigentum* Saint-Cloud, *Centulum* Saint-Riquier, *Brioverum* Saint-Lô, *Sarchinium* Saint-Trond, *Andainum* Saint-Hubert, *Ursidungus* Saint-Ghislain, etc. (1).

La basilique Saint-Lambert fut, dès les premiers jours, bien plus célèbre que ne le devinrent jamais les trois monastères belges cités ci-dessus. C'est elle qui fit toute la grandeur et toute la renommée de Liège. Le nom de Saint-Lambert évoquait dans l'esprit de beaucoup de gens une multitude d'idées, de souvenirs et d'impressions que celui de *Leudicus* ou de *Leodium* ne suggérerait pas. Aussi, dans mainte circonstance, se présentait-il plus facilement à la plume ou aux lèvres, et on s'en contentait pour désigner une localité qui lui devait tout son lustre. Le lecteur pourra s'en convaincre en lisant le passage suivant, emprunté à un écrivain du VIII^e siècle :

« Pepin était malade à Jupille sur la Meuse, et son » fils Grimoald était venu le visiter. Il s'était rendu » dans la basilique Saint-Lambert pour y prier, lors- » qu'il y fut tué par un impie et un cruel, nommé » Rantgar » (2).

L'auteur de ces lignes savait fort bien, sans doute, le nom de la localité où s'élevait cette basilique de Saint-Lambert ; s'il ne l'ajoute pas, c'est qu'il trouve l'endroit suffisamment désigné par l'indication de ce monument religieux, et qu'il n'éprouve pas le besoin d'être plus précis, étant sûr qu'il en a dit assez pour se faire comprendre. Or c'est justement ainsi que se produisent peu à peu les substitutions des noms de lieux. Celle dont il s'agit ici était imminente. Dans nos plus anciens diplômes, elle a déjà le caractère d'un fait accompli.

(1) Quicherat, p. 74, donne une longue liste de noms de lieux français qui sont le produit d'une substitution de ce genre.

(2) Fredeg. continuat. II, ad ann. 714 (Dans Migne, p. 672).

En 832, Waltcand est cité dans un acte de Louis le Débonnaire sous ce titre : *Waltcandus tungrensis episcopus et rector monasterii sancti Landeberti*. En 884, Charles le Gros fait une donation *ad partem sanctae Mariae sanctique Lamberti ecclesiae tungrensis vel leodiensis*. En 898, c'est Zwentibold qui déclare faire des largesses *in honorem beatae Mariae genitricis Dei et Domini nostri et praeclari martiris Christi Lamberti Leodio constituti, cui praesidet Franco venerabilis episcopus* (1). En 907, le diplôme de Louis l'Enfant semble trahir une certaine affectation d'éviter le nom de Liège, là même où il venait s'offrir naturellement à la plume : *monasterium sanctae Mariae sanctique Lamberti ubi illius episcopi domus est principalis*. Francon va plus loin encore : il prend dans plusieurs diplômes le titre d'évêque de Saint-Lambert (*episcopus sancti Landeberti*) sans se donner la peine d'indiquer autrement son diocèse ou sa résidence principale (2). Enfin, les Annales de Lobbes se permettent de débaptiser formellement la ville et essayent de faire pénétrer le nouveau nom dans l'usage vulgaire : *Karolus Desiderium captum cum uxore et filiis exulandum direxit in Franciam ad locum qui dicitur pausatio sancti Lantberti martyris* (3). On serait tenté de croire, en lisant ces lignes, et en les rapprochant de celles qui précèdent, qu'il y a quelque chose d'intentionnel et de réfléchi dans la substitution.

Cependant le nom nouveau ne parvint pas à prévaloir. Liège ne fut pas débaptisé comme *Sarchinium* et *Andaginum* : son nom était déjà assez solidement enraciné dans l'usage universel pour pouvoir résister aux assauts qui lui furent livrés. *Saint-Lambert* devint le nom mystique du pays et du diocèse ; mais la ville

(1) Chapeville, I, p. 154, 161, 162.

(2) Pertz, *Legg.*, I, 504. Hincm. Ann. ad a. 869.

(3) *Ann. Lob.* dans Pertz, *Scriptor*, II, p. 195.

garda sa vieille appellation moitié germanique moitié latine, dans laquelle se reflète si vivement son origine elle-même. Ce phénomène n'est pas dénué d'intérêt pour ceux que préoccupe le problème de l'origine des noms de lieux.

CHAPITRE IV

LEODIUM ET LEGIA

Cette parenthèse fermée, nous revenons aux vicissitudes de notre radical. Ainsi qu'on l'a vu plus haut, à chacun des développements que prend notre grande ville dans le cours des siècles, correspond une transformation dans l'aspect de son nom. Au VI^e siècle, ce n'est que l'humble *vicus leudicus* ; au VIII^e, c'est *Leudicus* ou *Leudius*, la ville de Saint-Lambert et de Saint-Hubert ; au IX^e, c'est le *Leodium* de Waltcand et d'Hartgair. Ce n'est pas tout. La ville des Eracle et des Notger, la ville lettrée et savante qui vit affluer dans ses écoles les étudiants de l'Europe entière, va avoir également son nom nouveau. Comme on le voit, l'arbre philologique sur lequel est éclos le nom de Liège a dû se ramifier singulièrement, avant qu'à sa dernière branche ait poussé la forme actuelle. Tâchons de nous représenter les diverses phases de ce travail.

La forme *Leodium*, à laquelle notre radical était arrivé dès le IX^e siècle, était loin d'être protégée contre de nouvelles altérations phonétiques. Tout au contraire, la désinence *dium* n'aurait pu être empêchée de glisser vers le son doux *dg* que par une extrême pureté de prononciation : c'est-à-dire que *Leodium* devenait

fatalement *Leodgium* et *Leogium*. Cette forme nous est conservée dans un document du x^e siècle et dans un autre du xi^e. Mais même si elle nous manquait, les lois qui régissent la marche du langage nous donneraient le droit de la supposer comme transition entre *Leodium* et *Liège*. Un exemple d'une altération tout à fait analogue, c'est celui d'*Ivodium* devenu *Ivogium* dans un manuscrit du xii^e siècle (1).

En même temps, une autre altération portait sur la diphtongue *eo* ou *eu*. Il faut noter qu'aucune de ces deux transcriptions ne reproduit d'une manière exacte la prononciation de cette diphtongue germanique : car, en la prononçant, il faut allonger très fortement l'*e* pendant qu'on glisse rapidement sur la voyelle suivante, si bien qu'il est presque impossible de discerner si celle-ci est un *o* ou un *u* (2). De la sorte, *e* devient une espèce d'*é* et finit par absorber entièrement la voyelle qui le suit. Cela dut se faire d'autant plus facilement que la valeur de ce son, germanique d'origine, échappait aux populations romanes de notre pays (3). Ainsi la contraction de la diphtongue et l'effondrement du *d* aboutissent à une forme *Legium* qui doit avoir eu cours un certain temps, bien qu'il ne s'en retrouve pas d'exemple, et dont l'existence nous est attestée par la forme *Legia* qui lui succède. Je n'hésite donc pas à la rétablir ici, lui reconnaissant autant de droit à l'existence qu'à *Leogium*, lequel ne serait pas connu davantage si le hasard ne l'avait conservé dans deux exemples. La rapidité avec laquelle, du viii^e au x^e siècle, se firent les changements

(1) C'est dans un passionnaire conservé à la Bibliothèque publique de Namur que j'ai relevé cette forme (*Vita Maximini*).

(2) Le flamand *eeuw*, *leeuw* représente assez bien le son de ce *leodium*.

(3) Förstemann nous apprend que même au pays allemand, on trouve cet *é* à la place du gothique *iu* et du franc *eo* : cela ne fait que confirmer ce qui est dit ci-dessus (*Altdeutsches Namenbuch*, 2^e édition, n° 1010). Grimm Gramm., 3^e édit., p. 60, 95, 258.

qui transformèrent le latin en roman puis en français, explique la courte destinée de plusieurs de ces formes et aussi l'absence de *Legium* dans les manuscrits.

Ici encore, nous avons l'occasion d'admirer la constance des lois du langage humain. Déjà nous avons vu que la *silva leodica* des environs d'Orléans était devenue, sous l'influence de la prononciation romane, *leodiga* puis *leodia*, passant ainsi par les mêmes phases phonétiques à travers lesquelles nous avons suivi notre *Leodium*. Ce n'est pas tout. Ce *Leodia* à son tour, continuant de subir la même action linguistique, va revêtir la forme *Legium*, et l'identité du développement sera complète. En 1183, un diplôme de Philippe Auguste mentionne *Victriacum in Legio* (Vitry aux Loges) et ce *Legium* n'est autre chose que notre *silva leodia* ! (1) Peut-on exiger une démonstration plus claire de la valeur des règles auxquelles se conforme notre étude étymologique ?

Legium aurait sans doute joui d'une existence plus longue, s'il n'avait été dévoré par une forme qu'il avait engendrée : *Legia*. Arrêtons-nous avec respect devant *sancta Legia*, et demandons pardon aux historiens nationaux de nous placer ici à l'encontre d'une de leurs traditions favorites. Il font remonter *Legia* jusqu'à la nuit des temps, et forgent un arbre généalogique fabuleux à ce nom de prédilection : mais que faire contre la production d'un état-civil aussi bien en règle que celui-ci ? *Legia* est fille de *Legium* ; *Legium* est fils de *Leugium* ; *Leugium* a pour père légitime *Leudium* ; *Leudium* lui-même se réclame à bon droit de *Leudius*, qui descend de *Leudicus*, qui est identique à *Vicus Leudicus* : que

(1) Voyez la preuve de ce fait dans l'ingénieuse dissertation de J. Quicherat, o. c. p. 147. V. encore le même auteur, p. 31, sur la désinence *icus ica icum* transformée en *-che* ou *-ge* dans les dérivés français, comme *Aventicum*, Avenche ; *Luxaricas*, Luzarches ; *Perticus*, le Perche ; *Uticus*, Ouche ; *Cozaticus*, Conzages ; *Uriaticum*, Uriage ; *Aganticum*, Ganges ; *Brevitica*, Beuvrage ; *Gemmeticus*, Jumièges ; *Bituricus*, Bourges.

voulez-vous de plus probant ? Il y a six à sept générations d'ancêtres connus, et tout ce monde descend l'un de l'autre par la filiation la plus authentique et la mieux établie. Quel coup de massue que cette découverte pour les prétentions héraldiques de *Legia* et pour les illusions de ses partisans ! Loin de se trouver au berceau de la ville et d'avoir enfanté toutes les formes successives que le nom de Liège a prises depuis, *Legia* ne descendrait qu'en septième ou huitième ligne de l'ancêtre véritable, qui n'est lui-même, il faut bien l'avouer, qu'un vulgaire plébéien : car qu'y a-t-il de plus roturier, voire de plus rustique, que *vicus leudicus* ? Mais, ce qui est plus grave encore et bien fait pour consterner, c'est qu'il s'élève des doutes sérieux sur la légitimité de la naissance de *Legia*, qui pourrait fort bien — je demande pardon pour le mot — n'être qu'une bâtarde. Ami lecteur, qui comptez peut-être parmi les chauds partisans de *Legia*, et que ce terme irrévérencieux a sans doute offusqué, veuillez ne pas crier au scandale avant que je vous aie déduit mes raisons : je vous laisserai volontiers le soin de conclure vous-même.

Jusqu'à présent, toutes les transformations qu'a subies le radical *leudicus* se sont faites conformément aux lois qui régissent le langage humain : chacune d'elles n'est que l'application spéciale de l'un ou de l'autre article du code linguistique. Au contraire, celle qui fait de *Legium Legia* n'a plus rien de naturel et d'organique : on ne peut l'expliquer, ni par l'action invincible de l'altération phonétique, comme *Leudius*, ni par le travail instinctif de l'esprit d'analogie, comme *Leodium*. Il n'y a aucune raison philologique pour que *Legium* devienne *Legia* ; il n'y a aucune loi du langage qui dicte ce changement ; force nous est donc de chercher ailleurs, et dans un simple caprice, le secret de la naissance controversée de notre vocable. C'est, en effet, un caprice d'érudit, une fantaisie de lettré qui est ici en cause : rien de plus.

Pour bien nous rendre compte de la production de *Legia*, reportons-nous aux plus anciens exemples de cette forme. Ils ne remontent pas au delà du x^e siècle. Le plus ancien se rencontre dans un poème anonyme du x^e siècle, que M. Joseph Demarteau a publié pour la première fois en entier, et qu'il attribue, avec beaucoup de bonnes raisons, à Hucbald de Saint-Amand. La même forme apparaît encore, vers cette même époque, dans un autre poème anonyme, ainsi que dans une lettre du pape Jean X, puis, il faut descendre jusqu'au xi^e siècle pour la retrouver ; mais à partir de ce temps elle devient de plus en plus fréquente ; on la verra se placer à côté de *Leodium* qu'elle ne parviendra pas à éliminer, sans doute, mais qui sera forcé de partager avec elle, non seulement les prédilections du même auteur, mais souvent encore la même page. On peut même se demander si *Legia* ne s'est pas fait la part du lion ; car, tandis que *Leodium* reste décidément la forme la plus fréquente, sa rivale par contre est employée de préférence dans le style poétique et dans le langage élevé. Abandonnant à *Leodium* la langue vulgaire de la conversation, le parler sec et décharné des chroniqueurs, *Legia* s'installa triomphalement dans le style des poètes, dans les harangues solennelles, dans le monde de l'éloquence et de la poésie : elle s'imposa d'emblée à tous ceux qui se piquaient de quelque distinction de langage, et dès lors, si je puis parler ici comme le vieil Homère, Liège s'appela *Legia* dans la langue des dieux, et *Leodium* dans la langue des hommes. Un curieux exemple de la valeur différente qu'on attachait instinctivement à ces deux termes nous est fourni par Anselme (vers 1050). Anselme emploie constamment, dans sa narration historique, la forme *Leodium*, qui revient souvent au cours de son récit. Mais, au moment de déposer la plume, le bon chroniqueur, saisi d'une émotion patriotique, ne peut s'empêcher de faire ses adieux à la ville qui a été le sujet de son récit ;

et, la personnifiant à la manière des poètes, il l'interpelle dans une prosopopée oratoire où, à deux reprises, il prononce son nom. Et ce nom, ce n'est plus *Leodium*, c'est cette fois *Lethgia* ou *Legia*. L'étiquette littéraire a prévalu : cédant aux suggestions du style poétique, notre auteur emploie ici, pour la seule fois dans tout son livre, la forme patronnée et mise à la mode par les poètes.

Mais ce sont précisément les goûts aristocratiques de *Legia* qui vont nous mettre sur la voie de son origine. Ce sont les poètes qui ont *inventé Legia* ! La poésie vit d'images et de personnifications, surtout la poésie allégorique du moyen âge, qui a généreusement accordé à toutes les villes la qualité de personne poétique. Dès qu'elle voulut élever Liège à cette dignité, force lui fut bien de renoncer à cet absurde neutre *Leodium* ou *Legium*, qui était incompatible avec la métamorphose projetée. Le genre était indiqué d'avance : la langue de la poésie, d'accord en ceci avec la déclinaison latine, conçoit les villes sous forme de personnages féminins, et c'est de la sorte que les poètes, de leur autorité privée, changèrent une nouvelle fois le genre du mot, et de *Legium* firent *Legia*. Les trois genres grammaticaux étaient épuisés : *Leudius*, *Leodium*, *Legia*, et Liège n'avait pas encore trouvé son nom définitif !

Mais ce ne sont pas seulement les habitudes du style poétique et allégorique qui amenèrent ce changement de genre grammatical ; une autre cause, peut-être plus efficace, y contribua à son tour. Les exigences de l'hexamètre latin ne se conciliaient que fort difficilement avec *Leodium*. La vraie prononciation du mot eût donné le schème — 0 —, incompatible avec le rythme de l'hexamètre et du pentamètre. On avait, il est vrai, la ressource de décomposer la diphtongue radicale, et de la prononcer comme elle s'écrivait en latin ; mais, ici encore, on ne savait quelle quantité attribuer à chaque voyelle. On scandait indifféremment *Lëödium*, ce qui

n'est possible qu'au génitif contracté, ou *Lēōdīum*. Ces fluctuations et ces incertitudes avaient quelque chose de gênant pour des poètes qui aimaient à trouver leur pied tout fait dans les mots dont ils avaient besoin. Bien plus, comme c'était surtout au nominatif et au vocatif qu'ils employaient leurs noms poétiques, et que pour ces deux cas les difficultés prosodiques de *Leudium* étaient grandes, ils crurent satisfaire à la fois au style et au rythme poétiques en changeant *Legium* en *Legia* ! C'est donc le *bon plaisir* des poètes, et nullement la *loi souveraine* du langage, qui a exercé ici son action. *Legia* est un produit artificiel, un terme inventé par des savants et des lettrés, *quod erat demonstrandum*.

Hâtons-nous d'ajouter que c'est loin d'être le seul exemple d'altération arbitraire d'un nom propre sous l'influence de la prosodie ou du langage allégorique. Combien d'autres on en pourrait citer ! La métrique latine a plus d'un méfait semblable à sa charge, et cela dans notre propre pays. Que de noms primitifs dont la désinence barbare aurait pu être une entrave à la construction de l'hexamètre, et qui ont été mutilés par elle sur son lit de Procruste ! Que d'autres ont subi le même traitement sans autre raison que la répugnance de dame Prosodie pour la gaucherie de leur allure celtique ou germanique, ou pour la rudesse avec laquelle ils frappaient les oreilles ! Je me contente d'en citer trois exemples entre mille : *Laubacus* transformé en *Lobbia*, *Gemblacus* en *Gembla* et *Bracbantus* en *Brabantia*. Cela est plus latin, plus harmonieux, plus poétique : cela prête mieux à l'apostrophe, cela entre mieux dans le vers :

Legia vicisti, Brabantia victa fuisti (1).

(1) Aegid. Aur. dans Pertz, *Scriptor.*, XXV.

Ou :

Legia lege ligans cum praelatis tibi leges
Notgerum Christo, Notgero cetera debes (1).

Ou encore :

Leggia corpus habes, Gembla carendo doles (2).

Après avoir nettement établi, de la sorte, la part qui revient à la langue poétique dans la filiation du féminin *Leggia*, je dois ajouter que peut-être ce changement de genre remonte beaucoup plus haut, et qu'au lieu de porter sur l'hypothétique *Legium*, il s'est attaqué au primitif *Leudicus* lui-même. En effet, si toutefois on peut se fier aux transcriptions, *Leudica* apparaît déjà en 854 dans un diplôme de Charles et de Lothaire (3). Au IX^e et au X^e siècle, on le trouve deux fois avec l'adoucissement organique que nous avons étudié : *in Leodia* disent les *Annales Tilienses* ; *Leudie*, lit-on dans les Annales de saint Maximin de Trèves. Encore une fois, si toutes ces formes sont dûment garanties, ce dont je n'ose répondre, surtout pour les deux premières, il faudrait en conclure que *Leudica*—*Leudia* est presque contemporain de *Leudicum*—*Leudium*, et que ce second changement de genre est un nouvel effort de l'esprit d'analogie, qui cherchait à mettre d'accord la forme grammaticale du nom avec le genre que la langue latine attribuait ordinairement aux villes. *Leudia*, à ce titre, se justifiait mieux que *Leudium*. Dès que notre localité fut devenue une ville, dès qu'on put sous-entendre à côté de son nom celui de *urbs* ou de *civitas*, la forme

(1) Vers extraits d'un poème du XI^e siècle sur Notger, dans Aegid. Aur.

(2) Epitaphe de l'abbé Olbert de Saint-Jacques († 1048) dans Siegb. Gemblac. *Gest. abb. gemmel.* dans Pertz, *Scriptor.*, VIII, p. 541.

(3) C'est aussi à cette époque qu'on rencontre *Belgia*, (Gozechin dans Mabillon, *Anal.*, p. 438) et *Sarchinia* au lieu de *Sarchinium* dans un diplôme de 1065 (Pertz, *Scriptor.*, X, p. 325).

Leudica ou *Leudia* était suggérée naturellement. Voyez, par exemple, jusqu'à quel point le féminin était appelé par des vers comme celui-ci, le plus beau qui soit tombé de la plume de Sédulius :

Si tibi Leodium dulcescit ceu pia mater !

Combien le poète ne devait-il pas être tenté de dire *Leodia*, ne fût-ce que pour supprimer la choquante contradiction entre le genre grammatical du nom et l'épithète de *mater* ! Et lorsque Réginon écrivait *Leodium civitatem*, ne devait-il pas éprouver le même embarras ? S'il en est ainsi, il faudrait modifier quelque peu l'arbre généalogique de *Legia*, qui procéderait organiquement, par *Leugia* et *Leudia*, du radical *Leudica* primitif : et les poètes, au lieu d'être les pères de la forme, ne seraient que les parents adoptifs qui en ont fait la fortune. Les deux diplômes de 1024 et de 1036, qui disent l'un *in civitate Legia*, l'autre *in urbe Letgia*, tendent à confirmer cette manière de voir. Au demeurant, la question de savoir quand a eu lieu l'introduction de la forme féminine, et si l'analogie ou la métrique ont eu plus d'influence sur sa formation, n'a qu'une importance bien secondaire, et nous pouvons la laisser *sub judice*.

Une fois donné le thème *Legia*, la forme française de *Liège* (wallon *Lîge*) s'en déduisait de la manière la plus conforme aux lois de l'étymologie. *Liège* est à *Legia* dans le même rapport que *bien* à *bene*, que *rien* à *rem*, que *siège* à *sedia* etc (1). Cette forme définitive sous laquelle va être constitué le nom de notre ville apparaît dans nos premiers documents en langue française : en 1241, dans une charte de Robert de Langres ; en 1249 et en 1252, dans deux de Henri de Gueldre (2).

(1) Förstemann, *Altdeutsches Namenbuch*, 2^e édit., n° 1010.

(2) *Recueil des Edits et Ordonnances de la principauté de Liège*, p. 41, 43, 47.

Vers la fin du même siècle, elle est employée couramment dans les documents français étrangers à notre pays, par exemple dans la Chronique de Cambrai (1).

Il resterait seulement à rendre compte d'une particularité que présente parfois l'emploi de ce nom chez les écrivains non liégeois. Fréquemment ils l'accompagnent de l'article et disent *le Liège*. Voici par exemple ce qu'on lit dans un passionnaire du XIII^e siècle, qui contient une ancienne traduction française de la vie de saint Lambert par Etienne : *Ci commence de seint Lambert del liege la vie* (2). En 1474, dans l'intéressant catalogue des manuscrits de la comtesse de Montpensier, il se rencontre un livre intitulé : *La Guerre du Liège* (3). Au XVI^e siècle, il y a encore d'autres exemples de la persistance de cette anomalie, qui s'expliquera facilement si l'on admet, avec Adrien de Valois, que l'on désigne de la sorte *le pays de Liège*, à peu près comme nous disons encore aujourd'hui le *Luxembourg* (4).

Nous voilà arrivés au point où nos recherches trouvent leur terme naturel. D'étape en étape, nous avons suivi à la piste notre *Vicus Leudicus* descendant le cours des siècles, et nous sommes parvenus à le reconnaître sous sa forme la plus éloignée du radical primitif, grâce aux formes intermédiaires par lesquelles il a passé, et dont les documents historiques nous ont conservé le souvenir. Nous avons vu qu'à chacune de ses transformations successives présidait une loi linguistique invariable, qui trouve son application dans toutes les circonstances analogues. Nous avons eu de plus la bonne fortune de voir notre obsolète *leudicus*,

(1) Pertz, *Scriptor.*, T. VII, p. 516, 523 et *passim*.

(2) Bibliothèque du British Museum à Londres, *Reg.* 20 D. VI.

(3) Annuaire de la Société de l'histoire de France pour 1880. C'est peut-être l'écrit de J. d'Hemricourt sur la guerre des Awans et des Waroux.

(4) Adr. de Valois, *Notitia Gall.*, 1. 1.

conservé ailleurs encore dans un nom de lieu, s'y altérer absolument de la même manière, et descendre, par les mêmes degrés, vers une forme actuelle à peu près identique à celle de Liège (*Loges*). Cela est bien fait pour confirmer la justesse de nos déductions. Voici cependant une preuve encore plus complète.

L'adjectif *leudicus*, ai-je dit plus haut, pris dans le sens de *publicus*, a promptement cessé d'être en usage. Mais la langue féodale l'a conservé dans une acception différente, dérivée, comme l'autre, du sens du radical *leut*, qui est le pluriel de *mann*, et qui signifie à la fois *hommes* et *peuple*. Or, dans le langage féodal, héritier de plus d'une expression germanique, *homme* et *vassal* sont synonymes, et l'acte d'*hommage*, c'est celui par lequel on reconnaît son vasselage vis-à-vis d'un suzerain. Il s'en suit que l'adjectif *leudicus* désigne, en termes de droit, la qualité de vassal, et que l'*homme leudique* d'un autre, c'est son vassal tout à fait vassal. C'est le sens qu'a en effet, de bonne heure, l'expression d'*homme-lige*, dans laquelle l'adjectif *lige* nous présente le radical *leudicus* parvenu à une forme entièrement identique au nom wallon de notre ville (*Lige*) (1).

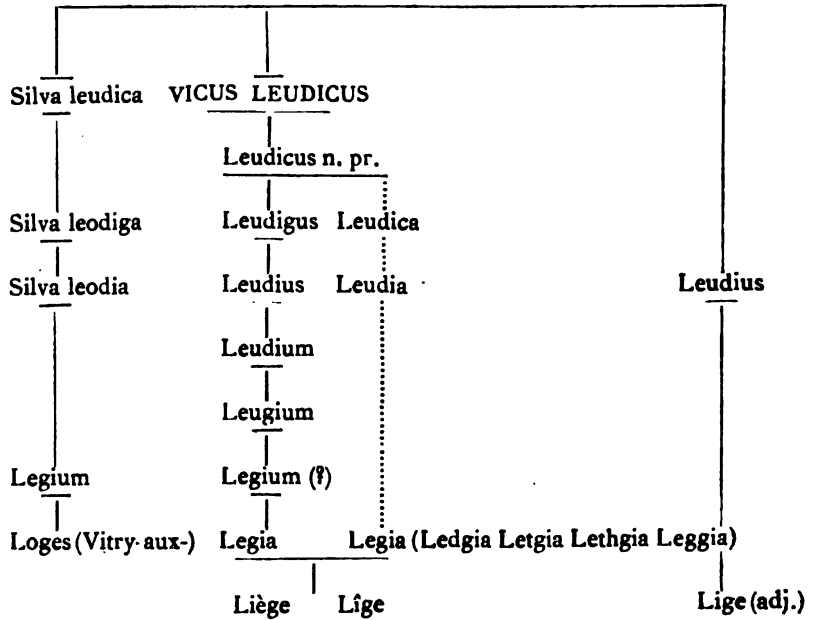
Voilà donc, par un accord bien remarquable, le même radical qui, sortant de terre sur trois points à la fois, mais se développant dans la même atmosphère linguistique, produit trois fois le même surgen.

En faut-il davantage pour faire comprendre que le développement du parler humain est aussi organique, aussi régulier que celui de la végétation, et ne voit-on pas, par cet exemple, jusqu'à quel point le langage est soumis aux lois générales et immuables qui régissent le reste de la création ?

(1) Cet adjectif *lige* exista de bonne heure ; il apparaît déjà en 1076 dans une charte du roi Philippe I. Son antiquité est établie par ce fait que dès le XI^e siècle, lorsque les écrivains latins ont besoin de s'en servir, ils ne font que traduire la forme romane et disent par conséquent *ligius*, au lieu de remonter au primitif *leudicus* déjà perdu.

Nous pouvons donc clore ici nos recherches, en les résumant, pour la facilité du lecteur, par le petit tableau suivant, dont le généalogiste le plus sévère ne pourra pas contester l'exactitude.

LEUDICUS (adject.)



CHAPITRE V

LA LÉGIA

Et la Légia, qu'en faites-vous ? Voilà longtemps que je prévois cette question : et si je n'y ai pas répondu plus tôt, c'est qu'il m'a semblé utile de montrer jusqu'à quel point, dans une recherche philologique et historique sur le nom de notre ville, celui de ce petit ruisseau s'élimine en quelque sorte lui-même. Tout s'explique parfaitement sans lui, on vient de le voir. Loin d'être le plus ancien nom de Liège, *Legia* n'apparaît qu'au ^xe siècle : nous savons d'ailleurs sa provenance, nous avons étudié sa formation, nous l'avons vu descendre en droite ligne de *Leudicus* : cela pourrait déjà suffire. A quelqu'un qui produit un faux état civil, il suffit de répondre en exhibant le vrai, et la question est tranchée. Cependant, pour achever notre démonstration, et aussi dans l'espoir de jeter un peu de lumière sur un côté assez négligé de l'histoire de la ville, nous allons finir notre promenade autour du vieux Liège par une excursion sur les bords de la Légia.

Selon l'opinion en faveur chez les écrivains locaux, et que ni Foerstemann ni Grandgagnage n'ont osé combattre de front, Liège tirerait son nom du petit ruisseau qui descend des hauteurs d'Ans, et qui, aujourd'hui

entièrement voûté dès son entrée en ville, coulait alors à ciel ouvert à travers le faubourg Sainte-Marguerite, pour aller se perdre dans la Meuse aux environs du quai de la Batte.

Ce ruisseau, en effet, baignait le revers de la colline sur laquelle se forma le *Vicus Publicus* : il en était le seul cours d'eau avant que Liège se fût étendu jusqu'à la Meuse, et qui sait si ses eaux limpides, et l'aspect riant de la vallée qu'il se creuse, n'ont pas été une des causes principales qui ont attiré de ce côté l'attention des premiers défricheurs ? Or, ce ruisseau s'appelle Légia : et n'est-il pas naturel de supposer que c'est lui qui a servi de parrain à une bourgade encore sans nom ? Legia est d'ailleurs un nom de cours d'eau ; le Lech, la Lys, s'appellent ainsi, et on vous dira même ce qu'il signifie. Voilà comment on raisonnait : et à vrai dire l'identité qu'offrent le nom de la ville et celui du ruisseau avait quelque chose de trop frappant pour qu'on pût la considérer comme purement fortuite. Aussi Foerstemann lui-même, dans sa perplexité, s'était-il laissé amener à admettre au moins une certaine influence du nom du ruisseau sur les transformations du nom de la ville. Sans doute, le thème *Leudicus* aurait pu produire la forme *Legia* par la seule action des lois de langage ; mais enfin, si je comprends bien Foerstemann, cette action a été facilitée, accélérée, par l'attraction que *Legia* devait exercer sur *Leudium* et ses dérivés. Telle est la manière plus ou moins embarrassée dont ce savant cherche à concilier les résultats indiscutables de la science philologique avec les prétentions historiques de la tradition locale.

Pour moi, je ne partage pas les scrupules de l'auteur du *Namenbuch*. Je conviens volontiers, avec tous les partisans de *Legia*, qu'il serait difficile d'admettre qu'un pur hasard aurait amené l'identité des deux noms : je crois, comme eux, à un certain lien de filiation entre celui-ci et celui-là. Mais, armé de ce fait même, et m'ap-

puyant sur les résultats inébranlables de nos recherches antérieures, je conclus que c'est le ruisseau qui, vers le x^e siècle, aura emprunté son nom à celui de la ville.

C'est d'ailleurs ce qui se passe toujours en pareil cas. Les fleuves et les rivières, déjà habités sur la plus grande partie de leur parcours, et nommés depuis longtemps dans le langage humain, peuvent donner leur nom aux endroits qui s'élèvent plus tard sur leurs bords. Ainsi *Maestricht* signifie le *passage de la Meuse* ; c'est tout naturel, car *ce nom est le vrai nom*, et *Maestricht* n'était pas autre chose dans l'origine qu'un pont servant à mettre en communication les deux rives du fleuve. Mais les petits cours d'eau, les ruisseaux qui coulent dans les solitudes et qui ne reflètent pas une seule chaumière humaine, ceux-là ne sont pas nommés, et ils ne prennent un nom que le jour où une agglomération habitée surgira sur leurs bords. Et ce jour-là, quel sera leur nom ? Encore une fois, ce sera le nom commun, l'appellatif qui, sous une multitude de radicaux différents, exprime cependant la même idée dans tous les pays et dans toutes les langues : *l'eau, le ruisseau*. Voilà comment les premiers Liégeois auront baptisé leur *Legia*, le jour où ils commencèrent à en défricher les bords. Plus tard, ils purent y ajouter une certaine détermination, pour en indiquer soit la provenance, soit le cours : ils purent dire *l'Eau d'Ans*, *l'Eau de Liège*, le *Ri de Sainte-Marguerite*, le *Ri du Marché*, que sais-je ? de même qu'aujourd'hui, le petit groupe d'indigènes qui voit sourdre la Légia l'appelle le *Ri de Coq-Fontaine*. Plus tard encore, nous voyons que parmi toutes ces dénominations possibles il y en a une qui a prévalu : on dit de préférence *l'Eau* ou le *Ri de Liège*, puis encore *la Liège* tout court. Cette forme abrégée devint-elle jamais populaire en réalité ? J'en doute beaucoup, et je me persuade que le vrai peuple ne la connut guère, pas plus qu'il ne la connaît aujourd'hui. Je me plais à enregistrer à ce sujet le précieux témoignage d'Abraham Ortelius :

« Quelques-uns, dit-il, prétendent que *Liège* est le » nom du ruisseau qui descend des collines voisines et » qui coule à travers le marché, mais cette opinion n'a » que peu de partisans. Et si ce petit ruisseau a un » nom, dans tous les cas la plupart l'ignorent (1). » Cela est clair et précis, et tranche la question. Le ruisseau n'a jamais eu de *nom propre* à Liège, du moins dans la bouche du peuple. Ce sont les savants, encore une fois, qui lui ont d'abord donné le nom de la ville, et qui, plus tard, ont eu la plaisante idée que c'était la ville qui lui devait le sien. Or, comme la forme *Legia* n'apparaît qu'au commencement du x^e siècle, on ne peut pas faire remonter plus haut l'attribution de ce nom au ruisseau de Liège.

Au demeurant la période qui va de Charlemagne à Notger a été particulièrement littéraire dans le pays de Liège. Une multitude de conjectures ingénieuses, d'interprétations subtiles, d'étymologies hardies, naquirent alors; et le beau nom poétique de *Legia* fut gracieusement accordé au *Ri du Marché* par les poètes érudits et diserts dont notre Sédulius nous offre le type. Cependant il faut descendre jusqu'en 1118 pour voir le nom de *Legia* appliqué au ruisseau. Le plus ancien témoin que nous en ayons, est un poète anonyme qui, en cette même année, chanta en vers rythmiques les choses mémorables survenues dans sa patrie :

Secuta est plaga diluvii
Die quae est septima julii.
Timuimus urbis excidium
Pro communi peccato omnium.
Pontes fregit et edificia
Rivus noster cui nomen Leggia.

Telle est l'orageuse entrée en scène du petit ruisseau si paisible aujourd'hui. Mais, malgré le haut patro-

(1) Ortelii, *Itiner. per nonnullas Gall. Belgic. partes*, 1584, p. 19.

nage de la poésie, la Légia ne parvint pas à conserver un nom qu'elle semblait vouloir enlever avec cette violence. Son usurpation ne fut pas sanctionnée par l'usage, qui est, selon Horace, l'arbitre suprême du langage.

Jamais notre ruisseau, depuis lors, n'est parvenu à se faufiler dans la langue populaire sous ce nom d'emprunt, et si aujourd'hui nous consentons à ne pas le troubler dans une possession précaire et partielle, ce n'est que sous la réserve formelle des droits de la ville de Liège à la primauté du nom. Nous pouvons donc enterrer définitivement la légende sous les voûtes qui couvrent aujourd'hui le tombeau de la Légia. Celle-ci doit toute sa notoriété à Liège, et ce n'est pas la grande ville qui a dû aller pêcher son nom dans le ruisseau.

GODEFROID KURTH.



NOTICE
SUR
L'ABBAYE DE SAINT-LAURENT
A LIÈGE

I

LES SOURCES

Les principales sources de l'histoire de l'abbaye de Saint-Laurent à Liège sont, en premier lieu, les *Gesta episcoporum Leodiensium*, par Anselme, chanoine de la cathédrale de Saint-Lambert. Il les écrivit vers l'an 1056. Apud Chapeaville, T. I, p. 100; Pertz, *Monumenta Germaniae historica*, T. VII; *Patrol. lat.*, T. CXXXIX; Martène, *Ampl. Coll.*, IV, 838.

Reinier, religieux de Saint-Laurent, qui écrivit dans la seconde moitié du XII^e siècle et qui mourut vers l'an 1200, a laissé plusieurs ouvrages d'histoire, entre autres : *Vita Eracli Leodiensis episcopi* († 971), *Vita sancti Wolbodonis Leodiensis episcopi* († 1021), *Vita Reginardi Leodiensis episcopi* († 1038). Dans ces vies il rapporte plusieurs faits qui concernent son monastère. V. *Patrol. lat.*, T. CCIV.

Le célèbre Rupert, d'abord religieux à Saint-Laurent à Liège, puis abbé de Tuitz où il mourut vers l'an 1135, écrivit l'*Histoire du monastère de Saint-Laurent* depuis son origine jusqu'à l'épiscopat d'Otbert (959-1091). Le texte primitif de l'auteur est perdu. Il n'en existe plus qu'un abrégé, remanié et même interpolé par un autre religieux vers le milieu du x^ve siècle. Celui-ci y a inséré plusieurs faits puisés à des sources postérieures, tels que le singulier stratagème dont Notger se serait servi pour s'emparer de la forteresse de Chèvremont, la mort malheureuse des deux enfants du comte Hézélon, la guérison miraculeuse d'Adelard II abbé de Saint-Trond (tirée des *Gesta abbatum Trudonensium*) etc. A l'année 1096, il dit lui-même : *Robertus uno libello statum ecclesiae nostrae prosecutus est, videlicet, a quibus constructa sit, quae bona vel quae mala de manu Domini, ab Euraclo Leodiensi episcopo usque ad Obertum, suscepit. De quo libello, praescripta pro majori parte excerpta sunt.* (p. 1078). Ce texte abrégé, remanié et interpolé forme la première partie de l'*Histoire du monastère de Saint-Laurent* publiée par Martène, *Ampl. Coll.*, T. IV, p. 1035-1078. La seconde partie comprend la période de 1096 à 1216. A qui doit-elle être attribuée ? Il nous paraît qu'elle est une compilation faite, vers le milieu du x^ve siècle, par le même religieux qui a puisé dans les ouvrages de Reinier, dans les gestes des abbés de Saint-Trond, dans l'ouvrage de Gilles d'Orval etc. Le même compilateur ajoute que, pour la période de 1216 à 1280, il a eu peu de renseignements certains sur son abbaye (Martène, IV, 1097). La partie de l'histoire qui s'étend de 1280 à 1435 doit encore être attribuée au même religieux qui a puisé dans les archives de l'abbaye et dans les œuvres de Hocsem, de Warnant, de Rivo, et de Jean d'Outremeuse. Son ouvrage renferme un grand nombre de faits qui concernent l'histoire générale du diocèse. Il se montre un religieux, rigide observateur

de la règle, adversaire décidé du *peculium* (1) et aimant beaucoup le vœu de pauvreté; aussi juge-t-il très sévèrement toute dérogation à la règle et à la pauvreté et tombe même dans des exagérations, en ces matières. Il n'y a pas lieu de s'en étonner, car un religieux très fervent est toujours enclin à considérer toutes les imperfections comme de grands abus et des relâchements. Le récit que l'historien fait de la vie de Henri Adae montre qu'il a vécu sous sa prélature. Est-ce Jean de Stavelot? Nous ne saurions le dire. — La partie de l'histoire qui comprend la prélature de Henri Delle Cheraux (1434-1459) a été écrite par un témoin oculaire, peu de temps après la mort de cet abbé. La partie qui comprend la prélature d'Arnold Loen de Kemexhe (1459-1473) est d'un autre religieux peut-être d'Adrien d'Oudenbosch, témoin oculaire des faits qu'il raconte. — La suite jusqu'en 1586, qui est très courte, a eu plusieurs auteurs contemporains. V. Martène, *Ampl. Coll.*, T. IV, p. 1035-1164.

La *Gallia christiana* renferme, au T. III, p. 987, une série des abbés de Saint-Laurent qui a été rédigée probablement par un religieux de l'abbaye au XVIII^e siècle.

Le cartulaire dont nous donnons le résumé, comprend neuf volumes in-folio. Les pièces y sont transcrites dans leur ordre chronologique, au moins la plupart. Les premiers volumes ont été écrits à la fin du XVI^e et au commencement du XVII^e siècle. Les autres l'ont été successivement dans la suite des temps. Les plus anciennes pièces sont de l'an 1034 et les plus récentes de la fin du XVIII^e siècle. Les premières ont été publiées par Martène dans son *Ampl. Coll.*, T. I et T. IV.

Ce cartulaire renferme un grand nombre de pièces, qui ne présentent aucun intérêt historique. Nous les avons négligées entièrement. Quant aux autres, nous

(1) Le *peculium* était une petite somme d'argent dont le religieux pouvait disposer pour ses menues dépenses.

en avons extrait ce qui semblait offrir, au moins un certain intérêt local.

II

L'ORIGINE DE L'ABBAYE D'APRÈS LES ÉCRIVAINS LIÉGEOIS

L'évêque Eracle (959-971), après avoir construit et doté les églises collégiales de Saint-Paul et de Saint-Martin, résolut de construire aussi un monastère de Bénédictins. Il choisit un emplacement sur le Publémont qui, à cette époque, était encore en partie couvert de bois. C'est là que se trouvait la potence. C'est là aussi que, d'après la tradition, les assassins de saint Lambert, après s'être pris de querelle, s'étaient entre-tués. Les travaux furent poussés avec activité. Dès que les fondations furent achevées et que les murs s'élevèrent de terre, l'évêque consacra un autel secondaire en l'honneur de saint Sixte (3 septembre), le maître-autel qui devait être dédié à saint Laurent, n'étant pas encore achevé. Eracle dota le nouvel autel, et mourut le 27 octobre 971 ; après sa mort les travaux restèrent interrompus. V. Anselme, p. 189. Rupert, p. 1037 et Reinier, p. 124.

L'évêque Notger (971-1008) acheva les murs du monastère et le couvrit d'un toit. Il y reçut un évêque grec d'Italie, nommé Léon, qui avait été exilé par les Grecs, pour avoir livré, disaient-ils, la Calabre aux Romains, du temps d'Otton II. L'évêque Léon y passa le reste de sa vie et mourut l'an 1000. Il fut enterré devant l'autel de saint Géréon. V. Rupert, p. 1045. Reinier, p. 124.

Sous l'évêque Balderic (1008-1018), le comte Hézélon, appelé aussi Henri et Herman, frère du duc Gozelon, institua le monastère de Saint-Laurent son héritier universel, parce que ses deux fils avaient péri d'une

manière bien malheureuse. Pendant la nuit de Noël, tandis qu'il se trouvait avec son épouse à la messe de minuit, ses deux fils étaient entrés à la cuisine, et, s'y étant pris de querelle, s'étaient entretués à coups de broches. Hézélon pria l'évêque de s'intéresser au monastère de Saint-Laurent et de l'achever. Balderic s'y montra disposé, mais Jean, évêque lombard et peintre, qui résidait à Liège, lui conseilla de construire un nouveau monastère en l'honneur de saint Jacques. Ce conseil fut suivi. V. Rupert, p. 1046.

Ce récit n'est pas tout à fait exact. Hézélon prit part à toutes les expéditions militaires de ses deux frères Godefroid et Gozelon, successivement ducs de la Basse-Lorraine. Il fonda deux monastères en sa terre d'Eenham près d'Audenarde. Il assista à la consécration de l'église de Saint-Laurent à Liège, le 3 novembre 1034. Il prit ensuite l'habit religieux dans l'abbaye de Saint-Viton ou Vannes à Verdun, après lui avoir fait de riches donations. On ignore l'époque de sa mort. Ses enfants furent (a) Odile, abbesse du monastère de Sainte-Odile en Alsace, (b) Mathilde qui épousa, en 1015, Reinier comte de Hainaut, (c) Berthilde, morte en bas âge, (d) Herman, également mort en bas âge, (e) Grégoire oblat, dès son enfance, du monastère de Saint-Vannes, qui s'y fit religieux, après avoir été, pendant quelque temps, archidiacre à Liège, (f) Godefroid, peut-être un des deux garçons qui se seraient entretués. V. Ernst, *Les comtes d'Ardenes*, p. 281.

Reinier raconte aussi que Hézélon avait une grande dévotion pour saint Laurent et qu'il s'est fait religieux à Saint-Viton à Verdun, mais il passe sous silence la mort tragique de ses deux fils. V. *Vita Reginaldi*, cap. IX.

Gilles d'Orval qui a copié Reinier, ne parle pas non plus de cette mort.

Une légende du même genre existe aussi touchant

Albert comte de Moha. Ses deux fils, après avoir assisté à un tournoi à Andennes, voulurent imiter ce qu'ils y avaient vu et s'entreteurent. Le père, se trouvant sans héritiers, consacra sa fortune à fonder le monastère du Val-Notre-Dame, vers 1202.

La légende de la mort malheureuse des enfants de Hézélon ne prouve-t-elle pas que le texte de l'ouvrage de Rupert, publié par Martène, a été, non seulement abrégé et remanié, mais même interpolé, après la première moitié du XIII^e siècle? Dans le même texte se trouve aussi raconté le singulier stratagème par lequel Notger se serait emparé de la forteresse de Chèvremont. Il est très probable que cette légende n'existait pas encore du temps de Rupert, car les historiens antérieurs au XIII^e siècle ne la mentionnent pas, quoiqu'ils parlent de la prise de Chèvremont, notamment Anselme qui écrivit vers l'an 1056; Albéric de Trois-Fontaines ou plutôt la chronique de Neumoustier près de Huy à l'année 972. Gilles d'Orval qui écrivit au milieu du XIII^e siècle est le premier qui la raconte. Ne pourrait-on pas en conclure que l'abrégiateur de Rupert l'a puisée dans l'ouvrage de Gilles d'Orval et qu'il l'a insérée dans celui de Rupert?

L'évêque Wolbodon (1018-1021), pendant sa dernière maladie, fit venir Popon abbé de Stavelot et le pria de soigner les intérêts du monastère de Saint-Laurent. Toutefois cet abbé se trouva empêché de le faire. V. Rupert, 1054.

Reinier ajoute que Wolbodon légua à l'abbaye de Saint-Laurent plusieurs terres, une somme de trois cents marcs d'argent pour achever l'église, sept églises-mères et dans les Flandres tout son patrimoine qui fut enlevé par la violence à l'abbaye. P. 208.

Wolbodon fut enterré dans l'abbaye de Saint-Laurent où il avait choisi sa sépulture. Son tombeau y portait l'inscription suivante :

Ingens carnis honor, sed morum gratia major,
Præsulis officio te locat et solio
Sensit dives, egens, ut eras, ad singula praesens
Istis undè salus, his fluit undè cibus
Hic eadem cunctis adsunt, nunc viscera nobis
Hicque salutiferum excolimus tumulum.

Il s'opéra un si grand nombre de miracles à son tombeau qu'Etienne, premier abbé du monastère, pria le saint d'y mettre un terme, parce que la foule qui venait l'honorer, troublait la tranquillité du couvent. V. Reinier, n° 19.

L'évêque Durand (1021-1025) prit ce que son prédécesseur avait donné à l'abbaye de Saint-Laurent, en distribua une partie aux chevaliers et retint le reste pour la mense épiscopale. Il n'y avait encore ni abbé, ni religieux dans l'abbaye. Saint Wolbodon apparut deux fois à l'évêque et lui enjoignit de restituer tout. Comme Durand n'en fit rien, car il avait pris ces visions pour des rêves, le saint lui apparut une troisième fois et le frappa rudement, en lui annonçant sa mort prochaine. Aussitôt Durand convoqua les archidiacres et les nobles et leur fit part de cette vision. Pendant sa dernière maladie, il donna à l'abbaye de Saint-Laurent la terre de Wasseige qu'il avait acquise de l'archidiacre Robert ; il restitua les quatre marcs d'argent qui lui restaient encore et promit de réparer tous les torts, si Dieu lui en laissait le temps. Ces quatre marcs servirent à acheter un calice. L'évêque mourut le 23 janvier 1025 et fut enterré près de l'église de Saint-Laurent où il avait choisi sa sépulture. Tel est le récit de Rupert, p. 1054 ; de Reinier, p. 210 ; de Gilles d'Orval, I, p. 259.

Plusieurs motifs pourraient faire douter de la vérité de ce récit. Durand qui appartenait à une famille serve du prévôt Godeschalck de Morealmé, ne dut sa promotion au siège épiscopal de Liège qu'à ses vertus, ses

talents et ses mérites. Tous les autres actes de sa vie parlent en sa faveur et révèlent de beaux sentiments.

Les historiens qui ont parlé de lui avant le Rupert interpolé et Reinier, ne font pas la moindre mention de ces actes de cupidité et d'injustice, notamment Anselme, Sigebert de Gembloux († 1115), Balderic, *Gesta épisc. Camer.* (écrits avant l'an 1044), Albéric de Trois-Fontaines. Popon, abbé de Stavelot, continua à consacrer ses soins à l'achèvement de l'abbaye de Saint-Laurent, sous tout l'épiscopat de Durand. Aurait-il pu le faire sans les ressources léguées par Wolbodon ? Ce ne fut que sous Réginard qu'il se déchargea de ces soins, désespérant de les mener à bonne fin, comme le racontent Rupert et Reinier. Étienne, premier abbé de Saint-Laurent (1025-1059), fit mettre une épitaphe élogieuse sur le tombeau de Durand :

Durandus jacet hic qui paulo plus tribus annis
Tungrensem rexit nobiliter cathedram ;
Pauperis in nido patrimonii natus et altus,
Ingenio summos evolat ad proceres ;
Quos tulerat dominos, hisdem famulantibus usus,
In theatro mundi fabula quanta fuit !
Septima lux urnam fundentis in orbe fluebat,
Cum faceret rebus triste vale senior.

Après la mort de Durand, Réginard (1025-1038), prévôt de l'église collégiale de Bonn, se rendit près de l'empereur Conrad et acheta le siège épiscopal de Liège pour une forte somme d'argent (V. Rupert et Reinier). Il fut sacré par saint Héribert de Cologne (V. Reinier). Le comte Hézélon, frère du duc de Lorraine pria le nouvel évêque de placer un abbé et des religieux à Saint-Laurent, et lui recommanda Étienne de l'abbaye de Saint-Viton à Verdun. Réginard le chargea de mander ce religieux. Hézélon le fit venir avec six autres religieux qui furent placés à Saint-Laurent (1025). Mais ces moines étaient dans la désolation, parce qu'il

leur manquait le nécessaire et que l'évêque négligeait le monastère. L'abbé Etienne eut un jour une vision, pendant qu'il priait au tombeau de saint Wolbodon. Un jeune homme, envoyé par ce saint, lui apparut et dit que saint Laurent et saint Wolbodon avaient pris ce lieu sous leur protection, et que Reginard sauvé du danger dans lequel il se trouvait (état de simonie), s'intéresserait au monastère. Comme preuve de sa prédiction, le jeune homme ajouta que le frère qui allait être envoyé à Visé pour acheter des étoffes à la foire, y trouverait un homme envoyé par saint Wolbodon qui lui donnerait l'argent nécessaire. Le frère y rencontra, en effet, un homme qui lui donna soixante *solidi*. Vers le même temps, un *mansionarius* de leur église (débitteur ou censitaire), homme pauvre et simple qui disait avoir eu des visions, s'en allait crier par la ville que saint Laurent et saint Wolbodon mesuraient pendant la nuit le terrain qu'occuperaient l'église et le monastère et que les bâtiments existants seraient démolis. Reginard se repentant du péché de simonie se rendit à Rome (après la quatrième année de son épiscopat, dit Reinier, c'est-à-dire, en 1029), accompagné d'un grand cortège de clercs et de nobles, pour demander l'absolution au pape. Arrivé à l'église de Saint-Pierre, il se jeta aux pieds du pape Benoît, (du pape Jean, dit Reinier), confessa son péché et résigna son siège épiscopal en mettant sa crosse sur l'autel de saint Pierre. Le pape lui donna immédiatement l'absolution et trois jours après, il lui rendit son siège épiscopal et lui recommanda d'expié sa faute, en assistant les pauvres et en bâtissant une église en l'honneur d'un saint. A son retour à Liège, le comte Hézélon vint à sa rencontre et le pria de s'intéresser à l'abbaye de Saint-Laurent. L'évêque le promit. Assisté d'Olbert, abbé de Saint-Jacques, de Huneco, son propre frère, et de Meinier maieur de Liège, il construisit une belle église et un beau monastère qui furent consacrés, le 3 novembre

1034 par Pélérin, archevêque de Cologne, et Jean, évêque de Porto, envoyé du Saint-Siège. Dieu montra combien cette œuvre lui était agréable ; car les années précédentes il y avait eu des ouragans et des tempêtes effroyables pendant la nuit qui précède la fête de saint Laurent ; mais depuis qu'on avait bâti une église et un monastère en son honneur, ces tempêtes avaient cessé. Aussi le peuple liégeois venait-il invoquer saint Laurent dans les temps de sécheresse ou de pluies excessives. Tel est le récit de Rupert et de Reinier.

Il y a plusieurs motifs de douter de l'exactitude de ce récit :

Quant à la simonie que Réginard aurait commise, on n'en trouve pas la moindre mention dans Anselme, ni dans Sigebert, ni dans les annales de Lobbes, ni dans la chronique de Lambert-le-petit, ni dans Balderic de Cambrai, ni dans les biographes du B. Richard.

Anselme fait le plus grand éloge de la vie menée par Réginard jusqu'à sa promotion à l'épiscopat ; éloge que répètent Rupert et Reinier.

Anselme ne parle ni de son voyage à Rome, ni de sa prétendue pénitence. Il se borne à dire que Réginard reconstruisit le monastère de Saint-Laurent, qu'il le dota de biens-fonds et qu'il y plaça trente religieux sous la direction d'un abbé, qui vit encore, ajoute-t-il.

L'épithaphe mise sur son tombeau à Saint-Laurent, semble même exclure le reproche de simonie. Rupert la rapporte dans les termes suivants :

Huic domus hæc index, hæc ejus tota supellex
Nec minor indicio cultus episcopio ;
Tollitur hic nonis perfuncta sorte decembris ;
Par et ei introitus, par erat et reditus.

Les historiens précités ne font pas la moindre mention non plus des faits miraculeux qui auraient signalé l'établissement de l'abbaye de Saint-Laurent.

III

L'ORIGINE DE L'ABBAYE D'APRÈS LES BIOGRAPHES
DU B. RICHARD

Les historiens Rupert et Reinier ne font pas intervenir le bienheureux Richard dans l'établissement de l'abbaye de Saint-Laurent. Il est cependant certain qu'il y est intervenu.

La vie du bienheureux Richard se trouve dans la *Chronique de Verdun* écrite par Hugues de Flavigny, son disciple. Un moine de Saint-Vannes à Verdun a également écrit la vie du bienheureux, d'après le témoignage de témoins oculaires. Ce qu'ils racontent de l'abbaye de Saint-Laurent ne concorde pas avec le récit de Rupert et de Reinier.

Wolbodon évêque de Liège et Gérard évêque de Cambray déposèrent Ingobrand abbé de Lobbes et le remplacèrent par Richard en 1020, pour y remettre la règle de saint Benoît en vigueur (*Vita S. Richardi*, *Sœc. Bened.* VI. I. 453).

L'évêque de Liège (Wolbodon d'après le moine anonyme, Balderic d'après Hugues) qui l'avait établi à Lobbes, charmé de la réforme qu'il y avait opérée, l'appela à Liège et le chargea d'achever le monastère de Saint-Laurent. Richard se mit à l'œuvre avec les ressources qu'on lui offrit. Il se fit même envoyer des colonnes de l'abbaye de Saint-Amand par l'Escaut et la Meuse. Après avoir achevé le monastère, il y plaça des religieux tirés de l'abbaye de Saint-Vannes et leur préposa Etienne, non comme abbé, mais comme prévôt (1025). — Les tours de Saint-Laurent, raconte Hugues de Flavigny, avaient été si mal construites qu'elles inclinaient fortement. Les religieux en étaient inquiets. Pour conjurer le danger, Richard eut recours à Dieu. Il passa une nuit en prières ; les murs se dressèrent d'à-plomb avec un tel bruit que les religieux se

levèrent en sursaut et furent témoins du miracle. — Pendant le pèlerinage que Richard fit à Jérusalem (vers 1026), la nouvelle se répandit à Liège qu'il était mort en route. Aussitôt l'évêque Durand (c'est peut-être Réginard) fit venir Etienne et le nomma abbé de Saint-Laurent. Quand Richard fut revenu de la Palestine, Etienne alla le trouver à Saint-Vannes pour demander pardon et se démettre de ses fonctions. Malgré toutes les explications qu'il donna, il fut puni et mis à la dernière place. Un archidiacre de Liège qui intercédait pour lui, lui obtint le pardon et la place d'abbé de Saint-Laurent. L'évêque, mal renseigné sur ces faits, ôta la prélatrice de Lobbes à l'abbé Richard (vers 1033).

Dans les récits des biographes du B. Richard, rien ne fait soupçonner que l'abbaye de Saint-Laurent aurait été construite en expiation d'un péché de simonie.

IV

SÉRIE DES ABBÉS

I. — ETIENNE. 1025-1059

Etienne, religieux de Saint-Vannes, fut placé à la tête de l'abbaye de Saint-Laurent en 1025. Il avait été chanoine de Saint-Denis et secrétaire de l'évêque Wolbodon, avant d'embrasser la vie religieuse. L'église du monastère fut consacrée par Pélérin, archevêque de Cologne (3 nov. 1034) et Jean, évêque de Porto, délégué du Saint-Siège. Toute la noblesse du pays assista à la cérémonie, entre autres, Gothelon-le-Grand duc de Lothier, son fils Godefroid III, Herman comte (le bienfaiteur de l'abbaye), Arnulphe comte (de Haspinga?), Gislebert comte (de Looz), Gozélon comte, Adalbert comte (de Namur). Le jour de la consécration, furent rédigées sept chartes qui confirment les possessions de l'abbaye et lui en donnent de nouvelles. V. *Cart. S. Laur.*

Après ces donations, le nombre des religieux fut porté à trente.

L'évêque Réginard mourut le 5 décembre 1038 et fut enterré dans l'abbaye de Saint-Laurent où il avait choisi sa sépulture. D'après Rupert et Reinier, il légua des objets précieux et une forte somme d'argent à l'abbaye, mais son neveu et successeur, Nitard (1038-1042), garda tout pour lui. Cette accusation d'injustice est-elle fondée ? Il n'en est pas fait la moindre mention par Anselme, ni par les autres historiens antérieurs au XIII^e siècle. Le grand évêque Wazon (1042-1048) est aussi accusé par Rupert et Reinier de n'avoir pas respecté les droits de l'abbaye sur les terrains qui avaient été défrichés et livrés à la culture autour de l'abbaye par l'abbé Etienne. Cette accusation n'est point fondée.

En 1044, Wazon et Etienne se trouvèrent à Nimègue près de l'empereur Henri III qui, à leur demande, confirma les possessions de l'abbaye (28 avril 1044).

Le grand-prévôt de la cathédrale, Godefroid, apporta de Rome des reliques de saint Laurent pour l'abbé Etienne et ses religieux.

L'abbé Etienne mourut le 12 janvier 1058 (1059), après une prélature de trente-trois ans, deux mois et onze jours. Il serait donc arrivé à Liège le 1^{er} novembre 1025, sous Réginard. C'était un homme de science et de vertus. On mit sur son tombeau l'épithaphe suivante :

Conderis hoc tumulo, mortis legem subeundo,
Stephane prime pater, jam te retinet pia mater
Jherusalem supera, pax et requies ubi vera ;
Nam bene vixisti, gregibus bene consuluisti,
Jam recipis merita, revirescis perpète vita
Ut tibi jungamur, precibusque tuis mereamur,
Quod lapis hic urget, Christo veniente, resurget.

II. — LAMBERT. 1059-1069

Cet abbé était instruit. Il avait étudié à l'école de la cathédrale sous Adelman avant d'embrasser la vie

religieuse. Il avait ensuite passé quelques années au monastère de Tuitz près de Cologne pour y instruire la jeunesse. C'est là qu'il composa la *Vie de saint Héribert*, archevêque de Cologne, mort en 1021. Il fit aussi, en son honneur, quelques pièces de musique, c'est-à-dire des hymnes, des antiennes et des répons. Elu abbé de Saint-Laurent, il gouverna sagement sa communauté. Toutefois, dit la chronique, l'âge d'or se changea sous sa prélature en âge d'argent. Il mourut, après avoir été à la tête de l'abbaye environ dix ans.

III. — EVERARD. 1069-1070

Ce religieux de Florennes mourut la première année de sa prélature. Il s'occupa plus de l'extérieur que de l'intérieur, dit la chronique.

IV. — WOLBODON. 1071-1076 ou 1077

Wolbodon appartenait à une famille noble. Son père était neveu de l'évêque Wolbodon et sa mère, nièce de l'évêque Réginard. Il se conduisit plutôt en prince qu'en abbé. Des plaintes en furent faites à l'évêque Henri de Verdun et à l'archevêque Annon. L'évêque lui donna des avertissements charitables, mais inutilement. Il convoqua ensuite un synode général qui suspendit Wolbodon de ses fonctions et l'envoya en pénitence au monastère de Saint-Aggericus à Verdun. Wolbodon accepta d'abord la pénitence ; il s'y refusa ensuite sur le conseil de ses amis. Dès lors, le synode engagea l'évêque à le destituer. Wolbodon se réfugia près de Henri IV qui lui accorda sa protection et il appela au Saint-Siège. Le Pape ordonna à l'évêque ou de le rétablir ou de le déposer juridiquement. Henri de Verdun convoqua un synode général et y cita Wolbodon. Celui-ci n'y comparut point. Le synode, de concert avec l'évêque, le déposa et le remplaça par Bérenger, prieur de l'abbaye de Saint-Hubert (17 sept. 1076 ou 1077).

V. — BÉRENGER. 1076 ou 1077-1115

L'empereur Henri IV célébra la fête de Pâques à Liège en 1079. Wolbodon profita de l'occasion pour essayer de se faire rétablir. Il se jeta aux pieds de l'empereur pendant la grand'messe et implora sa protection. Henri intercéda pour lui auprès de l'évêque. Celui-ci convoqua un synode général devant lequel Wolbodon pourrait se justifier. L'abbé déposé ne comparut point et l'abbé légitime, après avoir offert sa démission, fut maintenu dans sa dignité. Wolbodon partit avec l'empereur.

Bérenger qui appartenait à une famille pauvre, était très-recommandable par ses vertus, son zèle et ses talents. Sous sa prélature, les études furent aussi florissantes que la discipline monastique. Aussi le nombre des religieux augmenta-t-il notablement. Parmi ceux qui prirent l'habit monastique, se trouva le célèbre Rupert.

Après la mort de Henri de Verdun (1071), Otbert, chanoine de Sainte-Croix, se rendit près de Henri IV et acheta de lui le siège épiscopal de Liège. L'ex-abbé Wolbodon, après avoir emprunté une forte somme d'argent, acheta la prélature de Saint-Laurent, en donnant trois cents marcs à l'empereur et une autre somme à Otbert. L'évêque simoniaque qui arriva à Liège avec Wolbodon le 24 décembre 1091, fut sacré à Cologne le 1^{er} février 1092. De retour à Liège, il déposa Bérenger dans une assemblée générale et le remplaça par Wolbodon, d'après la volonté de l'empereur. L'abbé déposé, accompagné de plusieurs religieux, se rendit à Saint-Hubert. Thierry, abbé de cette maison, l'envoya dans le prieuré d'Evenincourt. Wolbodon, l'abbé intrus de Saint-Laurent, dilapida les revenus de la communauté et aliéna plusieurs biens pour payer ses dettes. Les religieux qui étaient restés au couvent, en furent très mécontents. Otbert en plaça plusieurs à Saint-Jacques (21 mars 1095). Les autres

(et parmi eux Rupert) se rendirent à Utrecht près de l'évêque Conrard; mais celui-ci les fit bientôt sortir de son diocèse parce qu'ils n'obéissaient ni à Wolbodon, ni à Otbert, auxquels ils avaient reproché leurs actes de simonie. Ils se rendirent, avec bien de la peine, au prieuré d'Evenincourt. Godefroid de Bouillon et plusieurs autres nobles qui avaient déjà intercédé en faveur de Bérenger, refusèrent enfin de secourir Otbert au siège de Clermont, s'il ne rétablissait d'abord l'abbé de Saint-Laurent. Otbert le fit. Il expulsa Wolbodon et permit à tous les religieux de rentrer. Ils revinrent tous le 9 août 1096. Les actes posés par l'intrus furent annulés et l'abbaye rentra dans la possession de ses biens. Le pape Urbain II, auquel on s'était adressé, consola Bérenger de ce qu'il souffrait pour la cause de Dieu et de l'Eglise et s'éleva avec force contre Otbert le simoniaque et le schismatique. La lettre du pape n'est pas datée. Martène lui assigne la date de 1095. Ne pourrait-elle pas être de la même date que la lettre adressée par le même pape à tous les catholiques du clergé et du peuple liégeois et à laquelle on assigne l'année 1098 ? V. *Patrol. lat.*, T. CLI, p. 395 et 511.

Bérenger, après avoir saintement gouverné sa communauté, mourut le 16 novembre 1115.

VI. — HÉRIBRAND DE FOOZ. 1115-1128

Héribrand était un homme de science et de vertu. Sous Bérenger, il avait été longtemps maître des novices qu'il formait aux sciences sacrées, comme à la vie religieuse. Il mourut le 5 juin 1128, et fut enterré près de son prédécesseur. On grava sur leur tombeau une épitaphe commune qui rappelle le miracle arrivé à Héribrand :

Quando mihi præeras, qui post te sum datus abbas,
Me fecit dignum Jesus hoc cernere signum
Ut scirem clauso quod prodiit ex monumento ;
Nunc sumus hic positi ; nos Virgo juvet prece miti.

Quand Héribrand était professeur de théologie, il cherchait à comprendre comment Jésus avait pu sortir en corps du tombeau qui était resté fermé. Un jour pendant l'office de nuit (le jour de Pâques 1111), la ceinture lui tomba du corps sans s'être dénouée ; il la ramassa et voulut se la remettre, mais il ne put défaire le nœud ; il entendit en même temps une voix qui lui dit : comme votre ceinture a pu tomber de votre corps sans être dénouée, c'est ainsi que Jésus a pu sortir du tombeau sans qu'il fût ouvert. V. Martène, IV, p. 1077.

Après la mort de l'évêque Frédéric (1121), Héribrand avec Rodulphe, abbé de Saint-Trond, fut du nombre de ceux qui ne voulaient pas reconnaître Alexandre de Juliers, parce qu'il avait été élu illégitimement.

VII. — WAZELIN DE MOMALE. 1128-1149 .

Wazelin entretenait si bien la ferveur parmi ses religieux que plusieurs prêtres séculiers se consacrèrent à Dieu dans l'abbaye, entre autres le doyen de Saint-Barthélemy qui y mena une vie très pénitente ; il ne buvait jamais de vin, ne mangeait jamais de viande, jeûnait très souvent, couchait sur la dure et portait un grossier vêtement. L'abbé mourut le 29 septembre 1149 et fut enterré au côté droit de l'autel de Notre-Dame des Miracles. Pendant tout le temps de sa prélature, il avait beaucoup encouragé et protégé les étudiants dans son abbaye.

VIII. — WAZELIN DE FEXHE. 1149-1158

Wazelin II avait étudié sous Rupert. Il était versé dans toutes les sciences ecclésiastiques. Doué d'une grande éloquence et d'une grande douceur, il savait toucher et gagner les cœurs. Ce fut sous sa prélature, savoir, en 1151, que l'évêque Henri consacra l'église de Saint-Nicolas en Glain. Elle fut dotée, le jour de la consécration, par Gozelon de Hambrüwis et son épouse

Emma. On prétend, mais sans preuve, que les chevaliers Gérard et Antoine de Bolsée qui y furent enterrés, en étaient les fondateurs. Wazelin mourut le 14 juin, après avoir saintement gouverné sa communauté pendant neuf ans.

IX. — WALTER. 1158-1161

L'histoire du monastère ne donne aucun renseignement sur cet abbé. Il paraît cependant que, dans un voyage, il s'arrêta au monastère de Celles, car Pierre, abbé de Celles, donna à un abbé de Saint-Laurent des lettres de recommandation pour Hugues (1158-1161), abbé de Clugny, où il avait l'intention d'héberger également. Se rendait-il en Italie au conciliabule de Pavie où Alexandre III fut rejeté et l'anti-pape Victor IV reconnu par les adhérents de Frédéric Barberousse en 1160 ? Accompagnait-il l'évêque Henri de Leyen qui assista à ce conciliabule avec Lucas, abbé de Cornillon ? A-t-il assisté au conciliabule de Lodi du 19 juin 1161 avec les mêmes ? (V. Martène, IV, p. 1089). Il mourut le 25 juillet 1161.

X. — EVERLIN DE FOOZ. 1161-1183

Everlin était issu d'une famille noble de la Hesbaye. Ses six frères s'appelaient Eustache, chevalier, Otton, Amelius, Antoine, Jean et Libert. Leur père était Libert, chevalier. Everlin avait fait ses études à l'Université de Paris où il s'était lié d'amitié avec Thomas Becket, qui devint archevêque de Cantorbéry. Il soigna très bien les intérêts spirituels et les intérêts temporels de l'abbaye. En 1170, le nombre de ses religieux dépassait le chiffre de quarante-quatre. Il fit des reconstructions à l'église et au monastère. Dans le quartier abbatial, il érigea un autel en l'honneur de saint Thomas de Cantorbéry. La foudre qui tomba sur l'église, le 23 mars 1182, y causa des dégâts, surtout dans le mobilier. On

voit par la description qu'en fait le chroniqueur que la *pixis* renfermant la Sainte-Eucharistie était suspendue au-dessus de l'autel par une chaînette sous le *ciborium*. L'abbé fit restaurer l'église et le tombeau de Reginard sur lequel il plaça en lettres d'or l'inscription suivante :

Flos, decus ecclesiæ, præsul, speculumque sophiæ

Hic, Reginarde, jaces, corpore jam cinis es.

Nos quia frumenti satias pinguedine dulci

Pascua sint cœli centuplicata tibi.

Te rapit à tenebris mundi lux quinta Decembris ;

Splendeat in requie sol tibi justitiæ.

Amen.

L'église fut consacrée de nouveau le 3 novembre 1182 par l'évêque Raoul. L'abbé mourut le 25 décembre 1183. Il était digne, dit l'historien de saint Laurent, d'être associé aux neuf chœurs des anges.

XI. — BALDUIN. 1183-1192

L'historien de Saint-Laurent n'a rien trouvé touchant cet abbé, si ce n'est la date de sa mort : 21 mars 1192.

XII. — GÉRARD. 1192-1197

Gérard était encore jeune, lorsqu'il fut élu, mais il avait la gravité, la prudence et la sagesse de l'âge mûr. La discipline régulière était si florissante à cette époque que l'abbaye fournit un abbé à celle de Saint-Jacques dans la personne du religieux Goswin. Les hommes violents qui dévastaient les biens de Saint-Jacques, contraignirent indirectement Goswin à résigner ses fonctions. Dès lors, les religieux choisirent, en 1197, Gérard qui fut confirmé par l'évêque. Gérard se servit de ses puissants amis pour protéger les biens de son abbaye, contre les déprédateurs. Sept mois après cette seconde élection, il mourut (1^{er} nov. 1197).

LES ÉTUDES PENDANT LE XI^e ET LE XII^e SIÈCLE

Tous les monastères des Bénédictins avaient des écoles dans lesquelles on enseignait les sciences cultivées à cette époque, la langue latine, parfois la langue grecque, la grammaire, la dialectique, la rhétorique (le trivium), l'arithmétique, la géométrie, la musique et l'astronomie (le quadrivium). L'architecture et ses arts accessoires furent aussi cultivés dans plusieurs abbayes.

Ces écoles monastiques étaient destinées, non seulement aux religieux, aux novices et aux enfants offerts, mais encore à des pensionnaires et à des externes.

Les auteurs de l'*Histoire littéraire de France*, parlent dans les termes suivants de l'école de Saint-Laurent :

« Lambert qui avait étudié sous Adelman et qui fut alors abbé de Saint-Laurent y renouvela les études. Elles y furent fort bien soutenue. Trithem assure que Lambert lui-même prit soin de les diriger. C'était un homme de savoir qui laissa divers écrits de sa façon. Nous avons une liste suivie des autres qui enseignèrent dans ce monastère avec le titre d'écolâtre jusqu'à la fin du siècle (XI^e). Louis fut chargé de cet emploi vers 1050 et eut pour successeur Falchalin, un de ses disciples. Après celui-ci vinrent successivement Bérenger et Héribrand qui furent, l'un après l'autre, abbés de la maison. Sous leur discipline se forma aux lettres et à la vertu le célèbre Rupert, depuis abbé de Tuitz, qui enseigna aussi à Saint-Laurent, au moins dès 1096. De cette école sortirent encore quelques autres écrivains. Elle compte, parmi ses élèves de mérite, Cunon, abbé de Sigebert, à qui Rupert dédie son commentaire sur la Genèse. Héribrand, l'un de ses maîtres, dont il relève le savoir dans son épître, était d'abord moine de l'abbaye de Saint-Jacques et y avait été instruit dans les lettres. » (T. VII, p. 19).

Pendant le XII^e siècle « les études se maintinrent avec beaucoup de succès à l'abbaye de Saint-Laurent. Le savant Rupert, qui y dirigeait l'école, dès la fin du siècle précédent, continua de le faire encore les premières années de celui-ci et y publia les premières productions de sa plume. Ce monastère eut pour abbé, jusqu'en 1115, Bérenger qui avait été écolâtre auparavant et qui avait formé aux lettres et à la vertu le célèbre Cunon, successivement abbé de Sigebert et évêque de Ratisbonne, le Mécène le plus ordinaire de Rupert. Les successeurs de Bérenger dans la charge d'abbé marchèrent sur ses traces et prirent soin d'y faire observer la règle et cultiver les lettres. Tels furent Héribrand, les deux Wazelin et Everlin. Celui-ci, dont Pierre de Celles relève le savoir et les vertus, avait étudié aux écoles de Paris en la compagnie de saint Thomas de Cantorbéry. Mais rien ne montre mieux l'honneur qu'on fit aux lettres à Saint-Laurent que le catalogue raisonné que Reinier, moine du lieu à la fin de ce siècle, nous a laissé des écrivains qui sortirent alors de cette célèbre abbaye. » (T. IX, p. 99).

Ce catalogue raisonné de Reinier est intitulé *De claris scriptoribus monasterii sui*. Nous en donnons ici le résumé :

Etienne, le premier abbé, était un homme très instruit. Il n'a point laissé d'écrit. — On peut cependant conjecturer qu'il est l'auteur des épitaphes de Durand, Wolbodon et Réginard, qui sont en vers élégiaques.

Nous avons déjà parlé de l'abbé Lambert et de ses écrits.

Louis, surnommé l'ancien, diacre, dirigea les écoles pendant plusieurs années. Il se fit connaître en 1056 par un petit écrit ; c'est l'*Histoire de la translation* de Rome à Liège, d'une relique de saint Laurent. Cette relique consistait dans une portion d'une liqueur recueillie du corps du saint martyr, lorsqu'il était sur le gril. Louis raconte comment le prévôt Godefroid la

prit dans l'église de Saint-Laurent à Rome, dont Hubert, son proche parent était abbé. Il fait aussi le récit du miracle qui eut lieu à Liège, à la réception solennelle de cette relique. V. Pez, *Anecdote*, T. IV, p. 22.

Falchalin disciple de Louis et son successeur dans la direction des écoles, était lié d'amitié avec le célèbre Francon, chef des écoles de la cathédrale. Il collabora à deux ouvrages de ce dernier, savoir, *Sur la quadrature du cercle* et *Sur le jeûne des Quatre-Temps*. Le cardinal Maï a retrouvé et publié quelques fragments du premier de ces deux ouvrages.

Héribrand était versé dans les sciences sacrées et profanes. Il écrivait avec une grande facilité en vers, comme en prose. Son enseignement se faisait avec une excellente méthode et d'une manière agréable. Il a écrit la *Vie de Thierry II abbé de Saint-Hubert*, mais cet ouvrage est perdu.

Le moine David qui atteignit un âge très avancé, passa toute sa vie à enseigner, à diriger la jeunesse studieuse, à étudier, à copier des ouvrages et à en composer. Il écrivit le *Martyre de saint Blaise* et la *Vie de saint Eucher, évêque d'Orléans*, dans un style peu élégant, dit Reinier.

Le moine Englebert s'occupa du comput ecclésiastique et publia quelques règles sur ce sujet.

A l'époque où Bérenger était abbé de Saint-Laurent (1076-1115), les études étaient florissantes dans les écoles monastiques comme dans les écoles séculières et elles y sont restées longtemps florissantes. La discipline ne l'était pas moins. La cité de Liège pouvait s'enorgueillir de la science et de la vertu de ses habitants, comme de leurs richesses. La science cependant était plus estimée que les richesses. Bérenger était heureux de voir que tous ses religieux étaient aussi instruits que pieux.

Il eut le bonheur de compter parmi eux le célèbre Rupert, une des gloires littéraires du XII^e siècle. Rupert,

né soit à Liège, soit dans le diocèse de Liège, fut, dès sa plus tendre jeunesse, offert à Dieu, dans le monastère de Saint-Laurent. Il y fut formé à la vertu et à la piété par l'abbé Bérenger, et à la science par Héribrand. Animé d'un grand désir de s'instruire et n'ayant que peu de dispositions, il s'adressa constamment à la Sainte Vierge la mère de la sagesse et la vénéra souvent dans une image sculptée qui se trouvait sur un autel du monastère. Ses prières furent exaucées. Son intelligence se développa tellement qu'il devint un des plus savants de son temps (1). Ce fut dans l'abbaye de Saint-Laurent qu'il fit ses études d'humanités, de philosophie et de théologie. La bibliothèque du couvent devait être assez bien fournie en classiques grecs et latins, en ouvrages de philosophie et de théologie et surtout en ouvrages des saints Pères, à en juger par ceux que Rupert cite textuellement et qu'il ne peut guère avoir consultés que dans le couvent de Saint-Laurent ou dans celui de Tuitz. L'abbé Bérenger l'engagea vivement à recevoir les Ordres Sacrés, mais il ne put que difficilement triompher de son humilité. Rupert y consentit à la fin, quand Dieu lui eut manifesté sa volonté dans une vision. Ce ne fut qu'en 1108, probablement, qu'il reçut les Ordres Sacrés de son évêque Otbert, car au commencement de cette année seulement, l'évêque reçut du délégué du Saint-Siège l'absolution des censures et du schisme et se soumit entièrement au pape Pascal. Il n'y a guère à douter que Rupert n'ait enseigné dans l'abbaye de Saint-Laurent. Dans ses ouvrages *De la volonté de Dieu* et *De la toute-puissance de Dieu*, il réfuta le système d'Anselme de Laon et de Guillaume de Champeaux sur la manière de concilier le mal

(1) Cette image est taillée en haut relief dans le grès houiller du pays. Elle devint célèbre par le miracle que Dieu fit en faveur de Rupert et porta plus tard le nom de Vierge de Rupert. La jeunesse studieuse du pays et surtout les élèves des Jésuites allaient très souvent la vénérer. Elle se trouve aujourd'hui au Musée provincial de Liège.

moral avec les perfections et les attributs de Dieu. Ces célèbres docteurs français s'en plaignirent à Héribrand, abbé de Saint-Laurent, auquel ils écrivirent une lettre à ce sujet. Rupert n'hésita point d'entreprendre le voyage de France, en 1117, monté sur un âne, pour avoir avec eux des conférences orales. Anselme de Laon mourut, à l'arrivée même de Rupert (15 juil. 1117). Celui-ci se rendit de Laon à Châlons-sur-Marne où il eut des discussions assez animées avec Guillaume de Champeaux. De retour à Liège, il n'y resta plus longtemps. En 1119, il accompagna Frédéric, élu au siège épiscopal de Liège, à Cologne, où sa réputation l'avait précédé depuis longtemps. Cunon, abbé de Sigebert, auquel il avait dédié son premier ouvrage (*De divinis officiis*) vers 1112, le retint près de lui à Sigeburg. Rupert y jouit de sa protection et obtint, en outre, celle de Frédéric, archevêque de Cologne et celle de Guillaume, légat du Saint-Siège. En 1120 il fut élu abbé du monastère de Tuitz près de Cologne où il mourut en 1135.

Les ouvrages composés par Rupert sont au nombre de trente-cinq dont quelques-uns sont perdus. Ses principaux sont des commentaires sur l'Écriture Sainte et des traités de théologie. Parmi ces derniers le plus étendu et le plus important est le traité *De la Sainte Trinité et de ses œuvres*. Ses ouvrages d'histoire sont peu nombreux. Outre l'histoire du couvent de Saint-Laurent, il a encore écrit la *Vie de saint Héribert*, archevêque de Cologne. V. *Patrol. lat.*, T. CLXVII-CLXX.

L'abbé Wazelin II qui avait étudié sous Rupert, composa un ouvrage qu'il intitula *Concorde des Évangiles avec un commentaire*, mais il le laissa inachevé. Il rédigea aussi une *Vie de saint Nicolas avec ses miracles*. Ces ouvrages sont encore inédits et peut-être perdus. Wazelin avait aussi des talents pour la peinture sur toile, car, d'après Reinier, des *picturae* seu *vela* de quelques églises, qui représentaient des scènes de l'ancien et du nouveau Testament, étaient l'œuvre de

Wazelin. Il avait aussi des talents pour le plain-chant, car il composa le chant pour plusieurs offices, ceux de la Transfiguration, des Martyrs d'Agaune et de saint Apollinaire. On possède encore de Wazelin une *Lettre sur la continence*.

Le religieux Lambert commenta les *Fables d'Esope*. Avait-il sous les yeux le texte grec ou bien une traduction latine ? Reinier n'en dit rien. Son commentaire consistait principalement dans des allégories chrétiennes. Cet ouvrage est perdu.

Le moine Gislebert cultiva la poésie et le chant. Il composa trois poèmes en vers hexamètres, l'*Histoire de Joseph*, les *Gestes de David* en douze livres et le *Cycle pascal*. Il composa aussi le chant pour les offices de saint Georges, de sainte Ragenuffe et de sainte Begge.

Son frère Jean qui était à la tête des écoles, cultiva également la poésie et le chant. Il raconta en vers hexamètres l'*Histoire de Tobie* et le *Martyre de saint Etienne*. Il composa le chant des offices de saint Christophe et de sainte Marie d'Egypte. Sa férule de maître fit plus d'une fois trembler ses élèves, entre autres, Reinier qui le raconte lui-même en donnant sa biographie. Pendant une maladie, il eut des ravissements pendant lesquels il vit des choses admirables qu'il mit par écrit pour l'édification des lecteurs.

L'écolâtre Nizon qui n'avait pas de grands talents naturels, parvint par l'étude, la lecture et la méditation, à se former aux sciences et à y faire de grands progrès. Il était d'une si grande douceur de caractère que ses élèves, parmi lesquels figurait Reinier, esquaient facilement les coups de sa férule. Il a composé des plain-chants sur saint Jean et saint Paul martyrs, sur saints Nazaire et Celse, sur Frédéric, évêque de Liège dont il a écrit la vie.

Nous passons sous silence, dit Reinier, plusieurs autres religieux qui n'ont pas laissé d'écrits, mais qui

étaient cependant distingués par leur science et leurs vertus. Quant aux vivants, nous ne pouvons pas en parler, continue-t-il, parce que nous blesserions leur modestie et serions en même temps accusés d'adulation.

Reinier donne ensuite la série de ses propres écrits, au nombre de vingt-cinq environ. La plupart ont pour objet des sujets de discipline, de piété et d'histoires édifiantes. Pez en a publié plusieurs dans sa collection : *Thesaurus anecdotorum*, T. IV, et *Patrol. lat.*, T. CCIV. On remarque parmi ces écrits *Le triomphe de saint Lambert sur le château de Bouillon*.

Après l'époque où il a dressé la série de ses ouvrages, Reinier a encore écrit plusieurs opuscules, entre autres, la vie d'Eracle, celle de Wolbodon et celle de Reginard, évêques de Liège (*Chron. de saint Laur.*, p. 1082). Il décrit également, en peu de mots, *l'incendie* qui détruisit *l'église de Saint-Lambert* ; ce qui eut lieu, d'après lui, le 28 avril 1188. Dans ce dernier opuscule, il ne parle ni de Lambert-le-Bègue, ni de sa prétendue prophétie.

Reinier fit toutes ses études, même ses études primaires, à l'abbaye de Saint-Laurent. Il mentionne parfois la férule de ses maîtres à l'époque où il était encore *puer*, *puerulus*. Il est possible qu'il ait été, comme Rupert, offert à Dieu dans le monastère, dès son bas âge. L'époque de sa mort n'est pas connue.

L'abbaye de Saint-Laurent jouissait au XII^e siècle d'une grande réputation littéraire. Nous voyons, en effet, un de ses religieux, nommé Laurent, passer à l'abbaye de Saint-Vannes à Verdun en 1142 ou 1143 et y écrire les *Gestes des évêques de Verdun* de 1046 à 1144. V. *Patrol. lat.*, T. CCIV, p. 919.

Un Henri, religieux de Saint-Laurent, est cité avec le titre d'*écolâtre* dans une charte de 1182.

CONTINUATION DE LA SÉRIE DES ABBÉS

XIII. — OTTON. 1197-1227

L'abbé Otton qui avait été, dit-on, doyen de Saint-Paul, aurait résigné le décanat en faveur de son neveu Otton De Prez, le fondateur du Val-des-Ecoliers et du Val-Benoît. A son avènement à la prélature de Saint-Laurent, il y avait des frères convers qui ne savaient pas lire ; il y avait, en outre, des clercs et des laïques étrangers à l'abbaye, qui y jouissaient de certaines prébendes. L'abbé Otton, de concert avec sa communauté, décida que le nombre des religieux serait fixé à quarante et qu'on n'admettrait, même pour frères convers, que des lettrés, parce que les revenus de l'abbaye étaient notablement diminués (1197). Deux années plus tard, il établit des religieux Augustins à l'hôpital de Saint-Christophe pour y soigner les pauvres et les malades. En 1206 Hugues, abbé de Clugny, se trouvant à Liège, renouvela l'ancienne confraternité qui existait entre son abbaye et celle de Saint-Laurent. L'abbé Otton accompagna Hugues évêque de Liège au concile de Latran en 1216. Sous sa prélature, la régularité monastique doit avoir été bien observée, car sa communauté donna un abbé à l'abbaye de Saint-Jacques dans la personne de Henri de Jupille. Otton mourut, le 18 juillet, après une prélature d'environ trente ans.

XIV. — JEAN. 1227-1239

On ne connaît rien du gouvernement de l'abbé Jean.

A la fin de sa vie, il se retira à l'abbaye du Val-Saint-Lambert où il mourut le 6 février 1239 (1240 ?) Il y fut également enterré.

XV. — HENRI DE HACCOURT. 1239-1258

Henri était fils de Guillaume Ronchin, seigneur de Haccourt. En 1241, il visita l'hôpital de Saint-Christophe et porta un règlement pour les frères. Nous en donnons ici le résumé : les dimanches et fêtes, les frères diront l'office, savoir, vingt-huit *pater noster* pour matines, quatorze pour vêpres, sept pour les autres heures ; dans les fêtes de neuf leçons, ils diront quarante *pater noster* pour matines ; le curé de Saint-Christophe les réunira chaque dimanche en chapitre et leur fera des exhortations ; chacun s'y accusera de ses fautes extérieures ; ils dîneront en commun ; ils dormiront au même dortoir ; ils ne pourront pas sortir sans permission et encore beaucoup moins entrer dans les maisons des bourgeois ; ils soigneront bien les malades, les pauvres, les pèlerins ; ils observeront leurs trois vœux de religion ; ils seront saignés quatre fois par année ; ils se raseront une fois par mois ; ils feront abstinence quatre fois par semaine etc. (Ernst, *Suffragants*, p. 218).

Au mois de mai 1245, l'abbé avec ses religieux promet à l'évêque de continuer à lui obéir et à le respecter ; s'il obtient du pape l'usage de la mitre, de l'anneau, des gants et des sandales. Il est probable que c'était sous cette condition que l'évêque qui allait se rendre au concile de Lyon, solliciterait ce privilège pour l'abbé. Il n'y a guère à douter qu'il ne l'ait obtenu (Schoonbroodt, *Cart. Saint-Lambert*, n° 198). Le concile de Lyon déposa l'empereur Frédéric II et les électeurs lui substituèrent Guillaume de Hollande. Il en résulta une guerre civile. La ville d'Aix resta fidèle à Frédéric. Le roi Guillaume l'assiégea pendant six mois et s'en empara le 18 octobre 1248. L'abbé de Saint-Laurent servit dans son armée avec tous les vassaux de son abbaye. A cette occasion, il dut faire de grandes dépenses et chargea son abbaye de dettes. Pendant son absence, la discipline monas-

tique se relâcha, dit l'historien. Il mourut le 21 août 1258 et fut enterré au milieu du chœur. Son épitaphe portait :

Abbas Henricus nigrorum flos monachorum,
Largus, pacificus, præfulgens lampade morum,
Lux patriæ, decus ecclesiæ, speculum probitatis,
Justitiæ cultor, veniæ pater et pietatis,
Pastor ovis forma, signum, dux, prævia norma,
Cum magnis magnus, cum parvis mitis ut agnus
Ex Haccur natus, primus mitra decoratus,
Hic jacet humatus, cui, Christe, remitte reatus.

XVI. — GÉRARD. 1258-1271 (1272)

L'historien de l'abbaye dit que le relâchement de la discipline, commencée sous ses prédécesseurs, continua à subsister sous la prélature de Gérard. Cet abbé mourut le 21 février 1271 (1272). Son épitaphe portait :

Funde preces, ora pro me, perpende quod hora
Stabis in orbe brevi, flos et homo labilis ævi ;
Quantum durabis ? statim quod posco rogabis,
Ut tibi fiat idem, mihi sis homo, sis pius idem.

XVII. — ENOCH DE JUPILLE. 1271-1291

L'abbaye qui ne pouvait payer ses dettes, vit plus d'une fois mettre des saisies-arrêts sur ses revenus et fulminer les censures contre ses membres. Par un compromis de 1289 les religieux confièrent à quatre arbitres l'administration de tous leurs biens avec charge de payer les dettes et de rétablir la discipline monastique. Ces quatre arbitres étaient Jean de Saint-Lambert, Guillaume de Julémont abbé de Saint-Jacques, Amel et Guillaume religieux. Ils portèrent quelques décrets de discipline et nommèrent trois administrateurs des biens pour trois ans, savoir, Jean doyen, Jean chanoine de Saint-Lambert et Evrard de l'île, échevin de Liège.

La mort de l'abbé, arrivée le 5 juillet 1291, vint interrompre l'exécution de cette mesure. L'építaphe de cet abbé portait :

Moribus ornatus jacet hic Enoch tumulatus,
Abbas qui dignus, largus fuit atque benignus,
In prece devotus erat instans pectore totus,
Unde placens factus, in sacris promptus et aptus,
Ut sibi donetur requies, hoc quisque precetur.

XVIII. — JEAN DE NIVELLE. 1291-1297

Ce nouveau supérieur qui appartenait à une famille riche de Liège, engagea ses religieux à se tenir au compromis, mais il ne put l'obtenir. La cause des irrégularités qui existaient dans l'abbaye, n'était autre que la violation du vœu de pauvreté; les revenus, au lieu de former une masse générale servant aux besoins communs, étaient répartis entre les religieux qui percevaient chacun leur part. Dans cet état de choses, il n'était pas étonnant que les dettes n'étaient pas régulièrement payées. Guy de Hainaut, un des deux élus au siège épiscopal, établit deux proviseurs pour percevoir tous les revenus avec charge de pourvoir aux besoins communs et de donner à chaque religieux un petit *peculium*. Ce règlement ne fut pas observé par les religieux. Hugues de Châlons évêque de Liège, ayant reçu les plaintes des créanciers, visita l'abbaye le 6 octobre 1297 et priva Jean de sa prélature, après que celui-ci y eut consenti. L'élection de son successeur fut fixée au 26 décembre. Amel, prieur, Jean l'ex-abbé et sept autres religieux choisirent Herman le coste. Wéric prévôt de Saint-Nicolas en Glain et deux autres choisirent Gérard de Fontaine qui était cancellarius. Herman pria l'évêque de confirmer son élection. Gérard présenta à l'évêque un acte d'appel fondé sur ce que Herman était, disait-il, excommunié pour n'avoir pas porté le costume religieux. Il y avait alors dix-sept

religieux profès. Wéric obtint la prélatrice par ses largesses et ses promesses, mais l'évêque qui le considérait comme un intrus, en appela au Saint-Siège. Wéric l'intrus réduisit l'abbaye à une si grande pauvreté qu'en 1300, les religieux n'avaient plus de quoi vivre. Il n'en resta plus que cinq au monastère, de dix-sept qu'ils étaient. Adolphe de Waldec, évêque de Liège, priva Wéric de la prélatrice et confia la direction de l'abbaye à Adam, abbé de Saint-Trond, en 1302. Adam établit deux receveurs et les chargea de faire le relevé des dettes, de payer les pensions viagères et d'employer le reste des revenus au remboursement des dettes.

Toutes les rentes du monastère ne suffisaient point à payer les pensions viagères et les intérêts des sommes capitales dues à des créanciers.

L'abbé Adam autorisé par l'évêque, vendit des terres, maisons, cens et dîmes de la valeur de mille muids d'épeautre de revenus, pour la somme de vingt-un mille marcs de Tours. Il employa ce capital à payer les dettes les plus onéreuses et les plus importunes. Les revenus de l'abbaye en nature montaient à 9500 muids d'épeautre et en argent à 109 marcs, en chapons à 733 chapons valant 36 livres 12 solidi et 6 deniers, en 7 aimes de vin et 33 livres de cire. Ce qui faisait ensemble 516 livres et 11 solidi. Le total des pensions viagères et des autres dettes montait annuellement à 8282 muids d'épeautre. En 1307 l'abbé Adam remit la direction de l'abbaye entre les mains de l'évêque Thibaut de Bar. Celui-ci remplaça Wéric à la tête de l'abbaye dans laquelle il n'y avait plus que dix religieux. L'abbé ne rétablit ni les affaires temporelles, ni l'ordre dans sa maison. Sur la plainte des créanciers et des religieux, il fut déposé par l'évêque Adolphe de Lamarck en 1314. Les autres religieux craignant la sévérité de l'évêque, sortirent du monastère, de sorte que la maison resta déserte du Carême à Noël. Ayant été rassurés sur les dispositions clémentes de l'évêque, ils revinrent la veille de Noël et

reprirent leurs pieux exercices. L'abbé Wéric qui s'était réfugié en Brabant, renonça à sa dignité, moyennant une pension viagère, en 1323.

XX. — GAVERID. 1323-1330

Les religieux élurent Gaverid moine de Saint-Hubert pour leur abbé. Ce supérieur mit tous ses soins à rétablir les affaires spirituelles et temporelles de son abbaye. Les intérêts des capitaux et les dettes à payer, absorbaient la plus grande partie des revenus. Il ne restait aux religieux que 956 muids d'épeautre pour leur subsistance.

En 1326 l'image sculptée de la Vierge qui se trouvait à l'entrée de la chapelle de Saint-Georges, fut l'objet d'une si grande dévotion que Dieu opéra plusieurs miracles en faveur de ceux qui la vénéraient. L'abbé se rendit à Rome, vers le même temps, pour y soutenir les intérêts de son monastère contre Gilles Kacelot. A son retour, il pria l'évêque de faire une visite canonique de la maison pour en éliminer les abus. Comme les visiteurs n'agirent point à son gré, il résigna ses fonctions et retourna à Saint-Hubert.

XXI. — ARNOLD. 1330-1338

Cet abbé qui appartenait à un autre monastère, loin de pouvoir rétablir les affaires temporelles de l'abbaye, fut contraint par les calamités du temps, à emprunter de nouveaux capitaux contre des rentes viagères. Il n'y avait que cinq ou six religieux dans le monastère de Saint-Laurent; les autres étaient soit dans les fermes de Maeswick, Glons, Fexhe, Meeffe, etc. soit dans leur famille. Arnold, après une prélature de huit ans, fut privé de ses fonctions par l'évêque qui nomma le chanoine Adolphe de Waldeck administrateur des biens.

XXII. — WALTER MACHAIRE. 1338-1355

Cet abbé qui avait été doyen du monastère de Stavelot, rappela tous les religieux au couvent et admit des novices. Ils étaient ensemble au nombre de dix-sept. L'abbé rétablit les offices divins au chœur et soigna de son mieux les affaires temporelles. Malheureusement, il s'attribua une part des revenus, savoir, 516 muids d'épeautre et vécut à part dans le quartier abbatial. Il en fut de même du prieur qui eut 60 muids. Les religieux qui vivaient du reste des revenus en communauté, demandèrent aussi qu'il fut partagé entre eux. Le 21 mars 1347 il fut convenu que l'abbé aurait le tiers des revenus et les religieux les deux autres tiers; vingt muids seraient distribués en pains aux pauvres. L'année suivante, au 22 juillet, il fut convenu, en outre, que le nombre des religieux ne dépasserait pas le chiffre de vingt-quatre (ceux des prieurés y compris), parce que les revenus ne suffisaient pas à l'entretien d'un plus grand nombre et que, pour être admis, il fallait avoir quinze ans et savoir lire et chanter. Ces dérogations au vœu de pauvreté et à la vie commune, ne furent point favorables à la vie religieuse. L'abbé résidait souvent dans la ferme de Glons; son absence fut parfois préjudiciable à la régularité monastique. En 1352, l'évêque Englebert de Lamarck fit la visite canonique de la communauté et porta un règlement qui était encore en vigueur du temps de l'historien de l'abbaye. L'abbé mourut le 22 mars 1358, pleuré de ses religieux qui l'exaltaient jusqu'aux nues. On mit sur son tombeau l'épithaphe suivante :

Iste monasterii præsentis commodus abbas,
Nomine Walterus proprio, cognomine vero
Macarias, genere quamvis et corpore magnus,
Corde tamen prorsus humilis, famæque nitore
Lucens, exterius animi dulcedine flagrans
Cœlestem sapiens summi dulcoris odorem

XXIII. — JEAN. 1355-1362.

Fastrade Barré, prévôt de Saint-Nicolas en Glain fut élu à l'unanimité des suffrages. Il se rendit près d'Innocent VI à Avignon pour lui demander de confirmer son élection. Le Pape le fit, mais une fièvre emporta l'abbé près d'Avignon. Comme la prélatrice vaquait en cour romaine, la collation en était réservée au Saint-Siège.

Jean de Cloye, religieux de France, qui avait un parent parmi les cardinaux, l'obtint d'Innocent VI. C'était un religieux habile et instruit ; il fit des restaurations aux bâtiments, mais il ne veilla pas assez à la régularité monastique. Aussi l'évêque Englebert de Lamarck fit-il une seconde fois la visite canonique de l'abbaye et ordonna aux religieux d'observer soigneusement son règlement antérieur (1360). L'abbé, après s'être substitué un remplaçant pour les affaires temporelles, partit pour la cour d'Avignon. La septième année de sa prélatrice, il obtint du Pape l'abbaye de Saint-Bénigne à Dijon et résigna celle de Saint-Laurent en faveur de Robert prieur d'Evenincourt, qui lui-même résigna son prieuré en faveur du cardinal protecteur.

XXIV. — ROBERT DE GYMONT. 1362-1388

Robert avait de la piété, mais peu de science. Il permit aux religieux d'avoir un pécule des revenus de l'abbaye et leur fit d'autres concessions qui changèrent, pour ainsi dire, leur état de religieux en celui de chanoine séculier. L'évêque Jean d'Arckel résolut une question de préséance qui s'était élevée entre l'abbé de Saint-Jacques et celui de Saint-Laurent. Il décida que dans les offices pontificaux, celui de Saint-Jacques aurait la préséance et dans les autres affaires, ce serait le plus ancien en fonctions. L'abbé Robert se montra plein de bonté envers ses religieux qui en abusaient parfois.

L'évêque Arnold de Hornes fit en 1383 la visite canonique du monastère. Les revenus montaient, à cette époque, à 7900 muids d'épeautre dont il ne restait, après la déduction des charges et frais, que 720 muids pour la nourriture des religieux. Etienne de Marille chapelain de l'abbé, lui conseilla de résigner sa dignité en cour romaine en sa faveur. L'abbé le fit, mais en secret. Dès que les religieux en furent informés, ils se réunirent et choisirent Raskin prieur de Bertrée pour abbé ; ils députèrent, en même temps, Guillaume leur confrère, à la cour romaine. Le Pape conféra l'abbaye à Etienne de Marille. Robert vécut encore huit ans après son abdication et fut enterré dans l'église de l'abbaye où son épitaphe portait :

Abbas Robertus, morum virtute refertus,
Subjacet huic tumbæ, vir dulcis more columbæ
Qualis ejus vita fuerit vel quis redimita
Hoc cœnobitæ Laurei novere Levitæ
Quod cunctis suavis, larga fuit sua vis,
Quidquid agant honores, quoque mitræ liquit honores
Vocari domine nam renuit ipse, domi ne
Perditio sistat, domus hæc ab principe si stat.

XXV. — ETIENNE DE MARILLE. 1388-1404

L'évêque se rendit au monastère de Saint-Laurent et réunit tous les religieux. D'après ses conseils, ils reconquirent Etienne pour leur abbé et réglèrent à l'amiable tout ce qui aurait pu donner lieu à des contestations. L'abbé vendit des pensions viagères de la valeur de huit cents muids d'épeautre pour faire des reconstructions à l'abbaye. Il fit également des reconstructions aux fermes, entre autres, à celle de Bowar sous Meeffe où il résidait assez souvent en été.

Il plaça Henri Adæ à la tête du noviciat et le recommanda aux religieux pour la fonction d'abbé, parce que c'était un religieux d'une grande vertu. Etienne mourut

le 12 mars 1404 et fut enterré dans l'église. Son épitaphe portait :

Conditur hoc silice vir mitræ fultus honore
Sponte sua domus quam liquerat ante Robertus
Corpore procerus, nequaquam corde severus
Hic sed magnanimus, facundus, ore venustus
Iste fuit Stephanus de Marils atque vocatus
Omnipotens cujus dimittat quosque reatus.

XXVI. — HENRI ADÆ DE LIÈGE. 1404-1434

Henri Adæ sous-prieur fut élu à l'unanimité des suffrages, à cause de ses vertus et de ses talents. Son élection fut confirmée, non par le Pape romain (parce que l'église de Liège avait embrassé la neutralité), mais par l'évêque de Liège. Il avait été reçu en 1390 à l'âge de 17 ans. L'abbé, par sa sage administration, parvint à payer une grande partie des dettes. Il restaura le monastère et l'église et pourvut celle-ci de nouveaux livres de chant. Il enrichit aussi la bibliothèque de plusieurs ouvrages, entre autres : *Oculus moralis*, *Collectarius super psalterium*, Boetius *De consolatione*, *Liber de apibus*, *Diadema monachorum*, *Summa Ascen*, une Bible et une Concordance. Les offices étaient régulièrement chantés au chœur et la règle monastique observée. L'abbé voulut aussi supprimer le *peculium* ou la part des revenus que chaque religieux percevait, comme contraire au vœu de pauvreté. Les religieux s'y opposèrent, (quoique l'abbé veillât avec soin à ce que rien ne leur manquât) ; parce qu'ils avaient fait leur noviciat et émis leurs vœux sous le régime du *peculium*. Pour réussir dans son projet, l'abbé admit cinq religieux de l'abbaye de Saint-Jacques où n'existait pas le *peculium*, mais les autres religieux aidés de plusieurs bourgeois empêchèrent leur entrée dans la maison. L'abbé admit ensuite des jeunes gens pour les former au régime de la pauvreté ; mais ce moyen ne lui réussit pas davantage.

Enfin il envoya à d'autres couvents les postulants qui se présentaient, pour les y former à une sévère discipline monastique et ceux qui n'avaient pas encore achevé leurs études, étaient envoyés d'abord à une école publique ou université. Ce dernier moyen réussit mieux. L'abbé se montra constamment d'une grande charité, non seulement envers ses religieux, mais aussi envers les pauvres. Il envoya, comme les autres abbés, un député au conciliabule de Pise en 1409 et le plus célèbre de ses religieux, Lambert de Stipite, fut un des députés de l'évêque à cette assemblée.

Ce fut aussi sous sa prélature, savoir, le 16 juillet 1405 que fut terminé le conflit de préséance entre les abbés de Saint-Jacques et de Saint-Laurent, conflit qui avait duré plus de dix ans.

L'abbé mourut le 5 septembre 1434 à l'âge d'environ 60 ans. On mit sur son tombeau l'inscription suivante :

Ad Dominum vade ; pater Henricus fuit Adæ ;
Nomen tale tibi faciat Deus hoccine scribi
In libro vitæ, qui prætulit huic domi te,
Quam desolatam tua cura dedit reparatam.
Mitra dotatum te reddidit unio fratrum ;
Sobrius et castus clarebas, nec tibi fastus ;
Legia te pavit, instruxerat et generavit ;
Qua votis crebris sonuit tua fama celebris ;
Qui tibi succedet ad agenda salubria se det.

XXVII. — HENRI DELLE CHERAUX. 1436-1459

Cet abbé fut élu à l'unanimité, par acclamation. Quoique son élection fût confirmée par le concile de Bâle, il s'abstint cependant de tout acte d'administration jusqu'à ce qu'elle fût confirmée aussi par le pape Eugène IV. L'évêque de Liège le sacra, le 11 juillet 1436.

Henri Delle Cheraux avait été reçu en l'an 1400, à l'âge de 15 ans, à la suite des premières prières (ou joyeuse entrée) de l'évêque Jean de Bavière. Il mena une vie si retirée qu'il ne fit aucune visite à ses parents,

pendant les premières années. Dès qu'il fut promu au sacerdoce, Henri Adæ lui donna des postes de confiance qu'il remplit avec la plus grande exactitude. Aussi fut-il recommandé pour la prélature par le vicaire-général Bruno.

Pendant les premières années de son gouvernement, il observa et chercha à faire observer la règle de saint Benoît qui défend le peculium et l'usage de la viande. Il en résulta un conflit avec quelques religieux ; conflit qui fut terminé par l'arbitrage du vicaire-général Bruno et de l'official en 1436. Un autre conflit surgit l'année suivante. L'abbé refusa d'abord d'envoyer un député au concile provincial des Bénédictins à Cologne, parce que la célébration de ce concile avait été prescrite par le concile de Bâle sans l'approbation du Pape. Dix de ses religieux y envoyèrent néanmoins Jean de Yride. L'abbé, mécontent, les punit tous les dix, entre autres, Jean de Stavelot qu'il priva de sa fonction de coste. Il envoya, alors, le prieur à Cologne. Cette affaire fut terminée à l'amiable par le concile provincial. L'abbé donna l'exemple de l'observation de la règle et de l'assiduité aux offices du chœur. Il soigna aussi pour la subsistance des religieux. A partir de l'an 1442, il se mit du côté de ceux qui faisaient usage de viande et leur laissait un peculium. Les autres religieux qui en furent mécontents, s'en plaignirent au Pape. Par un bref du 20 août 1444, Eugène IV loua les religieux qui avaient pris la résolution de bien observer toute la règle de saint Benoît et il ordonna à l'abbé de les protéger et d'amener les autres religieux à faire de même. L'évêque Jean de Heinsberg, fit trois fois dans le même but la visite de l'abbaye. L'abbé, atteint d'une maladie mentale qui le rendait incapable de gouverner la communauté, finit par donner sa démission. Il mourut le 28 février 1459.

XXVIII. — ARNOLD LOEN DE KEMEXHE. 1459-1473

Arnold Loen, né en 1401, reçut l'habit en 1415 et fut ordonné prêtre en 1425. Il fut un de ceux qui étaient pour le peculium et l'usage de la viande. Toutefois il remplit bien ses devoirs religieux et fut très assidu au chœur. Par les promesses d'argent qu'il fit à l'évêque, Louis de Bourbon, il parvint à se faire nommer abbé, le 19 janvier 1459. Les délégués de Louis de Bourbon, savoir, l'évêque de Soissons, le vicaire-général de Corswarem et le chanoine Judocus de Lamarck, engagèrent les religieux à leur confier la nomination d'un abbé, mais ils essuyèrent plusieurs refus. Les religieux finirent par y consentir, après que chacun d'eux eut promis que, s'il était nommé, il pardonnerait les fautes passées, laisserait chacun en fonctions et gouvernerait sagement la communauté. L'abbé paya les sommes qu'il avait promises et fut sacré le 28 janvier 1459. Daniel de Castro chanoine de Saint-Trond fut envoyé, le 24 février à Rome pour demander au Pape de confirmer la nomination de l'abbé. Le Pape s'abstint de l'approuver ou de l'improver; mais promit de lui donner l'administration de l'abbaye, dès qu'elle serait vacante par la mort ou la résignation de Delle Cheraux. Tous les religieux se soumirent à son autorité, quoique la plupart désapprouvassent le moyen par lequel il était parvenu à la prélature. Il en résulta, dans le principe, certains tiraillements. Le 27 avril 1460, l'abbé et ses religieux décidèrent que, pour être admis au pain ou à une prébende, il fallait être âgé de vingt ans au moins, parce que, dans les temps antérieurs, disaient-ils, les bourgeois de Liège avaient importuné les religieux par leurs prières pour faire admettre leurs enfants, dès le jeune âge. Henri Delle Cheraux avait admis plusieurs de ses neveux contre le gré des religieux et un d'eux à l'âge de huit ans. L'abbé mit de la sévérité à contraindre les vassaux de l'abbaye, à faire les reliefs, les fermiers,

à payer les fermages et les débiteurs de rentes, à les servir, malgré les calamités des temps. Il fit aussi plusieurs travaux de restauration. En 1472, il fut sollicité par l'évêque, Louis de Bourbon, le chancelier Herman (d'Elderén ?) le vicaire-général de Corswarem, le comte Guillaume d'Arenberg etc., à résigner ses fonctions. Il s'y refusa plusieurs fois. Enfin en juillet 1473 il renonça à la prélature en faveur de Bartholomé de Longchamps. Il mourut quarante jours après. On mit sur son tombeau l'épithaphe suivante :

Vir decoratus mitra jacet hic tumulatus
Arnoldus dictus Loen de Kemexhe vocitatus
Qui fuerat cantor, post supprior, hinc prior, inde
Præpositus Sancti Nicolai, postque creatus
Hujus cœnobii bis denus septimus abbas.
Donet ei Christus sit ut in requie locus ejus.

XXIX. — BARTHOLOMÉ DE LONGCHAMPS. 1474-1504

Bartholomé de Longchamps reçut l'habit religieux dans l'abbaye de Saint-Laurent, le 24 février 1446. Après avoir transcrit plusieurs ouvrages, il remplit les fonctions de cellérier et de receveur. Sa consécration d'abbé eut lieu le 7 janvier 1474. Il rétablit, avec le consentement de tous ses religieux, l'abstinence de la viande et l'uniformité dans le costume et la manière de vivre. L'histoire de l'abbaye mentionne qu'il fit plusieurs fois le voyage d'Anvers pour y acheter des ornements d'église ou des étoffes pour en confectionner. N'y en avait-il pas à Liège ? n'en confectionnait-on pas à Liège ? L'abbé paraît avoir été un excellent religieux. En l'an 1500 il y avait dix-sept religieux profès à l'abbaye. L'abbé mourut le 30 juin 1504,

XXX. — HENRI D'OREY. 1504-1508

Henri d'Orey fut un des conseillers d'Erard de Lamarck qui voulut recevoir l'ordre de la prêtrise dans l'église de Saint-Laurent. Sa prélature ne dura que quatre ans. Il mourut le 24 juillet 1508.

XXXI. — JEAN PEECKS DE LOOZ. 1508-1516

Jean Peecks naquit à Looz, le 31 janvier 1459. Après avoir achevé ses études latines dans sa ville natale et y avoir appris peut-être la peinture, il fut admis, comme postulant, à l'abbaye de Saint-Laurent le 15 juillet 1477. N'ayant pas encore l'âge requis par le règlement, il ne prit l'habit et ne fut reçu au noviciat qu'en 1478. Comme il avait de grandes dispositions et un goût prononcé pour la peinture, il consacra son temps à peindre une partie des bâtiments du couvent. Il fut admis à la profession religieuse le 29 septembre 1479. L'évêque Erard de Lamarck porta tous les religieux à l'élire pour leur abbé, ce qui eut lieu le 25 juillet 1508. Le Pape confirma son élection et l'évêque lui-même lui donna la consécration abbatiale, le 31 janvier 1508. Jean Peecks gouverna sagement son abbaye et maintint parmi ses religieux la ferveur, ainsi que le goût des études. Il mourut le 14 juillet 1516, et fut enterré dans l'église. Il fut représenté sur son tombeau en prières et à genoux avec l'inscription suivante qu'il avait lui-même composée :

Pulveris en saccum genitum me protoparente
Cœlica fac rapere, Christe, duce te paranimphe.

VII

LES ÉTUDES AUX XIII^e, XIV^e ET XV^e SIÈCLES

L'école des humanités latines cessa d'exister dans l'abbaye de Saint-Laurent à une époque qu'il serait difficile de déterminer. L'usage d'offrir les enfants à Dieu, dès leur bas âge, dans les monastères, disparut insensiblement. L'âge d'admission à l'habit fut fixé d'abord à quinze ans (1348), puis à vingt ans (1460). Cette double cause entraîna la fermeture de l'école des humanités latines. D'ailleurs les simples écoles latines étaient nombreuses dans la cité de Liège.

Les cours de philosophie et de théologie durèrent plus longtemps, au moins jusqu'à ce que les universités fussent devenues florissantes. L'abbé Henri Adæ qui avait été reçu en 1390, à l'âge de dix-sept ans, paraît avoir achevé toutes ses études dans l'abbaye même. Il fut constitué maître des novices, avant d'avoir achevé lui-même le noviciat et fut ordonné prêtre à l'âge de vingt et un ans. Les religieux qui n'avaient pas fait ou achevé leurs études, furent placés aux frais de l'abbaye, dans les universités. Lambert de Stipite prit le grade de docteur en droit à l'université de Paris en 1398. L'abbé Hënri Adæ (1404-1434) envoya les jeunes religieux aux universités. Son successeur Henri Delle Cheraux suivit cet exemple. Nous trouvons aux études à Louvain deux neveux de l'abbé, en 1439 Jean de Lantin qui y mourut et en 1441 Nicolas de Lantin avec un autre. Ces deux derniers furent confiés à maître Everard de Haarlem auquel l'abbé payait une pension annuelle de vingt florins pour chacun. Un troisième neveu de l'abbé, Jean Delle Cheraux, qui avait été admis dès l'âge de huit ans, fit ses dernières études à l'université de Paris.

A partir du xv^e siècle, la plupart de ceux qui embrassaient la vie religieuse à Saint-Laurent, avaient déjà achevé toutes leurs études.

Après que les cours de philosophie et de théologie eurent cessé d'être donnés *ex professo* aux religieux, ceux-ci n'en continuèrent pas moins à étudier les sciences ecclésiastiques, en leur particulier, comme le font aujourd'hui et l'ont toujours fait les prêtres tant réguliers que séculiers.

Avant l'invention de l'imprimerie, il n'y avait pas d'autre moyen de multiplier les exemplaires d'un ouvrage que de le transcrire. Ce travail qui était long et coûteux, rendait les exemplaires très chers. Dans chaque abbaye, il y avait des religieux qui transcrivaient les livres, soit pour l'usage de la maison, soit

pour les vendre aux libraires, soit pour les échanger contre d'autres. Les échanges de livres avaient fréquemment lieu entre les abbayes. La bibliothèque de la maison était considérée comme une chose indispensable à la vie religieuse. Nous trouvons dans l'histoire de l'abbaye de Saint-Laurent quelques indications sur les livres : l'abbé Henri de Haccourt (1239-1258) fit transcrire un missel noté sur parchemin avec des lettres initiales dorées et un bréviaire noté en deux volumes ; l'abbé Walter Machaire (1338-1355) acheta à l'abbaye de Lobbes deux graduels ; il fit transcrire des antiphonaires d'hiver et d'été sur des exemplaires de l'abbaye de Saint-Jacques, un missel pour lui, un lectionnaire pour les fêtes de douze leçons, un évangélaire et un collectaire, un rituel pour administrer l'Extrême-Onction et faire la recommandation des défunts ; en 1383 l'abbaye était redevable à Guillaume écrivain et à Reinier enlumineur, de deux cents doubles florins pour deux antiphonaires en quatre volumes et deux psautiers ; l'abbé Etienne (1388-1404) acheta un magnifique missel pour septante florins ; l'abbé Henri Adæ (1404-1434) acquit pour l'église et la bibliothèque un grand missel en deux volumes, un homiliarius pour les dimanches, l'*Oculus moralis* (Joannis Valensis) un collectarius sur le psautier, Boèce *De consolatione*, le livre *De apibus* (Thomæ Cantipratani), *Diadema monachorum* (auctore Smaragdo), des sermons sur le *pater noster* ; il acquit de Lambert de Stipite pour cent couronnes la *Summa ascensis* (Henrici de Suza ?) (Astesani ?), une bible et la grande concordance ; sous la prélature de Henri Delle Cheraux (1436-1459) le religieux Jean de Yride (Lairdieu) et le frère Jacques de Visé transcrivirent le *Catholicon* (Johannis Baloi de Janua) ; Bartholomé de Longchamps, avant sa promotion à la prélature, avait transcrit la *Summa de pœnitentia*, un bréviaire, un processional, un ouvrage de Herman de Schildis, les commentaires de Nicolas de Lyra sur

les Psaumes, Josué, les Juges, les Rois, les Paralipomènes, Esdras, Nehemias, une partie de la *Summa vitiorum* ; Jean Peecks de Looz, étant à Huy pour y peindre la chapelle du château-fort, trouva dans l'abbaye des Croisiers la bulle d'Urbain II à Bérenger, abbé de Saint-Laurent (1) ; il la copia et l'envoya à Saint-Laurent, le 11 septembre 1507.

Les religieux et les frères scribes ou copistes du monastère de Saint-Laurent s'efforçaient à former de belles lettres majuscules pour le commencement des livres, des chapitres et des versets ; ils les mettaient souvent en différentes couleurs et les enluminaient d'une manière naïve et gracieuse. De belles vignettes tracées à la plume et enluminées décoraient souvent leurs copies manuscrites. Ils s'exerçaient souvent aussi à dessiner à la plume des sujets religieux pour orner leurs écrits. On en conserve encore de beaux spécimens à la bibliothèque royale de Bruxelles et à celle de l'université de Liège.

Les religieux de Saint-Laurent ont certainement étudié les sciences ecclésiastiques pendant la période dont nous parlons, mais on ignore s'ils ont composé beaucoup d'ouvrages sur ces matières, et ce que ces ouvrages sont devenus. Aujourd'hui, en effet, que tous les ecclésiastiques font régulièrement leurs études de philosophie et de théologie et qu'ils continuent ces dernières pendant toute leur vie, il y en a peu qui composent des ouvrages sur ces sciences et il s'en trouve à peine un sur cent qui en publie. Il en est ainsi des médecins, des avocats, des notaires etc. A fortiori en a-t-il été de même au moyen âge où les moyens de composer et de publier des ouvrages étaient beaucoup plus difficiles et plus coûteux.

L'abbaye de Saint-Laurent a fourni plusieurs religieux distingués au xve siècle.

(1) Elle se trouve dans Martène, *Ampl. Coll.*, T. I, p. 553.

Lambert de Stipite fit ses études à l'université de Paris où il prit le grade de docteur en droit en 1398. De retour à Liège, il obtint bientôt le prieuré de Bertrée. Le 23 mars 1407, il défendit vigoureusement la légitime autorité de Jean de Bavière, dans une assemblée générale du clergé, contre Lambert Grégoire qui défendait la cause de l'intrus, Thierry de Perwez. Le clergé se retira au soir, mais le religieux de Saint-Laurent ne reçut la permission de se retirer que sur la promesse de se représenter le lendemain au palais. Il s'y présenta le lendemain avant le lever du mambour et se sauva vers Jean de Bavière. En 1409 l'évêque délégua Lambert de Stipite au conciliabule de Pise. On ignore quelle part le religieux a prise aux travaux de l'assemblée. Il en rapporta les actes et les déposa à la bibliothèque de son monastère. Au concile de Constance (1414 à 1418) il représenta Jean de Bavière, le duc de Brabant et le supérieur de Cluny. Il s'y montra très actif et fut un des membres les plus considérés. Le concile le délégua avec plusieurs autres, en 1415, vers Jean XXIII pour l'engager à revenir au concile et à abdiquer. La même année Lambert accompagna l'empereur Sigismond en Espagne, à la conférence que ce Souverain eut avec Benoît XIII. En décembre 1416, il fut envoyé par le concile à Paniscola pour citer judiciairement ce pontife. En s'y rendant, il passa par Liège et y fit ses dispositions, comme s'il ne devait plus revenir. En 1417 il fut un des six délégués de la nation allemande pour concourir à l'élection d'un pape. Il écrivit les actes du concile de Constance et les déposa à la bibliothèque de son monastère. V. Martène, IV, 1123 etc. Jean de Stavelot, p. 105, 162. Harduin, *Coll. conc.*, VIII, 868. De Dynter, l. VI, cap. 142.

Jean naquit à Stavelot, le 5 juin 1388, et porta le nom de sa ville natale. Il fut reçu à l'abbaye de Saint-

Laurent, à l'âge de 14 ans ; après avoir achevé ses études, probablement dans une université, il fut ordonné prêtre en 1414. C'était un religieux, fidèle observateur de la règle. Il s'occupa pendant toute sa vie d'études et principalement d'études historiques. Il nous semble qu'à partir de l'an 1420, il a tenu un journal des faits importants qui méritaient d'être conservés par écrit. Après avoir transcrit les quatre livres de la chronique de Jean d'Outre-Meuse qui s'étend jusqu'à l'an 1400, il la continua jusqu'en 1447. Son ouvrage resté manuscrit jusqu'à nos jours, a été édité par M. Borgnet. Jean de Stavelot était un infatigable copiste et un habile dessinateur. Il transcrivit et enlumina pour la confrérie de sainte Barbe, la *Passion de la Sainte*. Il transcrivit, en outre, un grand nombre d'ouvrages pour la bibliothèque de la maison ; car, dit son continuateur, il n'était jamais oisif ; entre autres : *Liber unus de sancto Laurentio, in quo Speculum humanae salvationis, cum Gestis abbatum — Libellus de institutione festi Sancti-Sacramenti — una Chronica in latino. — Cronica abbreviata. — Tractatus De fundatione et processu monasterii et de abbatibus ejus — Summa regis Philippi in gallico — Liber magistri Brutonis de Florencia in gallico — Liber Sidrae philosophi*. Pourrait-on lui attribuer l'histoire du monastère de Saint-Laurent publiée par Martène, T. IV, p. 1035 ? Nous l'ignorons. Jean de Stavelot mourut en 1449.

L'abbé Delle Cheraux fit restaurer en 1436 et 1437 le tombeau de l'évêque Wolbodon. A l'inauguration du monument, la vie de cet évêque fut écrite en vers latins, en vers français ou romans et en vers flamands, par des religieux de la maison. Le poète latin fit, en même temps, l'éloge de l'abbé. V. Chapeaville, T. I, p. 257.

Adrien, né à Oudenbosch en Hollande, porta également le nom de son endroit natal, *Adrianus de*

Veteri Busco. Il fut admis à l'abbaye de Saint-Laurent en 1439. Il fut un des religieux les plus fervents. Il tint également un journal des faits les plus mémorables et rédigea une *Histoire du pays de Liège* sous Jean de Henisbergh et Louis de Bourbon, de 1429 à 1483. Son ouvrage a été publié par Martène, T. IV, p. 2000. Il écrivit aussi une histoire de l'église collégiale d'Incourt que Martène a également publiée.

Jean Peecks de Looz, s'occupa d'études littéraires et historiques, d'astronomie et de peinture. Il succéda à Adrien d'Oudenbosch dans l'honorable fonction d'historiographe du monastère et du pays. L'ouvrage qu'écrivit Jean Peecks comprenait l'histoire de son abbaye et celle de la principauté, par ordre chronologique des faits. Sentant l'inconvénient de livrer à la publicité l'histoire contemporaine de son couvent, il la retranscha de son ouvrage qu'il remania en même temps, de sorte qu'il ne comprit plus que l'histoire de la principauté. Cette histoire commence à l'an 1455 et s'étend jusqu'à l'an 1514. Elle a été publiée pour la première fois en 1844 par M^{gr} de Ram sous le titre : *Johannis de Los chronicon rerum gestarum ab anno MCCCCLV ad annum MDXIV*. Jean de Los est-il l'auteur d'une partie de l'histoire du monastère de Saint-Laurent publiée par Martène ? Il est très probable qu'il a rédigé la partie qui lui est contemporaine.

VIII

SUITE DE LA SÉRIE DES ABBÉS

XXXII. — JEAN DE NEUVILLE. 1516-1520

Jean de Neuville reçut l'habit religieux le 1^{er} janvier 1501. Élu abbé le 15 juillet 1516, il fit quelques restaurations à la maison et mourut le 5 mai 1520.

XXXIII. — GÉRARD DE ZOLDER. 1520-1558

Gérard de Zolder fut reçu, le 2 juillet 1506. Avant sa promotion à la prélature, il écrivit quelques ouvrages de dévotion. Pendant ses moments de loisir, il s'exerça au métier de tourneur et fit d'assez jolis objets, tels que des rosaires, des ciboires, des vases etc. Il fut élu abbé, le 8 mai 1520. Gérard de Zolder, par une sage administration, parvint à éteindre les dettes du monastère qui montaient à douze mille florins. Il fit ensuite plusieurs reconstructions, entre autres, à l'église de l'hospice Sainte-Agathe qui fut consacrée, le 20 mars 1542, par le suffragant Gédéon. Ce fut sous sa prélature (en mai 1535) que mourut le religieux Pascal Berselius qui était un littérateur distingué et un des meilleurs humanistes de son temps. On peut en juger par sa correspondance avec Erasme.

Un archevêque d'Irlande exilé par l'hérésie, reçut l'hospitalité à l'abbaye de Saint-Laurent du 1^{er} janvier 1552 jusqu'au 14 février suivant. Il partit ensuite pour le concile de Trente, avec un viaticum que lui donna l'abbé. Empêché par une maladie, il ne put continuer son voyage. Il revint à Liège et fut accueilli au Val-Saint-Lambert. La même année (1552) l'abbaye paya pour les besoins généraux du pays la somme de douze mille florins. Deux années plus tard, elle offrit l'hospitalité aux religieux de Florennes et à ceux de Waulsort que la guerre entre le roi de France et Charles V avait obligés de fuir. Une foule de prêtres, de moines et de religieux s'étaient réfugiés à Liège. Par suite de cette guerre, le prince-évêque Georges d'Autriche, de concert avec ses Etats, décréta des contributions. L'abbaye de Saint-Laurent aurait dû payer, du chef de ses biens, 861 florins. Les églises secondaires s'y refusèrent. Il en résulta un procès devant les tribunaux romains. L'évêque le perdit et ne perçut point les sommes imposées au clergé. Georges d'Autriche qui avait

reçu pleins pouvoirs du Pape sur le clergé exempt pour le réformer, s'il'y avait lieu, commença par l'abbaye de Saint-Laurent. Quatre délégués de l'évêque, savoir : Grégoire Sylvius, suffragant ; Remacle, abbé de Saint-Hubert ; Guillaume de Poitiers, chancelier et Antoine de Givet, chanoine de Saint-Jean, en firent une visite canonique et entendirent chaque religieux en particulier. Ils n'y trouvèrent rien à corriger ou à réformer (6 mars 1555). L'abbé Gérard mourut, le 29 août 1558.

XXXIV. — HENRI NATALIS. 1558-1576

Le 1^{er} septembre 1558, les religieux élurent, pour leur abbé, Henri Natalis qui avait fait sa profession le 20 janvier 1534. Après que son élection eut été confirmée par le Pape, l'évêque et le chapitre, il fut sacré le 26 février 1559 par le suffragant Grégoire Sylvius. C'était un prélat prudent, soigneux et mortifié. Il gouverna sagement sa communauté et veilla à la conservation et à l'entretien des biens de l'abbaye. En 1564 les religieux prêtèrent quatre mille florins à la cité, somme qui devait servir à payer au comte de Meghen la créance que le pays devait à Georges d'Autriche. Le comte était l'héritier de ce prince.

Guillaume de Nassau, prince d'Orange, à la tête de ses gueux, assiégea la cité de Liège du 3 au 5 novembre 1568. Ne pouvant s'en emparer et craignant d'être enveloppé par le duc d'Albe, il se retira vers la France, mais avant de lever le siège, il incendia l'abbaye de Saint-Laurent et plusieurs autres. « L'église, les cloîtres, la crypte, le réfectoire, la maison et le quartier de l'abbé, la compterie, les dortoirs, et les étables furent totalement dévastés et brûlés ; des reliquaires et autres objets furent enlevés. Les dégâts furent évalués à plus de six cent mille florins. » L'abbé Henri Natalis et ses successeurs reconstruisirent lentement les bâtiments incendiés. « Natalis fit rebâtir la maison, dit Abry, presque

tout entière de pierres de taille très-magnifiques et à très-grands frais. Il fit aussi orner le clocher de son église de plusieurs cloches avec un accord très-agréable et résonnant au grand plaisir d'un chacun. » Il jeta les fondements du chœur de l'église en 1576. L'église fut achevée en 1601 et consacrée le 10 août de cette année. Henri Natalis mourut le 2 octobre 1576.

XXXV. — JACQUES THOMÉ DE LIÈGE. 1577-1586

Jacques Thomé était fils de Godefroid, procureur à la cour de l'official à Liège. Il fit sa profession religieuse le 29 septembre 1564. Elu abbé le 3 octobre 1576, il fut sacré, le 9 mars 1578, dans l'église de Saint-Martin. Ce prélat laissa beaucoup à désirer. Au lieu d'observer la clôture, il était souvent hors de son couvent et négligea d'observer la règle ; au lieu de mener une vie sobre, il donna souvent des festins à ses amis. L'évêque Gérard de Groesbeeck lui donna plusieurs fois des avertissements. Le nonce Jean-François Bonhomme y ajouta des menaces. Comme l'abbé se montrait incorrigible, le nonce le déposa en 1586 et les religieux élurent Otger Loncin pour leur supérieur, le 7 mars de la même année. Jacques Thomé qui perçut une pension viagère de l'abbaye, se retira à l'abbaye de Saint-Trond et y passa le reste de sa vie dans la pénitence. Ce fut sous la prélature de cet abbé, savoir en 1585, que le prince-évêque, Ernest de Bavière, avait conçu le projet d'incorporer l'abbaye de Saint-Laurent à la mense épiscopale. Livinus Torrentius, son vicaire-général, lui avait conseillé de ne pas y procéder sans le consentement du Saint-Siège. L'affaire, s'étant ébruitée par l'indiscrétion des conseillers, ne fut point exécutée.

XXXVI. — OTGER LONCIN. 1586-1633

Ce digne abbé qui fut sacré le 11 janvier 1587 par le nonce, donna l'exemple de l'observation de la règle et

entretint la ferveur et les études dans son abbaye. Ce fut principalement lui qui répara les dégâts causés par l'armée du prince d'Orange. Les affaires temporelles furent aussi remises et entretenues en bon état. Otger Loncin mourut le 4 janvier 1633, à l'âge de 82 ans, la 60^e année de sa profession.

XXXVII. — GÉRARD SANY. 1633-1658

Vingt-deux religieux profès prirent part à son élection qui eut lieu en présence du nonce Caraffa. Ce prélat maintint également la ferveur et les études dans son abbaye, malgré les troubles causés dans la cité par la domination des Grignoux. Au mois d'août 1649, les Grignoux qui défendaient la cité contre les troupes du prince, se fortifièrent dans l'abbaye de Saint-Laurent, mais celle-ci finit par être forcée et prise par les assiégeants. Ce fut sous Gérard Sany, savoir : le 29 octobre 1656, que le nonce Sanfelicius leva de terre le corps du bienheureux Wolbodon et le plaça dans un magnifique mausolée en marbre. — Le même jour, on ouvrit le tombeau de l'abbé Etienne mort en 1059. On trouva son corps en un état parfait de conservation, revêtu de l'habit religieux et la tête couverte de cheveux blancs. V. Martène, IV, 1067.

L'abbé Sany mourut le 28 novembre 1658.

XXXVIII. — GUILLAUME NATALIS. 1658-1686

Cet abbé qui fut élu le 2 décembre 1658, mérita par ses vertus et ses talents la confiance de l'évêque Maximilien-Henri de Bavière qui le chargea de faire une visite canonique de l'abbaye de Stavelot, de concert avec Gilles Romain, abbé de Saint-Pantaléon à Cologne. Après avoir achevé leur visite, ils portèrent un règlement que l'évêque approuva, le 3 août 1668. L'abbaye de Saint-Laurent, molestée par les troupes françaises logées dans les faubourgs en 1679, donna

gratuitement la somme de huit mille florins au conseil communal qui allait acheter le départ de ces troupes avec la somme de quarante mille florins qu'elles demandaient. L'abbé mourut le 1^{er} septembre 1686.

XXXIX. — GRÉGOIRE TUTÉLAIRE. 1686-1718

Grégoire Tutélaire, après avoir été successivement professeur de théologie dans son abbaye et prieur, en fut élu abbé, le 3 septembre 1686. Vingt-quatre religieux profès prirent part à son élection et parmi eux il y avait Gabriel Dengis professeur de théologie. Un autre religieux de l'abbaye, nommé Célestin Lombard, remplissait les fonctions de bibliothécaire et aida le bénédictin Pez à éditer les ouvrages de Reinier qui étaient restés pour la plupart inédits. (Pez, *Anecd.*, T. IV). Ce même religieux aida aussi Martène à publier les ouvrages d'histoire conservés dans l'abbaye.

Le nonce du Saint-Siège, Jean-Baptiste de Bussy, fit la visite de l'abbaye de Saint-Laurent en juin 1709 et porta un règlement pour les religieux. On n'y voit point que la régularité monastique ait laissé à désirer. L'abbé mourut le 17 décembre 1717, à l'âge de 73 ans.

XL. — GRÉGOIRE LEMBOR. 1718-1760

Grégoire Lembor fut élu le 7 janvier 1718. Dix-neuf religieux profès prirent part à son élection. Il fut aussi postulé pour abbé par l'abbaye de Saint-Gilles (4 mars 1739), mais il refusa d'accepter cette seconde prélature. Il favorisa les pères jésuites et les autorisa à exercer le saint ministère dans la chapelle de Saint-Nicolas-en-Glain (1742), malgré l'opposition du curé de Sainte-Véronique.

XLI. — GRÉGOIRE BICQUET. 1760-1779

Cet abbé fut élu le 30 avril 1760. Vingt-trois religieux profès prirent part à son élection.

XLII. — PIERRE CRAHAY. 1779-1790

Vingt-un religieux profès prirent part à l'élection de cet abbé qui eut lieu le 6 novembre 1779.

XLIII. — SERVAIS LYS. 1790

Cet abbé, le dernier, fut élu le 3 mars 1790. Il y avait alors vingt-trois religieux profès à l'abbaye.

Sous ces quatre derniers abbés, la règle de Saint-Benoît et le règlement porté par le nonce, continuèrent à être observés et la régularité monastique ne cessa d'y régner.

L'abbaye fut convertie en hôpital militaire par les français en 1792 et en 1794, et elle a conservé cette destination jusqu'aujourd'hui. L'église fut démolie sous la domination française.



EXTRAITS

DU

CARTULAIRE DE SAINT-LAURENT

SAINT-LAURENT A LIÈGE

1034, 3 novembre. — Charte de Réginard évêque de Liège. Il donne à l'abbaye de Saint-Laurent, par la main de Wigger, avoué de celle-ci, à *Wasseiges* cent mansi, prædium *Meirbes* (Merbes) qui comprend quarante mansi, avec l'église, à *Heers* vingt-deux mansi avec l'église, à *Evrehailles* seize mansi et un demi, avec la moitié de l'église, à *Geest-Saint-Remy* onze mansi avec la moitié de l'église, à *Glons* quatorze mansi avec le quart de l'église, à *Baldineris* (Bodegnée) cinq mansi avec le quart de l'église, à *Publémont* près de l'abbaye, onze mansi, à *Momale* treize mansi, à *Hanafie* (1) (Aineffe) dix mansi avec le quart de l'église, à *Bieta* (Buart sous-Meeffe) dix mansi, à *Avernas* dix mansi, à *Bierbais* (Bierbeek) six mansi, sur *Avroy* à Liège quatre mansi avec l'église Sainte-Véronique, à *Jemeppe* quatre mansi et un demi, à *Grosrovero* (Gussenhoven)

(1) Martène a Huars au lieu de Hanafia, Grosuico au lieu de Grosrovero ; Venta au lieu de Neuta ; Holstami au lieu de Holtam.

quatre mansi, à *Evrendore* (Avendoren sous-Tirlemont) trois mansi, à *Heilisse* quatre mansi avec le quart de l'église, à l'autre *Jemeppe* sept mansi, à *Colineis* () quatre mansi, à *Neuta* (Leuth?) trois mansi, à *Maeswick* cinq mansi avec le tiers de l'église, à *Bomela* (Bomal) trois mansi et quatorze cultilia, à *Holtam* (Houtain-Saint-Siméon) deux mansi, à *Lones* (Loen sous Lixhe) un mansus, à *Mera* (Meren sous Bierbeek) un mansus, à *Tierebork* deux mansi, les églises de *Leeuw*, *Seraingchamps*, *Fexhe*, *Borlez* et *Atrives* sous Avin. A cette charte ont appendu leurs sceaux. Pélérin archevêque de Cologne, Jean évêque de Porto, bibliothécaire de la S. E. R., le comte Arnoul, le comte Gislebert, le comte Gozelin. Lib. I, fol. 11 verso. Martène, IV, 1164-1166.

Il y avait à cette époque un Arnoul, comte de Haspinga et un Gislebert, comte de Looz.

Un mansus comprenait quelques bonniers ; assez souvent une douzaine.

Par église, il faut comprendre les revenus de la cure, la dîme et le droit de nommer le curé.

1034, 3 novembre. — Charte de Réginard, évêque de Liège. Il donne à l'abbaye de Saint-Laurent, les biens précités. Lambert, comte de Louvain sera l'avoué ou protecteur des biens de Geest-Saint-Remy, dans son comté. L'avoué des biens de l'abbaye ne pourra pas établir de sous-avoué, ni tenir des plaids sans le consentement de l'abbé, ni exiger des impôts, ni demander des subsides, ni donner des biens en fief. Il se contentera de ce que l'abbé lui donnera. Parmi les témoins à cette charte, on voit Gozelon duc, son fils Godefroid, Herman comte, Arnulphe comte, Gislebert comte, Gozelon comte, Adalbert comte. Lib. I, fol. 11 recto. Martène, IV. 1171.

Il y avait, à cette époque, Gothelon-le-Grand, duc de Lothier, ses fils Godefroid III et Gothelon, Albert II comte de Namur.

1034, 3 novembre. — Charte de Reginard touchant *Geest-Saint-Remy*. — Il donne à l'abbaye le domaine de Geest avec l'église, la forêt épiscopale, la dîme, les brasseries, etc. Le comte de Louvain en sera l'avoué, mais il ne pourra pas y établir de sous-avoué. Il aura son avoine des habitants (de mansionariis et cortilanis); son chasseur, quand il s'y rendra pour faire la chasse aux loups, ne pourra y séjourner qu'une nuit et seulement avec deux compagnons; le forestier prendra de chaque maison ou ferme du domaine (per singulas curtes ipsius prædii) un denier, un pain, une poule et un dixième d'avoine, pour son entretien. Les chasseurs prédits percevront chaque année deux solidi de la maison ou ferme de l'abbé (de illa curte quæ propria est abbatis). Le domaine ne pourra être soumis à des impôts; l'avoué ne pourra y tenir des plaids; il ne pourra y rendre la justice ou faire des exécutions sans le consentement de l'abbé (nunquam se intromittet de aliqua justitia ibi facienda vel de sturma sive burina). — A cette charte figurent les mêmes témoins qu'à la précédente. Lib. I, fol. III.

Les cortilani étaient les fermiers des curtes et les mansionarii les débiteurs des rentes. Le forestarius était le chef de la justice. Par les mots sturma (storm) et burina (boerenei), il faut entendre des voies de fait et des séditions.

1034, 3 novembre. — Charte de Reginard. — Il donne à l'abbaye le domaine de *Momale* qui comprend treize mansi de biens allodiaux. — Il règle les droits de l'avoué Wigger, à peu près de la même manière que dans les chartes précédentes. Les témoins sont les mêmes. Lib. I, fol. IIII. Martène, IV. 1173.

1034, 3 novembre. — Charte de Reginard. — Il donne à l'abbaye le domaine de *Baldines* qui comprend cinq mansi, avec le quart de l'église. — L'évêque de Liège en sera l'avoué, et l'abbé percevra les droits ordi-

naires qu'un avoué perçoit ordinairement des paysans (a rusticis). — Les témoins sont les mêmes. Lib. I, fol. IIII. Martène, IV. 1169.

1034, 3 novembre. — Charte de Réginard. — Il atteste que Lambert d'Atrives, homo ingenuus, excommunié pour ses fautes, lui a vendu l'église d'*Atrives*, en paiement des amendes lui infligées et qu'il l'a donnée à l'abbaye de Saint-Laurent. Les mêmes nobles sont témoins à cette charte. Lib. I, fol. v. Martène, IV. 1168.

1034, 3 novembre. — Charte de Réginard. — L'évêque donna trois mansi situés à Middelheers à Gonther chevalier qui lui céda en échange le moulin de *Warlege* sur le Jaer avec douze bonniers. L'échange se fit par les mains de Gislebert comte de Looz. Trois propriétaires riverains, à savoir, l'abbaye de Stavelot, Meiner juge et citoyen de Liège et Guillaume parent de l'évêque, qui tenait un fief du comte de Looz, abdiquent leurs droits sur le cours de la rivière en faveur de l'abbaye. Poppon, abbé de Stavelot, assistait à la consécration de l'église. L'évêque donna le moulin avec les douze bonniers à l'abbaye de Saint-Laurent. Lib. I, fol. v et fol. xxx. Martène, IV. 1169.

1044, 28 avril. — Charte de Henri III, datée de Nimègue — A la demande de Wazon évêque de Liège et d'Etienne abbé de Saint-Laurent, il confirme les possessions de l'abbaye, savoir, à *Wasseige* cent mansi, le domaine de *Meirbes* qui comprend quarante mansi, avec l'église, à *Glons* quatorze mansi avec le quart de l'église, à *Baldineis* cinq mansi avec le quart de l'église, à *Publémont* onze mansi, à *Momalle* treize mansi, à *Hienafie* dix mansi avec le quart de l'église, à *Bietha* dix mansi, à *Avernas* dix mansi, à *Heers* vingt-deux mansi avec l'église, à *Eyrehaille* seize mansi et demi avec la moitié de l'église, à *Geest* onze mansi avec la

moitié de l'église, à *Bierbais* six mansi, sur *Avroye* quatre mansi, à *Jemeppe* quatre mansi et demi, à *Grosroviro* quatre mansi, à *Evrendore* trois mansi, à *Heylissem* quatre mansi avec le quart de l'église, à l'autre *Jemeppe* sept mansi, à *Femal* cinq mansi, à *Maeswick* sept mansi avec les deux tiers de l'église, à *Bomela* trois mansi et quatorze cultilia, à *Holtain* deux mansi, à *Lones* un mansus, à *Mera* un mansus, à *Tierebork* deux mansi, les églises d'*Avroye*, de *Leeuw*, de *Seraingchamps*, de *Fexhe*, de *Borlez* et d'*Atrives*. Lib. I, fol. v.

L'évêque Réginard donna 317 mansi (3814 bonniers) à l'abbaye de Saint-Laurent. Etaient-ce des biens qui lui appartenaient en propres ? Etaient-ce des propriétés de la mense épiscopale ou du chapitre ? Etaient-ce des biens qui lui avaient été donnés pour l'abbaye ? Il est impossible de résoudre ces questions. Réginard était originaire du diocèse de Cologne et appartenait à une famille noble. Il peut avoir eu de grandes propriétés. Le domaine de Geest paraît avoir été un bien de la mense épiscopale ; il en était de même de celui de Wasseiges. Les forêts produisaient peu de chose à cette époque. Les terres arables qui étaient pour la plupart cédées en fermage perpétuel, rapportaient peu de chose aussi.

Vers 1112. — Charte sans date de Henri V. — Bérenger, abbé de Saint-Laurent, se rendit près de Henri pour se plaindre des exactions que Godefroid comte de Namur se permettait à Wasseiges. — Il lui parla aussi des propriétés de l'abbaye à *Publémont* et de la petite île. L'empereur décida que les habitants de ces dernières suivraient l'ancienne loi (qui existait du temps de la fondation en 1034), c'est-à-dire, qu'ils seraient exempts de la justice de l'évêque, sauf en certains cas, tels que fausse monnaie, vol, duel judiciaire, voies de fait et séditions (*præter falsam monetam et latronem et legem campalem, sturmamque et buri-*

nam) (1) ; le coupable seul sera traduit devant le plaïd d'Avroy. L'abbé seul pourra exiger des subsides et appeler sous les armes. A cette charte assistèrent Erluin évêque de Wurzburg, Brunon évêque de Spire et son frère Albert chancelier, le comte Wibert, le comte Herman, le comte Gervin, le comte Arnulphe de Wooz, Guillaume avoué de la cité, Guillaume de Namuco, Lambert de Masereit, Henri de Namèche. Lib. I, fol. vi. — Est-ce à Liège que cette charte fut donnée ?

1142. — Charte de l'abbé Wazelin. — Le frère Robert, voulant se faire religieux, donna à l'abbaye douze bonniers de terre arable avec une habitation (curtis) situés à Fexhe qu'il avait rédimés au prix de X et de VIII marcs d'un certain Baudouin qui les tenait en fief de l'abbaye, moyennant deux solidi par année. Il chargea la donation de cinq anniversaires. Il acheta, en outre, pour deux marcs, mensam unam in venalibus fori positam tres solidos annuatim solventem et la donna à l'abbaye qui la céda en fief à son fils Thierry pour deux solidi annuels. Lib. I, fol. xi.

(1) Dans une charte du chapitre de Saint-Lambert, de 1116, touchant les droits de Reynier, avoué de Landenes, Nodranges et Hallet, ce dernier reconnaît qu'il n'a droit qu'au troisième denier dans certaines causes criminelles, appelées *procinctuales*, à savoir, in falsis mensuris, in latronibus deprehensis, in popularibus sturmis et burinis et variscapiorum usurpationibus injustis, in heistoldorum etiam seu de censu seu de placita negligentiis, vel si verberentur, vulnerentur, occidantur in eorum ictibus et Wirigildi compositione et etiam de mansionariorum si, usquedum imbanniantur, rebelles sunt in justitiis. — (V. *Bul. com. roy. d'hist.*, IV-VII, 119). Ces causes dans lesquelles l'avoué ne percevait que le tiers des amendes étaient celles de fausses mesures, de larrons arrêtés, de voies de faits, de séditions, d'usurpation de biens communaux, de négligence des chefs de ménage à payer leurs rentes ou à satisfaire aux plaids généraux, de l'argent de composition judiciaire pour coups, blessures, et homicides, de la résistance des censitaires à la cour de justice. *Wariscapia* biens communaux. *Heistoldi* chefs de ménage ; de l'allemand *haushalter*, *huishouder*. *Wirigildum*, *Weergeld*, argent de composition ou compensation. *Sturma* vient du flamand *storm* et *burina* probablement de *boereny* ; *lex campalis* est le duel judiciaire. *Wariscapia* vient de *waardschappen*, *weerdschappen*, *wirtschaften*.

1147, 11 mai. — Bref du pape Eugène, daté de Paris. — Constitutionem quæ de parochialibus ecclesiis vestro monasterio collatis et de beneficiis sacerdotum eisdem ecclesiis servientium, a venerabili fratre nostro Henrico Leodiensi episcopo rationabili providentia facta est et scripto suo firmata, Sedis Apostolicæ autoritate firmamus et ratum manere censemus, videlicet, ne de cætero ecclesiæ parochiales quæ eidem monasterio collatae sunt, in usus cedant aliorum, sed retento usu fructuario monachis, sacerdotes in eis canonice ordinentur, qui tamen ex earum redditibus habeant unde vivant, videlicet, oblationes missarum et solemnum et quotidianarum et de visitationibus infirmorum et de sepulturis et de agendis mortuorum, de annona quoque in ecclesiis matricibus quæ alias sub se habent ecclesias, XXIII modios annonæ, in ecclesiis aliis quæ per se sunt, modios XII. Nemini igitur liceat deinceps beneficia illa aliis conferre personis, sed monachis maneant, quibus collata sunt, salvo synodi jure et obedientia episcopi Leodiensis. Lib. I, fol. xix ; Martène, IV. 1177.

1159. — Charte de l'abbé Walter. — Il atteste que Winand doyen de Saint-Servais à Maestricht et son frère Nicolas ont fait des donations à l'abbaye. Ils ont réacquis à grands frais l'église de Maeswick et la dîme de Lohym (?) Jehay (?) pour l'abbaye ; ils lui ont aussi donné le prædium de Fode (Fooz) qu'ils avaient acquis ensemble. Nicolas avait donné, en outre, vingt marcs pour l'acquisition de l'église de Saint-Séverin à Maffia et il avait acheté une rente de treize solidi sur la terre qui entoure l'église de Saint-Christophe à Liège. L'usage des revenus de ces biens et rentes est ensuite réglé dans la charte. Lib. I, fol. XIII.

1168. — Charte de l'abbé Everlin. — Il existait entre les abbayes de Saint-Laurent et de Saint-Jacques à Liège la coutume qu'à la fête du patron et à la dédicace

de l'une d'elles, elle invitait la veille six frères de l'autre pour la célébration des premières vêpres.

Les deux communautés conviennent que dorénavant l'abbé avec son chapelain, le prieur, six frères et huit ministériels, ainsi que le curé de la paroisse, se rendront les jours de ces fêtes à l'abbaye qui les célèbre ; quant aux frères qui restent à la maison, ils recevront cinq solidi de l'abbaye pour les dépenser au dîner. — La charte est signée de Drogon abbé de Saint-Jacques, Amelinus prieur et huit autres religieux, d'Everlinus abbé de Saint-Laurent, Cuno prieur et huit autres religieux. Lib. I, fol. xiv.

1170. — Charte de l'abbé Everlin. — Il existait un long conflit entre l'abbaye de Saint-Laurent et celle de Saint-Gilles super dono ejusdem abbatiae Sancti Ægidii, c'est-à-dire, touchant la faculté de confirmer l'élection de l'abbé et de lui donner l'investiture du temporel. Par la médiation de Pierre, chanoine de Saint-Paul et d'Engo religieux de Saint-Jacques, la transaction suivante est conclue : l'abbaye de Saint-Gilles donne à celle de Saint-Laurent un mansus de terre allodiale située à Novilia. Pour la remise de la dîme, l'abbaye de Saint-Gilles payera à celle de Saint-Laurent une rente annuelle de deux bizantios Melechinis ; la dîme remise est infra ambitum intra quem curtim, hortos et mansiones suas fratres nostri canonici sancti Ægidii habent ; en outre, les frères de Saint-Gilles, s'ils établissent des habitations dans la paroisse d'Avroy, n'y seront exempts que des dîmes d'animaux. A cet acte assistèrent, outre les abbés Everlinus et Marsilius, quarante-quatre religieux de Saint-Laurent et vingt-sept de Saint-Gilles, Lucas abbé de Cornillon, Benoît doyen de Saint-Jean, Henri doyen de Saint-Paul. Lib. I, fol. xv ; Martène, IV. 1178.

1171, 5 décembre. — Charte de l'évêque Raoul. — Il confirme l'acte de l'évêque Henri touchant Saint-

Séverin à Meeffe de 1149. Il confirme, en outre, l'alleu que l'abbé Everlinus a récemment acquis à Bonliers, Embemmes et Boris. A cette charte assistèrent, outre les archidiaques et chanoines de Saint-Lambert : Drogo abbé de Saint-Jacques, Marsilius abbé de Saint-Gilles, Lucas abbé de Cornillon, Franco doyen de Saint-Pierre, Arnulphus doyen de Saint-Martin, Henri doyen de Saint-Paul, Gislebert doyen de Sainte-Croix, Benoît doyen de Saint-Jean, Otton doyen de Saint-Denis, Frédéric doyen de Saint-Barthélemi, Gérard comte de Looz, Gilles comte de Duras, Louis avoué, Godefroid de Jusseren, etc. Lib. I, fol. xv.

1171. — Charte de l'abbaye de Saint-Laurent. — Béatrix veuve a donné à Saint-Laurent 60 marcs d'argent ; au moyen de cette somme, l'abbaye a acheté l'alleu de Libuin chevalier à Bonlez, savoir, 18 bonniers de terre arable et une habitation (curtis). La veuve a chargé sa donation de plusieurs anniversaires dont un à célébrer in Conceptione Sanctæ Dei genitricis. Lib. I, fol. xvi.

1175. — L'abbaye de Saint-Laurent cède à celle de Leffe (abbati Litiensi Helgoto) sa terre de Wasnebechem, moyennant une rente annuelle d'un demi-marc liégeois. Lib. I, fol. xvi.

1179. — Le pape Alexandre prend l'abbaye de Saint-Laurent sous sa protection et confirme tous ses biens, entre autres, l'église de *Sainte-Véronique* sur Avroy avec ses dîmes, la rente de deux bizantios à payer par l'abbaye de Saint-Gilles, l'église de *Fexhe* avec la dime et le personnat, l'église d'*Incourt* avec ses prébendes, le domaine d'*Avernas* supérieur avec l'église, le domaine de *Saint-Séverin* à Maffia, le domaine de *Geest* avec l'église, l'alleu d'*Avernas* minor, *Heers* avec l'église, *Matincourt* avec un droit sur l'église, *Maeswick* avec un droit sur l'église, *Evrehaille* avec l'église, l'église de

Palia, le domaine de *Baldineis* avec l'église, le domaine de *Glons* avec un droit sur l'église, le domaine de *Boreis*, l'alleu de *Borlez*, le domaine d'*Embems*, deux maisons au marché à Liège, la rente d'un denier d'or à payer par les frères de Sainte-Marie, le moulin situé sur la rivière Merdiza, l'alleu de *Jemeppe*. L'abbé présentera des prêtres pour les églises paroissiales de l'abbaye. Les religieux éliront leur abbé. Ils pourront célébrer dans les temps d'interdit, etc. Lib. I, fol. 1.

1183. — Charte d'Albert archidiacre de la sainte église de Liège. Ayant été nommé curé de Sainte-Véronique sur Avroy par l'abbé de Saint-Laurent, il s'engage à protéger l'abbaye de Saint-Laurent, à lui conserver les trois églises paroissiales de Sainte-Gertrude, Sainte-Marguerite et Saint-Christophe, et à protéger les pauvres des deux hôpitaux de Sainte-Marguerite et de Saint-Christophe. — Gislebert était encore curé de Sainte-Véronique. Lib. I, fol. XVIII.

1197. — Charte de l'abbé Otton. — Les revenus annuels de l'abbaye diminuent. — Il y a des prébendiers de l'abbaye, clercs et laïques, qui n'y résident point et ne sont point des religieux. Il y a aussi des frères qui ne savent point lire. — Dorénavant on n'admettra plus que des lettrés et le nombre total des religieux ne dépassera plus quarante, à moins que le surnuméraire ne puisse vivre de son patrimoine. — Les frères qui sont à Saint-Nicolas en Glain, resteront soumis à l'abbé et un d'eux tirera sa subsistance de l'abbaye. Lib. I, fol. xxxi ; Martène, IV. 1179.

1199. — Charte de l'abbé Otton. — Trois frères de l'Ordre de saint Augustin : Garnier, Antoine et Jean désirent servir les pauvres et les malades dans l'hôpital de Saint-Christophe, situé au pied de la montagne de l'abbaye. L'abbé le leur permet et leur accorde de disposer des revenus de l'hôpital dans ce but, unanimi

assensu civium qui sunt prædicti hospitales fratres. Liberam electionem habebunt in recipiendis fratribus et sororibus secum. Utriusque enim sexus ministerio eget pauperum cura et receptio et egrotantium frequens, imo continua visitatio. L'abbé se réserve le droit d'approuver les admissions, ainsi que celle du prêtre qu'ils éliront pour desservir l'église de Saint-Christophe. — Ce prêtre pourra leur administrer les saints Sacrements, sauf l'Extrême-Onction qui reste réservée à l'abbé. Lib. I, fol. xxxii.

1206. — Charte de Hugues abbé de Cluny. — Il remercie l'abbé de Saint-Laurent et ses religieux des grands services qu'ils lui ont rendus. Il confirme l'acte de confraternité passé par Hugues IV Oleranensis son prédécesseur, entre l'abbaye de Cluny et celle de Saint-Laurent. Il y ajoute que les religieux de Saint-Laurent seront toujours bien reçus à Cluny et qu'ils pourront y séjourner aussi longtemps qu'ils voudront, et il espère que ses obsèques seront célébrées à Saint-Laurent. — Cette charte paraît donnée à Liège. Lib. I, fol. xxii.

1212. — Charté de l'abbé Otton. — On y trouve mentionnées les deux fêtes in transitu sancti Benedicti ; in translatione ipsius ; et l'anniversaire de Wolbodon. Lib. I, fol. xxiii.

L'anniversaire de Wolbodon célébré chaque année suppose qu'on ne lui rendait aucun culte public.

1214. — Charte de Hugues de Pierrepont sanctæ Leodiensis ecclesiæ humilis minister. — L'abbé résigne l'église de Sainte-Véronique qui était incorporée à la mense abbatiale, en faveur de la mense des religieux. L'évêque approuve la chose, sous la condition de quatre anniversaires, pour son père, sa mère, son frère Robert, et lui-même. Lib. I, fol. xxiiii.

1224, 4 juin. — Charte du légat Conrard évêque de Porto. — Il existait un conflit entre l'abbaye de Saint-

Laurent et les frères de l'hôpital de Saint-Christophe touchant le droit d'élire le prêtre qui desservirait l'église de Saint-Christophe. Après de longues contestations, ils choisirent le légat pour arbitre. Le légat confirme le règlement porté par les légats : Hugues évêque d'Ostie et Léon de Sainte-Croix (1), avec cette ajoute ut quælibet domus in qua sorores morantur circa sanctum Chrystophorum et quæ secundum ordinationem seu confirmationem archidiaconi Thomæ quatuor denarios solvebant, quinque denarios præcipimus esse solvendo, et ubi pro oblationibus defunctorum debebant duo solidi dari ecclesiæ de Avroto, tres solidi a capellano ulterius persolvantur. Lib. I, fol. xxxv.

1231, juin. — L'église de Saint-Lambert avait cessé les offices divins pour les injures lui faites, elle prie les autres collégiales de les cesser aussi ; celles-ci y consentent non par obligation, mais par amitié fraternelle. Celle de Saint-Laurent y consent aussi. Lib. I, fol. xxxv.

Feria V post Trinitatem (30 mai) 1241. — Charte de l'évêque Robert. — Dans un synode auquel assista B autrefois prévôt de Laon, doyen et archidiacre de Liège, il décréta que dans les synodes, le prévôt serait à la droite de l'évêque, les abbés de Gembloux, Saint-Trond, Saint-Laurent à sa gauche. Lib. II, fol. CCCXXIX.

Feria VI post invocavit 1252 (22 février 1253). — Charte de Henri abbé de Saint-Laurent et curé de l'église d'Avroy et de Wenric vicaire perpétuel de cette église (Sainte-Véronique). — A la demande du légat Hugues cardinal de Sainte-Sabine, il concède quod sacerdos sancti Chrystophori beguinis tum præsentibus quam futuris commorantibus a fonte sancti

(1) Le 11 mars 1201, dit Ernst, *Suffragants*, p. 217. Les *sorores* dont il s'agit dans cette chartre sont les béguines.

Lamberti (1) usque ad ponticulum retro sanctum Jacobum et a ponte Avroti, sicut strata ducit, usque ad puteum Extremam Unctionem conferendi liberam habeat potestatem et quod idem sacerdos a die præsentis in perpetuum eandem Unctionem in ecclesia habeat et conservet, ita tamen quod sacerdos sancti Chrystophori pro recompensatione quatuor denariorum qui dabantur a beguinis prædictis in Unctione Extrema dicto sacerdoti de Avroto et suo clerico, tantummodo tredecim solidos Leodienses ipsis persolvere tenebitur annuatim. Lib. I, fol. xxxvii.

Les béguines dont il est question dans la charte, n'étaient pas encore réunies dans une cour ou béguinage. Quel était leur nombre ? La rente annuelle de treize solidi à payer au curé de Sainte-Véronique, comme compensation de l'honoraire donné pour l'Extrême-Onction, suppose 39 décès par année, l'honoraire étant de quatre deniers. Et 39 décès supposent une population de 1500 personnes.

Samedi avant Lætare 1257 (2 mars 1258). — Les abbayes de Saint-Jacques, de Saint-Laurent, de Saint-Gilles, et les églises collégiales de Liège conviennent, dans ces temps de guerre et de troubles, de s'entr'aider pour défendre leurs personnes, leurs biens et leurs privilèges, à frais communs ; à cet effet elles instituent une commission et une caisse commune dans laquelle chacune versera chaque année la somme équivalente à une demi-prébende. Lib. VII, fol. xxxv.

1271, 16 juillet. — Charte de Franco de Liwège vice-gérant de l'évêque dans les choses spirituelles. — Il décide que le maître de l'hôpital de Saint-Chrystophe, élu par les frères, devra être présenté à l'abbé de Saint-Laurent pour recevoir la confirmation de son élection. Lib. I, fol. xxxviii.

(1) Au xviii^e siècle il y avait une *fontaine de Saint-Lambert* située à Basse-Chevaufosse.

1312, 3 octobre. — Charte de Jean II, duc de Lotharingie, Brabant et Limbourg. Se repentant d'avoir levé sur les biens des couvents des tallias, exactiones, subventiones et inconsueta servitia, il reconnaît et approuve leur exemption de ces impôts, sauf ce qui peut être exigé de droit. Il leur remet aussi comme services inaccoutumés la corvée ou servitude de recevoir et d'engraisser ses porcs et de charrier ses bois de chauffage. — Lib. II, fol. XXIII.

1337, 14 juillet. — Adolphe de Waldeck, chanoine de Saint-Lambert, qui avait été nommé administrateur des biens de Saint-Laurent, pour y établir l'ordre, règle ce qui concerne la dotation de l'autel Sainte-Croix. On y trouve cité Walter, curé d'Eure-le-Romain. Lib. I, fol. XLI.

Lundi avant Saint-Jean-Baptiste, (22 juin) 1338. — Charte datée de Bruxelles, de Jean III, duc de Lotharingie, Brabant et Limbourg.

Il confirme la charte de son prédécesseur du 3 octobre 1312. Il atteste qu'il y a des contestations entre lui et les abbayes ou prieurés de Saint-Laurent, de Vlierbeeck, de Flône, d'Alne, de Floreffe, d'Anvers, de Bonne-Espérance, de Steenberg, de Parc, de Tongerlo, d'Averboden, de Heylissem, de Saint-Phoillien, de Nunnen et de Sercken, de Sainte-Gertrude, de Geneppe, de Forêt, de Cortenberg, de Salzinne, de Lintre, de Valle Florida (Bloemendael), d'Awirs, de Sambre et de Bigerdis. Suivant les conseils de Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, de l'Etat-noble et de l'Etat-tiers, il termine les contestations par la convention suivante: Il est convenu entre lui et les religieux de son duché qu'il ne pourra exiger que 1600 journées de corvée avec charrettes attelées (*curreweyarum*) de *curibus minutis* et *estroffatis*, mais pour chaque journée de corvée avec les charrettes prédites, il payera 2 1/2 vieux gros de France; toutefois les religieux pourront rédimier

chaque corvée des dites charrettes (*singulas corruweias dictorum curruum*) avec douze gros de Tours. Le duc pourra aussi exiger les corvées ordinaires en temps de guerre ouverte et pour les tournoies (*in expeditionibus nostris et calvacaturis publicis*). Quant au gîte de nos grands chiens, ajoute le duc, il est convenu que les religieux accorderont une fois par année le gîte dans leurs abbayes, maisons et fermes, c'est-à-dire, pendant deux jours et deux nuits dans les endroits qui doivent un gîte entier et pendant un jour et une nuit dans les endroits qui ne doivent qu'un demi-gîte ; toutefois les religieux pourront rédimer un gîte entier avec douze *solidi grossorum*. Pour le gîte des petits chiens, les religieux de Flône, d'Anvers, de Grimberghen, de Parc, de Tongerlo, d'Averboden, de Heylissem, et Geytten, en guise de rachat ou rédemption, payeront trois *solidi* par année. Sont libres et exempts des gîtes prédits les religieux de Saint-Laurent, d'Alne, de Floreffe, de Bonne-Espérance et de Saint-Phoillien. Le duc déclare ensuite que ses fonctionnaires n'ont pas le droit de faire recevoir et garder leurs cochons, leurs oies, leurs chapons, leurs poules et leurs chiens dans les maisons et fermes des religieux. — Les religieux des abbayes précitées avaient plaidé devant les tribunaux contre le duc, au sujet des impôts susdits ; les religieux et religieuses des autres abbayes n'avaient pas voulu se joindre à eux et avaient préféré se soumettre au duc, à l'Etat noble et à l'Etat-tiers (*bonarum villarum consulibus*) ; le duc leur accorde les mêmes exemptions ; ces dernières abbayes étaient : Affligem, Villers, Saint-Bernard, Berne, Parc, Nazaret, Awirs, Rothem, Walterbraine, Bindert, Hoeidonk. Lib. II, fol. xxii ; Lib. IV, fol. xxxvi.

1347, 21 mars. — Les religieux font le partage des revenus de l'abbaye, un tiers est pour l'abbé et les deux autres pour les religieux. Vingt muids seront distribués en pains aux pauvres. Lib. I, fol. LVII.

1348, 22 juillet. — Il n'y aura plus dorénavant que vingt-quatre religieux (ceux des prieurés y compris), parce que les revenus ne suffisent pas à l'entretien d'un plus grand nombre. Pour être reçu, il faut avoir au moins quinze ans et savoir lire et chanter. Lib. I, fol. LIX.

1349, 4 février. — Charte de l'évêque Englebert de Lamarck. — Il confirme le règlement fait par son prédécesseur, le 4 novembre 1342, pour l'hôpital de Saint-Christophe, à savoir : il n'y aura que dix frères à l'hôpital dont neuf profès et un non-profès. Cet hôpital est dit situé in calciata Sancti-Christophori. Ses revenus doivent être employés tam in receptione et procuratione pauperum transeuntium quam etiam infirmorum sustentatione, necnon eleemosynarum communium erogatione. Lib. I, fol. LXI.

1353, 15 août. — La paroisse d'Avroy comprenait dans sa circonscription Fétinne et Angleur ; l'abbaye de Saint-Laurent en percevait les dîmes, à l'exception des dîmes que le chapitre de N.-D. à Aix possédait à Fétinne. Ce chapitre céda ces dîmes à l'abbaye de Saint-Laurent pour une rente annuelle de vingt-six muids d'épeautre. Lib. I, fol. LXX.

1363, 24 juillet. — Charte de Jean de Huy, doyen de Sainte-Croix et licencié en droit canon, et de Guillaume de Saint-Jacques avocat à la cour de Liège. — Ils sont arbitres entre les abbayes de Saint-Laurent et Saint-Jacques touchant les dîmes d'un bonnier de terre. — L'acte est passé dans la maison de Guillaume Boylawe, chanoine de Saint-Lambert et legum professor. Lib. I, fol. LXXXVII.

1365, 6 novembre. — Charte de l'évêque Jean d'Arkel. — Le couvent des Guilhelmites situé près de la cité, au lieu dit Motte, est si pauvre que ses revenus suffisent à peine pour l'entretien de deux religieux. —

L'évêque y incorpore l'église de Sainte-Véronique sur Avroy, avec le consentement de l'abbé de Saint-Laurent, de l'archidiacre du Condroz (cardinal Nicolas du titre de Sainte-Marie in via lata) et du curé Lambert de Jodoigne, sous les conditions ordinaires. — Le religieux nommé à la cure continuera de résider au couvent. — Tous les religieux se rendront à l'abbaye de Saint-Laurent, le jour de saint Laurent, le jour de la dédicace et le jour des obsèques d'un religieux, pour y assister aux offices. Lib. I, fol. XCIII.

1399, 27 août. — On allait célébrer une messe spéciale au mois de septembre 1399, pour obtenir l'union dans la Sainte-Eglise. Il s'agissait de savoir dans quelle église elle serait célébrée. Le clergé primaire et secondaire décida que cette préférence revenait à l'église de Saint-Jacques. L'abbé de Saint-Laurent protesta en faveur de son église. Lib. II, fol. CCCXVII.

1405, 16 juillet. — Conflits entre les abbayes de Saint-Laurent et de Saint-Jacques touchant la préséance dans les processions et autres offices publics. — Les deux parties nomment pour arbitres, Olivier de Malle, chanoine-chantre de Saint-Lambert, Robert de Saint-Laurent, chanoine de Saint-Lambert; Jean de Cernifonte, chanoine de Saint-Denis et Lambert de Stipite, religieux de Saint-Laurent et prieur de Bertrée, et dans le cas où ces arbitres ne pourraient s'entendre, ils choisissent Jean Egidii, prévôt de la cathédrale, et juris utriusque professor. Celui-ci, après avoir entendu les raisons alléguées par les deux parties, décide que le droit de préséance revient à l'abbaye de Saint-Jacques in delatione crucis et reliquiarum, quando in processionibus deferuntur et in delationibus torticiorum; les religieux des deux monastères entremêlés observeront la préséance d'après l'ordre d'ancienneté de profession, dans les messes d'obsèques etc. Dans les raisons alléguées on trouve les renseignements historiques suivants:

l'an 1021, l'église de Saint-Jacques eut un abbé et une communauté de religieux, l'église de Saint-Laurent seulement en l'an 1029; l'église de Saint-Jacques fut consacrée le VIII des calendes d'août 1030; celle de Saint-Laurent fut consacrée le III des nones de novembre 1034; l'église de Saint-Jacques est, après celle de Lobbes, la première et la principale de l'ordre de saint Benoît, parmi celles du diocèse; aussi en 1244, le jour de saint Jacques, le chapitre de Liège demanda à Innocent IV pour l'abbé de Saint-Jacques les privilèges de la mitre, de l'anneau, de la tunique, de la dalmatique, des sandales, parce qu'il devait officier en l'absence de l'évêque. Les reliques de l'abbaye de Saint-Jacques sont portées près (juxta) des reliques de la collégiale de Saint-Paul et plus près que celles de Saint-Laurent, des reliques de la cathédrale, parce qu'on y observe la priorité d'origine; cet ordre s'observe aussi entre les collégiales. L'abbaye de Saint-Jacques est située dans la cité, celle de Saint-Laurent hors des murs. — Le monastère de Saint-Laurent est plus ancien que celui de Saint-Jacques, ayant été fondé par Eracle qui praefuit per multa tempora, répliquent les députés de Saint-Laurent; il fut consacré par le légat Jean, évêque de Porto et Pélégryn, archevêque de Cologne; Notger plaça au monastère de Saint-Laurent l'évêque grec Léon qui y passa sa vie et fut enterré devant l'autel de Saint-Géréon. L'abbé de Saint-Laurent reçut le privilège de la mitre, longtemps avant celui de Saint-Jacques. Dans les processions de la cité, la croix de Saint-Laurent a la préséance sur celle de Saint-Jacques; dans les synodes diocésains, se trouvent à la droite de l'évêque le prévôt, à sa gauche les abbés de Gembloux, de Saint-Trond, de Saint-Laurent. Lib. II, fol. CCCXXIII.

1414, 20 novembre. — L'abbé de Saint-Laurent visite l'hôpital de Saint-Christophe. Il engage les frères à bien observer leurs vœux et les statuts de la maison;

à assister chaque jour aux heures canoniales à Saint-Christophe et aux sermons qui s'y font ; à observer la clôture, à ne pas sortir sans permission, surtout le soir. « Comme selon les statuts et ordonnances du dit hôpital, les frères, outre la commune aumône des communs pauvres trépassants et repairants à l'hôpital, doivent donner chaque semaine à des pauvres, en pains, deux muids d'épeautre, » mais étant depuis plusieurs années, chargés de dettes qui ne sont pas encore toutes payées, ils ne donneront par semaine aux pauvres qu'un muid d'épeautre en pains. Lib. II, fol. XLVIII.

1417, 1^{er} janvier. — L'empereur Sigismond se trouvant à Liège emprunta aux abbés et prieurs des couvents, la somme de 400 couronnes de France qu'il promit de leur rendre, à la Pentecôte. Lib. III, fol. CCLXXXIII.

Cette somme ne leur fut jamais rendue.

1427. — Des bourgeois de Liège qui avaient fait le pèlerinage de Saint-Jacques à Compostelle en Galice, résolurent de fonder à Liège un hôpital pour héberger les pauvres pèlerins. Ils achetèrent « la maison delle bressine qu'on appelait la maison de l'apleit deleis pont d'Avroy pour faire un hôpital ». Anseal le boulanger avec sa femme donna deux de ses maisons qui joignaient la précédente. Les autres bienfaiteurs furent Pirard de Saint-Omer et sa femme, Jean Dorey, Pirard le Roige de Dinant, Rogier de Richelle et plusieurs autres.

1429, 11 janvier. — L'abbé de Saint-Laurent et l'évêque consentirent à ce qu'on construisit une chapelle pour l'hôpital. Les membres de la confrérie de Saint-Jacques nommeraient les administrateurs de l'hôpital, et ceux-ci désigneraient chaque année un prêtre pour y dire la sainte Messe. L'évêque ajouta la condition que les administrateurs rendraient chaque année compte, à l'abbé de Saint-Laurent, des recettes

et des dépenses. L'évêque suffragant, Denys, de l'ordre des Carmes, consacra la chapelle en l'honneur de la sainte Vierge et de saint Jacques, le 2 mai 1437. Cet hôpital était situé dans la paroisse de Sainte-Véronique dite aussi de Saint-Martin de Tongres. Lib. VII, fol. LXXXIIII.

1428. — Jean Gilewar et son épouse fondent une chapelle « avec un autel dedans » près de l'église de Sainte-Gertrude. Les chapelains de Saint-Martin en Mont y diront chaque jour une messe pour les fondateurs et percevront un honoraire de quarante muids d'épeautre. L'archidiacre et le curé de Sainte-Gertrude approuvent la fondation. Lib. III, fol. CCCXVI.

1429, 21 septembre. — Charte de Philippe, duc de Lotharingie, de Brabant, Limbourg etc. Il confirme les exemptions dont jouissent les religieux de Saint-Laurent et leurs biens dans ses états, et entre autres, l'exemption des *precariae* (bede) que les Etats votent en faveur du souverain. Lib. II, fol. CLXIII.

1437, 26 avril. — Bref du pape Eugène. — Il y a dans l'église du monastère trois autels et il y a l'église paroissiale de Sainte-Gertrude près du monastère, dont les recteurs sont obligés d'assister aux services divins du chœur avec les religieux. — La collation en appartient à l'abbé. — Le pape confirme ces choses et déroge à tout ce qui y est contraire, même aux collations faites par ses légats. Lib. II, fol. CCXII.

1439, 23 juillet. — L'abbé visite l'hôpital de Saint-Christophe et porte un règlement pour les maître et frères, règlement qui n'est autre que celui de 1414. Présents Jacques de Fettines, recteur de la chapelle de Saint-Christophe etc. Lib. II, fol. CCXXXIII.

1444, 20 août. — Bref du Pape à l'abbé. Il loue les religieux qui ont pris la résolution de bien observer toute la règle de saint Benoît ; il ordonne à l'abbé de

les protéger et il l'engage à amener les autres religieux à la même résolution. Lib. II, fol. CCLIX.

1446, 27 mars. — Communauté de prières entre les abbayes de Florennes et de Saint-Laurent ; — à la mort d'un religieux de Saint-Laurent, son nom sera inscrit dans l'obituaire de Florennes ; on célébrera ses obsèques, et chaque prêtre dira trois fois la Messe pour lui. Lib. II, fol. CCLXVI.

1454, 21 juillet. — Jean de Frangnée alias Franconet, curé de Sainte-Véronique, se trouvait en procès avec l'abbé de Saint-Laurent, au sujet de sa portion congrue. Lib. III, fol. ix.

1454, 2 décembre. — Le prince-évêque, Jean de Heinsbergh, oblige tous les fonctionnaires à prêter leur concours à l'abbé de Saint-Laurent contre les débiteurs qui négligent ou refusent de payer leurs fermages, rentes ou autres dettes. Lib. III, fol. xx.

1455, 10 mai. — Les échevins de Liège ouvrent et enregistrent le testament de Jean Gielwair, demeurant près de Saint-Laurent à Liège. Le testateur dote la chapelle qu'il a fondée dans l'église de Sainte-Gertrude et il fait plusieurs legs pieux, aux Chartreux, aux Bons-Enfants, aux Croisiers, etc. Lib. III, fol. xxii.

1456, 3 septembre. — Louis de Bourbon emprunte deux cents florins à l'abbaye de Saint-Laurent, pour les frais de la Joyeuse-Entrée et promet de les restituer avant la Noël de 1457. — Lib. III, fol. CCLXXX.

Le 17 février 1462 il emprunte encore cent florins. — Ibidem.

1460, 27 avril. — L'abbé et ses religieux décident qu'ils n'admettront plus au pain ou à une prébende un jeune homme âgé de moins de 20 ans, parce que, dans les temps antérieurs les bourgeois de Liège les importunaient par leurs prières pour faire admettre leurs enfants. Lib. III, fol. XLVIII.

1465, 13 août. — Marc, marquis de Baden, administrator, postulatus ecclesiæ Leodiensis gubernator, et regens patriarum Leodiensis, Bulloniensis, Lossensis, reconnaît avoir reçu de l'abbaye de Saint-Laurent la somme de cinquante florins de Rhin que celle-ci avait empruntée de Judocus de Lamarck, chanoine de Saint-Lambert, qui, dit-il, personam suam de et à patria nostra subtraxit et se adversus illam partialem fecit. Il s'en rend responsable. Lib. III, fol. CXXVII.

L'intrus, Marc de Baden, extorqua cette somme de l'abbaye, pour se maintenir contre le prince-évêque légitime, Louis de Bourbon.

1467, 14 novembre. — Sauvegarde donnée devant la cité de Liège par Antoine, bâtard de Bourgogne, comte de Laroche, seigneur de Beure et de Bennoy. — Il prend sous sa protection, pour un an, l'abbaye de Saint-Laurent, ses religieux et leurs biens. Il énumère les biens suivants : Geest-Saint-Remy, Hespen, Guychencourt, Evernay-le-Baudewin, Evernay-le-Crausse, Pietrenreal et Ayencourt au Brabant, Wasseige, Branchon, Bonneffe, Ambresin au pays de Namur, Fexhe-le-Voué, Voroux, Velleroux, Rolloux, Noville, Freloux, Strelhe, Affiuz (Fooz), Momalle, Glons, Fexhe, Selins, Boirs, Kinkenpois, Avroy, Fettines, Angleur, Saint-Nicolas-en-Glain, Bodegnée, Borlez, Chapon-Seraing, Vaux, Borset, Ayeneffe, Meeff, Buart et Dieulewarde en l'évêché de Liège, Heers-le-Château, Lewis-Godefroid, Mettecoven et Maeswyck au comté de Looz. Lib. III, fol. CXXXIII.

1467, 4 janvier (1468). — Par un acte daté de Bruxelles, Charles-le-Téméraire ordonne de lever le séquestre mis sur les biens des églises de Liège, situés dans ses Etats. Il en avait été prié par les prélats, doyens, chanoines et religieux dont la plupart s'étaient retirés à Huy et à Louvain pendant la guerre et y avaient continué les offices divins. Lib. III, fol. CXXXVI.

1468, 3 novembre. — Charles, duc de Bourgogne, donne une sauvegarde, pour trois mois, aux religieux de Saint-Laurent pour leur abbaye et ses dépendances. Lib. III, fol. CXXXVIII.

1468, 17 décembre. — Sauvegarde datée de Huy. — Les religieux de Saint-Laurent craignent « que les gens de guerre qui se sont départis de cette dernière armée ou aultres deseis pays de Liège et de Looz ne leur pillent et fourragent leurs granges et censes. » — « Guy de Brumeu, seigneur de Humbercourt, de Querrieu et de Gisennecourt, lieutenant-général de M^{sr} le duc de Bourgoingne et de Braibant ès pays de Liège, » prend sous sa protection et sauvegarde leurs personnes et leurs biens et défend à tous d'y toucher. « Toutefois, ajoute-t-il, nous n'entendons point que, s'il y a aucuns des dits censiers, serviteurs et familiers domestiques qui, durant les dernières guerres regnant ès dits pays, soient rentrés ou demeurés en la dite cité ou aient tenu le parti contraire de mon dit Seigneur, ils soient compris en la dite sauvegarde. » Lib. III, fol. xc.

1473, 13 avril. — Jacques de Morealmeis, seigneur de Landelies et de Merchehoven, chevalier, souverain bailli de Liège et les gens du conseil du prince-évêque approuvent un testament en faveur de l'abbaye de Saint-Laurent et des béguines de Lens-Saint-Remy. Lib. III, fol. CXL.

1482, 28 avril. — Charte de Sylvestre, episcopus Clugiensis orator, nuncius et commissarius du pape Sixte IV pour le diocèse de Liège, datée de l'abbaye de Saint-Laurent. — Il donne cent jours d'indulgences aux fidèles qui visiteront l'église de Saint-Laurent et y feront une aumône, les jours suivants : la fête de saint Laurent (10 août), la fête de ses reliques (29 avril), la fête de l'arrivée de ses reliques (10 juin), et la fête de la dédicace (3 novembre). Lib. III, fol. CCXXX.

1488, 27 janvier. — Les abbés de Saint-Jacques et de Saint-Gilles, les prieurs de Beaurepart et du Val-des-Ecoliers, les doyens des églises de Saint-Pierre, Saint-Martin, Sainte-Croix, Saint-Paul, Saint-Jean, Saint-Denis et Saint-Barthélemy, reconnaissent devoir à l'abbaye de Saint-Laurent une rente de cinquante-six florins, comme intérêts d'un capital à elle empruntée pour les besoins de la cité, occasione cujusdam neutralitatis seu abstinentiæ belli a magnifico viro domino gubernatore Campaniæ Franciæ consequendæ et eidem persolvendæ. Lib. III, fol. CCLX.

1497, 13 mai. — Mandement de Philippe, duc de Brabant, etc. Le seigneur de Chierve avait obtenu du grand conseil de Brabant une sentence par laquelle les Etats de Liège furent condamnés « à lui fournir et entretenir l'assignation de la somme de 6000 livres, à lui faite sur le comté de Looz. » Cette sentence fut exécutée par un huissier au pays de Namur sur les biens de l'abbaye de Saint-Laurent. — Le duc ordonne de rétablir les choses dans leur premier état, etc. Lib. III, fol. CCLXVIII.

1513, 18 janvier. — Le concile de Saint-Remacle réuni dans l'église de Saint-Remacle est consulté sur le conflit qui existait entre l'abbaye de Saint-Laurent d'un côté, et les mambours avec les paroissiens de l'église de *Saint-Martin de Tongres*, communément appelée *Sainte-Verone* de l'autre. Ces derniers pensaient que l'abbaye, à raison de la dîme qu'elle percevait, était tenue de construire et d'entretenir la nef et la tour, et de fournir les ornements et autres objets à l'autel paroissial. Le concile donne le record qu'il avait déjà donné en 1479 dans un conflit semblable entre l'église de Notre-Dame à Aix et la paroisse de Fléron, à savoir, que le possesseur de la dîme est tenu de construire et d'entretenir la grande nef, de fournir la cloche banale avec ses accessoires, le calice, les livres, les

ornements et autres objets pour le maître-autel ; de fournir un taureau et un verrat à l'usage de la commune et de les nourrir ; les paroissiens sont tenus de construire et d'entretenir la tour et les nefs latérales et ils peuvent y employer les biens de la fabrique ; le curé est tenu de construire et d'entretenir le chœur, s'il perçoit le tiers de la dîme. Lib. III, fol. ccv.

1524, 16 mai. — Les paroissiens de Saint-Martin ou Sainte-Véronique qui voulaient contraindre l'abbaye de Saint-Laurent à réparer ou à reconstruire la tour avec la flèche, perdirent le procès devant l'archidiacre et devant l'official. L'abbaye leur fit remise des frais du procès (42 florins) et leur donna par charité vingt florins pour réparer la tour. Lib. IV, fol. LXXV.

1526, 4 mai. — Erard de Lamarck réorganise la procession de la translation de Saint-Lambert et institue pour cette fête une foire franche de trois semaines. Il dote la procession d'un capital de dix mille huit cents florins. — La fête de la translation sera in foro solemnis et festiva jusqu'à midi. — Deux processions seront supprimées, celle qui se faisait à Saint-Léonard et celle qui se faisait à Saint-Laurent. — Chaque chapitre de chanoines et chaque communauté de religieux viendra chanter le *miserere* et le *de profundis* devant le mausolée de l'évêque, pendant sa vie, pour ses prédécesseurs et après sa mort pour lui-même. Le capital de la dotation sera partagé et appliqué : trois mille florins au chapitre de Saint-Lambert, six cents à chaque église collégiale de la cité, trois cents à l'abbaye de Saint-Jacques, trois cents à celle de Saint-Laurent, etc., etc. — La messe sera célébrée à huit heures par le suffragant. — Avec la grand'messe commencera le défilé des trente-deux métiers ; puis suivront 1^o les frères Hiéronymites avec leurs croix et reliques, 2^o les Augustins, 3^o les Mineurs, 4^o les Observantins, 5^o les Dominicains, 6^o les Carmes, 7^o les curés

de Sainte-Marguerite, de Saint-Remacle, de Sainte-Foi, de Sainte-Gertrude, de Sainte-Véronique, puis tous les autres curés avec leur clergé et leurs écoliers, 8° les Croisiers, 9° les Wilhelmites, 10° les religieux de Saint-Léonard, 11° les Ecoliers, 12° les Prémontrés, 13° les Augustins de Saint-Gilles, 14° les religieux de Saint-Jacques, 15° ceux de Saint-Laurent, tous avec leurs croix et reliques ; 16° les élèves des écoles de la cathédrale et des collégiales, 17° les chanoines des collégiales, 18° ceux de la cathédrale, 19° les abbés des monastères situés hors ville, 20° les porteurs des reliques de la cathédrale, des collégiales et des monastères, 21° les châsses portées par les chapelains de la cathédrale, 22° le buste de saint Lambert, 23° la relique de la sainte Croix, 24° les gouverneurs et les jurés des trente-deux métiers, 25° le diacre et le sous-diacre de la messe, 26° le Saint-Sacrement, 27° les deux chapelains épiscopaux, 28° les bourgmestres, 29° les échevins, 30° le mambour de l'évêché, 31° les commissaires de la cité, 32° les quatre députés de la halle, les quatre conseillers de la Violette et les six commissaires des foires, 33° les trente-deux des métiers, 34° les prélocuteurs ou avocats de l'officialité et de la cour des échevins, 35° les clerks des échevins et les secrétaires de la cité, 36° la statue de sainte Anne, 37° la statue de la sainte Vierge, 38° les dames et les demoiselles. — Il y aura quatre reposoirs, le premier aux Mineurs où le diacre chantera le commencement de l'évangile de saint Mathieu, le second à Saint-Barthélemy au milieu du préau où le diacre chantera l'évangile de saint Marc, le troisième devant l'église de Saint-Jean-Baptiste où le diacre chantera l'évangile de saint Luc, le quatrième devant l'église de Notre-Dame-aux-Fonts où le diacre chantera l'évangile de saint Jean (1). Lib. VIII, fol. CXXIX.

(1) La coutume de chanter ces quatre évangiles a été abrogée, sous l'épiscopat de M^{gr} de Montpellier.

1534, 21 avril. — Les abbayes de Saint-Laurent et de Saint-Hubert se communiquent les mérites de leurs prières et de leurs bonnes œuvres et conviennent de chanter des obsèques et de dire des prières pour chaque religieux décédé. Lib. IV, fol. cviii.

1537, 17 juillet. — L'évêque avait fait dernièrement arrêter, incarcérer et traduire en justice des chanoines, personnes et suppôts, exempts de sa juridiction et avait refusé de les remettre à leurs doyens. L'affaire fut portée devant la Rote romaine. — Le clergé exempt y intervient par un acte du 17 juillet 1537. Lib. IV, fol. cxix.

1565, 30 mars. — L'élu Gérard de Groesbeeck et le clergé secondaire, pour mettre fin aux contestations touchant les exemptions, les privilèges et les subsides, font la transaction suivante : l'élu confirme les privilèges et les exemptions du clergé secondaire ; ce clergé, pour contribuer aux besoins publics, accorde trois sous sur chaque muid d'épeautre et chaque florin et un sou et demi sur ses biens situés dans la principauté ; les députés du clergé interviendront pour collecter ces impôts et en appliquer le produit ; dorénavant, quand les trois Etats auront voté des impôts, le projet en sera communiqué au clergé secondaire qui en votera aussi sur ses membres, ses rentes et ses biens, s'il les juge nécessaires au bien du pays. Lib. VII, fol. xxxvi.

1572, 8 août. — Georges Le Pollain de Herstal, maître-préfet de la maison et hôpital de Saint-Christophe et ses confrères de l'ordre de saint Augustin présentent à l'abbé de Saint-Laurent, pour l'église ou chapelle de Saint-Christophe vacante par la mort de Jean de Xhenemont, Urbain Malherbe d'Aywaille. Lib. IV, fol. ccxcvii.

1572, 26 septembre. — Le pape Pie V par un bref du 4 avril 1571 accorda à l'évêque pour sa vie durant,

la dixième partie des revenus de tous les monastères qui avaient plus de six cents écus d'or de revenus. — L'abbé de Saint-Laurent représenta à l'évêque que son monastère avait été entièrement brûlé et ses biens dévastés et qu'il était nécessaire de construire une nouvelle église ; il lui était, par conséquent, impossible de lui donner la dixième partie des revenus. — L'évêque l'en exempta, mais sous la condition que l'abbé lui fasse remise des trois mille florins qu'il a empruntés à l'abbaye, le 11 septembre 1564. — L'évêque s'engage, en outre, à payer pour l'abbaye la somme de six cents florins qui était sa part dans les subsides impériaux, à raison de trois sous par muid de revenus. Lib. VII, fol. LXIV.

1580 (?), 16 avril. — Ernest de Bavière avait prohibé les binaisons, il y a quelques mois, à cause des dangers créés par l'hérésie. Le curé de Fettine binait à Angleur, les dimanches et jours de fête. L'évêque, afin de pourvoir aux deux églises de Fettine et d'Angleur, incorpore à la cure de Fettine le bénéfice de saint Etienne existant dans l'église conventuelle de Saint-Laurent. Avec le revenu de ce bénéfice, le curé pourrait tenir un vicaire qui célébrerait à Angleur. Lib. VII, fol. CCXIII.

Le 10 août 1601 fut consacrée par l'évêque suffragant la nouvelle église de Saint-Laurent. Lib. VII, fol. CLXXXV.

Le clergé secondaire devait plusieurs rentes à l'abbaye de Saint-Laurent :

Une de 300 florins créée le 26 mars 1602, au capital de 4,800 florins ;

Une de 130 florins créée le 14 avril 1604, au capital de 1,950 florins ;

Une de 100 florins créée le 11 septembre 1606, au capital de 1,500 florins ;

Une de 300 florins créée le 20 octobre 1612, au capital de 4,500 florins ;

Une de 250 florins créée le 20 septembre 1613, au capital de 3,750 florins ;

En 1727 le taux de l'intérêt fut réduit. Lib. VIII, fol. CXXXVII.

1602, 26 mars. — La contribution de l'Empire, votée en 1598, montait, pour la principauté de Liège à 38,000 florins d'Allemagne dont le tiers devait être payé par le clergé primaire et secondaire. Ce clergé emprunta à l'abbaye de Saint-Laurent 4,800 florins de Brabant au denier seize, c'est-à-dire contre un intérêt annuel de 300 florins de Brabant. Lib. V, fol. XCI.

1604, 14 avril. — Les soldats mutinés logés à Grave et à Meurer faisaient de tels pillages et étaient si exigeants que les Etats se proposaient de leur offrir 20,000 florins de Brabant dont le clergé payerait 5,000. Le clergé emprunta à l'abbé de Saint-Laurent 1,950 florins de Brabant au denier quinze ; c'est-à-dire, contre un intérêt de 130 florins. Lib. V, fol. XCII.

1606, 11 septembre. — L'empereur ordonna, par deux lettres de cette année, au clergé de payer entre les mains de Jean-Jacques de Bellejoyeuse, la somme de 22,000 florins d'Allemagne, pour sa quote-part dans les contributions. Le clergé emprunta 1,500 florins de Brabant à l'abbaye de Saint-Laurent au denier quinze. Lib. V, fol. XCIII.

1612, 20 octobre. — Après la mort du prince-évêque, Ernest de Bavière, les trois Etats votèrent une somme de 55,000 florins de Brabant pour payer ses dettes à ses créanciers. Le clergé qui intervenait dans cette somme pour 1,800 florins, emprunta à l'abbaye de Saint-Laurent 4,500 florins au denier quinze. Lib. V, fol. CLXI.

1618, 13 mars. — L'abbé de Saint-Hubert avait nommé Philippe Dumont à la cure de Tilleur, en sa

qualité de seigneur de l'endroit. L'abbé de Saint-Laurent, qui avait le droit de collation, porta l'affaire devant l'official. Celui-ci jugea que la collation faite par l'abbé de Saint-Hubert était nulle et que le droit de conférer la cure appartenait à l'abbé de Saint-Laurent. — Parmi les pièces du procès figure une liste des prébendes et des cures qui étaient à la collation de l'abbé de Saint-Laurent :

Les prébendes d'Aincourt,
Les prébendes Ambuenses,
Le personnat de Borlez,
L'église de Meeffe,
L'église de Wasseige,
L'église de Geest-Saint-Remy,
L'église de Heers-le-Château,
L'église de Gors-Oplieuw,
L'église de Maeswick,
L'église de Mettecoven,
L'église de Fexhe-l'avoué,
L'église d'Avernas-le-Baudouin,
L'église de Bodegnée,
L'église de Paille en Condroz,
L'église de Severnulphen super Sambra,
L'église de Seraingchamps,
L'église de Tilleur,
L'église de Talem,
L'église d'Ayneffe,
L'église de Sainte-Marguerite à Liège,
L'église de Sainte-Gertrude à Liège,
L'église de Sottencourt,
L'église de Gossenhoven,
L'église de Neuville,

On y trouve aussi une liste des églises qui étaient à la collation de l'abbé de Saint-Hubert :

L'église de Vibren,
L'église d'Orco,

L'église de Templon,
L'église de Tutache,
L'église d'Armonville,
L'église de Mercheliege,
L'église de Saint-Pierre de Chagny,
L'église de Bachye,
L'église de Wotenbeke,
L'église de Bossiere,
L'église de Muer,
L'église de Virice,
L'église de Richonge,
L'église de Herdelange,
L'église de Brunckers,
L'église de Dorsem,
L'église de Clomont,
L'église de Fisérée,
Præbenda dormitorii Winckel,
Ryssevick,
Medenblyck et una vicaria et dictæ ecclesiæ personatus,
Ibidem omnes præbendas dormitorii ecclesiæ trajectensis. Lib. V, fol. CXXIIII.

1624. — Par testament de cette date, Arnold Loncin, curé de Saint-Christophe à Liège, légua une rente de 510 florins de Brabant pour la fondation de trois bourses en un collège à Louvain, en faveur de ses parents et des enfants natifs de Glons et de Loncin, pour les études de philosophie et de théologie et secondairement pour la syntaxe et les cours suivants. Il en réserva la collation à ses quatre plus proches parents. Lib. V, fol. CXXV.

1632, 14 février. — Gilles Maswir, vicaire perpétuel de Sainte-Véronique, demanda que sa compétence fût augmentée, afin qu'il pût s'adjoindre un coopérateur. Le nonce Pierre-Aloysius de Carafa appuya sa demande. L'abbaye lui promit un supplément de deux cents florins par an. Lib. V, fol. CXXXIII.

1639, 15 juillet. — L'abbaye de Saint-Laurent prête 4,000 florins contre un intérêt de 266 florins, au clergé primaire et secondaire, et aux députés des autres Etats « pour employer au pourpayement de la milice levée pour la conservation du pays et neutralité et pour estancher les fouilles et inconvenients par icelle commencée » ; étaient signés Berdenne, Hacken, De Hodaige et F. Beeckman. Lib. VI, fol. iv.

1653, 8 novembre. — Par un bref adressé à l'abbé de Saint-Laurent, au doyen des douze apôtres à Cologne et à celui de Notre-Dame à Aix, Innocent X confirme les privilèges et les exemptions du clergé primaire et secondaire de Liège, tels qu'ils existaient de temps immémorial. Lib. VI, fol. xci.

1654, 2 janvier. — Le prince-évêque Maximilien-Henri de Bavière, à la vue des violences que les troupes étrangères exerçaient au pays de Liège, en violation de sa neutralité et de la paix de l'Empire, convoqua ses vassaux « à cheval et bien armés, à proportion, qualité et portance des fiefs, faisant suivre à la même proportion, ou qui tenaient les arrières-fiefs d'eux. » — L'abbé de Saint-Laurent reçut également cet ordre. Lib. VII, fol. LXXIII.

1658, 5 avril. — Après la mort de Mathias de Loncin, les sépulcrines anglaises présentent Lambert Randach à l'abbé de Saint-Laurent et à l'archidiacre, pour la cure de Saint-Chrystophe. Lib. VI, fol. CCLXXXIII.

1667, 15 juillet. — L'évêque de Liège présente, après la mort de Gérard Printhaye, curé de Saint-Christophe, François Bomershomme, chanoine de Bonn, pour lui succéder. — L'abbé de Saint-Laurent confère la cure à ce dernier. Lib. VI, fol. CCLIV.

1668. — Guillaume Natalis abbé de Saint-Laurent et Gilles Romain abbé de Saint-Pantaléon à Cologne furent envoyés à Stavelot par le prince-évêque en sa

qualité d'abbé de Stavelot. Il s'y était élevé entre les religieux des dissensions, qui étaient de nature à causer des torts à la concorde et à la charité fraternelle, ainsi qu'à la régularité monastique. Les deux députés se rendirent à l'abbaye de Stavelot, malgré les dangers qu'ils y courraient de la part des troupes françaises. Après avoir achevé la visite canonique, ils portèrent un règlement que l'évêque approuva le 3 août 1668. Nous en donnerons ici les principaux points :

On fera construire un tabernacle au maître-autel et on y transférera le Saint-Sacrement.

L'office sera chanté ou psalmodié au chœur d'après la règle de saint Benoît.

Tous les religieux feront chaque jour la méditation en commun.

Le prieur (qui était alors Thierry Lambrecht) se fera respecter et obéir par tous ses religieux et emploiera à cet effet les moyens indiqués dans la règle de saint Benoît.

Le prieur aura soin de remplir tous les devoirs de sa charge.

Il y aura chaque semaine un *capitulum culparum*.

Trois fois par semaine il y aura des leçons de théologie morale, données par le sous-prieur. Les religieux, désignés par le prieur, y assisteront.

La clôture qui prohibe la sortie des religieux et l'entrée des étrangers, sera observée, d'après la règle.

L'hospitalité sera exercée avec charité dans le local qui y est destiné.

Tous les religieux porteront le scapulaire et la ceinture. Ils observeront bien la règle et auront les uns pour les autres de l'estime, du respect et de la charité.

Les autres parties du règlement concernent l'administration du temporel. Lib. VI, fol. CCLVIII-CCLXII.

1679, 18 juin. — Le Conseil communal de Liège s'engagea à payer 45,000 écus pour éloigner les troupes

françaises des faubourgs et il demanda, à cet effet, un secours à l'abbaye de Saint-Laurent. Celle-ci lui donna gratuitement 8,000 écus. Lib. VII, fol. L.

1684, 22 juin. — Communication de prières et de bonnes œuvres entre les monastères de Saint-Laurent et de Malmédy. A la mort d'un religieux de l'un ou de l'autre couvent, il sera recommandé aux prières des confrères ; chaque prêtre dira trois messes et chaque frère récitera trois fois l'office des morts pour lui. Lib. VII, fol. LXXI.

1697, 15 mai. — L'abbé de Saint-Laurent avec ses religieux était administrateur de l'hôpital de Sainte-Agathe, au faubourg de Sainte-Marguerite lez-Liège. — Contre cet hôpital se trouvait « le couvent de Saint-Sépulcre qu'on dit de Sainte-Agathe ; » — Angeline Balen en était supérieure, Marie-Joséphine de Leers sous-prieuse, Marie-Joseph de Curtius procureuse, Hélène de Hemricourt sœur, Sophie d'Anethan sœur, Cécile de Graty assistante. — L'hôpital vend à ces religieuses une maison avec jardin, contiguë à leur couvent. Lib. VII, fol. CLIII.

1701. — Il y avait eu cette année 26 religieux préfes à Saint-Laurent. Lib. VII, fol. CLXIV.

1709, juin. — Le nonce Jean-Baptiste de Bussy, après avoir visité l'abbaye, porta le règlement suivant :

Toutes les fondations d'anniversaires et d'autres services religieux, seront soigneusement exonérées. Il en sera de même de celles qui existent dans les chapelles castrales de Kinkenpois et de Heers, dans les églises de Saint-Nicolas en Glain, de Saint-Sévérin à Meeffe, dans l'hôpital de Sainte-Agathe, et dans la chapelle de Tilleur, qui, en ce moment, est détruite.

A la fête de saint Laurent et à celle de la dédicace de l'église, le repas sera sobre et les vêpres se chanteront à l'heure habituelle.

En carême, le travail manuel, après le dîner, se prolongera jusqu'à 4 heures ; puis suivront une demi-heure de méditation et le rosaire, ensuite, collatio jusqu'à six heures ; colloquium de six heures à complies.

Pendant le carême, on méditera sur l'amendement de sa vie et sur la passion du Sauveur et l'abbé donnera des conférences à ses religieux.

Les religieux éviteront tous les dangers de péché, principalement des péchés contre la chasteté. Les femmes ne pourront être reçues qu'au parloir, et le religieux auquel elles viennent faire une visite, ne pourra leur parler qu'en présence d'un autre religieux, et il ne pourra leur présenter ni à manger, ni à boire.

La conversation des religieux, tempore recreationum et minutionum, sera grave et religieuse ; les jours de promenade, ils seront rentrés à cinq heures ; les jours qu'ils peuvent aller à Kinkenpois, la moitié restera à l'abbaye pour célébrer les offices.

Les religieux qui s'occupent des affaires temporelles de l'abbaye, ne resteront en fonctions que pendant trois ans, en règle générale ; et pendant ce temps, ils coucheront au dortoir commun, ils assisteront aux prières, à la méditation, aux offices du chœur, aux chapitres des fautes, aux repas communs.

Le vœu de pauvreté sera exactement observé ; aucun religieux ne pourra rien posséder en propre, ni l'honoraire des messes, ni le prix de fleurs vendues, ni des pensions payées par les parents ; le prieuré de Saint-Séverin à Meeffe ne sera plus conféré à un religieux en propre, ni le bénéfice de Kinkenpois.

Aucun étranger ne sera souvent admis à la table des religieux ; aucun religieux ne pourra prendre souvent du thé, du café ou autre boisson de ce genre (nuisible à l'âme et au corps) sans les prescriptions du médecin.

Le secrétaire de la communauté transcrira avec soin les résolutions prises dans les chapitres et ces résolutions

seront prises à la majorité des suffrages, d'après la règle, et souscrites par tous.

L'administrateur des biens temporels rendra, chaque trimestre, compte à l'abbé, au prieur, au sous-prieur, et aux deux plus anciens religieux et chaque année un compte général à tous les religieux réunis en chapitre. L'excédant des revenus sera déposé dans une caisse spéciale.

La loi de Paul II qui prohibe les aliénations de biens ecclésiastiques sans l'autorisation du Saint-Siège, sera observée.

On aura grand soin des religieux infirmes ou malades qui seront traités à l'infirmerie.

La porte du monastère sera fermée à midi, et la clef portée à l'abbé. Il y aura une clochette près de la porte ; le portier la sonnera, quand un étranger vient faire une visite à un religieux ; le sacristain se présentera aussitôt et après avoir obtenu la permission de l'abbé, il ira appeler le religieux demandé.

Dès que les dettes de l'abbaye seront payées, le nombre des religieux sera augmenté et porté à 40 ; toutefois il ne pourra pas excéder 50.

La clôture sera observée par les religieux. L'abbé n'accordera pas facilement la permission de sortir et il adjoindra toujours un compagnon au religieux qui sort. Les vacances annuelles de chaque religieux ne seront que de quinze jours, et elles seront restreintes à certains lieux. L'abbé donnera le bon exemple de la résidence.

Les religieux recevront le sacrement de pénitence, au moins, une fois par quinzaine.

Les biens de l'hôpital de Sainte-Agathe seront bien administrés et les revenus employés à leur destination.

Les religieux feront une retraite de huit jours, chaque année.

L'abbé adressera tous les trois ans au Nonce, un rapport sur l'état de son abbaye.

Ces décrets furent publiés à l'abbaye le 30 juin 1709. Lib. VII, fol. CCXXI.

1731, 3 août. — Les abbés de Saint-Jacques et de Saint-Laurent pensaient avoir la préséance sur le prévôt, le doyen et les archidiacres de la cathédrale. Il en résulta un procès que la Rote romaine termina, le 30 avril 1731, en décidant que les dignitaires de la cathédrale devaient être maintenus en possession de leur préséance. Les deux abbés acquiescèrent à la décision, sauf que ces dignitaires devront avoir reçu l'ordre du diaconat, et sauf aussi les cas où les deux abbés sont revêtus des ornements pontificaux, comme dans la procession de la translation de Saint-Lambert. V. Van Heeswyck, *Dissert.*, p. 239.

1735, 27 novembre. — Le comte de Secher général de cavalerie et commandant des troupes impériales prit ses quartiers d'hiver à Liège. L'abbaye de Saint-Laurent dut loger des soldats et des chevaux. — L'abbé protesta. Lib. VIII, fol. CLXXII.

1738, 6 août. — L'abbé de Saint-Jacques avec ses vingt religieux proteste contre les erreurs qui se trouvent, disent-ils, dans l'ouvrage de Sauméry, *Délices du pays de Liège*. Cet auteur place Olbert, comme premier abbé de Saint-Jacques, en l'an 1019 et Poppon, comme premier abbé de Saint-Laurent, en 1021 ; ce qui est une erreur, car le premier abbé de Saint-Laurent est Etienne en 1026. — En 1273 Michel abbé de Saint-Jacques donna aux chanoines réguliers de la Sainte-Croix le terrain qu'ils occupent, mais sous les conditions de venir chanter les vigiles et services dans l'église de Saint-Jacques aux jours et dans les chapelles leurs indiquées pour les obsèques des religieux qui meurent dans cette abbaye et à faire tous les ans, le 1 mai, jour consacré au patron de l'abbaye, une offrande à l'autel d'un denier d'or de certaine valeur commune ; telle est aussi l'obligation des pères Carmes chaussés à raison

du terrain pareillement leur cédé par les religieux de Saint-Jacques. Ces religieux ont aussi cédé des terrains aux sœurs Clarisses en Ile et aux sœurs Grises. — En leur qualité de patrons et décimateurs de Seraing-sur-Meuse, ils ont fait faire à leurs frais la nef et le chœur de cette église ; son Altesse a contribué à son achèvement. Lib. VIII, fol. cci.

1739. — Après la mort de Lambert Leruitte abbé de Saint-Gilles, il y avait neuf religieux qui devaient lui choisir un successeur et parmi eux il y avait Hubert Raick curé à Rechain, et Arnold Fafechamp curé à Héron. Après plusieurs scrutins qui ne donnèrent aucune majorité, ils postulèrent Grégoire Lembor abbé de Saint-Laurent (26 février). Celui-ci refusa d'accepter ; dès lors ils choisirent à l'unanimité Gérard-Jérôme de Jenet, le prieur. Son compétiteur paraît avoir été Hubert Raick qui ne comparut point à cette élection (4 mars). Ces élections furent présidées par De Rougrave vicaire-général, l'abbé de Saint-Laurent, et Léonard Vossius doyen de Saint-Jean. Lib. VIII, fol. ccxi.

1742, 22 octobre. — L'abbé de Saint-Laurent autorisa les pères missionnaires des Jésuites à prêcher, catéchiser et administrer les saints Sacrements dans la chapelle de Saint-Nicolas en Glain. Hubert Le Page curé de Sainte-Véronique protesta contre ces travaux des pères et l'autorisation de l'abbé. Lib. VIII, fol. CCXXXIII.

Le curé de Sainte-Véronique porta l'affaire devant la Cour de l'official et puis devant la Cour romaine, mais il finit par renoncer au procès, le 14 mai 1748. Lib. VIII, fol. CCLXXVI.

En 1753 et 1754 il y eut des contestations entre l'abbé de Saint-Laurent et les paroissiens de Sainte-Véronique touchant la reconstruction de la tour qui menaçait ruine. — L'abbé promit d'intervenir dans les frais pour quinze cents florins. Lib. VIII, fol. CCCXXXVI.

1754, 14 juin. — Il y avait des procès entre la ville et le clergé au sujet du poids de la ville et du soixantième sur le bois. Il est convenu entre les parties que les marchandises et comestibles destinés à l'usage du clergé ne seront pas soumis à l'impôt appelé poids de la ville, et que le bois destiné à leur usage ne sera pas soumis au 60^e denier. Lib. VIII, fol. CCCXCII.

1790. — Au mois de mars 1790, l'abbaye fut contrainte d'emprunter vingt-deux mille florins pour les donner aux révolutionnaires qui s'étaient emparés du pouvoir à Liège. Lib. IX, fol.

Au mois d'août de la même année, les pauvres de la paroisse de Sainte-Gertrude vexèrent leur curé, dom Rupert Gilman, pour qu'il leur distribuât les trente-deux mille florins légués à la mense des pauvres par le prince-évêque Louis de Berghes, mais quelques jours après, ils firent leurs excuses. Lib. IX, fol.

1792. — Les Français qui envahirent la Belgique, entrèrent à Liège le 28 novembre de cette année et ils établirent un hôpital militaire dans l'abbaye de Saint-Laurent. Les religieux, ne pouvant plus y rester, reçurent chacun huit cent cinquante florins de leur abbé (17 décembre 1792) et se retirèrent dans leur famille. Ils rentrèrent dans leur abbaye, après la retraite des Français, au mois de mars 1793, et ils en sortirent définitivement en juillet 1794, à la seconde invasion des Français qui y établirent de nouveau leur hôpital militaire. L'église de l'abbaye fut démolie sous la domination française.

AMBRESIN ET AMBRESINEAU

1463, 2 août. — L'abbé donne en location les terres, prés et pâturages situés en ces endroits, pour quarante muids d'épeautre, annuellement. Lib. III, fol. CVI.

ANGLEUR

1453, 19 mars. — Record de la cour de justice d'Angleur : un prévôt de Meerssen, qui que ce soit, est seigneur de la hauteur d'Angleur et y met maire et échevins ; il a sur chaque bonnier de terre seize deniers, si avant que de lui meuvent, à payer le jour de la Chandeleur ; et ce jour il doit un franc past (banquet) à son mayeur et échevins qui lèvent les cens. — Damoiseau Gérard de Berghe ou son lieutenant est haut avoué de la dite hauteur : il doit avoir la troisième part de toutes les amendes jugées par nous les échevins. — Le seigneur de la dite hauteur peut avoir un moulin, un four et une brasserie banals, auxquels tous les surcéants de la dite hauteur doivent moudre, cuire et prendre breuvage par ban. — Suit le tracé des limites de la seigneurie. — La pêcherie de Forchufosse appartient à Gérard de Berghe ou à son lieutenant. V. plus loin Kinkenpois.

An 1430 et 1436. — Il n'y a point de cours d'eau à Forchufosse et il n'y a qu'un journal de wérixhas ou bien communal. — Ceux de la hauteur d'Angleur peuvent aller weadier sur la hauteur de la Boverie et ceux de la hauteur de la Boverie pareillement sur la hauteur d'Angleur. — Les surcéants de la hauteur peuvent passer et repasser, eux, leurs femmes, leurs enfants et leurs maisnies au passage de la Boverie, mais chaque an, pour chaque maison, on payera quatre noires, deux à Pâques et deux à Noël. — Le prévôt de Meerssen ou son lieutenant a trois chevaux, toutes les fois qu'il lui plaît, soit armés, soit sans armes ; il doit trouver un ponton ou bauche à la Boverie pour eux passer et aurait en lieu qu'on dit *au blanc paulx* ; et le prévôt ou son lieutenant payera au pontonnier du dit pont, par an, trente gerbes, moitié épeautre, moitié avoine. — Les prédécesseurs de Gérard de Berghe ont

donné cinquante bonniers de leurs bois pour être bois communs, vingt-cinq à ceux d'Angleur et vingt-cinq à ceux de la Boverie et de Fétinne, sous la condition que les autres bois soient exempts de toute droiture, aïsemences, pâturage, waidaige quelconque. — L'abbaye de Saint-Laurent a les dîmes de toute la seigneurie, sauf les biens de l'église de Notre-Dame d'Aix et de l'église de Notre-Dame de Grivegnée dont l'abbaye n'a pas les dîmes, mais l'abbaye doit donner chaque année le jour de saint Laurent, un franc past au mayer, aux échevins, au clergé, au forestier et au pontonnier. — La grange décimale doit être à Angleur ; et les masuyers doivent avoir la paille de la dîme pour cinq sols au cent. — Les masuyers de la dite hauteur doivent avoir dans les bois qui furent de Henri de Chénée et de Baudouin de Saint-Servais, waidaige et pâturage de toutes bêtes, hormis les chèvres, après la taille de trois ans. — On ne doit warder nuls wayeux, s'ils ne sont enclos. — Il y a waidaige dans toute l'étendue de la seigneurie, excepté les bois du château, et pour cela chaque surcéant doit au seigneur deux deniers, à payer le jour de saint Remy au plaid général. — Dans la hauteur on ne doit tenir nulle truye à nourrissons. — On ne doit y tenir nulles brebis, ni autres bêtes qu'on met à basse waide, si elles ne sont hivernées dans la seigneurie. — Suit le tracé des voies, chemins et sentiers de la seigneurie. — Quand le forestier aura panné une bête faisant dommage à autrui, il doit avoir pour chaque pan un gros. — Ce record fut renouvelé le 28 août 1526. Lib. III, fol. cccxx ; Lib. VII, fol. cxxvii.

Le 16 juin 1460 fut érigée la confrérie de la Sainte Vierge et le jour de la Sainte Trinité 1497 fut consacré par le suffragant l'autel de la Sainte Vierge dans l'église d'Angleur. Des indulgences de quarante jours furent accordées pour les fêtes de la Vierge et le jour anniversaire de la consécration. Lib. VIII, fol. cclxi.

1745, février. — Le curé de Fétinne devait soigner qu'il y eût les dimanches et fêtes une messe dans l'église d'Angleur. Les habitants d'Angleur désiraient avoir une seconde messe et un prêtre demeurant au milieu d'eux. Ils construisirent dans ce but une maison et s'engagèrent à payer à ce prêtre vingt patars par ménage ; mais ce prêtre devait occuper la maison susdite, y tenir école, célébrer la messe à onze heures les dimanches et fêtes, prêcher, catéchiser et administrer les Sacrements, sauf les droits du curé de Fétinne. L'archidiacre et le curé de Fétinne approuvèrent le projet. Les habitants qui s'étaient réservé le droit de présenter un prêtre, présentèrent Jean-François Machar au curé et à l'archidiacre. Lib. VIII, fol. CCLXI.

ANTHISNES

1664. — Les abbayes de Waulsort et de Hastier vendirent à Conrard de Crisnée la seigneurie d'Anthisnes avec les dîmes et le droit de patronage, ainsi que la ferme d'Anthisnes et celle de Vilhain (Vien), mais le Pape refusa son approbation à la vente. — Elles vendirent ensuite ces mêmes biens à l'abbaye de Saint-Laurent pour 16,000 patacons, mais cette dernière supporterait les charges dont ces biens étaient grevés. Le Pape approuva cette dernière vente. Lib. VI, fol. CCXXCCLI.

Le domaine d'Anthisnes comprenait environ 82 bonniers. Lib. VII, fol. XII.

« Le sieur Franque conseiller et intendant de Sa Majesté à Namur somma la communauté d'Anthisnes pour avoir trois mille rations, chacune de dix sous, monnaie du roi et la menaça d'exécution » (ce qui avait déjà eu lieu dans le voisinage). Par la médiation de De Maisière, seigneur de Chaux, Osier et Souhon, colonel d'un régiment d'infanterie au service de Sa Majesté catholique, le sieur Franque se contenta de

treize mille florins pour Anthisnes et cent cinquante pour Ouhar. Le 24 décembre 1674 la communauté emprunta cette somme à l'abbaye de Saint-Laurent. Lib. VII, fol. LVI.

Le lieutenant-colonel La Forette demanda à la communauté le demi-mois courant du quartier d'hiver. Le 21 avril 1679, elle emprunta six cent vingt-quatre florins à l'abbé de Saint-Laurent pour satisfaire à cette exigence militaire. Lib. VII, fol. LXIII.

1681, 13 décembre. — Après la mort du curé François Pirotte, l'abbé confère l'église à Georges de France. Lib. VII, fol. LIII.

1684, 23 décembre. — Le village d'Anthisnes, ayant appartenu à l'abbaye de Waulsort, avait joui des privilèges et droits accordés à cette abbaye par les empereurs Otton et Conrad et confirmés par Jean de Bavière le 29 janvier 1419, par Jean de Heinsberg le 11 mai 1466, par Louis de Bourbon le 5 septembre 1466 ; en vertu de ces privilèges, les habitants d'Anthisnes étaient exempts « de toutes tailles, crénées et impositions ; » et les princes-évêques précités avaient ordonné à leurs grands baillis du Condroz de ne pas les exiger d'eux. — De Hautepeenne, bailli du Condroz, attesta aussi, le 2 mars 1685, que le village d'Anthisnes n'était pas « dans la matricule et jet des tailles de la Condroz et qu'ils n'avaient rien payé avec le dit cartier. » — Le prince leur donna une réponse favorable. Lib. VII, fol. LXXVII.

1688, 18 décembre. — Plaid généraux tenus à Anthisnes. Présents Grégoire Tutélaire abbé de Saint-Laurent, Florent de Rondelet bailli, les échevins et tous les manants assemblés au son de la cloche.

« Là même avant tout, le dit seigneur abbé de Saint-Laurent nous a requis d'avoir un bon et leal record des droits et prérogatives qui appartiennent à un seigneur d'Anthisnes et si nous avons vu ou entendu de nos

ancêtres qu'il y eut un autre seigneur dans toute la juridiction et hauteur du dit Anthisnes que ci-devant un prélat de Waulsort et présentement un prélat de Saint-Laurent... seul et unique seigneur et privativement à tout autre.

» Secondement requiert le dit seigneur prélat que le serment de fidélité lui soit prêté tant par la haute cour de justice que par la communauté d'Anthisnes, comme ont fait ci-devant leurs ancêtres à ses feu prédécesseurs...

» Et là même la dite haute cour de justice et les inhabitants ont prêté le serment de fidélité au dit seigneur prélat, comme seul et unique seigneur de toute la terre et juridiction d'Anthisnes. Et le dit seigneur prélat a aussi réciproquement prêté serment sur sa poitrine sacerdotale de maintenir ses dits sujets et inhabitants en leurs privilèges et franchises, suivant la forme et coutume pratiquée par leurs ancêtres.

» Et ce fait, ont été de par le dit seigneur prélat et son officier renouvelé et publié, les ordonnances, règlements et défenses ci-devant faites et publiées, nommément ceux des plaids généraux du 16 mai 1686 et du 13 octobre 1687.

» Et là même, il a été convenu et recessé, sur plainte que l'on ne pouvait récupérer les liens au temps de la moisson, que dorénavant l'on assignera quelque canton dans les bois de cette communauté pour les y couper dans le nombre qui sera trouvé nécessaire par compte en détail de chaque particulier qui en aura besoin, pour les y couper par quelque homme à choisir à cet effet, lequel devra les y couper le plus ménagement qu'il se pourra, et seront les dits hommes stipendiés par les personnes qui les employeront, à proportion de la quantité des liens qu'ils profiteront.

» Et en outre sur les remontrances faites par les manants de l'incommodité qu'ils souffraient dans leurs édifices par défaut de quelques bois nécessaires au

rétablissement de leurs dits édifices, il a été accordé que chacun des dits manants en pourront demander à la justice, pour, après connaissance et information prise du combien il lui sera nécessaire, lui être accordé et enseigné par une personne à dénommer par la justice, qui lui marquera les bois à couper. » Lib. VII, fol. CXXXVI.

1692, 21 octobre. — Plaids généraux tenus à Anthisnes. — Présents le délégué de l'abbé de Saint-Laurent, le mayeur, les échevins et tous les manants assemblés au son de la cloche :

On renouvelle tous les règlements antérieurs.

On réitère particulièrement « la défense faite d'aller herder ou faire pâturer aucune bête dans les tailles appartenantes à cette communauté qui n'ont pas atteint les cinq ans complets de recroissance ; comme aussi de faire herder à part et en cive en aucune part des aisances, tièges ou chemins de cette juridiction, à peine de trois florins d'or d'amende ou autrement en rigueur de justice. »

L'on défend aussi à tous et à un chacun de tenir chèvres, sinon sur son propre bien, à peine de trois florins d'or.

L'on renouvelle pareillement la défense ci-devant faite de chasser, tirer lièvres, perdrix et autre gibier ou volailles, de tendre lacets ou filets, ni autrement les détruire dans les districts de cette terre d'Anthisnes, aux peines et amendes portées par les règlements et défenses de chasse, ou en toute rigueur de justice. Il est aussi défendu, à ce sujet, de tenir aucun chien courant, espagnots ou autres chiens de chasse, à peine de huit florins d'amende.

On défend aussi de retenir aucune eau coulante sur les chemins royal et autres d'ahesse pour les tirer sur son héritage particulier, comme aussi de ramasser les boues, fossés et graisses, les enlever, ni autrement en profiter, ni de faire aucune retenue, enfoncer ou

rehausser les chemins pour ce sujet, au préjudice du seigneur, incommodité du public, même de tirer pierres, argile, ou sable dans les dits chemins et lieux adjacents, sans la permission du seigneur ou son officier, à peine d'amende en rigueur de justice.

Il est sérieusement ordonné à tous et un chacun à qui il touche, de réparer tous mauvais chemins et de les rendre d'autant plus praticables et commodes qu'il se peut et se doit, le bien du public et des particuliers le requérant ainsi, dans le terme d'un mois.

Il se renouvelle ici l'ordonnance et défense faite au regard de sarte à faire tant dans une aisance que dans l'autre de cette juridiction, auxquelles les manants devront se conformer, sur peine et amende de trois florins d'or.

On défend, en outre, à tous et chacun de tenir ou faire herde particulier des bêtes à laine, n'ayant pas les fonds et biens suffisants et convenables à l'entretien des dites bêtes dans cette hauteur..... Il est défendu également de tenir telles bêtes à laine à nourçon ou louage des étrangers.....

L'on renouvelle la défense ci-devant faite d'aller le long et parmi les fourriers des hayes, terres et biens d'autrui et particulièrement où il y a biens envayrés et croissants avec couples de chevaux, bœufs, vaches, ni autres bêtes quelconques pour y pâturer ni de jour, ni de nuit.....

« Il est défendu de présumer, de défaire, prendre, asporter, brûler aucunes soyes harbages vieilles ou nouvelles refermant les héritages d'autrui, de couper aucun bois, recloyements dans les hayes et xhinons des particuliers.....

» Il est aussi expressément défendu que personne ne se présume de charruer ni autrement labourer les tièges, chemins reals et piedssaintes, les détourner, rendre incommodes, formanier l'aisance, ni emprendre sur les terres et biens d'autrui.....

» Il est aussi défendu de louer à l'avenir maison à aucun étranger dans le village d'Anthisnes sans permission expresse du seigneur ou de son officier.....

» Au regard des bois et coupes, l'on n'y pourra couper après le mois d'avril, et on devra ramener le bois coupé aux avenues et chemins, afin de ne pas gêner la croissance du jeune bois, en allant les rechercher avec chevaux et chariots, après le dit mois.....

» Ceux qui ont vendu ou donné leurs coupes à d'autres particuliers, ne pourront plus aller chercher au bois, que la provision qu'ils en auront retenue.....

» Il est aussi ordonné que toutes piedsaintes dedans et dehors ce village, par toute la juridiction et hauteur d'Anthisnes, seront tenues ouvertes pour la commodité du public.....

» Le seigneur d'Anthisnes ordonne à tous manants, ses sujets, de renouveler leur serment de manance et de rapporter au greffe ou à tous plaids généraux, tous les dégâts, dommages, foules qu'ils verront en et sur les biens des particuliers et du commun, les larcins de bois et de grains, et tous autres mesus et forfaits quelconque, à peine.....

» En cas de demande de subsides, les deniers de tailles que l'on aura assise pour y fournir, ne pourront se divertir ou être appliqués pour une autre fin que celle reprise dans l'assise d'icelle taille, sous quelque prétexte que ce soit, mais un chacun devra contribuer la quote-part et la mettre en la main du collecteur commis pour récupérer les dits deniers.....

» Et là même ont été élus bourgmestres de cette communauté Etienne de Villers et Gilles de Labbye pour le terme de deux ans, avec tout pouvoir qu'à bourgmestres appartient, comme de faire asseoir tailles, en lever les deniers, les appliquer conformément à l'ordonnance faite sur ce sujet et d'en rendre compte par devant le seigneur ou la justice..... » Lib. VII, fol. CXXXIV.

1718, 5 juillet. — L'abbaye possédait une cour féodale à Anthisnes. Lib. VII, fol. CCLXXIX.

AVERNAS-LE-BAUDUIN

1083, (1084) 5 janvier. — Charte de l'évêque Henri, datée de Huy. — L'abbé Bérenger donne à Anselme de Solre et à son épouse Gélinde, par les mains de l'avoué Reinier, le domaine de Meirbes situé en Hainaut sur la Sambre avec l'église, forêts, brasseries etc, excepté les censitaires (familia). Anselme avec le consentement de son épouse donne à l'abbaye le domaine de *Evrenais* au comté de *Stepes*, tel que l'avaient possédé Balduinus de Colreit père de Gélinde et Bernard père de Baudouin, excepté les censitaires (familia). A cet acte assistèrent les nobiles et ingenui, Henri, comte, Conon, comte, Gislebert, Godescalc et treize autres. Il n'y aura d'autre avoué que celui de l'abbaye, et celui-ci ne pourra assister aux plaids généraux qu'à la demande de l'abbé et il ne pourra rien demander. Lib. I, fol. VIII.

1083, (1084) 6 janvier. — Charte de l'abbé Bérenger. — Il fait une énumération très-détaillée des cens, des dons, des corvées, des coutumes, des droits que l'abbaye aura du prædium de Evrenais superioris :

De curtibus itaque solvuntur in natali sancti Johannis IV solidi et septem denarii;

In natali sancti Lamberti quatuor mansi et dimidius solvunt V solidos et unum denarium;

Et tres mansi in natali sancti Remigii X solidos, octo modios avenæ et duodecim modios siliginis;

Et angaria debet mansus adducere aut duodecim modios siliginis aut speltæ XVI aut avenæ XX;

Et debet mansus XVI operarios ad messem sua expensa, exceptis suis bonariis et in Natali sancti Johannis XI assellas VII pedum longitudinis et dimidii latitudinis paratas et duos denarios in prato secando

et VI virgatas clausuræ circa pratum de suo et duas carradas feni de prato ad horreum ducere et unum bonarium hibernatii ex toto excolere et serere de horreo dominico et de suo metere et ad horreum ducere, et in Natali sancti Remigii aut duas carradas straminis aut ducentos walmos dare, et integer mansus uno anno IIII gallinas et altero XX ova in Pascha.

In natali domini debent curtilia LII cappones et panes totidem et III modios cervisie et VIII picarios.

Molendinum Methesim debet IIII panes et IIII cappones et V picarios cervisie et in Natali sancti Martini IIII solidos;

Et molendinum Tuleta IIII solidos;

Et grande molendinum unum porcum;

Beneficium villici trium curtillum oblationes absque denariis et de duobus molendinis Tuleta et grandi molendino cappones et panes et cervisiam, et redditum terre quam tenet.

In natali sancti Johannis debet Drogo XII denarios et totidem in natali sancti Martini... suivent ensuite onze noms de personnes qui doivent des rentes semblables aux deux époques. Lib. I, fol. VIII. Lib. IV, fol. X.

1207. — Charte de l'abbé Otton. — Il atteste quod terram illam quam quidam mansionarii de *Hultem*, libera villa in *Herbermont*, tenebant et a nobis possidebant, XIII bonaria scilicet, eis confirmamus perpetuo possidendam, eo videlicet respectu quod prædicti mansionarii singulis annis XIII denarios Leodiensis monete in dedicatione sancti Lamberti ad luminare ante altare sancti Laurentii solvere teneantur, et terram prædictam utiliter colere habeant, suis et ecclesiæ nostræ usibus profuturam; ipsi, si quidem, quascumque fruges super ipsam terram coluerint, tertiam gelmam in curiam nostram *Evernais* erunt adducturi. Ils en feront le relief de l'abbé et payeront les droits de relief. Ne payent-ils point le cens annuel, ils en répondront

devant l'abbé in thalamo suo (lit de justice). Lib. I, fol. xxiii.

1207. — Charte de Galter de Birbais, homme libre. — Il déclare avoir donné, à l'abbaye de Saint-Laurent, son alleu à Evrenais, savoir : la part qu'il avait dans la dîme, dans le moulin et dans les revenus du village, et tout ce qu'il y possédait. Étaient présents : Richer, doyen de Saint-Paul et curé de Maphia ; Otton, écolâtre de Saint-Martin et curé de Heers ; Everlin, curé de Borlée. Lib. I, fol. xxxiiii. Lib. IV, fol. xviii.

1235, novembre. — Contestation entre l'abbaye de Saint-Laurent et le prieur de Saint-Victor à Huy et de Bertrée, de decima sarti in Evernais ; les deux arbitres décident que l'abbaye payera chaque année un muid et demi de seigle au prieur précité. Lib. I, fol. xxxvi.

1437, 7 février. — L'abbaye donne en location ses biens, rentes, dîmes à Avernas-le-Bauduin pour dix-sept vingts muids d'épeautre (340) à savoir, les terres érules pour six vingts et quatorze muids (134), les dîmes pour cent muids, les moulins, rentes, prés, cens, cortils et tirchauls terres pour 106 muids. Le fermier payera en outre, pour les paste et frais des échevins aux trois plaids généraux trois muids. Lib. II, fol. ccix.

1463, 15 février. — Record de la cour d'Avernas-le-Bauduin touchant les droits de l'abbé de Saint-Laurent : l'abbé a dans le village d'Avernas, trois plaids généraux, chaque année, à savoir : le premier, le lundi après la saint Remy, le second, le lendemain du treizième jour (lendemain de l'Épiphanie), le troisième, le lendemain de Pâques closes ; à chacun de ces plaids le mayeur de l'abbé a toujours envoyé son forestier sonner trois fois la cloche de la tour ; tous les masuyers surcéants doivent être présents à chaque plaid ; l'abbé a des rentes, cens et chapons au village (en suit

l'énumération); l'abbé « doit livrer pour l'aissement des dits masuyers ung torrealle, et un verar, ung dossin et demy dossins tierche et quarte; » les masuyers surcéants peuvent « prendre arsilhe aus véaudes terres et stoppeir teillement que ly cheruwe y puis passeir; » le délégué de l'abbé doit « stoppeir les yssuwes delle ville al die-rain cheruwe et les doit ouvrir trois jours elle selle entendus sour les choutures de Saint-Lorens et sy nelle faisant selle peult ouvrir luy masuyers a main de damaige pour ameneir ses grains alle ville sens meffaire; » l'abbé doit aux échevins pour chaque plaid général : un muid d'épeautre « saveit tousjours les remyadinence et correction de notre hault chieff. » Lib. III, fol. xcvii.

1478, décembre. — L'abbaye cède ses biens situés à Avernas-le-Bauduin en emphytéose perpétuelle pour une rente annuelle savoir : 73 bonniers pour une rente de 18 setiers d'épeautre le bonnier, et 20 bonniers de « terre tierchaule » pour un muid par bonnier, les corps de bâtiment de la ferme pour une rente de 15 muids d'épeautre. Elle donne en fermage pour six ans les deux parts de la dîme de 506 bonniers, pour trois setiers par bonnier. Elle se réserve les fiefs, hommages, donations, échevinages et patronage de l'église. Lib. III, fol. ccii.

CRAS-AVERNAS

1090. — Waltelinus de Rus, Béatrix son épouse et Hubert leur fils vendent à l'abbaye de Saint-Laurent une partie de l'alleu qu'ils possédaient à Cras-Avernas. Lib. I, fol. viii.

1124. — Charte d'Albéron, évêque. — Walter de Trudineis (Trognée) homme libre, donne à l'abbaye de Saint-Laurent, son domaine de *Cras-Avernas* situé au *comté de Steppes*, (prædium quod habebat in minori Evernais in comitatu de Steppes). L'évêque en sera

l'avoué. Les vassaux qui ont en fief des rentes foncières, en feront le relief devant l'abbé et ne percevront que leurs rentes; ils n'auront aucun requisitionis jus sine ulla districtione. Il faudra s'adresser à l'abbé pour la réparation des injustices. Walter se réserve l'usufruit de son domaine. Ce domaine comprenait, primo totam decimam ad indominicatum Sancti-Laurentii pertinentem, sive in fructibus terræ cultilis, sive in fetibus domestici nutrimentis, deinde xx bonnaria terræ indomicalia et de terra censuali solidos xli et iii denarios in tribus terminis; quatuor quoque modios avenæ et xxii cappones et viii panes cum totidem cerevisiæ picariis. Familia quoque ipsius prædii, id est, servi et ancillæ singulis annis censum solvent capitis sui, denarium unum ad altare sancti Laurentii in festivitate sancti Martini et cum aliquis eorum sine herede obierit xii denarios dimittet ecclesiæ Sancti-Laurentii. — Parmi les témoins il y a plusieurs chanoines de Saint-Lambert, Godefroid, comte de Namur; Arnulphe, comte de Looz; Gislebert, comte de Duras; Lambert, comte de Montaigu (sous Marcour); Wiger, avoué; Guillaume, de Dolehem; Godescalc, de Morialmé, frère de Walter le donateur; plusieurs vassaux de l'église, etc. Lib. I, fol. ix, Mirœus, I. 276.

Cette charte fut donnée dans un synode ou réunion des deux Etats.

1472, 24 octobre. — Record de la cour de justice de Cras-Avernas sur les cens et droitures de l'abbaye. — Les religieux de Saint-Laurent y ont trois plaids généraux l'année. Le premier, le lendemain d'elle Heile (Noël); le second, le lendemain de Pâques close et le troisième, le lendemain de la Saint-Remy. A ces plaids généraux, le forestier de la cour doit aller mettre la main à la metrayne cloche et doit la sonner trois fois; après quoi il a été d'usage qu'il bannait le plaid et que nul ne parlât sans congé. Tous les masuyers demeurant à Cras-Avernas doivent assister aux plaids, excepté

les chevaliers, les écuyers, les prêtres, les clercs, les veuves, les dames et les varlets-servants. Tous masuyers tenant masuyers de l'abbé de Saint-Laurent doivent les records, savoir : de trois espèces (thrs) de grains, de chacune une grande golneey, savoir : blé, orge, pois. Chaque bonnier de terre mouvant de la cour de l'abbé doit six Liégeois. — Chaque bonnier de terre qui doit avoine à la Saint-Martin, doit neuf Liégeois de cens pour chaque bonnier. — Chaque bonnier de terre tierchaul doit un Liégeois de cens le lendemain delle Heile. — Suit l'énumération de plusieurs rentes. — Suit l'énumération des tuwar sentiers. Lib. III, fol. CLIII.

1524, 7 janvier. — Les habitants de Cras-Avernas furent attraites devant la chancellerie de Brabant et le conseil de Louvain, au sujet de tailles, crenées et impositions. L'abbaye s'engage à leur payer chaque année six florins pour les aider à supporter ces charges. Lib. IV, fol. LXXIV.

A la suite de l'édit de Marie-Thérèse du 15 septembre 1753, l'abbaye dut vendre plusieurs pièces de terre situées à Cras-Avernas. Elles furent acquises par Jean-Pierre, baron de Wal, seigneur de Nyle, le 11 novembre 1754, pour 4120 florins. Lib. VIII, fol. CCCLI.

BODEGNÉE (PRÈS VILLERS-LE-BOUILLET)

1397, 5 janvier. — L'abbaye donne en location « les cours, maisons, jardins, cortils, terres aux champs, les terres dites delle comine, la dîme, les prés, » pour cent et quatre muids d'épeautre annuellement.

BONNEFFE

1663, 27 février. — Les abbés de Bonneffe et de Saint-Laurent étaient les décimateurs de Bonneffe. — Ils conviennent avec les paroissiens que ceux-ci inter-

viendront pour un tiers dans l'entretien du chœur, des nefs latérales (assinte, manocques), de la grande nef, des ornements, de la tour, de la cloche décimale. Lib. VIII, fol. CCLXXIX.

1731, 16 mai. — Les abbés de Bonneffe et de Saint-Laurent adjudgent au rabais « l'entreprise d'un nouveau chœur à faire à l'église paroissiale de Bonneffe, » au prix de 1685 florins, à Nicolas Jacquet. Lib. VIII, fol. CCLXXVII.

1731, 4 juin. — L'abbé de Bonneffe et les paroissiens « trouvant que l'assinte (les nefs latérales) de l'église paroissiale de Bonneffe est tout à fait inutile, indécente et qu'elle déguise la dite église, » conviennent de la faire démolir, avec le consentement de l'évêque de Namur, en faisant reboucher les arcades de la dite assinte et de payer à cet effet, pendant douze ans, seize florins chaque année ; l'entrepreneur (qui n'était autre que le proviseur de l'abbaye de Bonneffe), profitera des matériaux provenant de la démolition ; les paroissiens seront dorénavant déchargés de toute obligation au sujet des nefs latérales. Lib. VIII, fol. CCLXXIX.

1743, 3 octobre. — L'abbé de Saint-Laurent proteste contre la convention du 4 juin 1731, et il fait remarquer que « la démolition des nefs collatérales rend l'église si petite qu'elle n'est pas capable de contenir tout le peuple qui s'y rend à l'effet d'assister aux offices divins, ce qui fait craindre que dans la suite on ne soit obligé de l'aggrandir. » Lib. VIII, fol. CCLXXIX.

1752, 8 mai. — Les abbés de Bonneffe et de Saint-Laurent, pour prévenir ou terminer des procès touchant leurs dîmes à Bonneffe, font une transaction en vertu de laquelle l'abbé de Saint-Laurent conserve ses dîmes de Branchon et il cède sa moitié part dans les dîmes de Bonneffe à l'abbé de Bonneffe, moyennant une rente annuelle de cinquante muids d'épeautre,

effractionnée à deux écus d'Espagne, le muids ; mais l'abbé de Bonneffe satisfera à toutes les charges de la dîme. Lib. VIII, fol. CCCXXVIII.

BORLEZ

1528, 31 mai. — A la demande de Mathias Naveau, fils de Henri de Naveau de Vierme, l'évêque Erard de Lamarck érige en bénéfice la matricularie de Borlez et la confère à Mathias Naveau, mais à l'avenir, elle sera à la collation de l'abbé de Saint-Laurent. La dotation était un revenu de vingt muids d'épeautre. Dans cette dotation étaient comprises les redevances des habitants de Borlez, Boerses (Borset) et Aynef à savoir, 27 habitants qui n'avaient pas de charrue payaient chacun une dosine, ce qui faisait deux muids, deux setiers d'épeautre ; 13 habitants qui avaient des charrues donnaient chacun deux gerbes, ce qui faisait environ deux muids d'épeautre. Lib. IV, fol. LXXXIIII.

BORSET

1420. — L'abbé donne en location les dîmes grosses et menues de Borset près de Vaux et Ayneffe pour le fermage annuel de 60 muids d'épeautre. Lib. II, fol. LXXV.

BRANCHON

1404 et 1405. — Les habitants de Branchon pensaient qu'à partir de la Saint-Jean-Baptiste, après la fenaison, ils pouvaient faire paître leurs bestiaux dans les prés de l'abbaye appelés Belleyt jusqu'à la fin de l'année, et que ces prés étaient alors *wariscapia*, c'est-à-dire, biens communs à l'usage de tous. L'official de Liège décida que les habitants avaient tort et que les prés de l'abbaye n'étaient pas grevés de cette servitude. Lib. III, fol. CCLXXXII.

CREHEN

1419, 3 octobre. — L'abbaye de Saint-Laurent possédait à Crehen la ferme appelée *Dieu-le-wardé*. L'abbé la donne en location pour un fermage annuel de 120 muids d'épeautre. Lib. II, fol. LXXI.

DONGLEBERT

1181. — Charte de l'abbé Everlin. — Guillaume de Donglebert, homme noble a fondé une messe quotidienne à l'église de Donglebert et l'a dotée de 15 bonniers de terres, de deux curtes à Broquit et d'une stallus à Donglebert ; son fils Guillaume a fondé une messe quotidienne à Momal et l'a dotée de dix-huit bonniers de terre et d'une curtis. La collation en était réservée à l'abbé de Saint-Laurent. L'abbé Everlin unit ces fondations à l'hôpital des chevaliers de Saint-Jean à Jérusalem, moyennant une rente annuelle. Etaient présents à l'acte, outre des religieux de Saint-Laurent, plusieurs hospitaliers, entre autres, Gilo, comte de Duras ; Arnulphus de Spina ; Henricus de Birbais. Lib. I, fol. XVIII.

EMBENNES

1180. — Charte de l'abbé Everlin. — Bodon chevalier de Hozémont a vendu à l'abbaye de Saint-Laurent pour trente marcs la moitié de l'alleu de Embennes dont l'autre moitié appartenait déjà à l'abbaye. Lib. I, fol. XVII.

EVREHAILLES

1334. — L'abbaye de Saint-Laurent fixe la dotation de la cure d'Evrehailles. Le curé (Gérard) percevra cinquante muids, partie d'épeautre, partie d'avoine, et cent gerbes de pailles, etc. Lib. I, fol. XLVII.

1497, 4 octobre. — L'abbaye donne en emphytéose perpétuelle, ses biens situés à Evrehailles, à Gilles Deyne écuyer, capitaine de Sanson, sous les conditions de payer les charges des biens tant envers le duc de Brabant qu'envers l'église et le curé d'Evrehailles et de servir à l'abbaye une rente annuelle de six muids d'épeautre. — En 1541, cette rente fut portée à vingt-cinq muids. Lib. III, fol. CCLXVIII.

FEXHE

1178. — Charte de Radulphus évêque de Liège. — L'abbé Everlin donne à son abbaye la cure de Fexhe (præbyteratus ecclesiæ de Fehe). — L'évêque approuve la donation, mais sauf les droits de l'évêque, de l'archidiacre et du concile. Il y ajouta la charge de deux anniversaires, un pour lui et l'autre pour Henri, doyen de Saint-Paul et abbé de Sainte-Marie. — Outre les archidiacres, on voit parmi les témoins, plusieurs frères du concile : Henri, doyen du concile de Hozémont, Wenicus, curé de Hozémont, Henri de Baldineis. Lib. I, fol. XVII.

1356, juillet. — Guillaume, curé de Fexhe, Lib. I, fol. LXXIII.

1467, 29 avril. — L'archidiacre de Brabant décide que la collation de l'autel de Sainte-Marie et Saint-Jean-Baptiste, situé dans la chapelle de Saint-Hubert à Goreux dans la paroisse de Fexhe appartient alternativement aux héritiers du fondateur Amelius de Goreux et à l'abbé de Saint-Laurent. Lib. III, fol.

1639, 11 mars. — Jean de Streel, avoué de Streel, avait conféré le même bénéfice à Arnold d'Eynatten. L'abbé de Saint-Laurent porta l'affaire devant la cour archidiaconale. Enfin les deux parties transigèrent. Arnold d'Eynatten restera en possession du bénéfice, mais à l'avenir ce bénéfice sera conféré alternativement par le patron laïque et par l'abbé. Lib. V, fol. CCXXIX.

1642, 1^{er} avril. — Il est convenu entre les paroissiens de Fexhe-le-haut-clocher et l'abbé de Saint-Laurent que celui-ci fera réparer la tour et que les paroissiens y contribueront par la somme de deux mille florins de Brabant et par le charroi des matériaux ; les droits et les obligations des deux parties restant saufs. Lib. V, fol. CCXXXVIII.

1668, 10 juillet. — L'abbé de Saint-Laurent s'engage à rebâtir à ses frais l'église de Fexhe-l'avoué, dit le haut clocher, mais les paroissiens de Fexhe, Noville, Voroux, Goreux, Rolloux et Freloux lui payeront la somme de 2000 florins et feront les corvées, les charrois etc. Lib. VII, fol. 60.

FLÉMALLE

1203. — Conflit entre l'abbé de Saint-Laurent et les frères de l'hôpital de Saint-Jean. Walter, doyen de Saint-Lambert choisi comme arbitre, entend des témoins. Hézélo, prêtre, curé de *Bersex* atteste qu'Everlin abbé de Saint-Laurent a conféré l'église de Flémalle, à Pierre de Momale qui fut chanoine de Saint-Lambert, et qu'il l'a présenté comme tel au concile de Hozémont, ubi idem Petrus bannos suos sine contradictione recepit. Pierre de Momale résigna l'église de Flémalle en faveur de son parent Lambert et se fit religieux à l'abbaye d'Alne. Lambert qui en obtint la collation de l'abbé de Saint-Laurent, se fit également religieux à Alne. L'abbé de Saint-Laurent, à la demande des frères et des chevaliers de l'hôpital, conféra l'église au frère Hugues qui similiter bannos in concilio sine contradictione recepit. Ces faits furent attestés par Grégoire prêtre de *Seraing*, par Bastien, prêtre de *Fexhe*, par Gérard, prêtre, curé de *Hozémont*, par Jean, prêtre, curé de *Rameil*, par Oston, écolâtre de Saint-Martin et curé de *Haneffe*, par Philippe de Saint-Pierre, curé de *Limon*, Lanzo, curé de *Laminne*. Lib. I, fol. xx.

FOLOGNE

1450, 13 novembre. — Charte de l'évêque Jean de Heinsberch qui érige la chapelle de Fologne en église paroissiale. Lib. I, fol. CCCXIII (1).

1776, 29 août. — Il y eut des contestations entre l'abbé de Saint-Laurent et la paroisse de Fologne touchant les réparations qu'il y avait à faire à l'église et à la tour. Le Conseil brabançon de La Haye auquel on s'était adressé, renvoya les parties à la justice ordinaire Lib. IX, fol. CXXX.

En vertu d'une transaction du 21 novembre 1719, l'abbaye de Saint-Laurent intervenait dans les dépenses du village par une rente annuelle de quinze écus (60 florins). Comme le village avait besoin d'une somme d'argent en 1722, l'abbaye lui prêta 1350 florins, le 26 février 1722, pour un intérêt annuel de 15 écus ou 60 florins. C'était l'équivalent de la rente annuelle. Cette somme capitale fut restituée à l'abbaye, le 22 mai 1782 Lib. IX, fol. CLIV.

FOOZ

1139. — Charte de l'empereur Conrard, datée de Liège. — Walter de Bunesbeche et Thierry de Alcoce, hommes libres, vendirent à l'abbaye de Saint-Laurent, leur domaine de Fode, qui leur appartenait du chef de leurs épouses Geile et Mathildis; ils n'en exceptèrent que familiam suam et feodos quibus homines sui erant beneficiati. Le domaine est dit situé au comté de Laminis : *prædium quod dicitur Fode in comitatu Lamminis*. Conrard confirma l'acquisition et décida qu'aucun avoué ou sous-avoué, pas même celui de l'abbaye, ne pourrait y exiger quoi ce soit, sans la permission de l'abbé. Parmi les témoins on voit Arnold archevêque de Cologne, Albéron évêque de Liège,

(1) V. *Notices sur les églises du diocèse de Liège*, T. X, p. 35.

Godefroid, Henri duc d'Ardenne, Frédéric duc de Souabe, Godefroid comte de Namur, Henri son fils, Godefroid et son frère Herman de Cuck. Lib. I, fol. XII.

Quel était ce comté de Lamine ? Lamine, Fooz et tous les villages environnants faisaient partie, à cette époque, d'une manière directe et immédiate de la principauté de Liège. Il n'est donc guère probable qu'il y eut là un comté proprement dit. Le mot *comitatus* ne signifie-t-il pas ici ressort de la cour de justice de Lamine ?

1289, 9 septembre. — La paroisse de Fexhe-advocati comprenait dans sa circonscription les chapelles de Fooz et de Voroux. Le curé de Fexhe avait seul le droit d'administrer les Saints-Sacrements et les paroissiens de Fooz et de Voroux devaient venir à l'église de Fexhe aux grandes fêtes. L'abbé de Saint-Laurent consent que la chapelle de Fooz soit érigée en église paroissiale et qu'elle ait un curé qui pourra administrer tous les Sacrements. Les paroissiens de Fooz lui donneront un revenu de vingt muids d'épeautre et la fabrique de Fooz vingt-deux verges de terre. Les paroissiens de Fooz payeront, en outre, au curé de Fexhe, une rente de vingt solidi. — L'évêque et l'archidiacre approuvent l'érection. Lib. I, fol. XXXIX.

1396. — L'abbaye de Saint-Laurent possédait 46 bonniers de terre à Fooz. Lib. I, fol. CLXXX.

1480, décembre. — Les confrères de la compagnie de Notre-Dame en l'église de Fooz, y fondent un autel en l'honneur de Notre-Dame, saint Remy et sainte Barbe. Ils le dotent d'un revenu de six muids d'épeautre. Le curé (et à son défaut, un autre prêtre désigné par les confrères) chantera chaque samedi une messe en l'honneur de la sainte Vierge ; pour les obsèques de chaque confrère, il aura quatre livres de Brabant ; les oblations faites à l'autel seront pour le luminaire de l'autel. Lib. V, fol. LXXXI.

1695, 14 février. — La communauté de Fooz est autorisée par l'abbé à emprunter six mille florins de Brabant « pour être icelle somme appliquée en payement de ce que la dite communauté peut rester (à payer) à Namur des contributions et rations demandées par les Français et pour fournir aux dépens de leurs prisonniers » et l'abbé s'en rend garant dans la proportion des biens qu'il possède à Fooz. Lib. VII, fol. CXXXV et CLXXII.

FUMAL

1182. — Pierre, abbé de Hastière et Everlin, abbé de Saint-Laurent ont acquis en commun, une carrière de pierres (petrariam) située à Fumal sous la condition de payer une rente annuelle à l'abbé de Prum auquel appartient le fonds. Parmi les témoins on voit un Henricus scholasticus. Fait à Liège. Lib. I, fol. XVIII.

GEEST-SAINT-REMY

1360, 8 juillet. — Charte de Jeanne duchesse de Brabant. — Le bailli et les échevins de Jodoigne, avaient « le past et mengiers » sur les biens de Saint-Laurent à Geest, quand ils y allaient, une fois l'an, « ryleir le jauche et le rieu Deuchembays. » La duchesse en exempte l'abbaye de Saint-Laurent, moyennant une rente annuelle de trois florins d'or de Florence à leur payer. Lib. I, fol. LXXXIII.

1372, 22 avril. — Charte de Robert abbé de Saint-Laurent. — Il donne en location à Jean fils naturel de Bertrand de Liers « les court, maisons, jardins et assiese, terres herules, terres tirchaux et terres del sart, prés, dîmes, rentes héritables, cens en argent et en capons, exceptés le patronage de l'église, tous fiefs et hommages, la mairie, la donation des échevinages ; » il donne aussi au même en location les biens d'Incourt, pour douze ans ; les terres herules à six vingt et dix

muids d'épeautre ; les dîmes à quatre vingt- dix muids, les terres tirchaux, del sart, etc. pour quarante sols de vieux gros tournois et douze chapons. Le fermier payera en outre, les charges qui pèsent sur les biens, à savoir : « le past que nous devons aux trois plaids généraux à mayeur et échevins de Jodoigne ; quand ils iront en l'oust, le char, les chevaux et les harnas de la dite court et les varlets à ce afferants ; le past et les droitures des chiens de M. le duc grands et petits ; cathedraux et obsones ; trois florins pour le roulage. » Le fermier transportera aussi à Liège la dîme des vins de Geest et d'alentour. Lib. I, fol. CXV.

1412, 11 septembre. — Quatre témoins déclarent devant la cour de Geest-Saint-Remy, assistée de deux échevins de Jodoigne, qu'à Geest-Saint-Remy et Gé-sainville, il y a cinq dîmes de vin, une à l'abbé de Saint-Laurent, une au curé de Geest, une aux seigneurs de Sainte-Gertrude à Louvain, une au curé de Mélen et une au glizier de Geest-Saint-Remy ; les deux premiers se paient à l'onzième, les trois autres au vingt-deuxième. Lib. II, fol. XXXVII.

1413, 14 octobre. — Les arbitres Jean de Evernay maître-ès-arts, bachelier en droit et avocat à la cour de Liège, choisi par l'abbaye et Walter curé de Geest et Jean Noyts maître-ès-arts, licencié en droit et chanoine de Lierre, choisi par les habitants, décident que les habitants de Geest et de Jusainville payeront la dîme de vin à l'onzième à l'abbé de Saint-Laurent dont le curé aura le tiers. Les nouveaux vignobles que les habitants établiront, seront exemptés de la dîme pendant douze ans. Lib. II, fol. XLIII.

GLONS

1143. — Charte de l'évêque Albéron. — Eustache avoué de la Hesbaye et frère de l'évêque, exigeait,

à Gladuns, obsonia, pernoctationes et precarias et il revendiquait *districcionem seu justitiam*. A la demande de l'abbé Wazelinus, l'évêque, *recogitans justitiæ Dei plus me debere quam carni et sanguini*, décida dans une assemblée d'archidiacres, de clercs et de laïques que l'avoué de Hesbaye n'avait aucun droit de ce genre à exercer dans le domaine de l'abbaye. — Témoins : des archidiacres ; Lambertus comes de Monte Acuto ; Wilhelmus de Jusceren, Wilhelmus de Cimaco, Thomas de Iest. Lib. I, fol. XI.

1187. — L'église de Glons tomba vacante par la mort de Wédéric, chanoine de Sainte-Croix qui en était curé. Everlin abbé de Saint-Laurent la conféra à Lieber fils de Fastrard. Réynier de Leuvegge avec ses co-collateurs la conféra au fils de sa sœur. Des arbitres choisis (parmi lesquels Thierry avoué de Liège, Wiger homme noble de Tile et Wiger de Leuvegge) décidèrent que les revenus seraient partagés entre les deux titulaires, qu'un prêtre nommé par eux *decantaret in ecclesia*, que leurs tuteurs (car ils sont *infra annos*) les empêcheraient de se molester au sujet de l'église, *ubi ad annos discretionis pervenerint* et que dorénavant l'abbé conférerait l'église avec le consentement des autres collateurs. Lib. I, fol. XXV (1).

1439, 12 juin. — Location des biens situés à Glons. — L'abbaye donne en location, « sa demeure, court, maison, jardin, assises, avec toutes leurs terres et cheruwages, formant le cheruwage, ensemble 75 bonniers pour 183 muids et 6 setiers d'épeautre, un muid de blancs pois, deux backons de la valeur de 63 lbz. » Lib. II, fol. CCXXXII.

(1) Il est possible que cette charte fut donnée dans un synode, car on y voit parmi les témoins, outre les arbitres et quatre chanoines, Liebert Britto chevalier du Dummartin, Godefroid et Lambert de Momale, Lambert de Vile, Bertholaus de Fehe, Ulricus de Glauns, Helias de Selins, Arnolfus de Roluz.

1735, 27 mars. — Les paroissiens de Glons réunis sur la place publique de Brusse, devant la cense du seigneur, lieu ordinaire de leurs réunions et des plaids généraux, s'engagent à réparer l'aile ou la nef de l'église qui regarde le Gaer, moyennant douze cents florins de Brabant à payer par l'abbaye de Saint-Laurent et le séminaire et six cents à payer par le luminaire. Lib. VIII, fol. CLXVIII.

GOBERTANGE SOUS MELIN

1147 (1148), 5 février. — Charte de l'abbé Wazelin. — Il atteste que Guillaume de Dongleberg, homme noble, et son épouse Ida ont donné à l'abbaye de Saint-Laurent *allodium quod habebant in Gobertengeis*, avec le consentement de leurs trois fils Henri, chanoine de Saint-Lambert, Guillaume et Albert. Il n'y aura point d'avoué. Ceux qui détiennent la terre ou l'alleu à ferme héréditaire, payeront chaque année une rente de quinze *solidi* à l'abbaye ; après la mort d'un détenteur, son héritier fera le relief du prieur. *Quod si in eodem allodio causa difficilis emergerit quam per se ecclesia terminare non possit, unum de filiis vel posteris Wilhelmi, eum scilicet qui Dongleberg tenebit, pro complenda justitia advocabit...* Témoins Guillaume de Birbais, Thomas de Geest et Henri son frère. Lib. I, fol. XIV.

HEERS

1136. — Charte de l'abbé Wazelinus. — *Ego Wazelinus... notum facio... quod Erlendis soror nostra feodum Ulberti quod tenebat de nobis in Hairs, id est, quatuor bonaria terræ cultilis quæ est tertia pars unius mansi et tertiam partem curtis quæ ad ipsum mansum pertinet, ab ipso redemit pro octo marchis et ecclesiæ restituit, ita ut hæc deinceps prior ecclesiæ teneat sub eodem censu et legibus quibus ea tenuerat Ulbertus, scilicet, ut totius mansi districtio et justitia ad ipsum*

priorem pertineat, et tam hi qui curtim possident quam illi qui duas partes mansi ejusdem quæ sunt octo bonaria tenent, ei fidelitatem faciant et si quid adversus aliquem eorum habuerit, ipse eos per se implacitabit, exceptis his dumtaxat quæ pertinent ad jus et districtiōnem comitis. Cum vero aliquis eorum obierit, heres defuncti terram suam ab ipso priore requirere debebit et inde ab eo donum et investituram accipiet, et pro requisitione quod jus terræ attulerit, ei solvet. De tertia autem parte curtis duodecim denarios annis singulis ei persolvere debebunt hi qui ipsam jure hæreditario possidebunt. Item ipse Ulbertus tertiam partem duorum bonariorum in eadem villa hæreditario jure possidebat et inde quinque denarios villico persolvebat qui erant de feodo villicationis ejus. Hanc quoque terram eadem soror nostra ab ipso redemit et prædictis quatuor bonariis superaddidit. Illos autem quinque denarios quos terra villico solvebat, sic ei commutavit ut de XII denariis qui solvendi sunt de tertia parte prædictæ curtis, quinque denarii ipsi villico dentur et septem tantum priori solvantur, Quæ redemptio ut rata foret et irrefragabilis in præsentia nostra coram hominibus et fidelibus nostris ipse Ulbertus et Ascela uxor ejus cum filio suo Roberto et filiabus Helinde, Holdvarde, et Emma terram ipsam perpetuo abdicaverunt et exfestucaverunt. Nos quoque utilitati fratrum nostrorum paterne consulentes servitium quod ipsa terra debebat in ministerio nostro ultro remisimus. Deinde ut hoc omnino firmum esset, iterum in Hairs coram Arnulpho Losensi comite qui advocatus est ipsius villæ et coram villico et scabinis omnibus confirmatum fuit, et ipse comes judicio scabinorum bannum suum posuit ut in perpetuum terra ecclesiæ possessio sit. Hujus redemptionis et confirmationis testes... de hominibus comitis Waltherus de Hairs liber homo et Cuno frater ejus... de fidelibus nostris Andreas villicus Treserius et Baldunius scabini... Lib. I, fol. x et xxxi.

On voit dans cette chartre que le mansus comprenait douze bonniers et qu'un corps d'habitation y était attaché. Le propriétaire du mansus exerçait un certain pouvoir judiciaire sur ceux qui le tenaient en fief. Il y avait déjà une cour de justice à Heers, composée d'un mayer (villicus) et de sept échevins, qui étaient nommés, peut-être par l'abbé de Saint-Laurent. La fonction de mayer était déjà dotée.

Que faut-il entendre par *jus et districtio comitis* ? étaient-ce les crimes tels que falsa moneta, latro, lex campalis, sturma, burina qui sont dits dans une chartre de 1081 appendere ad comitatum ? V. Saint-Laurent, chartre de 1112 et Mareis chartre de 1081.

1186. — Ego Gerardus, comes de Los, notum facio tam futuris quam præsentibus quod spiritu pietatis et orationum ecclesiæ Beati Laurentii confidentia persuasus, ejusdem loci fratribus quidquid precariam super molendinum et terram de Warlegge exigere consueveram, remisi, eidemque ecclesiæ quod deinceps in omnibus solito misericorditer et ad ea, in quibus meum expetet patrocinium, paratus ero, firmiter promisi. A Cunone quoque et successoribus ejus, qui comitatum de Hers de me tenet, super hac exactione ecclesiam absolvo. Obtestor itaque tam successores quam homines meos, ut quod pro remedio salutis meæ feci, ea devotione conservent per quam in hoc beneficio meo etiam ipsi partem apud Deum habere valeant. Hujus rei testes sunt de liberis hominibus nostris, Gislebertus de Lumnis, Theodoricus de Lonac ; de familia nostra Wilhelmus de Los, Arnulphus castellanus de Montenac, Engrannus de Los, Theodoricus de Brostemme, Robertus de Folonia, Theodoricus villicus de Hers, Hugo procurator meus. Actum anno ab Incar. Dom. M. C. LXXXVI. — Lib. I, fol. xix.

Le *comitatus de Hers* que Conon tenait en fief du comte de Looz, n'était-ce pas le droit de faire justice en

certaines matières criminelles? V. Saint-Laurent, charte de 1112 et Mareis, charte de 1081.

1214. — Charte de Louis, comte de Looz. — Il déclare qu'il renonce à toute exaction sur la ferme (curtis) que l'abbaye de Saint-Laurent possède à Heers, et qu'il la protégera en qualité d'avoué, mais elle lui payera chaque année, trente solidi de Liège, vingt-un solidi et trois muids d'orge. Etaient présents : Hugues évêque de Liège, Gérard de Reinecke, Henri de Hostade, comtes et Arnold ses frères, Arnold et Herman d'Elslo frères, Guillaume de Pietersem, Otton de Borne, Godefroid de Lewis, hommes nobles, Walter de Mellin sénéchal, Thierry de Looz, Lambert de Brustem, Rembald de Duras, Guillaume de Montenacken, châtelains, Raso de Cortessem, Guillaume de Gothem, Reinier de Rolengis, Robert de Berlo, Robin de Corswarem, Herman de Heers, Reinier et Gonther de Fologne et Guillaume de Ryckel chevaliers. Lib. I, fol. XXXVIII.

1214. — Charte de Hugues évêque de Liège. — Il confirme la charte précédente du comte de Looz qui renonce aux obsoniis, pernoctationibus et omnibus exactionibus. Etaient présents de familia nostra, Radulphus senescalcus, Godefridus marescalcus, Wedericus villicus et Fastradus de Hemricourt milites, Gerardus de Hozémont, Libertus de Geneffe, Raso de Warfeseis. Lib. I, fol. XXXVIII.

1236, 6 novembre. — Contestation entre l'abbaye de Saint-Laurent et le chapitre de Tongres qui prétendait avoir droit à la dîme des terres de l'abbaye à Heers. Deux arbitres choisis décident que l'abbaye conservera la dîme de ses terres, mais qu'elle payera chaque année au chapitre quatre muids de seigle et deux muids d'orge. Lib. I, fol. XXXVI.

1410, 13 juin. — Cécile fille de Gérard de Heers et

épouse de Raes de Rivière seigneur de Neerlinter et de Heers, fonde dans l'église de Heers un bénéfice en l'honneur du saint Sauveur, de la sainte Vierge, de saint Jean-l'Evangéliste, de saint Augustin et de sainte Cécile, avec la charge de six messes par semaine dont une le dimanche. Elle le dote d'une rente annuelle de douze vieux écus impériaux (*duodecim scuta vetera cudis regis romanorum*) qu'elle hypothèque sur neuf bonniers de terre et d'une seconde rente de douze écus impériaux qu'elle hypothèque sur d'autres biens. Elle oblige le bénéficiaire à la résidence et réserve la collation du bénéfice au propriétaire du château de Heers. Raes de Rivière son mari, et André de Cortys curé de Heers appendent leurs sceaux à l'acte. Lib. II, fol. xxvi.

1469, 11 juillet. — Guy de Brimeu, seigneur de Humbercourt, Heers, Horpmael, Hermale, etc., lieutenant-général du duc de Bourgogne, des églises, cité, villes, et pays de Liège, de Bouillon et de Looz, prend en location pour 300 muids d'épeautre tous les biens que l'abbaye possède à Heers, Horpmael et dans les environs (comme les a tenus en location Charles de la Rivière et après sa mort Raes de la Rivière son fils). Lib. III, fol. cxl.

Les biens de Raes de la Rivière avaient été confisqués par Charles-le-Téméraire et donnés à Guy de Brimeu, parce que Raes avait été un des chefs de la révolution au pays de Liège. — Les biens que l'abbaye possédait à cette époque à Heers et les environs, montaient à 83 bonniers environ.

1485, 14 mai. — Les commis et députés des trois Etats décident que la dame de Heers ne peut rien décompter de ce qu'elle doit à l'abbaye, parce que leur contrat n'autorise les décomptes que « pour guerres et divisions » et non autrement. Lib. III, fol. ccxxxv.

1486, 21 août. — Transaction entre l'abbaye et Pentecôte de Grévenbroeck, dame de Heers, veuve de Raes

de Lintre, chevalier. — Pour les années 1481, 1482, 1483, 1484, elle payera 250 florins. — Pour les années 1485 et 1486 l'abbaye peut agir contre son fils Dieudonné, seigneur de Heers. Lib. III, fol. CCXXXV.

1495, 5 mai. — Dieudonné de la Rivière, seigneur de Heers qui tenait en location les biens de l'abbaye situés à Heers et dans les environs (83 bonniers), ainsi que les cens, rentes, chapons et dîmes, n'en payait pas régulièrement les fermages. Il y eut, à ce sujet, des procès, devant les XXII ; à la fin, des arbitres choisis de part et d'autre décidèrent que le seigneur de Heers conserverait les biens et rentes en location, qu'il payerait la rente annuelle de 300 muids d'épeautre, et que ce bail passerait à ses descendants, mais qu'en cas de vente du château ou d'extinction de la famille, l'abbaye reprendrait ses biens et rentes. Lib. III, fol. CCLIX.

Dans la seconde moitié du XVII^e siècle, Henri-Oger de Rivière, comte de Heers, était chargé de dettes et n'avait plus payé le fermage précité depuis plusieurs années. Après sa mort (vers 1682), l'abbé de Saint-Laurent réclama les sommes qui lui étaient dues, et demanda à être mis en possession des 83 bonniers. Il obtint gain de cause devant les tribunaux et fut mis en possession du château de Heers et des autres biens du dernier comte.

Guillaume de Rivière, un des fils de celui-ci, désirait payer les dettes de son père et récupérer ses biens. Un mémoire écrit à ce sujet au commencement du XVIII^e siècle renferme les détails historiques suivants : « le comté de Heers contient les villages de Heers, Neer-Heers; Jesseren, Horpmael. Le comte de Heers a, aux dits villages, la haute, moyenne, basse juridiction. Il donne sauve-conduit, grâce et rémission. Il a le droit d'afforage sur ce qui s'y boit, le droit de banalité de mouture et de brassine. Il a aussi quantité de fiefs relevants et dépendants du comté. Il a le droit de

succéder aux bâtards et aux biens dont les maîtres et propriétaires sont inconnus. Il a le droit de corvées et d'amendes. Il a le droit de nommer tous les officiers. Il y possède une fort belle et ample chasse, diverses garennes et autres droits et prérogatives. Il y a de plus la terre et seigneurie de Wimmertingen avec les mêmes droits et prérogatives. Les comtes de Heers ont aux environs du château de Heers 78 bonniers tant de vergers fournis d'arbres à fruits que de pâturages et prairies à foins, lesquels peuvent rapporter tout au moins 800 écus. Ils ont aussi 227 bonniers de bonnes terres arables lesquelles peuvent rapporter tout au moins 2728 mesures de seigle, soit, la mesure à un demi écu, 1364 écus. Outre quoi, il y a deux beaux étangs lesquels avec le double fossé du château et basse-cour fournissent pendant toute l'année des poissons pour la cuisine. Il a de plus des bois de basse et haute futaie. Les comtes de Heers ont aussi trois moulins, savoir, aux villages d'Oreye et Overbroeck et à la petite ville de Waremmé, rapportant annuellement 336 écus. Ils ont aussi une assez belle maison située dans la ville de Liège de la valeur de deux mille louis d'or. De plus la dîme grosse et menue aux villages de Heers, Neer-Heers et d'une partie de Gelmen appartient aux comtés de Heers. Elle est chargée de la compétence de la cure de Heers et d'une rente en grains à un cloître de l'ordre de saint Benoît.

Les prédécesseurs de messire Guillaume de Rivière-d'Arschot, moderne comte de Heers, ont chargé les dits biens, tant d'argent pris à frais que de douaires rédimibles, pour la somme de 36000 écus ou environ ; faute de paiement des arrérages des rentes ou intérêts de la dite somme, les créanciers tiennent une grande partie des dits biens. » (Cette pièce n'est pas dans le Cartulaire).

1714, 4 octobre. — Plaids généraux tenus à Heers. — On renouvela de sévères prohibitions touchant la chasse et la pêche qui étaient des droits seigneuriaux.

Il est défendu de dérober les fruits d'autrui, sous peine de.....

Il est défendu de faire paître ses bêtes dans les bois et prés seigneuriaux à peine de.....

Les bêtes appartenant à des étrangers ne pourront pâturer dans cette juridiction.....

Les moutons et brebis rogneuses ne pourront pâturer dans cette juridiction.....

Personne ne prendra, ni ne coupera des bois sur les fonds seigneuriaux.....

Il est défendu d'arracher les hayes qui clôturent les héritages.....

Personne n'empêchera ni l'entrée, ni l'issue des chemins et n'en fera de nouveaux.....

Il est défendu de faire pâturer les chevaux et les vaches parmi les fourrières des hayes, des terres, et des biens d'autrui.....

Il est défendu de charruer et labourer les tièges et chemins royaux, de détourner les piedsentes, de formanier et emprendre sur la terre et les biens d'autrui.....

L'accès des campagnes pour les grains durs devra être libre et ouvert pour le charriage et les barrières doivent être pendues dans les mois de septembre et de mars.....

Au mois de mars on devra fermer les accès des campagnes aux grains durs et nettoyer les fossés (boedems).....

On pendra aux marsages les barrières accoutumées et dans le mois de mai, on nettoiera les fossés (boedems).....

Les chevaux qui seront trouvés du jour, non liés et faisant du dommage, seront pannés.....

Personne ne pourra faire pâturer les moutons sur les terres ensemencées.....

Personne ne pourra tenir moutons ou pigeons, s'il n'a quinze bonniers de terre arable.....

Le règlement de tenir des taureaux sera observé, comme ci-devant.....

Un chacun aura des pots et tonneaux de juste mesure.....

Tous les taverniers devront faire bonne bière, laquelle sera dégustée et approuvée par la justice.....

Personne ne restera dans les cabarets soit à la bière, soit au brandevin pour y boire, après les neuf heures du soir et les cabaretiers ne pourront plus leur servir à boire.....

Les dimanches et jours de fête, on ne pourra pas servir à boire pendant les offices.....

L'on défend à tous nos sujets de se quereller, de jurer, de blasphémer, de prendre le saint nom de Dieu en vain.....

Tous les étrangers établis dans notre juridiction de Heers et Horpmael sans permission, doivent en sortir incessamment..... Lib. VII, fol. CCXXXV.

1718, 18 août. — L'abbé confirme à la confrérie des archers, dite de saint Sébastien, les faveurs déjà accordées par son prédécesseur, et par les anciens seigneurs, à savoir : que les membres de la confrérie ne seront ni poursuivis, ni punis pour des cas d'homicide ou de blessure par imprudence, sans qu'il y ait de leur faute, par exemple, s'ils blessent quelqu'un d'un coup de flèche, si un enfant ou un domestique tombe à l'eau ou au feu, si quelqu'un est tué par un animal domestique. Lib. VII, fol. CCLXXV.

En 1750 il y eut des contestations entre l'abbaye et la communauté des paroissiens pour savoir qui devait restaurer ou reconstruire la tour qui venait d'être endommagée par la foudre. Des experts en firent la visite pour savoir si elle faisait un seul corps de bâtiment avec la nef ou bien si elle formait un bâtiment à part. Dans le premier cas c'était à l'abbaye à la reconstruire. Lib. VII, fol. CCCIII.

Il fut décidé que la tour ne faisait pas corps avec la nef et qu'elle devait être reconstruite par les paroissiens (fol. CCCXI).

Les bourgmestres avaient coupé des arbres sur les biens communaux, arbres qui appartenaient au seigneur en vertu d'un ancien privilège. Il y eut à ce sujet un procès qu'on termina, le 28 janvier 1751, par une transaction : l'abbé ne planterait plus des arbres sur les biens communaux qu'on avait coutume de mettre en location et la commune lui payerait une rente de quarante florins pour le tiers des revenus des biens communaux qui revenait également au seigneur.

Dès 1713 il avait été convenu que les biens de la ferme du château seraient soumis à la taille, sur le pied de 66 bonniers. Lib. VIII, fol. CCCXI.

1757, 5 avril. — L'abbaye de Saint-Laurent cède à Nicolas-Erasme baron de Stockem seigneur d'Yzier, tous ses droits sur le château et les biens du comte de Heers pour la somme de 70,000 florins et le bail emphytéotique de 83 bonniers avec les cens et rentes pour un fermage annuel de 220 muids d'épeautre ; les dîmes et les droits de patronage exceptés. Lib. VIII, fol. CCCLXXIII.

HEMPTINNE PRÈS DE MEEFF

1344, 10 juillet. — L'abbaye de Saint-Laurent cède ses dîmes de Hemptinne à l'abbaye des Awirs pour une rente annuelle de dix muids d'épeautre. Sont cités les enfants d'Eustache de Hemptinne chevalier et Nicolas de Meeff chevalier. Lib. I, fol. LVI.

INCOURT

1079, 26 décembre. — Henri, évêque de Liège, donne à l'abbaye de Saint-Laurent la moitié de l'église d'*Incourt* avec la moitié de l'alleu et *Brombais* (sous Incourt) qui sont situés au comté de *Donglebert*, *Houtain* (l'Évêque) au comté de *Steppes*, *Keerberge* avec l'église au comté d'*Ansguers* (Anvers), l'église d'*Oppre-*

bais avec le quart de l'alleu. Parmi les témoins on voit neuf ecclésiastiques, puis Henri comte, Conon comte, Godescalc de Ciney, Lambert fils de Lambert de Fou-ron, Lambert de Ralmont, Walter de Holois, Francon de Hendrekines. — Charte datée de Liège. Lib. I, fol. VII. Martène, IV, 1184.

1112. — Dans une réunion des Etats primaire et noble, l'évêque Otbert décida que l'église d'Incourt serait exempte de l'obsonium, des frais de visite archidiaconale (circatura) et de tout autre service de ce genre ; Frédéric archidiacre de Brabant, renonça aussi à ses droits. Les chanoines d'Incourt ne seraient soumis qu'à leur prélat, l'abbé de Saint-Laurent. Le curé d'Incourt, nommé par les chanoines, recevra l'institution canonique de l'archidiacre et chaque année il recevra les saintes Huiles du chanoine-coste de Saint-Lambert. Cette charte est signée de quinze chanoines de Saint-Lambert et de neuf nobles. Ces derniers sont Godefroid comte de Namur, Arnoul comte de Looz, Gislebert comte de Duras, Lambert comte de Montaigu, Reinier avoué, son fils Wiger, Lambert de Diepenbeek, Reimbald de Viscerim, (Jusserin ? Jesseren ?), Boson de Barche. Lib. I, fol. VII. Martène, IV, 1186.

L'*obsonium* était une contribution que les curés payaient chaque quatrième année ; les deux tiers en étaient pour l'archidiacre, le restant pour le doyen rural.

Cette charte fut donnée *in generali conventu archidiaconorum et omnium per quorum ora et manus quæcumque rata esse cupimus, in statum perpetuum transfigenda sunt*, c'est-à-dire, dans la réunion des Etats primaire et noble.

1202. — Conflit entre l'abbé de Saint-Laurent et Gérard prévôt d'Incourt au sujet de l'écolâtrie et de quelques choses appartenant à la juridiction de l'abbé. — L'abbé porta l'affaire devant le synode général tenu par l'évêque Hugues. — Le prévôt finit par promettre

qu'il se conformerait au jugement de son chapitre. — Le chapitre jugea que l'écolâtrie et les autels ou prébendes d'Incourt dépendaient de l'abbé de Saint-Laurent. — Le chapitre de Saint-Lambert confirma ce jugement. — La charte est de l'an premier de l'épiscopat de Hugues. Lib. I, fol. xx. Martène, IV, 1189.

XIII^e siècle. — Charte sans date. — Henri-le-Jeune duc de Louvain, ayant pris la croix voulut réparer, avant de partir pour la Terre-Sainte, les torts qu'il avait causés à l'abbaye de Saint-Laurent, dans la commune d'Incourt, dans les droits d'octroi, et super telonio, à savoir : il fit défricher la forêt que l'abbaye possédait à Geest, pour la prébende qui recevait sa dotation du telonium, ainsi qu'une petite forêt à Incourt pour le vicariat de l'église qui était également doté du telonium. Parmi les témoins, il y a les chevaliers Godefroid de Chamunt, Henri, Arnulfus et Guillaume de Valehem, Alard Rapa et son frère Lambert. Lib. I, fol. xxv.

1360, 9 septembre. — L'abbé de Saint-Laurent visite l'église de Saint-Pierre à Incourt. — Etaient présents à la visite deux chanoines, trois chapelains, les jurés de la cour et les échevins du village. — Au chœur il y avait *una tabula de ligno facta, ab uno latere cereata* ; de l'autre côté elle était couverte d'un parchemin qui portait les noms des chanoines et des autels. — On se plaignit du curé absent et du prêtre qui le remplaçait. — L'abbé promet par serment de respecter les privilèges de l'église. Lib. I, fol. LXXXIII.

1456, 9 octobre. — Charte de Lesura, auditeur du sacré palais à Rome, chargé d'exécuter la translation du chapitre d'Incourt dans l'église paroissiale de Saint-Jacques à Louvain. — Le Pape, à la demande de Philippe, duc de Brabant, autorisa cette translation, mais avec le consentement des intéressés. — L'abbé de Saint-Laurent y consentit sous les conditions qu'il conserverait la collation des canonicats, qu'il garderait

aussi son canonicat appelé abbatial, qu'il continuerait d'exercer le droit de confirmer l'élection du doyen, que les privilèges et droits du chapitre seraient reconnus par le Conseil communal de Louvain, que l'église d'Incourt conserverait les reliques de sainte Raginulfe, etc. Le Conseil communal de Louvain promet de respecter les droits du chapitre, par acte du 9 octobre 1456. Lib. III, fol. XXIX. Martène, IV, 1193.

JEHAY

1131, 18 septembre. — Charte de l'évêque Alexandre. — Il donne à l'abbaye de Saint-Laurent un mansus de terre situé à Jehain, mansus qui paie ou rapporte chaque année cinq solidi. Ce mansus était tenu en fief de lui par Reimbaldus de Jusserim homme noble, et de celui-ci en arrière-fief par Henri de Jehain homme libre. Ils renoncent tous les deux au fief. — Sont présents à l'acte trois archidiaques : Arnoul comte de Looz, Wiger avoué, Ebaolus de Florennes, Godescalc de Moréalmé, Walter de Barce, etc. Lib. I, fol. x.

Jusserim, aujourd'hui Lavaux-Sainte-Anne.

JEMEPPE

1127. — Charte de l'évêque Adalbéron. — Héribrand, abbé de Saint-Laurent, pria l'évêque de confirmer, en présence de ses vassaux et amis, la donation faite par Gérard de Jemeppe. L'évêque le fit et déclara que Gérard de Jemeppe avec son épouse Gerredis, son frère Godefroid et son neveu Lambert de Bollènes avait donné à l'abbaye, savoir : quatre bonniers qu'il tenait en fief de l'abbé, quatre bonniers de son héritage et trois bonniers de terre allodiale, un serf, Théodore et deux serves Gilla et Anna sa fille, une curtis qui paie six deniers et deux chapons et la moitié d'une autre curtis. Parmi les témoins, il y a quatre chanoines de Saint-Lambert, un de Saint-Denis et plusieurs laïques. Charte datée de l'église de Saint-Laurent. Lib. I, fol. IX.

JESSEREN

1661, 28 [mars. — Le comte de Rivière de Heers, seigneur de Jesseren, avait le tiers dans les prés communaux. Il donne ce tiers en location aux habitants pour douze ans, moyennant le loyer annuel de cent florins et un pot de vin de mille florins. Lib. VIII, fol. CCIX.

1739, 27 janvier. — L'abbé de Saint-Laurent, seigneur de Heers, leur donne ce tiers en location pour 60 florins, par une transaction qui terminait un long procès. Lib. VIII, fol. CCVI.

KINKENPOIS A ANGLEUR

1384, 10 mars. — Gérard de Berghes « fils de noble homme et puissant Monsieur Henri de Badrésein jadis sires de Berghes Sur-le-Zoem » demande un record à la cour d'Angleur, sur les biens qui dépendent du château de Kinkenpois. — La cour énumère plusieurs pièces de terre. Lib. I, fol. CL.

1424, 14 juillet. — Marie Thines fille de Guillaume Proest seigneur de Thines, Faux et de l'Esquiele, conseillé et assisté de Godefroid Pinckar de Gavre dit de Hermeit, seigneur de Muysen, Ligny et Fresin, vend à Jean de Grimberghes seigneur d'Assche et de Kinkenpois, huit bonniers de terre, situés à Melin. Lib. II, fol. C.

1424, 12 octobre. — Comparurent à Liège devant le prince-évêque, Jean de Grimberghes seigneur d'Assche avec son épouse Isabelle de Lannais et son fils Jean d'Assche avec son épouse Cornélia de Berghes dame de Meexhem et de Ham, fille de Madame Isabelle de Lannais de son premier mariage avec Gérard de Berghes. — Ils firent le relief du bien de Kinkenpois. Lib. II, fol. CII.

1434, 23 août. — Jean de Grimberghes, père, vend le château de Kinkenpois avec ses dépendances, terres, rentes, pêcherie, haute avouerie d'Angleur à Guillaume de Momale seigneur d'Emptinnes, fils de Renard d'Emptinnes et de Jeanne de Scoenvelt pour 2666 florins de Rhin. Lib. II, fol. CXCII.

1452, 2 mai. — Charte de Jean de Heinsberg, datée du château de Heers. — Guillaume de Momale, seigneur d'Emptinnes, Mouffrin et Kinkenpois avec son épouse Isabelle de Sart, résigne entre les mains du prince les trois seigneuries en faveur de son fils Guillaume, comme dot de mariage avec Aleyde de Rivière. — Le prince en investit celui-ci. Lib. II, fol. CCCVIII.

1425, 7 février. — Guillaume de Momale, chanoine de Saint-Lambert, donne en fermage héréditaire à Jean Haneteal de Froymont l'eau et la pêcherie de Forchufossé sous Angleur, derrière Froymont, près Fettine, pour une rente de seize griffons et de dresschyes de poissons ; ce contrat est passé avec le consentement de Jean de Grimberghes seigneur d'Assche et de Kinkenpois et d'Isabelle de Lanoye son épouse, cousine du chanoine, devant la cour jurée du château de Kinkenpois. Lib. II, fol. CCCXXIX.

1430, 7 février et 1436, 25 octobre. — Record de la cour de justice d'Angleur, demandé par Guillaume seigneur d'Emptinne et de Kinkenpois, écuyer, touchant la pêcherie de Forchufossé. Les échevins déclarent que cette pêcherie appartient au seigneur de Kinkenpois ou à son lieutenant, que les masuyers de la hauteur d'Angleur peuvent y pêcher pour leur consommation, mais non pour le commerce « sans entrer arses des pêcheurs du seigneur de Kinkenpois ; » mais le seigneur de Kinkenpois doit livrer aux masuyers « baches et pontons, pour eux, leurs bêtes, biens et cheruwes, passer toutes fois mestir sera » ; chaque surséant

tenant charrue à la Boverie et à Angleur doit chaque an au dit passage deux setiers d'épeautre à Noel, et chaque surséant d'Angleur trois pains de deux cinq et chaque surséant de la Boverie un pain de deux cinq. Lib. II, fol. CCCXXX.

1455, 5 juin. — Il y avait trente-quatre tours de moulins situés en vinave de la Meuse à Liège; ces moulins n'avaient plus d'eau, parce que la rivière de l'Ourte avait changé son cour, près d'un pré et héritage à Forchufossé qui appartenait à Guillaume d'Emptinnes, le jeune seigneur de Kinkenpois. La cour des échevins de Liège donne à ce sujet une recharge à la cour des voir-jurés des eaux. Lib. II, fol. CCCXXXI.

1462, 5 juin. — A la demande d'Arnoul de Kemexhe, abbé de Saint-Laurent, la cour jurée du château de Kinkenpois donne un record sur les biens et rentes de la seigneurie et du château d'Angleur. Lib. II, fol. CCCXXXII.

1457, 7 juillet. — Guillaume de Momale fils de Guillaume de Momale, vend le château de Kinkenpois avec la seigneurie, l'avouerie d'Angleur, les bois, les biens et rentes pour la somme de trois mille florins d'or à l'abbaye de Saint-Laurent. Le château, la seigneurie, l'avouerie et les bois sont un fief du prince de Liège. Vingt bonniers de terre arable sont des biens allodiaux. Les bois comprennent 360 bonniers. — Sont présents à l'acte : Arnoul de Corswarem chevalier, damoiseau Guillaume de Berlo et Gérard son frère. Lib. III, fol. XLII.

1628, 26 février. — L'abbé de Saint-Laurent expose que le bénéfice de Sainte-Catherine et Sainte-Barbe fondé dans le château-fort de Kinkenpois a été anciennement conféré à des religieux et depuis un certain temps à des séculiers. Il demande qu'il soit incorporé à l'abbaye et desservi par des religieux. L'évêque l'y

incorpore pour le moment de sa prochaine vacature. — Laurent Chiffène, professeur primaire de philosophie à Louvain le résigna l'année suivante. Lib. V, fol. CCXXXIII.

LEEUEW

1233 (1234), 7 janvier. — Contestation entre l'abbaye de Saint-Laurent et Fastrade, curé de Leeuw touchant la dîme des terres nouvellement mises en culture. Les deux arbitres décident que les dîmes noales dans le district des dîmes de l'abbaye lui appartiennent, lequel district est séparé par un cours d'eau du district des dîmes du curé. Lib. I, fol. xxxvi

1410, 31 mars. — Henri de Gudeghoven prend en location les dîmes grosses et menues, les terres herules, les cens, les chapons et autres biens que l'abbaye de Saint-Laurent possède à Lyewis Godefroid, pour 240 muids d'épeautre, deux aimes de vin, valant chacune quatre petits florins et douze livres de « speisses tirchyes, à savoir : blanc gengibre bon et loyal et canelle triée. » Raes de Gudeghoven, seigneur de Hozémont, est garant du bail. Lib. II, fol. xxv.

1431, 14 février. — L'abbé de Saint-Laurent donne les mêmes biens et rentes en location à Raes de Gudeghoven écuyer, seigneur temporel de Hozémont, pour le même fermage. Lib. II, fol. CLXVI.

LIERS

1453, 29 juillet. — Record de la cour de justice que Conrard Bubaix, avoué de Huy et de Liers, seigneur d'Andrimont et de Vierset, a, au village de Liers, des droits touchant certains biens de Saint-Laurent situés à Liers. Lib. III, fol. IIII.

LONEIS

1097. — Charte d'Otbert, évêque de Liège. — Jean d'Argentel, Englebert et Guillaume de Sumanio donnèrent un mansus de l'alleu qu'ils possédaient à Lones, à l'abbaye de Saint-Laurent, pour le salut de leurs âmes ; l'abbaye leur promit de célébrer leurs obsèques, les offices de vingt jours et leurs anniversaires. Leurs descendants, Everellus et Baldricus, ont reçu ce mansus en fermage héréditaire pour la rente annuelle de cinq solidi à payer au religieux-coste. — Témoins, outre cinq chanoines de la cathédrale : le comte Giselbert de Los, Walterus de Bacunwez, Guillaume de Cimaco, Guillaume de Hunafia. Charte datée de Liège. Lib. I, fol. ix.

Quel est ce comte Giselbert de Los ? Est-ce Giselbert, comte de Duras dont le grand-père était comte de Looz ? Est-ce un fils d'Arnoul qui était comte de Looz en 1097 ?

MAESWICK

1334, 8 septembre. — Wéric de Fontaines, prévôt de Saint-Nicolas-en-Glain et ancien abbé de Saint-Laurent, atteste que l'abbaye de Saint-Laurent possède la seigneurie et la juridiction séculière de Maeswick, de Stokkem et de Berghes, que l'abbé y nomme le mayeur et quatre échevins de la cour pour y exercer sa juridiction. Le mayeur convoque les trois échevins nommés par le chapitre de Saint-Servais pour constituer la cour. L'abbaye a, en outre, à Maeswick placitum generale inter mansionarios contra mansionarios ipsius monasterii; nam tempore quo curam et onus dictæ abbatie gerebamus, fecimus in quodam placito generali dicti monasterii in dicta villa facto abjudicari hereditatem heredum domini de Borne apud Berghe quæ de curia dicti monasterii in Maeswick movebatur, qui hæredes tunc ratione dictæ hereditatis dicto monasterio in annuo et hereditario censu tenebantur. Item tenet et possidet

patronatum ecclesiæ de Maeswick, insuper et campanam turris ipsius ecclesiæ de Maswick ac etiam duas partes aquæ ibidem decurrentis, necnon quamplures terras arables et census. Le seigneur de Leuth n'y a aucun droit à exercer. Le mayeur et les sept échevins de la cour réunis in pleno placito dans la ferme de Saint-Laurent attestent la vérité de cette déclaration, en présence de Guillaume, seigneur de Leuth et du curé de Maeswick. Lib. I, fol. XLIX.

1370, 15 mai. — L'abbaye donne en location pour dix-huit ans à Jean dit Stockem de Heylaer, sa ferme avec ses droits, privilèges et biens (le patronage de l'église et le droit d'investiture des fiefs exceptés) pour le fermage annuel de vingt-neuf doubles moutons d'or. Il exercera en même temps l'office d'écoutète et en percevra les émoluments. Parmi les témoins, il y a Lambert curé de Dilsen. Lib. I, fol. cx.

1378, 2 février. — Énumération de pièces de terre tenues en location par des particuliers à six deniers le bonnier par année, le denier compté ad duos nigros veteres. — Énumération de rentes dues par des particuliers. — Énumération de maisons affectées de corromèdes : hæc sunt domistadia quæ solvunt curmedas in curia de Maeswick. Lib. I, fol. cxxx.

1405, 13 août. — Acte de l'official. — Henri de Eycke, marchand à Maestricht, prétend que l'abbaye de Saint-Laurent lui doit, en sa qualité de seigneur de Leut, les droits de main-morte, soit à titre personnel, soit à raison des biens que l'abbaye possède à Maeswick; il a cité les religieux devant sa cour féodale pour les contraindre à payer les droits de main-morte dus à l'occasion de la mort des deux derniers abbés. L'official repousse les prétentions du seigneur de Leut et le fait menacer d'excommunication. Lib. II, fol. xv.

1418, 20 janvier. — L'abbaye donne en location sa

ferme (curia) de Maeswick avec ses biens, rentes, droits, dépendances, dîmes etc. (sauf le droit de patronage) pour cinquante florins d'or, monnaie de Guillaume duc de Hollande. Le fermier sera tenu, en outre, de bien entretenir la toiture de l'église. Lib. II, fol. XLIV.

1422.— Une domicella de Leuth, dame de ce village, exige des droits de cormède ou de main-morte sur les biens de l'abbaye à Maeswick ; ses prétentions sont repoussées par l'Official. Lib. II, fol. LXXXIII.

1463, 10 décembre. — Sentence des XXII de Liège. — Henri de Ghelic, demeurant à Maestricht, réclame des droits de main-morte sur les biens de l'abbaye. Les XXII jugent qu'il n'y a aucun droit et surtout que cette affaire doit être traitée par la cour des échevins de Saint-Laurent, à la loi de Liège et non par la cour de Saint-Servais à la loi de l'Empire. A Maeswick, quatre échevins de la cour de Saint-Laurent sont nommés par l'abbé et trois par Goert de Vlodorp et Henri de Ghelic; les échevins de Saint-Laurent y tiennent les plaids.— Il y avait, en outre, une cour de Saint-Servais. — Il y est mentionné que Goert de Vlodorp avait une cour à Maeswick et que cette cour était ressortissante « au chief souverain en la sale à Eycke. » Lib. III, fol. CX.

1752, 16 juin. — Le comte de Reuss, en sa qualité d'époux de la fille, héritière, du comte de Flodrop de Watersleben aliéna à M. De Mewen, entre autres biens, la terre et seigneurie de Maeswick avec un tiers de la dîme. — L'abbé de Saint-Laurent qui possédait la seigneurie avec les trois quarts de la dîme, protesta. Lib. VIII, fol. CCCIX.

Les Etats-généraux de Hollande déclarèrent la terre de Maeswick, terre de leur dépendance. — L'abbé pria le prince-évêque de faire des réclamations à La Haye par son résident, pour que la terre de Maeswick restât

sous sa souveraineté et ne fût point usurpée. Lib. VIII, fol. CCCXX.

MAREIS (MARET SOUS ORP?)

1081, 10 août. — Charte de l'évêque Henri, datée de Liège. — Pendant la grand'messe célébrée à l'abbaye, il affranchit le petit domaine de *Mareis* que les frères Elbert de Helines et Emmon de Grusnes avaient donné à l'abbaye. L'abbé seul y exercera les pouvoirs de seigneur, à l'exclusion de quiconque y a un alleu, même pour les cas de fausse monnaie, de brigandage, de duel judiciaire, de voies de faits et de sédition : tota villula et totus comitatus sit omnino in districtu abbatis, quicumque allodium ibi habent, scilicet, falsa moneta, et latro et lex campalis, et sturma et burina et coetera ad comitatum appendentia. L'avoué de l'abbaye n'aura que trois muids d'avoine ; il ne pourra assister aux plaids, qu'appelé par l'abbé et dans ce cas il n'aura que le troisième denier. A cet acte assistèrent quatre archidiacres, le comte Albert, le comte Conon, Arnulfus, Godescalcus, Gislebertus son frère, Lambert de Fouron, Jean de Geest, Evrard de Baldineis, Fredelo son frère. Lib. I, fol. VIII. Martène, IV, 1174.

MEEFFE

1092. — Charte de l'évêque Henri. — Robert abbé de Saint-Jacques donne à l'abbaye de Saint-Laurent par les mains d'Arnulphe, comte de Looz, avoué, l'église de Maffia et Bérenger, abbé de Saint-Laurent donne à l'abbaye de Saint-Jacques par les mains de son avoué Reinier, ce que son abbaye possédait à Hunafia (Aineffe) avec le tiers de l'église. L'évêque approuve l'échange. Lib. I, fol. VII.

1149. — Charte de l'évêque Henri, datée de Liège. — L'église de Saint-Séverin à Maffia avait été florissante religione canonica, mais elle était bien déchue,

religiosis decedentibus canonicis ; l'évêque proposa jusqu'à trois fois dans un synode, (in conventu Leodiensis ecclesiæ) d'y pourvoir. Il l'incorpore à l'abbaye de Saint-Laurent avec tous ses biens et charge l'abbé Wazelin d'en faire un prieuré et d'y placer des religieux. Il excepta toutefois de l'incorporation, les dîmes de Seron et de Forisvilla (Forville), parce que ces dîmes étaient *beneficium personæ quæ, more ecclesiastico, nostro debet adhærere obsequio*. Parmi les témoins on voit : Gozelinus ejusdem ecclesiæ sancti Severi præpositus, Eustache, avoué, Bérenger de Lez, Ricard de Marvilis. Lib. I, fol. XIII. Mirœus, III, 335.

L'église de Saint-Séverin, à Maffia, était une église collégiale qui avait son abbé ou prévôt parmi les chanoines de la cathédrale. Les dîmes de Seron et de Forville étaient la dotation de la prévôté ou abbatialité.

1171, 5 décembre. — Charte de l'évêque Raoul. — Il confirme l'acte de l'évêque Henri et constate que les chanoines décédés ont été remplacés successivement par des religieux. Lib. I, fol. xv.

1428, 8 septembre. — L'abbé de Saint-Laurent avait toutes les dîmes à Meeffia, du doyenné de Hanreche. — Il avait fait récemment reconstruire la tour et les paroissiens y avaient placé des cloches. — Il est convenu que dorénavant les paroissiens entretiendront la tour. — Présents à l'acte passé dans l'église de Meeffia : Georges de Molino curé d'Acosse et Godefroid de Limalia, recteur des écoles à Meeffia. Lib. II, fol. CXXXVII.

1552, 28 avril. — La cour de justice de Meeffe déclare que les églises d'Acosse et de Waret-l'évêque sont des églises filiales de l'église-mère de Meeffe, que le curé de Meeffe a le droit de nommer les curés d'Acosse et de Waret-l'évêque et qu'il y perçoit quelques dîmes. Lib. IV, fol. CLXVII.

1686, 11 janvier. — L'abbé de Saint-Laurent confère la cure de Meeffe en Condroz, après la mort de Jean Hallet, à André Du Rieux. Lib. VII, fol. LXXXIV.

1701, 29 janvier. — Cités « la priorie et cense de Buay à Meeffe, » appartenant à l'abbaye de Saint-Laurent. Lib. VII, fol. CLXI.

MILLEN (PRÈS DE TONGRES)

1574. — L'abbaye donne en location, pour six ans, ses dîmes à Millen, à Eelst, à Fall et alentour, pour 40 muids d'épeautre. Lib. IV, fol. CCCXX.

MOMALE

1243, janvier. — Charte d'Antoine de Warfesée, dit Renrechon, avoué de Momale. — En sa qualité d'avoué, il a droit à trois obsonia; il y renonce moyennant une rente annuelle de dix solidi. Lib. I, fol. xxx.

1351, 7 juillet. — Contestation entre l'abbé de Saint-Laurent, seigneur de Momale et Watirs de Warfusée, chevalier, avoué de Momale, touchant leurs droits respectifs. — La cour des échevins de Momale donne le record suivant :

1^o C'est à l'abbé à nommer mayer, échevins et forestier, lequel mayer, doit, par l'enseignement des échevins, faire bans et vestures et planter bonnes et rennaux (bornes et regenooten), mais de ces tiers à planter et de bans à faire, il n'a rien ; car le dit avoué doit, par la raison de sa dite avouerie, avoir pour chaque tiers et pour chaque ban deux deniers de bonne monnaie et le reste qui monte à sept deniers est pour les échevins, à savoir, à chacun un denier.

Pour chaque arrêt, le forestier a un denier et pour chaque derest l'avoué a deux deniers et les échevins deux deniers, et le maire n'en a rien.

Si on prend un larron dans le village de Momale, on

doit le livrer à celui qui pour cela tient la cour de l'abbé ; quand il est jugé par les échevins, le mayer doit le mener sur le wérissay (place publique) et le livrer à l'avoué qui en doit faire la hauteur.

Si on retache un wérissai (bien communal), le mayer doit le faire par les échevins, mais l'avoué doit y être pour garder (garantir) contre toute force.

S'il arrive un hahay ou bataille dans le village et si l'avoué vient à cette bataille ou hahay, encore que plainte en soit faite au mayer, l'avoué peut le quitter ligement, et si plainte en est faite au mayer, le mayer a les deux tiers de l'amende à ce afférente et l'avoué le tiers.

Tous ceux de Momale doivent moudre au moulin de l'avoué à diestewiteme laienagie payant, savoir, pour chaque muid une fertaille.

L'avoué peut mener les hommes de Momale avec lui à armes, toutes les fois que besoin il en a, de soleil levant à soleil couchant, mais il doit les ramener ce jour au village et il les doit garder (garantir) contre force.

Item l'avoué aura dix solidi de l'abbaye de Saint-Laurent, mais il doit faire payer les cens et amendes et garantir les religieux contre toute force.

Les échevins auront deux deniers et deux chapons, mais ils doivent être présents au lever des cens.

Présents: Godefroid curé de Fiez et Radoux curé de Momale. Lib. I, fol. LXV.

1366, 7 décembre. — Décision des échevins de Liège. — Waltir de Warfusée, chevalier, avoué de Momale, récemment décédé, « avait acquis en pension de l'abbaye de Saint-Laurent, la justice, hauteur, domination et seigneurie de Momale avec certains cens et chapons qui maintenant, par l'obit du dit chevalier, sont cassées et de nulle vertu. »

« L'avouerie de Momale est parvenue à Arnoul de Corswaremme, chevalier, par la succession de Waltir, son grand seigneur, et la hauteur, justice et seigneurie

sont revenues à l'abbaye de Saint-Laurent. » — Contestations entre le nouvel avoué et l'abbaye. — L'évêque Réginard a donné Momale à l'abbaye en franc-alieu en 1034 ; par le même acte il a donné aussi « le promerain don de la dite avouerie en tution et défense de la dite église de Saint-Laurent à Wigier, avoué de son hosteit, qui tant seulement devait avoir le troisième denier aux trois plaids généraux et une obsonne à tous cinq hommes (obsonium cumquinque viris). » — Convention de janvier 1243. — La cour des échevins décide qu'Arnoul de Corswaremme n'a que l'avouerie de Momale, « qu'en toutes amendes et excès, jugés par les échevins dont argent ou chose qui le vaut, était et serait reçu jusques à la valeur de sept sols de Liège ou plus, il devait avoir le troisième denier seulement avec les dix sols de rachat des obsones ; mais il doit garder (garantir) de force l'église de Saint-Laurent et ses masuyers et surceants à Momale et les faire mener par loi, en cas où presses seraient al contraire. » Lib. I, fol. XCIII.

1369, 22 février. — L'abbaye de Saint-Laurent cède en fief perpétuel à Arnoul de Corswaremme, seigneur d'Ennetine, chevalier, avoué de Momale, la seigneurie, hauteur et justice de Momale avec les cens et chapons, moyennant une rente annuelle de cinquante-trois muids d'épeautre qu'il hypothéquera sur douze bonniers allodiaux qu'il possède à Noville près de Fexhe-le-Voué ; la seigneurie, les cens et chapons et les douze bonniers resteront la dotation de la seigneurie et de l'avouerie de Momale. Les actes seront passés et réalisés devant la cour allodiale entre Sainte-Marie et Saint-Lambert, à Liège. Lib. I, fol. xcviii.

1710, 10 décembre. — Transaction entre Florimond-Claude comte de Merci, chambellan et lieutenant-général au service de Sa Majesté Impériale, vicomte de Looz, seigneur de Moumal et l'abbaye de Saint-Laurent. —

L'abbé lui fait remise de la rente de 48 muids d'épeautre (restant des 53 muids). — Le comte fait remise à l'abbaye de la rente de mille florins que le comte de Heers avait donnée, comme dot de mariage, à sa fille Agnès-Ernestine de Rivière, épouse de Jean-François d'Argenteau, vicomte de Looz et seigneur de Moumale, rente que l'abbé de Saint-Laurent aurait dû payer, parce qu'il se trouvait en possession des biens du comte de Heers. Lib. VII, fol. CXCI.

MONS

1733. — Jean Barthélemy, mayeur et échevin de Mons, laissa à un prêtre séculier que nommerait l'abbé de Saint-Laurent, sa maison, cense, terres, prés, bois qu'il possédait à Mons et ailleurs avec plusieurs rentes, à la charge de chanter son anniversaire, de dire la messe pour lui les dimanches, lundi, mardi, jeudi de chaque semaine et les jours de fête, avec instruction aux assistants, de chanter le salut les dimanches et fêtes, d'enseigner à lire et à écrire jusqu'à cinquante enfants tant de Mons que des hameaux, de les instruire dans la crainte de Dieu et de les catéchiser... Lib. VIII, fol. CLXIII.

NEERHESPEN

1430, 23 novembre. — L'abbaye donne en location ses biens, rentes et dîmes, situés à Neerhespen et Goçekoven (excepté le patronage de l'église et la collation des échevinages) pour cent couronnes, chaque couronne comptée à 31 boddingen, et chaque bodding à dix solidi, six deniers ; douze livres d'épicerie (specierum), savoir : quatre de gengibre, quatre de poivre et quatre de cynamomi. Lib. II, fol. CLXI.

1694, 25 mai. — L'abbé confère l'église de Gussenhoven et Neerhespen à Henri Nys, après la mort de Henri Hennotte. Lib. VII, fol. CXLV.

1715, 15 janvier. — L'abbaye avait une cour censale à Hespine. Lib. VII, fol. CCXXXVIII.

1743, 12 août. — Les églises de Saint-Maurice à Neerhespen, de Saint-Lambert à Gussenhoven et de Saint-Pancrace à Wezeren étaient unies et avaient le même recteur. Ignace Dingmans permuta ces églises avec Henri Van Thielt contre un autre bénéfice. Lib. VIII, fol. CCXL.

NEUVILLE

1217. — Emma de Novilia, mère d'Everard Pawelon, possédait en fermage perpétuel XIII bonniers de terre situés à Noville, pour un fermage annuel de XIII muids d'épeautre, VI deniers et deux chapons ; ces bonniers passeront aux héritiers légitimes et ne pourront être aliénés sans le consentement de l'abbé ; le nouveau possesseur en fera le relief et payera pour droits de reliefs XII deniers aux membres de la cour féodale (paribus) et une aîme de vin à l'abbé. Lib. I, fol. XXV.

1485, 10 mars. — L'abbaye donne en fermage pour six ans ses dîmes de Noville pour 225 muids d'épeautre par an, une demi-aîme de vin évaluée à six florins de Brabant. Lib. III, fol. CCXXXIII.

PAILHE

1468, 3 septembre. — L'official donne un sursis de paiement à Martin de Wanereal qui doit vingt-cinq muids d'épeautre à l'abbaye pour la dîme de Pailhe qu'il a en location ou fermage. Lib. III, fol. CXXXVIII.

SAINT-NICOLAS EN GLAIN

1151. — Charte de l'abbé Wazelin. — Gozelon de Hambreuz et Emma son épouse, donnent à l'église de

Saint-Nicolas, le jour de la consécration, deux bonniers de terre y situés. La consécration fut faite par l'évêque Henri. L'église appartenait à Saint-Laurent *tam fundi quam ædificii jure*. Les donateurs se réservent l'usufruit des deux bonniers. Après leur mort l'abbaye fera chanter leurs obsèques et leurs anniversaires avec distribution de pains aux pauvres. Parmi les témoins on voit Etienne abbé de Saint-Jacques, Gozelin doyen de Saint-Jacques, Henri doyen de Saint-Trond, Herimannus villicus civitatis. Lib. I, fol. XIII.

Cette charte porte la date de 1151, la XII^e indiction ; la XIII^e année de Conrard II et la IX^e (?) de l'épiscopat de Henri.

1203. — Charte de l'abbé Otton. — Bauduin-le-Grand et son épouse Ida ont donné à l'église de Saint-Nicolas en Glain leurs biens de Bolseis et d'autres lieux, pour y fonder un autel à desservir par deux religieux. Ils se réservent toutefois l'usufruit de leurs biens. Lib. I, fol. XXXII. Martène, IV, 1182.

1203, 6 décembre. — Charte du légat Guido, datée de Liège. — Il dispense de son vœu d'aller en Terre-Sainte et d'y combattre les infidèles, Bauduin-le-Grand, qui a donné à l'église de Saint-Nicolas soixante bonniers situés à Ans, Bolsée, Montegnée. Lib. I, fol. XXXIII. Martène, IV, 1181.

1374, 3 juillet. — La Rote décide que Raes de Haccourt prieur de Bertrée de l'Ordre de Cluny, n'a aucun droit sur la prévôté ou le prieuré de Saint-Nicolas en Glain qui est un office manuel à la libre collation de l'abbé de Saint-Laurent. — Décision datée d'Avignon. Lib. I, fol. CXXIII.

TILLEUR

1148. — Charte de l'abbé Wazelin. — Arnulphus de Tresonia tenait la dîme de Tilehur en fief de l'abbaye.

— Il la résigne entre les mains de l'abbé, en faveur de l'abbaye de Floreffe. — L'abbé la confère à cette abbaye sous la condition d'en faire le relief et de payer annuellement XII deniers. — Il y aura entre les deux abbayes communauté de prières. Lib. I, fol. xxvi.

1332. — Erection de la chapelle de Tilleur dédiée à Saint-Hubert, en église paroissiale. Cette chapelle est située sur les bords de la Meuse. L'évêque la sépare de l'église paroissiale de Sainte-Véronique et lui attribue les droits paroissiaux. Le curé sera nommé par celui de Sainte-Véronique. Il pourra administrer tous les sacrements. Il aura pour dotation, les revenus des biens légués dans ce but par le prêtre Lambert de Tilleur, les oblations des fidèles à l'occasion du baptême et de l'Extrême-Onction. Le curé de Sainte-Véronique continuera à percevoir tous les autres revenus, tels que la dîme, les pains du curé, les oblations aux solennités, aux mariages, aux funérailles, etc. — Jean Rennuars, chanoine de Saint-Denis était alors curé de Sainte-Véronique. Lib. I, fol. XLIII.

1389-1393. — Jean de Oyngncez curé de Tilleur et ses paroissiens pensaient que les abbayes de Saint-Laurent et de Floreffe devaient réparer l'église et fournir ce qui était nécessaire pour la célébration des offices divins, à raison des dîmes qu'elles percevaient dans la paroisse. Sur le refus de celles-ci, ils firent mettre des arrêts sur les dîmes par l'archidiacre. — Appel des abbayes devant l'official. — Le prévôt Jean Egidii est choisi comme arbitre. — Celui-ci décide en faveur des abbayes contre les paroissiens de Tilleur, le 19 juillet 1393. — Le procès continua devant l'official jusqu'en 1396. Ce juge rejeta les appels interjetés par le curé et les paroissiens. Lib. I, fol. CLXIII. Lib. III, fol. CCLXXIX.

1395, 15 janvier. — Acte notarié. — Les habitants de

Tilleur empêchèrent les envoyés de l'abbaye de Saint-Laurent de transporter des tonneaux de vin à la Meuse pour les y charger sur des barques ; ces tonneaux se trouvaient dans une grange de la ferme de Floreffe. La cloche d'alarme avait réuni les habitants devant la grange, et les enfants qui occupaient la voie publique, y avaient allumé des feux. Lib. I, fol. CLXXV.

VAUX ET CHAPONSERAIN

1703, 26 octobre. — L'église de Vaux et Chaponserain étant vacante par la résignation de Libert Le Malle, l'abbé la confère à Antoine Dumoulin. Lib. VII, fol. CLXXII.

VELROUX

Vers 1270. — G. de Apia, archidiacre de Liège et Franco de Lude (Lowaige) provisor in spiritualibus de H. évêque de Liège, accordent aux habitants de Velroux le droit d'avoir dans leur église des fonds baptismaux et un prêtre à résidence fixe, en séparant la paroisse de celle de Fexhe. Les habitants s'engagent à payer chaque année deux pains par ménage et quatre marcs (de vingt solidi chacun). Lib. V, fol. CCXXXIX.

VIEMME

1662, 13 février. — Denis Masillon, son épouse Marie de Tharoule et leur fils Jean — Erasme Masillon juriconsulte, vendent leur ferme avec les biens, de Viemme, à raison de 3,000 florins pour les bâtiments, de 600 florins le bonnier de terre arable et de 1200 florins le bonnier de prairie ; l'abbaye se chargera, en outre, des rentes qui grèvent les biens. Ces rentes montent à 55 muids d'épeautre au capital de 200 florins le muid. Lib. VI, fol. CXXIII.

Il y avait 44 bonniers de terre arable et 2 1/2 bonniers de jardin ; ce qui revenait à 32,478 fl.

Les charges montaient à 15,160 fl.

1679, 1 décembre. — La cure de Viemme étant vacante par la mort de Gaspar Marée, l'abbé de Saint-Laurent la confère à Nicolas Adriani. Lib. VII, fol. LIIII.

VILHAIN (VIEN)

1676, 5 octobre. — L'abbé confère l'église de Vilhain à Oger Fleussu, après la mort de Guillaume Froidbize. Lib. VII, fol. xxxv.

1681, 16 avril. — Il la confère à Hubert de Leuze, après la mort d'Oger Fleussu. Lib. VII, fol. LXIII.

VILLERAUX (PRÈS DE BOELHE ET TROGNÉE)

1512, 10 mai. — Record des deux cours de justice de Grand-Frésin et de Villeraux, touchant les limites des deux seigneuries. La contestation concernait surtout la fontaine de Saint-Pierre. — Walter de Schoonbeeck était seigneur de Vireel. Lib. VI, fol. IX-LXXXIIII.

1615, 20 novembre. — Les habitants de Boelhe menacés d'exécution militaire par les mutinés de Hoogstraeten pour défaut de fournissement de fourrage et arrérages d'iceux, avaient emprunté de l'argent pour les satisfaire ; l'intérêt de ce capital montait à quinze Philippe-dalers ; pour servir cette rente, ils avaient vendu un pré communal (Broucque).

Le 16 octobre 1619 Wathieu de Beurieu fils de Guillaume de Beurieu, releva la seigneurie avec ses biens de la cour de Hermalle.

1626, 8 août. — Wathieu de Beurieu seigneur de Villeraux, donne en bail perpétuel à l'abbaye de Saint-Laurent, « sa seigneurie et terre de Vilrea avec haute, basse et moyenne juridiction, biens seigneuriaux et féodaux, patrimoniaux lui parvenus par succession de père et mère, par droit de préciput, même comme héritier d'iceux, tenus et relevés en fief de Jean de

Berlo seigneur de Hermalle, avec tous accroissements d'iceux, droits d'arrière-fief et hommage, droits de patronage et de collation etc., » item sa ferme de Vilrea avec ses biens ; item sa ferme de Boelhe avec ses biens ; pour un fermage héréditaire de sept muids d'épeautre par bonnier de jardin et pré et de trois muids cinq sétiers pour chaque bonnier de terre arable ; l'abbaye payera en outre les charges qui grèvent les biens ; et elle donnera en cadeau à Catherine Kerckoff son épouse, une chaîne en or de mille florins.

Le relief devant la cour féodale que Jean de Berlo possédait à Hermalle devant Flône, eut lieu le 11 juillet 1628.

Ces biens pris en fermage perpétuel montaient à 22 bonniers de jardin et prés, et 92 bonniers de terre arable.

Olivier de Beurieu, frère du rendeur, s'opposa à l'exécution du bail et se mit en possession des biens par la violence, mais il ne put s'y maintenir.

1630, 9 septembre. — Acte de réalisation en flamand de la cour de Vereel (Villeraux).

1630, 25 octobre. — Acte de réalisation en français de la cour de Boelhe.

Olivier de Beurieu se remit encore en possession du château de Vilrea vers 1648, mais l'année suivante il dut en sortir par ordre du prince qui avait chargé le colonel Buntinx de l'en expulser par la force.

L'acquisition de la seigneurie et terre de Villeraux occasionna à l'abbaye pendant plus de vingt ans bien des procès et des tracasseries avec Olivier et Marie de Beurieu frère et sœur du rendeur, ainsi qu'avec Gertrude-Catherine de Beurieu épouse du colonel Guillaume de Royer.

Le 24 mars 1685 l'abbaye paya, par forme de transaction, quatre mille florins au comte Albert d'Arberg de Valangien et à son frère le comte d'Arberg de Fresin,

baron de Helmont et de la Rochette qui avaient succédé aux droits du prince de Chimay ; celui-ci avait succédé aux droits de Charles de Gave, seigneur de Fresin, sur la seigneurie de Villeraux, contre la famille de Beaurieu. Lib. VII, fol. LXXX.

WALDEUMONT

1181. — Charte de l'abbé Everlin. — Le noble homme Ebroin chevalier de Waldeumont, donne à l'abbaye une partie de son alleu, savoir : trente bonniers dont les mansionarii paient par année XXV solidi de Liège et des curtes payant seize chapons et seize deniers. — Il a fait cette donation par les mains de Louis avoué de la Hesbaye et des nobles hommes : Godefroid de Seraing, Albert son frère, Winand de Waldeumont, Thierri de Prato, Wédéric son frère. — Les mansionarii payeront pour droits de relief la valeur du cens annuel. Lib. I, fol. XXVIII.

WASSEIGES

Le jour de la consécration de l'église de l'abbaye, Réginard lui avait donné le domaine de Wasseige qui comprenait cent mansi (3 novembre 1034).

1035, 10 août. — Charte de l'évêque Réginard. — A la demande de l'abbé Etienne, l'empereur Conrard donna à Albert, comte de Namur, l'avouerie de Wasseige et détermina ses droits ; l'avoué aura, chaque année, de chaque mansus fiscal un muid d'avoine et quatre deniers ; aux trois plaids généraux il aura le troisième denier dans les amendes et quatre solidi pour ses frais ou son entretien (obsonium). Il ne pourra exiger ni impôts, ni subsides, etc. La charte est signée par plusieurs des nobles qui assistèrent à la fête de Saint-Lauré, à savoir : Albert comte de Namur, son fils Albert, Gozelon duc, son fils Godefroid, Hériman comte, Arnulphe comte, Gislebert comte, Gozelon comte, Adalbert comte, Wiger avoué. Lib. I, fol. IIII.

1082. — Charte de l'évêque Henri, datée de Huy.— Il atteste qu'il a reçu de Bérenger, abbé de Saint-Laurent par les mains de Reinier avoué, l'église de Seraingchamps, excepté la familia qui demeurait soit à Liège soit à Publémont et qu'il a donné en échange à l'abbaye, par la main du comte Conon tout ce que la mense épiscopale possédait à Wasseige, savoir : sept mansi fiscaux cum familia, sylva et omni districtione. Les témoins étaient Henri comte, Evrard de Nodem-bays, Hugues de Daules, Libert frère de Reinier l'avoué, Godescalc de Ciney, Jules de Forciles et quatre archidiaques. Lib. I, fol. vi.

Par le mot *familia* de Wasseige il faut entendre les habitants qui cultivaient les sept mansi et par *districtio* la justice.

Par le mot *familia* de l'église de Seraingchamps, il faut entendre certains censitaires de cette église, c'est-à-dire, ceux qui étaient donnés à cette église et placés sous sa protection et qui, à ce titre, lui devaient une rente à l'époque de leur mariage ou de leur décès.

Il est possible que le comte Conon n'est autre que Conon comte de Montaigu au village de Marcourt en Ardenne. Quant au comte Henri, il y avait en 1082, quatre comtes de ce nom, présents à Liège, à l'établissement du tribunal de la paix : Henri frère du comte de Namur, Henri comte de Limbourg, Henri comte de Laach, Henri comte de Louvain.

Vers 1112. — Charte sans date de Henri V mort en 1125. — Godefroid, comte de Namur, outrepassa ses droits d'avoué et commit des exactions à Wasseiges. L'abbé Bérenger se rendit près de Henri V pour s'en plaindre. Ce Souverain ordonna au comte de Namur d'observer le règlement porté par Conrard en 1035 et de s'abstenir de tout ce qui n'est pas autorisé par ce règlement. — A cette chartre figurent, comme témoins, Erluin évêque de Wurzburg, Brunon évêque de Spire et son frère Albert chancelier, le comte Wibert, le

comte Herman, le comte Gervin, le comte Arnulphe de Looz, Guillaume avoué de la cité, Guillaume de Namur, Lambert de Masereit, Henri de Namèche. Lib. I, fol. vi. Martène, IV, 1176.

1152-1190. — L'empereur Frédéric ordonna à Henri comte de Namur de supprimer et d'éloigner les sous-avoués de Wasseiges et d'Evrehaille ; il ajoute que les comtes de Namur tiennent l'avouerie de ces villages de manu regia indominicaliter et qu'ils doivent se tenir à la teneur de la concession royale. Lib. I, fol. vi.

1247, décembre. — Charte de Henri, abbé de Saint-Laurent, adressée aux villico et scabinis de Wasseiges. Il a conféré en fief perpétuel et héréditaire la fonction de forestier (forestariam) de Wasseiges à Baudouin dit le forestier, mais sous la condition qu'elle ne soit jamais partagée entre les héritiers et que pour droit de relief soit payée une demi-aime de vin à l'abbé et une demie à la communauté. Lib. I, fol. xxxvii.

1321. — Wasseiges fut brûlé avec le moulin de Saint-Laurent dans la guerre entre Adolphe de Lamarck et le comte de Namur. Lib. III, fol. xcix.

1409, 20 juin. — Transaction entre l'abbaye de Saint-Laurent et son fermier de Wasseiges. — Les biens de Wasseiges, Branchon et des environs étaient loués pour XVIIIX muids d'épeautre (360 muids). — Le fermier a beaucoup souffert des guerres en 1408 ; il ne payera que 230 muids et 36 livres de commune monnaie. — Sont cités Gérard de Warnant, curé de Bodegnée et Pierre de Causter curé de Saint-Remacle. Lib. II, fol. xx.

1412, 5 mars. — Louis de Blamont alias de Juppleu, écuyer, prétendait avoir droit à une rente annuelle de cinq muids d'épeautre et de cinq solidi sur les biens de l'abbaye de Saint-Laurent à Wasseiges, Branchon et Bonneffe, à raison du fief appelé keusserie ou

coquinaria qu'il tenait, disait-il, du comte de Namur ; il molesta l'abbaye dans ses biens et fit citer les religieux devant le bailli et les hommes dits du château de Namur. Les religieux s'adressent à l'official de Liège qui fait comminer par les curés la peine d'excommunication et une amende de cent marcs à l'écuyer Juppleu. Lib. II, fol. xxx.

1412, 23 juillet. — Les religieux de Saint-Laurent choisissent pour arbitre au sujet de la contestation précédente Guillaume de Flandre, comte de Namur. Lib. II, fol. xxxvi.

1448, 8 avril. — L'abbé rembourse à Jean seigneur de Wesemale et de Fallais, une rente de 14 muids d'épeautre que celui-ci avait sur les biens de Wasseiges, au capital de 16 florins d'or de Rhin le muid. Lib. II, fol. CCLXXXIII.

1500, 28 août. L'abbaye donne en location à Grégoire seigneur de Boi, les terres, prés et dîmes de Wasseiges pour 450 muids d'épeautre par an. Lib. IV, fol. 1.

Ce Grégoire était fils naturel de Jacques de Glymes, chevalier et bailli de Dinant.

Il y avait à cette époque 17 religieux à l'abbaye.

1522, 27 octobre. — L'abbaye promet de contribuer pour la moitié à la reconstruction de la tour et de la flèche, sans y être obligée. Les paroissiens contribueront pour l'autre moitié et feront les corvées. Lib. IV, fol. LXXII.

1668, 11 juin. — L'abbé de Saint-Laurent confère de nouveau pour un an à Jacques Renard la fonction de marguillier ou sacristain, parce qu'il a bien rempli ses devoirs de sacristain et bien instruit les enfants. Lib. VI, fol. CCLVI.

1688. — Transaction entre l'abbé et Henri Michotte, curé de Wasseiges, touchant la compétence de celui-ci.

Au lieu du tiers de la dîme de Branchon, le curé recevra trente-quatre muids d'épeautre, et au lieu du tiers de la dîme de Hemptinne, il aura six muids d'épeautre. Lib. VII, fol. CCXXXV.

1715, 6 février. — L'abbaye avait une cour censale et une cour féodale à Wasseiges. Lib. VII, fol. CCXXXVIII.

JOSEPH DARIS.





LA VIE RURALE EN BELGIQUE

SOUS L'ANCIEN RÉGIME (1)

LE VILLAGE DE BOMBAYE

Mémoire lu, le 12 Juillet 1882,

A LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE DE BELGIQUE

Un siècle à peine nous sépare de ce qu'on appelle l'ancien régime, et ce court espace de temps a suffi pour élever entre cette époque et la nôtre une nuit épaisse. Les événements de l'histoire nous sont connus; mais ils ne constituent pour ainsi dire que la surface d'une époque, et, aussitôt que l'on veut pénétrer plus bas, aller des choses aux hommes qui les accomplissent, s'introduire dans l'intimité de la vie domestique, suivre le citoyen dans les actes de sa vie publique, étudier les institutions dans leurs détails, en connaître les rouages, les reconstruire et les remettre

(1) Je remplis un devoir en signalant ici la part considérable qu'a prise aux recherches préparatoires à ce travail mon ami, M. Charles de Ponthière, conseiller provincial du canton de Dalhem; en me prêtant son concours, il m'a rendu agréables, des recherches pénibles par elles-mêmes; il m'a donné une aide qui équivaut à une véritable collaboration.

en mouvement dans son esprit, en un mot, se rendre compte de l'état intérieur de la société dont on n'a aperçu encore que l'aspect extérieur, mille difficultés surgissent.

Et tout d'abord sur l'ancien régime règne une tradition généralement acceptée. Les admirateurs enthousiastes de la Révolution la rapportent en des termes qui font penser au récit d'une nouvelle création du monde : avant 1789, était le chaos ; la Révolution vint et tout fut créé, la liberté, la fraternité, l'égalité, la justice, le gouvernement ; quelques-uns voudraient même, si les faits ne protestaient pas contre cette hyperbole, ajouter le bonheur à cette liste déjà longue.

Cette tradition est partout répandue autour de nous ; malgré nous, nous en sommes imbus ; elle nous pénètre et ce n'est point par un mince effort que nous réussirons à la secouer et à faire tomber le voile qu'elle a étendu devant nos yeux.

Mais d'un excès à l'autre, la distance est faible ; la tradition révolutionnaire écartée, il faut craindre d'arriver, par une faiblesse naturelle de l'esprit, à une réaction extrême. Substituer un enthousiasme indiscret et déraisonnable pour l'ancien régime à un dénigrement de parti pris, serait remplacer un préjugé par un préjugé.

A cette difficulté morale, s'en joint une autre purement matérielle : les documents manuscrits ou imprimés abondent ; les témoins à charge et à décharge se pressent devant l'historien ; les dépositions contradictoires, les affirmations et les négations se succèdent et forment bientôt une masse touffue qu'il est malaisé de démêler.

Pour les époques plus reculées, le temps s'est chargé de lever ces embarras ; il a élagué le fouillis des documents, trop peut-être, au gré des chercheurs ; il ne leur en a laissé que quelques-uns dont, à force de critique, ils doivent exprimer le suc.

Il me semble que le seul moyen d'arriver à la vérité sur l'ancien régime, c'est de procéder avec une sage circonspection et une méthode sûre : il faut, comme l'a dit M. Taine, joignant le précepte à l'exemple, faire des sondages dans l'histoire du passé. Au chercheur de jeter la sonde dans l'abîme, de ramener à la surface un individu, de l'analyser, de répéter les observations, de former une collection de types. A l'historien un jour de généraliser et de conclure.

Il faut appliquer à l'étude du passé les procédés que l'illustre Le Play a employés dans l'étude du présent.

C'est de cette méthode que j'ai essayé de me servir dans un sujet peu exploré jusqu'ici : je n'ai point tenté une généralisation hâtive ; je n'ai point cherché non plus des arguments à l'appui d'une thèse.

J'ai voulu interroger les faits et ce sont eux seuls qui parleront dans cette étude.

*
* *

Il est peu de points sur lesquels la tradition révolutionnaire abuse des couleurs noires autant que sur la vie rurale avant 1789. Elle a bientôt fait de la dépeindre en quelques traits : oppression seigneuriale, impôts écrasants, ignorance, superstition, misère.

On connaît le passage célèbre écrit par La Bruyère dans un moment de mauvaise humeur :

« On voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent, qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible ; ils ont comme une voix articulée, et, quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine : et en effet, ils sont des hommes. Ils se retirent la nuit dans des tanières, où ils vivent de pain noir, d'écorce et de racines ; ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de cueillir pour vivre, et méritent

ainsi de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé. » (*Caractères. De l'homme*).

Ce passage circule comme le portrait authentique du paysan de l'ancien régime, comme le résumé de tout ce que l'on peut dire sur la vie rurale au siècle passé (1).

Il n'est pas difficile de montrer combien est inexact ce jugement porté par un lettré en dehors de toute observation sérieuse des faits.

Mais jusqu'ici on n'a guère tenté, surtout en Belgique, de substituer à ce jugement de fantaisie un portrait exact, avec les preuves à l'appui.

Je ne puis avoir l'ambition d'accomplir ce travail tout entier. Je n'apporte que la description sincère et complète, autant que possible, d'un type.

Les éléments de cette description, je les ai puisés dans deux coffres d'archives remplis de documents manuscrits du XVII^e et du XVIII^e siècle : ces documents sont les seuls souvenirs qui restent des générations disparues, les seuls témoins de la vie des anciens paysans de Bombaye. Les humbles magistrats, les greffiers, les simples manants qui ont écrit ces pièces, s'imaginaient bien peu qu'un jour elles serviraient à écrire la modeste histoire de leur modeste village.

I

TOPOGRAPHIE ; DESCRIPTION ; HISTOIRE DU VILLAGE DE BOMBAYE

Le village de Bombaye est situé non loin de Liège, dans le canton de Dalhem : aujourd'hui, comme au siècle passé, il dessine une bande assez étroite de terrain, perpendiculairement à la Meuse : il touche d'Orient à Warsage, du Midi à Mortroux, de l'Occident à Visé, du Nord à Berneau, de l'Ouest à Dalhem. Il comprend

(1) Il est encore cité par M. E. de Laveleye dans ses *Éléments d'Économie Politique*. Paris, 1882.

quatre hameaux, la Tombe, les Trix, Mons et Bombay, et s'étend, d'après le cadastre, sur 629 hectares 99 ares 73 centiares.

Le pays au milieu duquel il est situé est charmant : il n'offre pas de vastes horizons ; il présente une succession de vues peu étendues, mais qui enchantent par leur fraîcheur. Tout y est riant et séduisant. Dans la vallée de la Berwinne surtout, l'œil découvre un site qui le charme : au milieu de grasses prairies, entrecoupées de hautes haies, la rivière dessine des mouvements capricieux ; tantôt elle s'étend et coule en ligne droite ; un peu plus loin, elle tourne brusquement sur elle-même, se resserre, et se précipite dans une courbe étroite. La vallée n'est point large ; les coteaux sont garnis de bois, au milieu desquels ont été découpés des champs et des prairies : on aperçoit à fleur de terre au milieu de la verdure quelques rochers ; l'un d'eux se dresse en une immense paroi à l'abri de laquelle le berger, par les temps de pluie, place ses moutons. La vue est fermée au loin par les collines qui semblent se rejoindre ; on se croirait dans un parc grandement taillé ; on n'aperçoit pas une habitation, mais tout parle de l'homme. Dans les prés errent les gras troupeaux qui font la richesse du pays. Tout est calme et silencieux, mais aussi souriant et gracieux.

Le hameau central, qui donne son nom à toute la commune, est sur le plateau. Au centre se trouve l'église : c'est le seul monument qui ait gardé quelques restes anciens ; le vaisseau est moderne, la tour et le chœur, la tour surtout, doivent avoir plusieurs siècles d'existence. Mons et la Tombe possèdent également des chapelles, l'une et l'autre objet de pèlerinages fort fréquentés.

L'église est dédiée à saint Jean-Baptiste. La chapelle de Mons a été rebâtie en 1763. La chapelle de la Tombe reconstruite en 1834 remonte à une très haute antiquité. Elle possède une parcelle de la sainte Croix.

Un ermitage joint à la chapelle porte sur une pierre placée dans la muraille :

A l'honneur de Jesus et de sa sainte Croix, fre. et Leodea Florence ont fait ériger cette hermitage. Anno 1644. Au-dessus de l'autel de la chapelle on lit : Noble et généreux seigneur Arnolt baron de la Margell (1).

Le nom de Bombaye a eu ses heures de gloire. Les sires de Bombaye appartenaient à l'une des plus nobles familles du pays; ils « ont foisonné en enfants et engendré beaucoup de linages » (2). Des quatre filles d'Oulry de Bombaye sont issus comme le rapporte Hemricourt « quasy tous les chevaliers et escuyers de la terre de Dolehen. » Les Marteau de Bombaye issus de cette famille se perpétuèrent, non sans honneur, jusqu'aux siècles voisins du nôtre.

La Tombe a un passé plus reculé et plus illustre encore.

Bouille (3) rapporte que les champs dépendants de ce hameau furent le théâtre d'une sanglante bataille que Sigebert roi de Metz et d'Austrasie livra aux Huns, au milieu du VI^e siècle, et où fut sauvée la civilisation naissante de notre pays.

Sur la tombe de ses soldats, Sigebert aurait fait élever un oratoire; au VIII^e siècle il possédait le seul clocher digne d'être cité dans les pays d'Outre-Meuse (4). La Tombe (Tumba) apparaît dans un acte du roi Arnold de Germanie en 888 (5); elle figure encore dans les lettres de Henri I^{er} de Germanie, du 7 juillet 930, où il

(1) Delvaux, *Dictionn. géogr. de la Prov. de Liège*. Liège 1841.

(2) E. de Rye, *Traité des maisons nobles du pays de Liège*. Liège 1870, p. 52.

(3) P. 16. Inutile de dire que les allégations de Bouille ne reposent sur aucune preuve certaine.

(4) Rahl, *Histoire de la ville et du comté de Dalhem*. Bruxelles 1852.

(5) Le nom de la Tombe est fort commun; rien ne prouve qu'il s'agisse dans ce diplôme de la Tombe de Bombaye.

accorde à l'église Notre-Dame d'Aix le droit de percevoir le neuvième des revenus de ses terres.

Bombaye, après avoir appartenu aux seigneurs de Dalhem (1) passe, au XIII^e siècle, aux ducs de Brabant et puis à la maison de Bourgogne. Sous Philippe-le-Bon, il attache à son nom un souvenir historique qui mérite d'être rappelé.

Dinant venait d'être mis à sac ; tout tremblait devant la terrible colère du comte de Charolais. Seuls les Liégeois conservaient un peu de cœur ; la garnison de Visé sortit bravement de la place pour venger, sur les sujets du duc, le massacre des Dinantais. Une bande de paysans chercha à l'arrêter. Les deux troupes se rencontrèrent près de la Tombe, les campagnards furent aisément mis en déroute par des troupes disciplinées et aguerries ; une partie des fuyards se réfugia à Bombaye dans un vieux donjon ; les femmes et les enfants s'y étaient enfermés avec eux. Les Visétois ne s'attardèrent pas à faire un siège en règle ; ils entourèrent le donjon d'un cercle de feu ; les malheureux paysans périrent tous dans les flammes ou sous le glaive des vainqueurs. Cette tour s'élevait d'après la tradition à l'endroit qui prit depuis le nom de Sangvoie ou Sangville ; on croit en apercevoir encore les fondements (2).

Bombaye suivit pendant de longs siècles le sort des états de la maison de Bourgogne. La guerre de trente ans lui donna de nouveaux maîtres ; durant les hostilités, elle avait appartenu tour à tour aux deux belligérants ; mais le traité de Munster en 1648 en assurant, par son article 3, à l'Espagne et aux Provinces-Unies la jouissance des villes et terres qu'elles occupaient, le sépara pour plus d'un siècle des Pays-Bas Autrichiens. Il ne leur fut de nouveau réuni qu'en 1785 par le traité de Fontainebleau. Les manants de Bombaye ne prirent qu'une faible part à l'insurrection brabançonne ; ce

(1) Voir pour plus de détails l'ouvrage précédemment cité.

(2) Bouille, II, 92. Foullon, II, 75. Polain, II, 293.

n'est pas qu'ils fussent fort attachés à la dynastie autrichienne. Ils avaient trop souvent changé de maîtres pour éprouver des sentiments de fidélité profonde à un gouvernement ; rien n'est même plus frappant que leur indifférence à l'égard des régimes qui se succèdent. Peu leur importe que leur maître soit à La Haye, à Bruxelles ou à Paris, pourvu que leurs institutions municipales restent intactes. Leur vie tout entière est renfermée dans les limites de leur village ; ils savent bien qu'il y a quelque part, au-dessus de leurs magistrats, l'Etat qui est leur maître à tous ; mais ils ne sentent guère sa puissance ; ils n'ont guère d'occasions, ni de le bénir, ni de le maudire. Ils ne s'inquiètent pas du nom du souverain auquel ils paient l'impôt ; ils ne lui demandent qu'une chose, c'est de les laisser maîtres chez eux. Leur commune forme un état presque indépendant, leurs franchises sont étendues, ils s'administrent eux-mêmes, ils se rendent la justice à eux-mêmes. Grâce à leurs mœurs pures et chrétiennes, la commune est plus qu'un état, c'est une famille et ses droits sont sacrés à l'égal de ceux du foyer domestique.

A l'ombre de leur clocher, ils vivent unis dans leur heureuse médiocrité. Les bruits du monde ne parviennent pas jusqu'à eux, ils ne se mêlent pas à ses querelles. Les nations se disputent par les armes leur territoire, ils assistent impassibles à ces luttes dont ils sont l'enjeu. Ils ne s'émeuvent que si le conquérant veut porter la main sur leurs franchises séculaires, glorieux héritage qu'ils tiennent de leurs pères.

Quand la législation française vint bouleverser leurs institutions, supprimer la Cour et Justice, réduire leur autonomie, ils s'insurgèrent pour la première fois contre les volontés de leurs maîtres ; ils opposèrent à l'introduction des nouveautés une résistance passive. En refusant de participer à l'administration de leur commune, ils portèrent noblement le deuil de leurs libertés disparues.

Un arrêté du préfet du département de l'Ourthe porte :

« Vu le procès-verbal transmis par le maire de Bombay constatant le refus des citoyens nommés dans cette commune aux fonctions de conseillers municipaux.

Arrête :

1° Le maire et l'adjoint au maire de Bombay sont autorisés à remplir collectivement et provisoirement les fonctions attribuées aux conseils municipaux par la loi du 25 pluviôse an 8. »

Le 15 brumaire an 11, dans une dépêche adressée au maire, le préfet exprime l'opinion « que le moment peut être venu de former avec succès un conseil municipal » et indique les personnes auxquelles on pourrait offrir une candidature.

Les institutions du passé étaient-elles dignes de cette fidélité ; le lecteur en jugera par lui-même.

II

POPULATION ; STATISTIQUE ; SIGNES DE LA PROSPÉRITÉ MATÉRIELLE ; STABILITÉ DE LA POPULATION ; DIVISION DE LA PROPRIÉTÉ ; INSTRUCTION ; MORALITÉ ; RELIGION.

Bombaye compte aujourd'hui 445 habitants.

Un recensement fait en 1789 donnait un chiffre plus élevé ; il constatait une population de 507 personnes ; le nombre des habitants a donc diminué depuis un siècle. Les causes en sont aisées à indiquer ; elles ne sont pas particulières à Bombay. L'appât du gain, la perspective d'une existence plus commode et plus agréable, la facilité des communications attirent de plus en plus les campagnards vers les grands centres. La ville se peuple aux dépens du village. C'est un fait qu'il faut se borner à constater et à déplorer, tout en se demandant comment il sera possible d'échapper à ses terribles et nécessaires conséquences.

En 1789, le rapport des feux à la population était de un à cinq. Le nombre des enfants dans chaque famille était donc généralement peu élevé : d'après les chiffres du recensement de 1786, il y avait en moyenne 3 enfants dans les 86 familles, sur 103, qui comptaient des enfants. Néanmoins la population s'augmentait suivant une progression rapide. Tandis qu'en 1786 on trouvait 103 ménages, on n'en trouvait que 80 en 1755.

Je reproduirai ici le recensement très complet fait en 1785.

	Maisons.	Ménages.	Granges.	Chevaux.	B. à cornes.	Chariots.	Charrettes.	Fours.
Bombaye,	38	40	15	38	102-30	2	10	15
Tombe,	15	18	4	10	20- 4	1	3	5
Trix,	18	25	3	10	27- 1		3	3
Mons,	14	16	6	22	43- 7	1	6	7
Mais. dispersées autour du village, 4	4							
	89	103	28	80	192 vaches 42 génisses	4	22	30

Ces chiffres dénotent la prospérité matérielle qui régnait à Bombaye ; je n'insisterai que sur celui de la population.

Celle-ci, nous l'avons vu, augmentait malgré les guerres continuelles qui avaient ravagé et appauvri le pays : cet accroissement soutenu est un signe certain de prospérité matérielle ; les populations éprouvées par la misère diminuent peu à peu, décimées qu'elles sont par la mort ou par l'émigration.

Cependant les habitants de Bombaye n'avaient pas d'autre ressource que l'agriculture ; tous à peu d'exceptions près étaient fermiers, valets, bergers, occupés de quelque façon aux travaux des champs. Quelques métiers s'exerçaient dans le village : il y avait en 1794 un tailleur, deux cordonniers, un maréchal, sept cabarets, deux boutiques de café, savon, etc., une petite boutique.

La population, et ceci est un autre signe de la pros-

périté matérielle, était très stable ; j'ai pu suivre depuis le xvi^e siècle, les principales familles du lieu, envoyant de père en fils, l'un de leurs membres siéger dans la Cour et Justice. Les familles plus humbles se perpétuaient également. Il ne serait pas difficile à la plupart des habitants actuels de dresser leur généalogie jusqu'au xvi^e siècle.

Cette population était attachée au sol natal par les liens de la propriété. On a dit souvent que la Révolution avait divisé la propriété ; M. de Tocqueville a fait observer qu'il était plus juste de dire qu'elle l'avait morcelée. A Bombaye, division et morcellement existaient avant 1789.

Le territoire de Bombaye comprenait environ 700 bonniers ; le tiers au moins de la superficie appartenait à des étrangers, ce qu'on appelait des étrangers adhérités. Il y avait peu de grandes propriétés ; la plus importante ne dépassait pas 35 bonniers ; peut-être trouverait-on aujourd'hui la propriété plus centralisée qu'alors.

Voici un tableau du nombre des propriétaires, classés suivant leur domicile, à trois époques différentes :

	1720	1763	1772
Bombaye,	79	59	67
Tombe,	18	18	} 49
Trix,	38	31	
Mons,	27	19	17
Visé,	80	51	48
Richelle,		7	
Dalhem,	70	67	54
Warsage,	39	44	46
Neufchâteau,	36	31	26
Mortroux,	36	40	38
Berneau,	19	21	22

On remarquera que de 1720 à 1772, il s'est produit une légère décroissance ; je n'ai pû pénétrer la cause de ce fait ; peut-être faut-il l'attribuer à la dureté des

temps qui avait forcé quelques petits propriétaires à se dépouiller de leurs biens.

La main-morte n'avait pas profité de ces circonstances pour se développer.

En 1720, comme en 1773, on compte 99 bonniers, 17 verges grandes, 7 petites de biens ecclésiastiques, répartis entre une foule de chapitres, d'églises et de corporations. Les chapitres de Saint-Lambert, celui de Saint-Jean et de Saint-Denis, celui de Notre-Dame d'Aix, les dames de Zinnigh étaient les propriétaires ecclésiastiques les plus importants.

Quant à la propriété seigneuriale elle était insignifiante : à peine trois ou quatre bonniers étaient possédés par le comte de Hoen et le baron de Kerckem.

L'analyse d'un acte de partage du 16 décembre 1771 nous donnera une idée de la fortune d'un des notables de Bombye. Il y a sept lots : le premier comprend des propriétés évaluées à 6,200 florins, mais il est chargé de toutes les rentes foncières affectant les biens du partage, évaluées à 1333 fl. 11 sous. Elles se composent d'un quart de chapon aux domaines, d'un quart de quatre chapons, vingt et demi deniers et encore un quart de chapon au chapitre d'Aix, etc, etc. Sept autres parts sont formées, chacune de propriétés évaluées à fl. 2528,15. Le mobilier n'est pas compris dans ce partage.

Il est naturel de penser qu'une population vivant dans une aisance presque générale doit être une population instruite.

Les faits viennent confirmer cette induction. Ce n'est pas que dans les documents que j'ai parcourus, il soit fait de nombreuses mentions de l'école et de l'instituteur ; à coup sûr on en a moins parlé pendant tout le XVIII^e siècle que pendant ces dernières années.

J'ai rencontré deux mentions de l'école.

La première dans les comptes de 1722, 23, 24 et années suivantes :

« A Ph. Lhôte pour location d'une maison qu'il a louée pour y tenir école pendant quelques mois par ordre des régleurs » 20 fl.

Voici la seconde textuellement reproduite :

« Le soussigné fait sçavoir a un chacun qu'il tient Ecolle en sa Résidence, et que ceux qui voudront lui envoyer des Enfans pourront le faire en se conformant au Reglement des Ecolles de Leurs Hautes Puissances en date du 31 mars 1725. Actum à Bombaye le 21 septembre 1782 (au bas étoit signé) J. J. Franck.

Le soussigné Sergent de la Cour et justice de Bombaye, Declare d'avoir affiché le dimanche 22 septembre 1782 le matin, un double du présent avertissement. Actum Bombaye ce 22 septembre 1782.

H. De Longle. »

Voilà les seules preuves matérielles que j'aie retrouvées de la sollicitude des habitants de Bombaye pour l'instruction. Je dois le reconnaître d'ailleurs, ils mettent leur église dans leurs préoccupations bien avant leur école. Tandis qu'ils ne parlent guère de celle-ci, ils se montrent extrêmement soucieux de l'état de la maison de Dieu ; la réparation de la tour et des nefs les occupent pendant plusieurs années, puis ce sont les cloches qu'il faut renouveler, puis les abords qu'ils rendent plus praticables.

Ils ne croyaient pas que le savoir lire et écrire dispense de la piété ; peut-être même admettaient-ils la proposition contraire, qu'à la rigueur, la piété dispense du savoir lire et écrire. Et qui oserait dire qu'ils avaient tort ?

La statistique sert à apprécier le degré de leur culture intellectuelle ; mais il ne faut pas oublier que la statistique est un instrument imparfait et qui donne fatalement, en cette matière, des résultats incomplets,

Elle ne peut porter que sur un seul point, la connaissance de l'écriture ; la connaissance de la lecture, infiniment plus utile que l'autre, puisque la lecture est le véhicule des idées et l'agent le plus actif de la culture intellectuelle, lui échappe.

Or, de nos jours encore, beaucoup de paysans savent lire, qui ne savent pas écrire ; la plume est un instrument difficile à manier pour leurs mains habituées aux rudes travaux de la campagne et ils n'ont que de rares occasions de s'en servir.

Les statistiques qu'on fait sur l'état intellectuel des populations, en relevant le nombre de signatures, sont donc toujours inexactes et elles ne donnent qu'un résultat approximatif.

Les registres baptismaux fournissent les chiffres suivants :

	1788	1789	1790	1791
Hommes sachant signer,	20	20	13	20
Femmes » »	12	3	2	4
Hommes ne sachant pas signer,	13	15	15	15
Femmes » »	7	13	13	14

En revanche les déclarations de propriété, ce qu'on appelait les rapports de propriété, faites en 1775 en vue de dresser la matricule amènent à des constatations beaucoup plus satisfaisantes : 97 personnes font rapport ; 12 femmes signent, 4 apposent une croix ; sur 81 hommes, 69 signent, 12 apposent une croix.

En 1755 le procès-verbal des plaids généraux est signé par 26 manants et marqué d'une croix par 3 seulement.

Mais nous avons d'autres signes encore, plus sérieux, qui nous permettent de considérer cette population comme une population intelligente et instruite.

J'ai été plus d'une fois surpris, en lisant les pièces officielles rédigées par les magistrats de Bombay, de l'intelligence, du sens des affaires, de l'habileté, des

connaissances nombreuses et étendues qu'elles révèlent et il faut penser que ces pièces étaient rédigées sans les conseils que reçoivent aujourd'hui de gré ou de force les administrations communales. D'autres pièces, émanant de simples cultivateurs, ne sont pas moins remarquables.

Il faut faire honneur aux institutions elles-mêmes de ce développement ; plus que l'école, elles contribuaient à ouvrir l'intelligence, à exercer le caractère et à donner des connaissances et des vertus viriles qui valent bien l'écriture, la lecture et le calcul.

Les institutions établissaient au milieu du village une sorte de bourgeoisie rurale, bien disparue aujourd'hui.

Il y avait d'abord la Cour et ses membres, les bourgmestres, puis des avocats, le greffier, tous vivant de professions libérales et contribuant grandement à élever le niveau intellectuel tout autour d'eux.

Ce n'était pas tout ; les institutions appelaient à délibérer sur leurs intérêts tous les manants ; elles les faisaient maîtres de leurs destinées. Nul moyen d'avoir recours à des autorités supérieures ; la tutelle administrative n'existait pas encore ; aux manants de se tirer seuls de tous les embarras. Parfois il fallait prendre sur le champ les plus graves déterminations ; l'ennemi était aux portes ; la communauté réunie au son de la cloche devait sans tarder, parer à toutes les nécessités de la situation, tout prévoir, tout organiser. D'autres fois des affaires embrouillées, longues, difficiles, sollicitaient leur perspicacité.

De ce temps-là les alouettes ne tombaient pas toutes rôties dans la bouche des administrateurs de la communauté ; personne ne faisait ou ne refaisait leurs budgets ; personne ne s'arrogeait le droit de casser ou de réformer leurs décisions. Ils se trouvaient devant les difficultés, abandonnés à eux-mêmes, et dans l'obligation de ne compter que sur eux-mêmes.

Les institutions formaient la meilleure des écoles.

La série presque complète des procès criminels, qui ont été jugés à Bombaye pendant deux siècles, permet de se faire une idée complète de la moralité de la population.

Je ne crois pas que, sur ce long espace de temps, il y ait eu un seul crime important, tel qu'assassinat, incendie.

Mais le grand nombre de poursuites, pour injures, pour coups et blessures révèle une humeur passablement turbulente. La jeunesse du lieu et même les hommes mûrs avaient la main légère ; souvent le dimanche, après avoir abusé du brandevin, les buveurs se battaient au sortir du cabaret. Le moindre prétexte, la moindre provocation suffisaient pour faire naître une rixe ; parfois il n'y avait ni prétexte, ni provocation. On se battait par habitude ou par besoin naturel. Ces *batteries* n'avaient jamais des conséquences bien graves ; le plus souvent tout se bornait à quelques égratignures ; mais d'autrefois les bâtons se mettaient de la partie ; les femmes prenaient part aux combats et il y avait sinon des morts, au moins des blessés. L'usage de planter des mais devant la demeure des jeunes filles était souvent la cause de rixes entre les rivaux.

Les jeunes gens de Bombaye avaient aussi des querelles avec les jeunes gens des villages voisins, véritables batailles rangées qui duraient toute une nuit.

En 1756, les garçons de Berneau et ceux de Warsage se prirent aux mains à Bombaye et le vacarme fut tel qu'on sonna le tocsin.

Ce n'était pas seulement la classe inférieure qui avait ces mœurs querelleuses ; la bourgeoisie n'était pas plus paisible. Ainsi l'avocat Collette, l'une des notabilités de l'endroit, avait un dossier judiciaire des mieux fournis.

En 1776, cela se passait encore un dimanche, un de ses ouvriers rentre tardivement, frappe à la porte ;

l'avocat, qui venait de rentrer lui-même ivre ou à peu près, s'emporte, défend qu'on lui ouvre ; le valet continue à frapper ; les voisins réveillés accourent. Une servante veut ouvrir la porte, son maître la pousse à l'extérieur, la laisse en compagnie du valet et montant à l'étage, il passe plusieurs heures à les injurier.

En 1784, il est poursuivi pour avoir insulté de la façon la plus grossière les magistrats qui apposaient les scellés dans la maison mortuaire de son oncle le curé.

Plus tard, étant bourgmestre, il se prend de querelle avec son collègue, le traite de menteur, le jette à la porte de chez lui. La Cour et Justice a toutes les peines du monde à réconcilier les deux bourgmestres aussi entêtés l'un que l'autre.

En 1787, au sortir d'un dîner copieux, il est attaqué et battu par l'un des invités.

Plus tard, ceci pour compléter son dossier, il est cité devant la Cour et Justice pour avoir donné, au mépris des placards, un repas le jour de l'enterrement de son frère.

Ces dispositions batailleuses n'étaient pas le seul travers des habitants de Bombaye. Le respect de la propriété n'était pas absolu, le maraudage s'exerçait à certaines époques d'une manière permanente ; on enlevait des bois, des fourrages, des fruits. Certaines familles, à en juger par le grand nombre de poursuites intentées contre leurs membres, faisaient du maraudage leur profession presque habituelle. Souvent pendant l'hiver, les habitants étaient obligés d'organiser des patrouilles ; leur quartier général était dans la tour de l'église. En 1787, un malfaiteur d'origine étrangère eut la mauvaise inspiration de s'introduire dans l'église et de se faire saisir, en flagrant délit, par les gardes qui se trouvaient dans la tour.

Les délits contre les mœurs étaient rares : j'ai retrouvé deux ou trois procès contre des filles « qui paillardaient, » contre des « coureuses, » comme on les appelait, deux

procès en recherche de paternité qui n'aboutirent pas. En parcourant les pièces de ces procès, je me suis convaincu que la crainte du scandale, souvent invoquée contre le rétablissement de la recherche de la paternité, est purement chimérique. Certains procès récents en matière de divorce sont mille fois plus abondants en détails scandaleux et en révélations graveleuses, mille fois plus dangereux pour la moralité publique.

Au point de vue religieux, les habitants de Bombay étaient, dans leur grande majorité, comme leurs descendants d'aujourd'hui, de pieux et fervents catholiques. Au siècle précédent leur foi avait été un instant ébranlée : le protestantisme (1) avait envahi les pays d'Outre-Meuse et s'était même étendu jusqu'aux portes de Liège. Pendant la guerre de trente ans et dans les premières années qui suivirent la prise de Munster, les Provinces-Unies essayèrent de gagner complètement par la force leurs conquêtes à la foi nouvelle. Le culte catholique avait été proscrit, les prêtres catholiques chassés. Mais le catholicisme était trop profondément enraciné dans les âmes pour se laisser abattre par la persécution ; privés de leurs prêtres, les humbles paysans de Bombay étaient restés fidèles à l'Eglise et ils avaient, par leur héroïque obstination, forcé le gouvernement à s'incliner devant l'inviolable liberté de leurs consciences. En 1663, le culte fut rétabli. Dès lors, les jours du protestantisme étaient comptés dans le pays de Dalhem hollandais. Il se retira peu à peu, laissant cependant des traces de son passage.

A Dalhem le consistoire, à Blégny et à Bombay le lecteur étaient des témoignages vivants des anciennes conquêtes de la réforme.

Le lecteur de Bombay avait une position privilégiée : il touchait un traitement annuel, 24 florins pour droit

(1) Rahlenbeck, *L'Eglise de Liège et la Révolution*. Bruxelles, 1861.

de sonnerie de cloches et d'enterrement, il était maître d'école, il était presque toujours investi de la charge de greffier, la communauté lui fournissait une habitation.

Mais le nombre des protestants allaient toujours en diminuant ; l'influence du gouvernement s'employait cependant de toutes ses forces à arrêter le retour des habitants vers l'Eglise. Toutes les faveurs étaient accordées aux réformés fidèles ; dans la Cour, les fonctions d'échevins, de mayeur, de greffier, d'officier criminel leur étaient réservées ; afin d'assurer toujours une grande prépondérance à l'élément dissident, on allait chercher les fonctionnaires à Eysden, à Dalhem et même à Maestricht. Rien ne montre mieux la tactique suivie par le gouvernement qu'une requête adressée aux Etats-Généraux par la Cour et Justice en 1756 : un catholique de Bombaye sollicitait une place vacante et la Cour appuyait sa candidature en se fondant sur ce qu'il n'y avait pas de réformé propre à occuper la place, sur ce qu'un seul échevin habitait Bombaye, sur ce qu'enfin Dobbelstein, le candidat, s'était toujours montré « d'une grande honnêteté envers ceux de notre religion. »

Malgré ces efforts, le troupeau réformé se fondait peu à peu. En 1710, il y avait encore, dit une pièce de l'époque, neuf familles ou ménages séparés appartenant au culte réformé ; mais on comptait « comme ménage séparé des célibataires et ceux dont la femme et les enfants en tout ou en partie étaient catholiques ; » par contre, on ne comptait pas le mayeur, les échevins, le greffier qui n'habitaient pas Bombaye.

En 1792, il n'y avait plus dans tout Bombaye que deux réformés, le lecteur et sa mère ; le traité de Fontainebleau lui avait assuré le maintien des avantages qui lui étaient faits sous le régime hollandais ; les habitants de Bombaye souhaitaient vivement voir supprimer des fonctions désormais inutiles ; le lecteur fort de son droit résistait ; enfin après une laborieuse

négociation, il consentit à aller s'établir à Eysden, moyennant une pension de 200 florins sa vie durant. Le jour où il quitta Bombay, le protestantisme s'avoua définitivement vaincu dans toute cette partie des pays wallons.

III

LE CURÉ ; LES BÉNÉFICES ; LE CURÉ ET L'ERMITE DE LA TOMBE ; LES DIMES

Au milieu de la population, inébranlablement attachée à la foi de ses pères, vivait, humble et pauvre, le curé. Les Etats-Généraux avaient confisqué les dîmes de la pastorie ; les biens de la pastorie avaient eu le même sort. Le curé en était réduit à louer les biens qui avaient appartenu à ses prédécesseurs ; de 1736 à 1747, le curé cultivait trois bonniers et tenait cinq chevaux. Il y avait, il faut le reconnaître, quelque chose de grand dans l'existence de ce prêtre, qui volontairement se vouait à la misère ; le travail auquel il était astreint pouvait le rabaisser aux yeux des hommes sans foi ; mais aux yeux de ses ouailles, il devait grandir de toute l'étendue de ses sacrifices.

Le curé subissait comme les simples fidèles l'effet de la défaveur du gouvernement ; non content de l'avoir dépouillé de ses biens, celui-ci l'abandonnait encore aux ressentiments de magistrats vindicatifs : la persécution avait cessé d'être brutale, depuis le jour où le culte avait été rétabli et le clergé rappelé ; mais à la persécution avait succédé une guerre sournoise qui se relâchait par moment suivant le caprice des autorités.

Un des épisodes les plus considérables de cette guerre est la poursuite intentée par l'officier criminel au curé Troquay. Un édit de 1656 défendait aux prêtres catholiques de célébrer les fiançailles ou le mariage même de leurs paroissiens, ces actes étant de la compétence

exclusive du consistoire de Dalhem. Les prêtres catholiques qui violaient l'édit étaient frappés de peines sévères, le lieu de leur résidence leur était interdit et, en cas de récidive, le bannissement était prononcé contre eux.

Or le curé Troquay avait célébré le mariage de deux de ses paroissiens fiancés devant le consistoire ; l'officier criminel, membre de ce consistoire, réclamait contre lui l'application de l'édit de 1653.

Le curé disait que depuis que le culte était toléré, le règlement était tombé en désuétude, que ses prédécesseurs avaient agi comme lui au vu et au su de l'officier criminel.

Il s'en remettait d'ailleurs à la décision de la Cour, étant hors d'état de soutenir un procès dispendieux. L'officier criminel persistait dans sa poursuite, rappelant que le règlement de 1660 ordonne de « réprover avec rigueur les excès des prétentions des ecclésiastiques romains. » On voit que nos contemporains n'ont inventé ni les sentiments, ni les expressions, ni les procédés ; l'ancien régime lui-même leur offre « des exemples bons à imiter. »

Le curé n'était pas le seul ecclésiastique habitant Bombaye. Un bénéfice était attaché à l'autel de Saint-Sylvestre. Avant le traité de Munster, il y avait eu aussi un curé à La Tombe. Son existence nous est révélée par un petit volume⁽¹⁾ fort rare qui contient les règles de la Confrérie du Très Saint-Crucifix érigée par le curé A. P. Francotte. La cure de la Tombe fut sans doute supprimée par le gouvernement des Provinces-Unies. En 1645 un ermitage avait été construit auprès de l'oratoire ; mais il ne put être longtemps habité.

En 1713, un ermite du nom de Jean Depré vint s'y

(1) Règles de la Confrérie du Très Saint-Crucifix, érigée en la chapelle de la Tombe, paroisse de Bombaye près de Dalhem, de l'autorité de S. A. S. Evêque et Prince de Liège le 3 de mars 1745. Liège, chez Léonard Streel, 1745.

fixer; l'officier criminel lui intenta immédiatement une action, se fondant sur ce :

« Que tous conventicules et semblables superstitions sont défendues dans ces pays, par le Règlement de Réformation politique pour la mayeurie de Bois-le-duc et autres quartiers de cette nature émané de la part de Nos souverains le premier d'avril 1660, articles 7 et 10, Que cependant ledit Jean Depré s'est émancipé de faire sa résidence en ce lieu à la chapelle delle Tombe.

Qu'il est hermite, questeur et sous les ordres et habits des cordeliers. »

Nous l'avons vu, la Hollande avait confisqué les dîmes pastorales; elle les affermaît à des conditions parmi lesquelles je relève 1^o payer les tailles, 2^o percevoir la dîme sur toutes les propriétés qui l'ont payée antérieurement et faire toutes les diligences pour que les biens ecclésiastiques ne souffrent aucun préjudice par la cessation de paiement.

Par la première de ces conditions, l'on voit que les dîmes étaient assujetties à la taille; pour asseoir l'impôt, on avait capitalisé les dîmes, on avait évalué leur revenu et on les faisait figurer au rôle pour un certain nombre de bonniers. Les dîmes payaient la taille au gouvernement, (taille réelle), elles payaient aussi l'impôt à la communauté pour les charges domestiques, (taille personnelle).

Cette capitalisation des dîmes permet de se faire une idée de leur importance. Le rôle de 1772 porte :

Dîmes.	Bonniers.	Verges grandes.	Verges petites.
Le chapitre de St-Jean et St-Denis,	25	0	0
La dîme pastorale,	14	19	10
» du marguillier,	1	15	10
» du Val-Dieu,	10	10	10
Mortroux. La dîme et cense,	5	14	0
» La dîme du curé,	6	5	5
Saint-André. La dîme,	1	10	0
Berneau. La dîme,	0	9	0

Le rôle de 1720 porte encore :

Visé. La dîme du chapitre,	1	0	0
» de Saint-Lambert,	12	2	13

La capitalisation de ces dîmes donnait 83, 17, 3 en 1720 et en 1772. Il y avait 700 bonniers dans la communauté ; la dîme était donc selon toute probabilité un peu inférieure au dixième du produit des terres.

En 1789, les manants avaient récolté et le repreneur de la grande dîme avait perçu :

	Seigle.	Froment.	Epeautre.	Orge, avoine, favette.
Setiers,	4816 1/4	2725 3/4	1568 1/2	6199 1/4
	124	130	23	236

Partant de ces données et se souvenant que la grande dîme formait plus du tiers du total des dîmes, on arrive à évaluer ce total approximativement à :

	Seigle.	Froment.	Epeautre.	Orge, avoine, favette.
Setiers,	412	432	75	784

Le plus fort décimateur était le chapitre de Saint-Jean et Saint-Denis. C'était à lui qu'incombaient les charges ordinaires de la dîme : il devait contribuer à l'entretien de l'église et au traitement du clergé. Les dîmes étaient généralement affermées au plus offrant ; les repreneurs de la dîme ne se faisaient pas faute de lui faire produire tout ce qu'ils pouvaient et leur cupidité n'a pas sans doute peu contribué à rendre la dîme odieuse. Ils prétendaient assujettir tous les produits du sol à l'impôt et le gouvernement qui avait, comme propriétaire des dîmes pastorales, un intérêt identique au leur les aidait de tout son pouvoir ; ainsi le 11 avril 1771, il ordonnait de payer la dîme sur les pommes de terre, les choux, etc.

Dans un document des dernières années du siècle passé, les manants de Bombaye s'élèvent avec véhémence contre les exigences des repreneurs de la dîme ;

ils se plaignent de ce qu'on leur « impose le taureau décimal », ils prétendent aussi que le chapitre, propriétaire de la grande dîme, n'en remplit pas les charges; ils appellent la dîme une prestation onéreuse pour le peuple.

On a peine à comprendre aujourd'hui les plaintes qu'arrachait la dîme; c'était un impôt sur le travail, semblable à ceux qui existent de notre temps; il acquittait un service public que l'Etat acquitte aujourd'hui encore. Il faut attribuer les haines que la dîme a soulevées à la manière dont elle se percevait et aux déclamations dont elle a été l'objet; on pourrait, si l'on voulait, surexciter l'opinion contre chacun de nos impôts actuels; elle prêterait volontiers l'oreille à toutes les récriminations et à toutes les promesses.

IV

LE SEIGNEUR; LE CHAPITRE DE NOTRE-DAME A AIX ET LE SEIGNEUR LAÏQUE; LA PUISSANCE SEIGNEURIALE

Il y avait à Bombaye deux seigneurs, un seigneur ecclésiastique qui était les doyen et chanoines du chapitre de Notre-Dame d'Aix, un seigneur laïque. La seigneurie laïque passa successivement aux mains du baron de Gulpen, du baron de Kerckem et de ce dernier à son petit neveu le comte de Borchgrave de Boveling.

La famille de Galoppe (van Gulpen) est étroitement mêlée à l'histoire du pays de Dalhem; au xvi^e siècle Renier de Galoppe épousa la fille de Werner de Wittem seigneur de la Rochette et châtelain de Dalhem; Gulpen succéda à son beau-père dans ce dernier office qui se transmet presque sans interruption dans sa famille jusqu'au moment où la ville et franchise de Dalhem fut érigée en 1560 par Philippe II, en seigneurie au profit de Joachim Hoppers.

A cette époque le ban d'Olne fut abandonné contre écus à Warnier de Galoppe.

Une autre branche de cette famille revint au pays. Guillaume de Galoppe dut à son dévouement au duc d'Albe de devenir gouverneur par provision du quartier d'Outremeuse ; la charge de haut-drossard de Dalhem fut souvent occupée par un membre de cette famille.

La seigneurie de Bombaye fut prise en engagère, le 27 mars 1643, par Diederich van Gulpen, époux de Marie van Eyck pour la somme de 6,300 fl.

Il est assez difficile aujourd'hui de déterminer exactement la situation respective des deux seigneurs ; les contemporains n'y réussissaient guère mieux que nous. Les contestations entre le chapitre d'Aix et Gulpen étaient fréquentes et donnaient lieu à l'exposé de théories juridiques complètement contradictoires.

Un grand procès, qui fut soulevé dans les dernières années du XVII^e siècle et dont je n'ai pu découvrir l'issue, nous fait connaître les prétentions du chapitre.

Le baron de Gulpen avait cité devant la cour deux individus accusés d'avoir pêché dans la Berwinne.

Le chapitre intervint au procès et soutint que le baron était sans qualité pour provoquer les poursuites : le droit de pêche et de chasse appartenait au chapitre ; celui-ci était seigneur foncier, et avait la haute, basse et moyenne justice ; le baron n'était que voué du lieu comme les ducs de Brabant, donateurs du chapitre et de qui le seigneur laïque tenait son titre ; le chapitre disposait de la mairie et d'autres offices de justice, Sa Majesté Catholique comme haut-voué disposait des autres ; ce droit de nomination était actuellement transmis au seigneur laïque.

En réalité, le chapitre n'était pas aussi certain qu'il semblait l'être de la légitimité de ses revendications ; il ignorait lui-même la limite exacte des deux seigneuries.

En 1641, il éleva une autre protestation, mais cette fois contre la Cour qui avait *établi* un greffier ; le chapitre voyait dans ce fait un empiètement sur ses privilèges, mais il n'avait pas les moyens de prouver que la

nomination du greffier lui appartenait. Il fut obligé d'envoyer à Bombay un de ses membres pour consulter les vieux registres : on lui en refusa la communication ; pour l'obtenir, il fallut l'intervention du Conseil d'Etat.

Dans la contestation avec le baron de Gulpen, les faits semblent donner tort aux prétentions des chanoines d'Aix ; pendant tout le XVII^e siècle, leur autorité paraît purement nominale.

Les droits seigneuriaux sont tous exercés par le seigneur laïque ; le chapitre n'exerce que son droit restreint de nomination.

En réalité la puissance seigneuriale depuis le XVI^e siècle tendait à se transformer en une charge honorifique : pendant le XVIII^e siècle elle n'avait cessé d'aller en s'affaiblissant.

Je n'ai retrouvé presque aucune trace de l'action du seigneur dans le gouvernement de la communauté. Au début, je rencontrais toujours le nom de Gulpen dans les procès criminels ; c'était à sa requête qu'ils se poursuivaient ; mais depuis 1696, époque de sa mort, les poursuites s'exercent au nom de l'officier criminel.

Un seul privilège sérieux reste au seigneur ; les manants ne peuvent se réunir en assemblée générale extraordinaire, sans son autorisation et sans lui avoir fait connaître à l'avance l'objet de la réunion.

Si le seigneur avait cessé presque complètement d'exercer son autorité, il continuait à exercer sur la communauté son patronage. Pendant tout le XVIII^e siècle, la présence du seigneur n'apparaît que dans deux circonstances : dans la première on l'envoie en députation vers le roi de France, afin de solliciter une diminution des impositions de guerre ; dans l'autre en 1754, on lui demande conseil et on le prie d'user de son influence pour obtenir une gratification de l'Etat du pays en faveur de Bombay.

Ce que Nény a dit des Pays-Bas autrichiens est vrai de Bombay : « Dans aucune province, les seigneurs

n'ont le droit d'opprimer impunément ceux qui cultivent la terre. Le moindre paysan qui serait lésé par son seigneur l'attire en justice devant son juge compétent et à cet égard devient son égal, parce que la justice s'administre aux faibles comme aux puissants. » Les manants de Bombaye n'étaient d'ailleurs pas d'humeur à se laisser opprimer ; ils le montrèrent bien dans le grand procès qu'ils soutinrent contre la douairière de Gulpen.

Le baron avait obtenu une exemption personnelle des tailles, sa veuve prétendait continuer à s'en prévaloir et elle avait cessé pendant dix ans de payer la taille. Elle la devait, car le bien était roturier. Les manants de Bombaye tiennent dans les pièces de la procédure, un fier langage ; leur adversaire, disent-ils, veut faire « porter les charges incombant à ses biens par des misérables qui ont peine à trouver du pain. »

Ils stigmatisent « ses passions insatiables de s'enrichir aux dépens des pauvres veuves et orphelins. » Ils exigent que le mayeur, conseiller habituel de la douairière, se récuse.

Les gens qui parlaient et qui agissaient ainsi ne formaient pas un vil troupeau d'esclaves asservis aux caprices d'un potentat de village.

V

LÉGISLATION ; SOURCES DU DROIT ; LES STATUTS POLITIQUES DE BOMBAYE

La législation qui réglait la vie publique et la vie privée des habitants de Bombaye était éparse dans plusieurs documents.

Le règlement, le style et la manière de procéder aux pays de Fauquemont, Dalhem et Rolduc, arrêté à l'assemblée des Hauts et Puissants Etats-Généraux le 15^{me} octobre 1663 contenait, à côté des règles de la procédure civile et criminelle, un certain nombre de

principes de droit public et de droit privé ; pour la procédure criminelle, on observait également l'ordonnance de 1570 et le style que je viens de citer renvoyait pour divers cas à l'Edit perpétuel de 1611.

Ce style n'était pas autre chose que le style décrété en 1631 pour les cours de Fauquemont ; le style de 1631 et celui de 1663 déclarent qu'ils ne disposent que « par provision et jusqu'à la révision et homologation des coutumes du dit pays de Fauquemont. » Cette déclaration fait naître la question de savoir s'il existait une coutume propre aux pays d'Outre-Meuse. Divers témoignages cités par M. Defacqz attestent l'existence de ces coutumes jusque dans le XVII^e siècle ; mais il paraît certain aussi qu'elles tombèrent avant cette époque en désuétude et furent remplacées par le droit commun du Brabant.

« Unis depuis longtemps à cette province, les pays d'Outre-Meuse en avaient insensiblement adopté les usages » (1).

Mais il y avait aussi une législation propre à Bombay ; elle est contenue dans un document intitulé *Statuts politiques émanés de la part de Monsieur le Baron de Kerckem, seigneur de Bombaye, etc.*

Ces statuts n'ont pas pour objet unique les droits politiques ; ils s'occupent aussi du droit privé et spécialement du droit rural.

Il ne sera pas sans intérêt de les reproduire ici intégralement.

(1) Defacqz. *Ancien droit Belgique*, T. I, 163.

STATUTS POLITIQUES

ÉMANEZ DE LA PART DE MONSIEUR LE BARON DE KERCKHEM

Seigneur de Bombaye, etc.

1.

En premier lieu que personne ne présume de blasphémer le nom de Dieu, sa tête, son corps, son sang, ses playes, sa mort, ny autr'chose touchant sa Divinité, sur peine à chaque fois de trois flor. d'or.

2.

Que personne ne présume de renier Dieu, ni se donner au Diable sur peine d'être appréhensible et châtié à l'arbitrage de la justice, selon les droits et autrement comme sera trouvé mériter.

3.

Que personne ne présume es jour de Dimanche de labourer, couper, lier ou charier grains ou autres fruits, ni faire aucuns autres ouvrages serviles, excepté quand la nécessité serait approuvée par le Seigneur ou son officier pour tous et un chacun, à peine de dix flor. d'or à chaque fois.

4.

Que personne durant le service divin ne présume de sortir de l'Eglise et demeurer sur le Cimetière jetter discours et caquets, sans nécessité ou légitime occasion, sur peine de trois florins d'or, un tierce applicable à la réparation de l'Eglise.

5.

La même peine encoureront les hôtes et hôteses qui présument de retenir compagnie ou tirer à boire durant le dit service divin.

6.

Que les taverniers, hôtes et hôtesses qui présument de tenir compagnie, jeux de cartes ou tirer à boire en hiver après les huit heures et en été après les neuf heures du soir, tomberont en l'amende de trois flor. d'or à chaque fois.

7.

Que personne ne présume de prendre ni d'emporter les grains, fruits et fourrages d'autrui sous telle peine arbitraire que de droit.

8.

Que personne ne présume de recevoir ou soutenir larrons ou larcins quelconques, ni en acheter sur peine d'être châtié exemplairement suivant les placards de L. L. H. H. P. P.

9.

Que personne ne présume de prendre, tirer ou détruire les pigeons d'autrui, poules, poulets, oies, dindons, cannes et canards ni autres bêtes, sur peine pour chaque pigeon et bête à plumes de trois flor. d'or, outre le dommage au propriétaire.

10.

Que personne ne présume de rompre ou couper ni emporter les arbres, bois, hayes ou cloyage d'autrui, sur peine à chaque fois de deux flor. d'or et satisfaction au propriétaire de son intérêt.

11.

Mais quant aux arbres fruitiers, que personne ne présume de les emporter, couper ou endommager, sur peine de dix flor. d'or et d'être châtié exemplairement à l'arbitrage de la justice comme sera trouvé suivant les droits mériter.

12.

Que personne ne présume de faire piedsentiers aux passages extraordinaires sur les biens d'autrui à peine de trois flor. d'or.

13.

Que personne ne présume de mettre pâturer ses chevaux, poulains, vaches et autres bêtes, de jour ou de nuit dans les prairies et biens d'autrui sur peine de trois flor. d'or et satisfaction du dommage au propriétaire.

14.

Bien entendu que les Bergers qui présument avec leurs troupeaux de laisser pâturer et manger les waidages et fruits d'autrui encoureront les mêmes peines.

15.

Que personne ne présume par instruments de chasse ou filez ny en aucune autre manière de tirer, prendre ou détruire lièvres, lapins, perdrix ni autre volaille et venaison, sur peine de six flor. d'or à chaque fois.

16.

Que personne ne présume de pescher ou prendre position en la Berwinne dans l'étendue de cette juridiction hors les jours de permission qui sont le lundi, mercredi et vendredi, y excluant les afforains, sous peine de trois flor. d'or à chaque fois.

17.

Que l'on ne pourra même aux dits jours ordinaires user de la dite pesche par feu et fer, nasse, herbées et surpate, mais tant seulement avec la verge et havroule comme d'ancienneté sur la dite peine.

18.

Que personne ne présume de quereller et entreprendre autrui par hauts propos, donner des démentis en jouant

aux cartes, ny en aucune autre manière où de battre autrui à coups de poings, à peine d'un flor. d'or à chaque fois, et en cas qu'il fasse seigner d'un desdit coups, à peine de trois flor. d'or, où à l'arbitrage de la justice et suivant les placcards de L. L. H. H. P. P.

19.

Que personne ne présume de tirer couteau ou autres armes en querelle ou combat, ni lever pierres, pots, ou bâtons, ou mains pesantes contre autrui, sous les peines portées par les placcards de L. L. H. H. P. P.

20.

Que personne ne présume de porter sur soy fusil, pistolet de poche, couteau en forme de bâyonnettes, sous les peines portées par les placcards, excepté quand il serait commandé à une allarme ou pour poursuivre des larrons.

21.

Que personne ne présume de détracter injurier, ou calomnier autrui, sur peine de six flor. d'or; mais si l'injure et calomnie est d'importance ou proférée contre une personne de qualité ou portante office, la peine en sera remise à l'arbitrage de la justice.

22.

Que personne ne présume de faire fosse pour tirer terre et autrement es chemins et pieds sentes à peine de deux flor. d'or à chaque fois.

23.

Que les manants et possédants Biens en cette hauteur tiendront ouverts les conduits et canaux des eaux coulantes parmy cette juridiction comme il appartient et d'ancienneté, à peine de trois florins d'or à payer par celui qui sera trouvé en faute outre la restitution du dommage qui en serait causé.

24.

Que toutes voyes et chemins soient refaits et entretenus tant dedans les Haxes que par dehors par les join-dans à peine de trois flor. d'or à payer par celui ou chacun qui sera trouvé en faute, même que lesdits chemins et voyes seront refaits ens la quinzaine prochaine à peine que dessus.

25.

Qu'un chacun devra renclore et tenir renfermez ses héritages joindants aux communes et chemins à peine d'un flor. d'or pour chaque fois que l'un ou l'autre sera trouvé en faute.

26.

Que les afforains étrangers ne se présument de mener ou laisser paître brebis, moutons ou autre bétail et plus particulièrement ceux infectez de rogne dans le district de cette juridiction sur peine de trois flor. d'or d'amende pour chaque fois, outre les dommages que les Manants ou autres en pourraient souffrir.

De chaque desquelles peines et amendes, le rapporteur aura la dixième partie.

Et sont réservez au-dessus des dites peines les droits ordinaires de l'officier. (Au bas étoit signé) Jean, Baron de Kerckem.

Les présents statuts ont été renouvellez aux plaids Généraux à Bombay le 23 avril 1744 (par ordonnance) F. Franck, greffier.

Les présents statuts ont été renouvellez aux plaids Généraux à Bombay le 6 may 1745. Par ordonnance F. Frank, greffier.

Les présents statuts ont été renouvellez aux plaids Généraux à Bombay le 12 octobre 1775. Par ordonnance J. J. Franck, greffier.

Lu et renouvellez aux plaids Généraux à Bombay le 3^e octobre 1776. Par ordonnance J. J. Franck, greffier.

Les présents statuts ont été lus et renouvellez aux

plaids Généraux à Bombay le 9^e octobre 1777. Par ordonnance J. J. Franck, greffier.

Les présents statuts ont été lus et renouvelés aux plaids Généraux, à Bombay le 7 février 1788. Par ordonnance J. J. Franck, greffier.

Par copie faite au Greffe de Bombay le 13 février 1788.

J. J. Franck, greffier.

Ces dernières annotations indiquent-elles que ces statuts devaient être acceptés à des époques périodiques par les manants ou révèlent-elles simplement l'usage de publier à nouveau la législation, afin de prévenir l'ignorance du droit? Je l'ignore. Le mot *renouvelé* me semble favorable à la première interprétation.

Une dernière source du droit était les placards, édits et règlements émanés du gouvernement. Ces documents sont nombreux pendant le XVIII^e siècle: la manie de la réglementation commençait à sévir et s'étendait parfois aux plus minces objets; il y avait entre autres, un placard défendant les repas mortuaires, un règlement contre ceux qui jettent des pierres sur les vitres et les toits des églises.

Les placards étaient publiés par le greffier au peuple assemblé au son de la cloche devant l'église et ensuite affichés par le sergent.

VI

GOUVERNEMENT DE LA COMMUNE ; ÉNUMÉRATION DES FONCTIONNAIRES ; ATTRIBUTIONS ; SALAIRE DES FONCTIONNAIRES

La commune était administrée par les plaids généraux, la Cour et Justice et les deux bourgmestres. La Cour et Justice avait donc des attributions à la fois judi-

ciaires et administratives ; elle se composait d'un mayer et de sept échevins. Il y avait un officier criminel ou bailli chargé de la recherche des délits, un greffier, un sergent qui remplissait le rôle d'huissier, un garde du banc, sorte de garde-champêtre.

Voici d'après un document de l'époque les noms des fonctionnaires en 1789 avec l'indication de leur traitement, de leur lieu de résidence et de leur religion :

« Il y a quatre Echevins de la Religion Catholique Romaine et trois de la Religion Reformée de même que le Greffier. Le Sergeant étant aussi de la Religion Catholique Romaine. La place de Mayeur vacante.

» Un Bourguemaître Catholique Romain et l'autre Reformé.

» Les Mayeurs, Echevins, Bourguemaîtres, et Greffier, répartissent chaque année une taille réelle pour fournir le Billet de l'Aide du Pays de Dalhem.

» Les mêmes répartissent aussi chaque année une taille personnelle pour satisfaire aux Charges Domestiques et autres frais extraordinaires du Banc.

» Pour la répartition de la taille réelle, le Mayeur a f. 8, les sept Echevins f. 28, le Greffier f. 4 et les deux Bourguemaîtres f. 8 : faisant ensemble . . . f. 48-0

» Pour la Personnelle, le Mayeur f. 4, les Echevins f. 14, le Greffier f. 2 et les deux Bourguemaîtres f. 4 : ensemble f. 24-0

» Pour vacation à la cloture des Comptes du Collecteur, le Mayeur f. 8, les Echevins f. 28, le Greffier f. 4, les Bourguemaîtres f. 8 : ensemble f. 48-0

» Lorsque le Mayeur vacque pour la Communauté il a à raison de huit frans par jour, et huit frans par chaque année pour ses menus devoirs.

» La Cour tire dix frans pour chaque vacation comme pour l'élection des Bourguemaîtres, Etablissement du

Collecteur, Députation d'un Echevin à l'assemblée de L'Etat du Pays de Dalhem, et autres vacations semblables pour le service du même Banc. Lesquelles se repartissent sçavoir au Mayeur f. 4, aux Echevins f. 4, et au Greffier f. 2-0.

» La Cour tire pour publication de chaque Placard de L. L. H. H. P. P. cinq frans, sçavoir Le Mayeur f. 2, les Echevins f. 2, et le Greffier f. 1.

» Le greffier tire pour chaque notification ou affiche pour le service de la Communauté un fran de chaque ; il tire aussi chaque année six frans, pour renouveler les trois premiers dimanches de Juin le Placard concernant les Dixmes.

» Il tire aussi pour enregistrement de la lettre de Députation de l'Echevin à l'Etat du Pays, de même que pour la répartition des tailles réelle et personnelle, deux frans de chaque.

» Les Bourguemaitres ont aussi à charge du Banc, chacun quatre frans pour vacation d'un jour.

» Ils tirent aussi par an, chacun dix frans pour vacquer à la réparation du chemin désigné.

» Item chacun quatre frans pour menus devoirs à charge du Banc.

» Item ils tirent à charge des Communes chacun huit frans par an pour confection des Billets de Consommation pour les habitants.

» Le sergent de la Cour a vingt-quatre frans annuellement pour tous devoirs à charge de la Communauté.

» Le Garde du banc qui est aussi Sergeant des champs tire annuellement soixante frans de fixe, pour tous ses devoirs.

» Le Lecteur Réformé, a (outre sa Maison que la Communauté a fait bâtir par ordre du Souverain) quinze frans par an, à charge des Communes pour ses droits de cloches et autres, selon un ancien accord avec les habitants.

TABLEAU DE LA JUSTICE DE BOMBAYE

» Victor De Sériere, officier criminel, réformé, résident à Dalhem, Mayeur vaccant.

» Il a toujours reçu nonante-six florins d'Hollande de gage fixe en qualité de Mayeur assigné sur les revenus du Pays de Dalhem payé annuellement par le Receveur dudit Pays.

Echevins

Henry Nolens, Echevin, Président, résident à Eysden,	Réformé.
André Herken, résident à Dalhem,	Réformé.
Hub.-Jos. Lhoist, résident à Visé,	Catholique.
Jaq. Delhaes, résident à Dalhem,	Réformé.
François Labeye, à Bombaye,	Catholique.
Jean Jacques Gerardy, malade à Bombaye,	Catholique.
Jean François Jaquinet, à Bombaye,	Catholique.

Greffier

J. J. Franck, résident à Bombaye,	Réformé.
-----------------------------------	----------

Bourguemaitres

Jean François Jaquinet,	Catholique.
Jean Jacques Franck,	Réformé.

Sergeant

Henry Longle à Bombaye,	Catholique.
-------------------------	-------------

N. B. Que toutes les années il y avait un Echevin député par la Cour à l'assemblée des Etats du Pays de Dalhem qui tirait à charge du Pays f. 19-4 de Liège outre la diette.

Garde du Banc

Mathieu Matagne à Bombaye,	Catholique.
----------------------------	-------------

» Il y a à Bombaye deux Seigneurs qui nomment ou établissent certains membres de la Justice, sçavoir :

» MM. les chanoines de la Royale d'Aix la Chapelle, établissent le Mayeur et trois Echevins, comme aussi le Sergeant de justice.

» Le Seigneur Comte de Borchgrave de Boveling établit l'officier en criminel et quatre Echevins.

» Les Mayeur et Echevins établissent leur Greffier.

» Les deux Bourguemaitres sont établis à la pluralité des voix des manans, de même que le garde du Banc. »

On a souvent reproché à l'ancien régime la vénalité des offices. Je n'ai point retrouvé trace de cette vénalité à Bombaye. Un placard, émané des Etats-Généraux en 1777, défendait « de donner, promettre ou accepter quelque chose pour collation des offices. » Il constatait que dans le pays de Dalhem l'usage s'était introduit de donner les offices aux plus offrants. Il imposait aux échevins avant d'entrer en fonctions de prêter le serment qu'ils n'avaient rien donné ni promis pour obtenir leur nomination ; enfin il défendait le cumul, jusque-là toléré, des places d'échevin et de greffier.

Le cumul des places de bourgmestre et d'échevin continuait à être permis.

La durée des fonctions était sans doute comme ailleurs d'une année.

Le document que je viens de citer ne mentionne pas le collecteur, ni les asséeurs, ni les commis. Le collecteur était élu par les manants ; il percevait l'impôt. Les asséeurs veillaient à ce que l'on ne se servît que de mesures exactes. En 1739, ils requièrent condamnation « contre Lhote ici présent aux plaids accusé d'avoir servi de la bière dans un pot trop petit. »

Les échevins, chargés d'un travail spécial, comme celui de débrouiller les comptes ou de refaire la matricule, prenaient parfois le nom de commis.

VII

LA COUR ET JUSTICE COMME POUVOIR JUDICIAIRE ; PROCÉDURE CIVILE ; PROCÉDURE CRIMINELLE

Comme pouvoir judiciaire, la Cour et Justice avait au civil la plénitude de juridiction au premier degré pour les biens roturiers.

Les fiefs relevaient de la cour féodale de Dalhem. Il y avait peu de fiefs à Bombaye. La haute Cour de Justice de Dalhem formait la juridiction d'appel.

La Cour réalisait ou enregistrait les actes.

Les procès civils n'étaient pas fréquents à Dalhem ; mais quand il en naissait un, il avait la vie dure. Pendant des années souvent, il se prolongeait et se compliquait. Les pièces de procédure s'accumulaient ; la justice de l'ancien régime marchait d'un pas boiteux. La Cour et Justice siégeait tous les quatorze jours, les samedis en plaid ordinaires et lorsque les besoins de la cause l'ordonnaient, en plaid extraordinaires au jour qu'elle fixait.

Tout procès débutait par une requête aux fins de pouvoir citer, dans laquelle le demandeur exposait ses prétentions ; la Cour lui accordait la permission de citer à quatre jours au moins ; le défendeur avait deux termes de quatorze jours pour produire sa réponse écrite ; l'acteur à son tour avait trois termes pour répliquer ; les parties devaient alors déposer, à peine de forclusion, toutes les pièces ; le défendeur avait de nouveau trois termes pour répliquer.

Exceptionnellement la cour accordait de nouveaux délais pour tripliquer et quadrupliquer.

La cause ainsi instruite, les procureurs des parties dressaient et signaient l'inventaire des pièces. « Devaient alors les juges à la dite semaine et en présence de leur greffier, faire bonne et brève expédition de justice aux parties sans faveur ni dissimulation

ainsi qu'ils trouveront en conscience et équité selon la disposition de la cause appartenir. »

Comme nous l'avons dit, appel pouvait être interjeté devant la Cour féodale de Dalhem. Les décisions rendues par celle-ci siégeant en premier degré pouvaient être portées devant le Conseil de Brabant.

Je ne puis entrer dans les détails de la procédure, qui d'ailleurs offre beaucoup d'analogie avec la nôtre.

La procédure criminelle ressemblait, au moins dans ses grandes lignes, à la procédure civile : les causes s'instruisaient également par proposition, réponse, réplique, duplique, seulement elles devaient « se démener de trois jours en trois jours et les juges se devront conformer et régler ensuite de l'édit perpétuel de l'an 1611 et interprétation sur iceluy touchant les informations préparatoires, appréhension et examen des accusés, détention provisionnelle d'iceux, confrontation des témoins et autrement. »

Les causes criminelles sont plus nombreuses que les causes civiles : on disait au commencement du XVIII^e siècle qu'il y en avait cinq ou six par an, mais elles ne roulent en général que sur des faits peu importants.

Une chose surprend, lorsque l'on voit à l'œuvre l'ancienne procédure criminelle : on serait tenté de croire qu'elle est expéditive et sommaire, que les droits de l'accusé ne sont pas respectés, qu'une répression brutale et barbare est la règle générale. On serait tenté de croire que la justice criminelle des temps anciens se préoccupait surtout de frapper et qu'elle ne tolérât pas qu'on la gênât dans ses exécutions. Tout le contraire m'est apparu dans les nombreux procès criminels dont les coffres de Bombay ont conservé les pièces : j'ai été plus d'une fois étonné de la scrupuleuse attention avec laquelle la Cour instruisait les affaires les plus minimes, de toutes les formalités qu'elle accomplissait minutieusement, de sa patience, de son indulgence.

J'ai été plutôt tenté de l'accuser de lenteur et de faiblesse que de précipitation et de rigueur.

Pour donner une idée de la justice criminelle telle qu'elle se pratiquait à Bombay, le moyen le plus simple me paraît être de la montrer en action dans un cas particulier. Vers 1724, habitait à Bombay une famille dont tous les membres s'adonnaient au vol et au maraudage : Charles Gilis, sa femme et sa fille furent poursuivis plusieurs fois, en 1725, en 1746, pour avoir enlevé des récoltes, arraché des haies, enlevé même des affiches apposées à la porte de l'église. Cette famille est un phénomène au milieu de la population si morale et si paisible qui l'entourait. En 1751, la fille a un enfant qu'elle fait disparaître. Gilis devient fou, et se croyant héritier du comte de Hoen, va faire du tapage au château de Neufchâteau. L'officier public demande, ceci est comme un écho d'un âge plus reculé, l'autorisation de le faire saisir, garrotter, mettre au pain et à l'eau et la Cour décide d'enfermer le malheureux insensé dans la tour de l'église et de lui accorder une demi-livre de pain par jour arrosée d'eau.

En 1724, il était accusé d'avoir volé du bois, des fourrages et des fruits ; sa femme s'était rendue complice de ces méfaits. Ils remontaient à plus d'une année déjà lorsque la Cour en fut saisie. Il y a plus d'un exemple de cette lenteur assez étrange puisque les magistrats devaient être informés immédiatement par la rumeur publique des délits qui se commettaient dans leur petit village ; c'est ainsi qu'en 1719 une femme fut poursuivie pour le vol d'un bonnet de dentelle qu'elle avait commis à Dalhem deux ans auparavant.

Les faits reprochés en 1724 à Gilis étaient nombreux et précis : le 20 janvier, l'officier criminel commença par solliciter d'être admis à preuve et il libella les faits à charge dans sa requête. Dès le début donc, l'instruction se fait en plein jour, le prévenu n'a pas à craindre de surprise.

La Cour accorde l'autorisation et sur nouvelle requête elle se livre à l'information préalable en juillet et en novembre.

Les noms des témoins à charge ont été signifiés à Gilis et celui-ci assiste à l'interrogatoire qui est public.

Lui-même jusque-là n'a pas encore été interrogé ; sur requête de l'officier, Gilis est cité pour s'expliquer ; mais surgit un incident : le prévenu qui a préparé sa défense dépiste l'officier criminel qui est obligé de demander un nouvel interrogatoire des témoins et puis de solliciter l'audition de nouveaux témoins. La liste en est communiquée à Gilis.

La défense entre maintenant directement en action ; Gilis réclame la copie des procès-verbaux et demande à être admis à la contre-preuve ; il libelle dans un billet de direction les faits qu'il veut établir.

Mais la contre-preuve était difficile ; Gilis ne se décide pas à la commencer ; il la commence cependant, puis cinq fois de suite il demande à la continuer, alléguant toujours que dans les affaires criminelles il ne faut pas user de précipitance. Il cherchait visiblement à gagner du temps, mais tel était le respect des droits de la défense qu'on le laissait faire.

Enfin il produit son écrit de reproches, dans lequel il essaie de combattre les témoignages qui lui sont contraires.

L'officier criminel réplique par un écrit de salvations. Un nouvel incident : Gilis demande à compléter sa contre-preuve, puis il requiert la Cour de visiter les lieux sans procureur, ni avocat.

Enfin ayant épuisé toutes les ruses, il est acculé et force lui est de déposer son écrit de salvations ; il demande un délai de quinzaine, son avocat n'ayant pas eu le temps de le rédiger.

La quinzaine écoulée, il déclare déposer son mémoire et demande qu'il reste clos et secret jusqu'à la fin de la lecture des pièces.

Mais en réalité il ne dépose rien ; l'officier est obligé de le faire mettre en demeure ; c'était encore un mois de gagné ; enfin les salvations sont déposées.

Alors chacune des parties réclame inventaire des pièces et sentence. La Cour et Justice délibère, mais elle ne se guide pas d'après ses seules lumières ; il est d'usage qu'elle consulte un jurisconsulte qui examine les pièces et envoie un projet de sentence presque toujours adopté sauf quelques modifications.

Le procès de Gilis avait duré un an.

Les peines étaient rigoureuses : je citerai l'exemple d'un voleur de profession condamné au bannissement perpétuel des terres de L. H. P. Le jurisconsulte, qui avait rédigé le projet de sentence, avait proposé de le fouetter avec 6 verges et de lui donner 10 coups de chacune.

VIII

LES POUVOIRS ADMINISTRATIFS ; AUTORITÉS SUPÉRIEURES ;
LES ETATS DU PAYS DE DALHEM ; LE HAUT DROSSARD ;
INTERVENTION DU GOUVERNEMENT CENTRAL ; LES PLAIDS
GÉNÉRAUX ; LA COUR ET JUSTICE ; LES RÉGLEURS OU
BOURGMESTRES ; LE MAYEUR.

Comme pouvoir administratif, la Cour et Justice avait des attributions fort étendues ; elle constituait une autorité subordonnée, mais dans aucun cas les pouvoirs supérieurs ne venaient se substituer à elle.

Elle était subordonnée aux états du pays de Dalhem hollandais. Ces états se composaient de délégués de chaque communauté ; ils délibéraient des intérêts communs du pays, ils s'occupaient surtout des questions financières et exerçaient une surveillance sur les collecteurs. D'après une résolution des Etats-Généraux en date du 3 août 1756, aucun collecteur ne pouvait être député aux Etats du Pays.

Le représentant du gouvernement aux états était le Haut-Drossard ; cependant ce fonctionnaire ne pouvait être comparé aux intendants français. Il exerçait un contrôle peu rigoureux sur les administrations municipales. En réalité il n'y avait pas d'intermédiaire entre celles-ci et le gouvernement.

Nos pères craignaient par dessus tout l'absorption de toutes les forces de la nation par le pouvoir central. L'on sait que les intendants ne purent jamais se naturaliser aux Pays-Bas et que leur rétablissement fut un des griefs principaux contre Joseph II.

Les rapports des communautés avec le gouvernement étaient directs ; il y avait simplement à La Haye un agent des Pays d'Outre-Meuse chargé de remettre les requêtes aux Etats-Généraux et de les appuyer.

La décentralisation poussée à ce point ouvre la porte aux abus ; il est à craindre que la gestion financière, abandonnée sans contrôle aux administrations municipales, ne soit pas toujours très régulière ; mais mieux vaut trop de liberté que trop de compression ; les excès de liberté se réparent, le mal que font les excès du despotisme est irréparable.

L'autorisation du gouvernement n'était nécessaire que dans quelques cas : pour percevoir les impôts, même les impôts communaux, il fallait un octroi, de même pour l'aliénation des propriétés communales. Le gouvernement accordait rarement des subsides ; le seul cas où il soit, d'après mes souvenirs, intervenu dans les dépenses communales se produisit vers 1775 lorsqu'on restaura les deux ailes de l'église ; il accordait parfois des remises ou réductions d'impôt.

Le fondement des institutions municipales était les plaids généraux.

« Seront encore continués, dit le style déjà cité, les plaids généraux lesquels selon l'ancienne coutume on est accoutumé de tenir trois fois l'année dans les Banqs de notre prescrit Pays de Franquemont à effet que les

respectifs surcéans puissent avancer toutes mesures et forfaits touchant la communauté et repos public des sujets, nomément la cloture des communs passages et chemins, falsité qui survient dans les mesures et poids, parmi quoi la commune pourrait être défraudée ou en quelque façon intéressée, lesquelles causes seront audit jour de plano et par une déduction verbale instruites et décidées, ne fut que la cause requit une ultérieure connaissance et instruction, laquelle, quant alors, l'officier après préalable information pourra poursuivre extraordinairement comme devant. »

Cet article semble attribuer une certaine juridiction criminelle aux plaids généraux et j'ai cité tout à l'heure un cas où ils l'ont exercée en matière de falsification de poids et mesures.

Mais les plaids généraux étaient surtout un pouvoir administratif. Outre les trois réunions ordinaires, il pouvait y en avoir d'extraordinaires avec l'autorisation préalable du seigneur laïque.

Tous les citoyens n'avaient pas, semble-t-il, voix délibérative; les procès-verbaux des assemblées portent souvent *Assemblée des principaux manants de Bombay* et le seul procès-verbal signé par tous les assistants ne porte que vingt-neuf noms.

Il est difficile de fixer d'une manière précise les attributions des plaids généraux; les institutions rurales de l'ancien régime étaient des institutions patriarcales et la communauté s'administrait comme le patrimoine d'une famille unie. Les conflits d'attributions étaient inconnus; les pouvoirs publics se mouvaient librement dans toute la sphère des intérêts municipaux sans craindre de se heurter les uns contre les autres; ils concouraient, selon les circonstances, au bien général. Aussi la participation des plaids aux affaires varie-t-elle d'année à année. Tantôt ils sont appelés à se prononcer sur les points les plus minimes; en 1754, quand il s'agit de bâtir la maison du lecteur, ils sont convoqués coup sur

coup pour choisir l'emplacement, pour procéder à l'adjudication, pour se prononcer sur la qualité des briques employées. Tantôt leur intervention est effacée et disparaît presque complètement, on ne les mentionne plus que lors de la reddition des comptes, la Cour et Justice assistée des deux bourgmestres et régleurs les supplante.

La gestion financière elle-même n'est pas toujours régulièrement soumise à l'examen de l'assemblée générale des manants.

Les deux bourgmestres à la différence du mayeur et des échevins étaient désignés par le suffrage populaire.

La position de ces deux fonctionnaires à côté de la Cour et Justice est assez étrange : leurs attributions étaient purement administratives, la Cour réunissait les attributions judiciaires et les attributions administratives.

Et comment se partagent les attributions administratives ? S'il y a partage d'attributions, c'est la tradition et non la loi qui l'a opéré et encore, s'il a existé une division quelconque, elle n'est pas fidèlement observée.

Les mœurs, plus fortes que tous les textes de loi, aplanissaient les difficultés, effaçaient les rivalités et amenaient le concours de toutes les volontés pour le bien de la communauté.

J'ai observé qu'à la Cour seule appartient le droit de convoquer quand il y a lieu les manants ; elle met les biens communaux et les biens des pauvres en adjudication ; elle donne l'ordre de répartir la taxe ; c'est elle, plus généralement l'assemblée des manants, qui conclut les emprunts.

On pourrait la comparer, à condition de ne pas pousser la comparaison trop loin, à notre Conseil communal ; les régleurs seraient plutôt le pouvoir exécutif, le Collège des bourgmestre et échevins. Ils ne peuvent agir l'un sans l'autre ; mais souvent ils sont assistés du mayeur ou d'un échevin, surveillent les

travaux publics, ordonnent les paiements, ils sont la partie la plus agissante du pouvoir communal. Parfois cependant, ils prennent seuls l'initiative de mesures que d'autres fois on voit décidées par la Cour et Justice, d'autres fois encore par les Plaids généraux.

Leurs fonctions ne constituent pas des sinécures ; en temps de famine et en temps de guerre, ils doivent multiplier les démarches, écrire des lettres, entreprendre des négociations.

En 1739, le grain devient rare ; ils sont chargés d'aller acheter 200 mesures de seigle à Maestricht. L'assemblée générale a décidé qu'on livrera chaque semaine une certaine quantité de grain au boulanger du Doyard ; celui-ci gagnera deux liards par pain vendu au prix que fixeront les régleurs.

En temps de guerre, ils doivent être sur pied jour et nuit.

En 1690, un parti hollandais pille Aywaille qui avait une sauvegarde pour se mettre à couvert des exécutions pour paiement des contributions.

Par représailles, les Français frappent Bombaye d'une contribution de 364 écus ; les bourgmestres ne réussissent pas à trouver la somme et les Français brûlent une maison et une grange.

En 1701, on voit les bourgmestres courir au devant de trois régiments venant de Luxembourg pour les empêcher de loger à Bombaye.

En 1702, les troupes hollandaises s'approchent de Maestricht ; pour éviter un fourragement les régleurs leur délivrent de l'avoine et du foin en quantités énormes ; mais de Liège, un parti français vient enlever sept habitants dont le bourgmestre, afin d'obtenir les mêmes rations ; on leur donne 1215 florins ; puis pour se racheter du logement des troupes allemandes qui se retiraient, on doit encore verser trente florins.

Tous les jours, il passe des corps de troupes ; les régleurs ont à leur fournir les vivres et le logement, les

soldats maraudeurs ou envoyés en éclaireurs frappent, sous le nom de rafraîchissements, une contribution de guerre sur les villages qu'ils traversent.

Les régleurs dressent la liste des chevaux, des bestiaux, des logements ; ils désignent les guides, les pionniers requis pour travailler aux retranchements ; à certains moments on les met en demeure de fournir tous les chariots qui sont dans le village et de les mener à Luxembourg ou à Cologne.

Puis quand la guerre est finie, les régleurs reçoivent les états des frais militaires dressés par les habitants ; ils les examinent, les réduisent quand il y a lieu et répartissent les sommes que la communauté a fixées.

Les frais de guerre étaient supportés par la communauté ; pour les acquitter, on percevait une taille personnelle plus élevée ; parfois l'Etat du pays intervenait dans le paiement, il allouait un subside ou reprenait à ses charges une partie des capitaux empruntés.

Les régleurs aident encore le collecteur à dresser le rôle, soutiennent les procès que la commune intente, visitent les propriétés communales pour constater si les locataires ont rempli les conditions du bail. En 1754, on les voit porter un « flan » à Maestricht à une personne qui a rendu service à la communauté ; cette même année, ils vaquent trois quarts de jour à faire aplanir et couper les bords des chemins afin que MM. de l'Etat du Pays puissent y passer en carrosse ; fréquemment ils font l'inventaire du coffre des archives.

Le mayer a quelques attributions qui lui sont propres : il est le mambour ou tuteur des orphelins ; quand une tutelle s'ouvre, c'est à sa requête que la Cour désigne un tuteur, il surveille l'administration des tuteurs, veille au bon entretien des propriétés des orphelins.

Il a un certain droit de poursuites judiciaires qui se rattache de près à ses attributions administratives.

En 1788, le mayeur demande un record à la Cour
« concernant les droits, devoirs, amendes, que les
» mayeurs de ce lieu pouvaient avoir exercé depuis
» environ 40 ans. »

Après un examen minutieux, la Cour constate qu'à diverses reprises les mayeurs ont requis la Cour d'ordonner la réparation des chemins, requis de les visiter, agi contre les cabaretiers qui donnent à boire à des heures indues, ont fait panner les bêtes faisant dommage à autrui, arrêter les charretiers qui charrient hors des chemins, ont agi à propos des querelles, tiraillements, comme aussi contre ceux qui faisaient de la mauvaise bière.

Le mayeur est spécialement chargé de veiller au bon entretien des chemins. En 1755, un règlement constatait que les chemins étaient si mauvais qu'ils n'étaient pas praticables sans danger pour les voitures à deux chevaux attelés de front.

Pour remédier à cette situation, les mesures suivantes étaient prescrites : le haut-drossard visiterait tous les chemins de la communauté et désignerait ceux qui devraient être transformés en voies de grande communication ; cette transformation se ferait par corvées. La communauté s'efforça de faire rapporter ce règlement ; mais des raisons stratégiques déterminaient le gouvernement à ne pas céder ; le haut-drossard fit réparer le chemin qui allait de Berneau à Cronwé par Bombaye et La Tombe.

Pour les autres chemins, le règlement de 1755 n'innovait pas ; chaque année à la requête du mayeur, la Cour déléguait deux échevins qui l'accompagnaient dans la visite générale des chemins ; les propriétaires étaient tenus de combler les ornières le long de leurs biens ; faute d'avoir satisfait à cette obligation, ils encouraient une amende que les deux échevins et le mayeur fixaient arbitrairement.

IX

LES IMPOTS ; RÉPARTITION DE L'IMPÔT ; TAILLES ;
CORVÉES ; BANALITÉS

L'attribution essentielle et la plus importante de la Cour et Justice était la répartition et la levée de l'impôt.

La nation s'impose elle-même : il n'est pas de principe qui fût plus cher à nos pères et dont ils aient payé la conservation de plus de sacrifices et de plus de sang. Ils comprenaient qu'en définitive la liberté politique tout entière est renfermée dans le sein de ce principe. La nation qui possède le droit de voter, de réduire ou même de refuser l'impôt, peut, si elle le veut, faire sortir de ce droit primordial tous les autres droits, de cette première liberté toutes les autres libertés. Contre le despotisme, elle a en mains l'arme la plus meurtrière et la plus facile à manier ; contre les abus du pouvoir, le châtiment le plus efficace ; contre les caprices de l'autorité, une menace qui suffit le plus souvent à les prévenir. Elle est vraiment maîtresse de ses destinées. Il n'y pas de conquête qu'elle ne puisse faire, pas d'empiètement qu'elle ne puisse empêcher. A l'abri de ce principe, elle peut défier toutes les entreprises du pouvoir et lorsqu'à son tour elle veut prendre l'offensive, il n'y a pas d'obstacle qui puisse l'arrêter dans le développement de sa liberté. Celui qui tient la bourse, l'ouvre ou la ferme à son gré, celui-là est vraiment le maître.

Aussi nos pères, avec leur sens profond de la liberté, avaient-ils toujours eu à cœur de maintenir ce grand principe politique. Dans les Pays-Bas autrichiens et dans les Pays d'Outremeuse, même dans la partie soumise à la domination hollandaise, les Etats *accordaient l'impôt*.

Chaque année, les Etats du Pays de Dalhem hollandais, se réunissaient à Dalhem. Ils accordaient

d'abord l'aide. L'aide était l'impôt régulier, payé au gouvernement central ; son chiffre ne variait guère.

Les Etats votaient ensuite l'extraordinaire également payé, en cas de besoins particuliers, au gouvernement central, puis les charges du pays qui comprenaient le donatif au gouverneur et au commandant de Maestricht, le traitement du haut-drossard, receveur et autres officiers, les intérêts des capitaux empruntés par le Pays ; la somme de ces impositions variait suivant les circonstances.

Pendant le XVIII^e siècle, l'usage s'établit d'accorder par un seul vote « l'aide et les autres charges du pays. »

Les Etats répartissaient ensuite la somme qu'ils venaient de voter entre les diverses communautés, en proportion de leur étendue, d'après d'anciens cadastres qui, disait-on, n'étaient pas exacts. Ainsi en 1755, les habitants de Bombay se plaignaient de payer une moitié en trop, tandis que leurs voisins de Mortroux payaient une moitié en trop peu.

Le greffier des Etats faisait connaître à la Cour et Justice le chiffre auquel la communauté était taxée ; la Cour requérait le collecteur de procéder à la répartition de la taille.

Cette répartition se faisait d'après une matricule où étaient comprises les propriétés foncières situées sur le territoire de Bombay ; les biens ecclésiastiques et les fiefs n'étaient pas inscrits sur cette matricule, non pas que leurs propriétaires fussent exempts de la taille, mais la noblesse et le clergé avait une matricule propre et payaient directement entre les mains du receveur des Etats. C'était là un privilège inoffensif ; mais auquel ils tenaient beaucoup, comme on en peut juger par la vivacité des réclamations qu'élevèrent en 1748, les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem contre une tentative de les faire figurer au même rôle que les roturiers.

Il n'y avait donc à Bombay, comme impôt direct (1), que la contribution foncière. Celle-ci n'atteignait pas directement, comme elle le fait aujourd'hui, le revenu présumé des biens, le revenu cadastral ; elle en tenait compte cependant. Il y avait une différence entre la contenance réelle du bien et la contenance imposée : cette différence provenait *de la modération de taxe* à laquelle on s'était livré.

Il est évident que les matricules d'autrefois, pas plus que notre cadastre d'aujourd'hui, ne pouvaient être immuables. Au bout de peu d'années, le rapport de valeur entre les terres change et il est nécessaire de remanier les documents d'après lesquels a été établie la contribution foncière.

S'il faut en croire M. Defacqz (2), dans les anciennes provinces belges, « on considérait les matricules comme inviolables, on reculait devant la dépense et les embarras du renouvellement des cahiers et la crainte qu'une réclamation accueillie n'ouvrit la porte à mille autres faisait maintenir avec leurs abus leurs errements surannés. Voilà comme on entendait alors l'administration et la justice. »

On les entendait mieux à Bombay ; les manants veillaient avec un soin jaloux sur la matricule ; ils

(1) En 1794, on perçut une capitation d'après un tarif fixé par les Etats du Pays. Voici un extrait du rôle de cette capitation.

M. le Mayor Ulrici et sa femme.	2 f.
4 domestiques à 10 sols	2
Sa qualité de mayor, celle d'avocat et notaire.	10
Pour 4 chevaux	4
11 vaches à 10 sols	5
2 génisses à 5 sols.	0,10
4 porcs.	4
1 chien	10
Pour sa montre qu'il porte	2,8 3/4

Dans le rôle, sept personnes sont indiquées comme possédant une montre.

(2) Defacqz, *Recherches sur les anciens impôts et spécialement sur les tailles réelles*. Bulletin de l'Académie, 2^e série, XLIX.

étaient tous intéressés à ce qu'elle fût le plus exacte possible; ils tenaient la main à ce que personne, par oubli ou par ruse, ne fût omis; de leur côté les propriétaires usaient du droit de protester contre les excès de taxe et de réclamer une modération.

La matricule était si peu inviolable que le chiffre total des bonniers variait d'année en année.

Ainsi en 1649, le rôle réel porte 549 bonniers, 18 verges grandes, 14 verges petites; en 1703, 578 bonniers et la seigneurie y figure pour la première fois; en 1704, le chiffre tombe à 554, 10, 7. Il se relève en 1707 et monte à 577; de nouveau en 1745, il descend à 559, 14, 15.

Chaque année, pour ainsi dire, il y avait des augmentations et des réductions de taxe. Pour obtenir une réduction, il fallait s'adresser à la Cour et requérir estimation, la Cour l'accordait toujours; la Cour et le réclamant désignaient des estimateurs qui prêtaient le serment d'accomplir loyalement leur mission; ils se faisaient aider d'un mesureur et procédaient tout à la fois à un nouveau mesurage et à une nouvelle évaluation des terres. Parfois aussi, la Cour déléguait cinq commis; mais le contribuable avait le droit de les récuser.

J'ai retrouvé plusieurs matricules; pendant le XVIII^e siècle, on en fit quatre, en 1702, en 1719, en 1775 et en 1792.

Chaque propriétaire était astreint à faire *rapport de propriété*, c'est-à-dire qu'il faisait une déclaration signée du nombre de bonniers possédés et du nombre de bonniers imposés suivant la dernière matricule; les délégués de la Cour et Justice recevaient ces déclarations, les contrôlaient, rédigeaient le rôle et le soumettaient à la Cour qui prononçait sur les réclamations.

Le 5 décembre 1731, un placard ordonna de refaire un rapport des biens; mais les manants déclarèrent vouloir s'en tenir à celui de 1719; en revanche, vers 1784, le rapport de 1775 ne les satisfaisait plus et l'une des

premières promesses qu'ils reçurent des Etats-Unis des Pays de Limbourg était relative à la confection d'une nouvelle matricule.

On distinguait à Bombaye la taille réelle et la taille personnelle. Les impôts payés à l'état constituaient la taille réelle et la matricule d'après laquelle ils se répartissaient s'appelait la rôle réelle ; la taille personnelle servait à l'acquittement des charges domestiques ; elle représentait nos impositions communales ; elle se percevait d'après la rôle personnelle.

La taille personnelle avait comme la taille réelle le caractère d'une contribution foncière ; mais elle portait sur tous les biens indistinctement, biens roturiers, fiefs, biens ecclésiastiques ; elle frappait aussi les dimes capitalisées. La rôle personnelle portait en 1745, 731, 15, 16, tandis que la rôle réelle comprenait seulement 559, 14, 15.

Voici la « liste des Dixmes et biens qui paient directement la taille réelle au Receveur du Pays de Dalhem :

Biens fonds.	Bonniers.	Verges grandes.	Verges petites.
Les Dames de Zinigh en biens fonds,	26	16	10
Messieurs de la Royale d'Aix en biens fonds,	16	1	6
La veuve du Mayeur Franck en biens fonds comme acquéreur des biens Pastoraux,	8	4	14
Messieurs de St Jean & St Denis pour leur Dixme,	25	0	0
La Dixme Pastorale sur	14	19	6
La Dixme du Margueiller sur	1	15	0
La Cense des Temples en biens fonds	31	16	10
Messieurs de St Lambert en biens fonds & Dixmes,	25	0	0
Le Seignr Abbé du ValDieu en Dixme,	10	10	0
La Cense de Mortroux en biens fonds et Dixme,	5	12	0
Le Reverend Curé de Mortroux en biens fonds & Dixme.	6	5	5
f.	172	10	11

Actum à Bombaye le 25 aout 1786. »

La taille réelle jointe à la taille personnelle atteignait une somme considérable : les impôts étaient élevés, ils l'étaient particulièrement durant les époques qui suivaient les guerres, parce qu'alors ils devaient acquitter les intérêts des capitaux empruntés pour faire face aux impositions militaires et aussi payer les charges de guerre. La taille réelle s'élevait à 8 fl. en moyenne, elle allait jusqu'à 10 et 11 par bonnier ; de 1690 à 1720, elle varia entre 10 et 15 fl. La taille personnelle était généralement de 2 fl. par bonnier. En 1748, on constatait que les impôts ne montaient pas à plus du quart du revenu, comme les années précédentes.

Pour terminer cette énumération des impôts, je dois dire un mot des droits d'entrée et de sortie, des banalités et des corvées.

La façon capricieuse dont le territoire était découpé rendait très onéreux les droits d'entrée et de sortie. Les comptoirs autrichiens prétendaient percevoir les droits sur les objets que les habitants de Bombaye transportaient en passant sur le territoire autrichien dans les autres villages hollandais du pays de Dalhem. En 1726, le mayer fit lever la défense du gouvernement de Bruxelles de « passer sans payer pour denrées et houille ; » il obtint une lettre d'abolition qu'il envoya aux comptoirs de Cheratte, de Fouron-le-Comte, etc. ; mais il y eut encore des difficultés. Les employés du comptoir de Fouron-le-Comte se distinguèrent plus d'une fois par leur zèle tracassier ; ils arrêtaient les habitants, porteurs de marchandises, aussitôt qu'ils mettaient le pied sur le territoire autrichien et naturellement les condamnations réitérées que prononçait contre eux la Cour et Justice de Bombaye ne parvenaient pas à les intimider.

Je n'ai trouvé trace à Bombaye que d'une seule banalité, celle du moulin de Dalhem ; l'obligation de faire moudre leurs blés à Dalhem excitait de nombreuses plaintes de la part des manants et comme

sans doute ils cherchaient à s'y soustraire, ils étaient de leur côté l'objet de fréquentes réclamations de la part du meunier.

Le moulin appartenait au gouvernement qui le mettait en location par l'intermédiaire du receveur des domaines et rentes ecclésiastiques dans les trois pays d'Outre-Meuse.

Un sujet de discussions perpétuelles était la question de savoir si la farine de bouquette devait être moulue à Dalhem ; les habitants de Bombaye en introduisaient dans leur communauté des pays voisins et prétendaient que le meunier était sans droit pour leur imposer la sienne et hors d'état même de moudre cette farine ; le meunier répondait par des poursuites et des confiscations ; enfin, en 1758, le receveur des domaines et rentes ecclésiastiques dans les trois pays d'Outre-Meuse lui donna tort et lui enjoignit de cesser ses réclamations.

En 1717, les manants provoquèrent des poursuites criminelles contre le meunier ; ils l'accusaient de ne pas *restituer le poids dû* et de ne pas servir les *manants suivant ses obligations* ; il n'envoyait pas spécialement son valet chercher le blé à domicile.

A plusieurs reprises la communauté tenta de se rendre locataire du moulin ; son projet ne put s'exécuter en 1717, parce que le concours des habitants de Dalhem avait paru nécessaire et que l'entente n'avait pas pu s'établir avec eux.

En 1772, on fit une nouvelle tentative ; le moulin avait récemment été loué à bail emphytéotique pour la somme de 600 fl. Les manants délèguèrent deux échevins pour négocier la reprise du bail ; ils avaient l'intention de le sous-louer avec ou sans banalité ; mais les négociations ne purent aboutir.

La corvée n'existait pas à Bombaye. On ne peut appeler de ce nom l'obligation où étaient tous les manants de contribuer par leur travail à l'entretien de la voirie ; sinon, il faudrait reconnaître qu'aujourd'hui

encore, en bien des villages, la corvée s'est perpétuée un peu à l'insu de tout le monde.

Les manants de Bombaye étaient forcés de « mener au marché de Dalhem les denrées et les bestiaux ; » avant l'annexion, le marché se tenait à Visé.

Le plus onéreux de tous les impôts qui pèsent aujourd'hui sur les paysans, l'impôt du sang, était inconnu : le service militaire n'était obligatoire pour personne. Souvent des enrôleurs parcouraient le pays ; il en venait de Liège, de France et même de Wurtemberg.

X

LEVÉE DE L'IMPOT ; COMPTABILITÉ ; COMPTES DE LA TAILLE RÉELLE, DES CHARGES DOMESTIQUES, DES COMMUNES, DES PAUVRES.

Pour lever l'impôt, on commençait par envoyer à chaque contribuable un billet indiquant le chiffre de l'impôt. Il payait entre les mains du collecteur qui versait la somme au receveur des Etats de Dalhem ; mais il est important de remarquer que la commune était débitrice, vis-à-vis des Etats, de la somme à laquelle elle avait été taxée. Je n'ai pas vu qu'à son tour le collecteur fût débiteur de cette somme vis-à-vis de la commune. Le collecteur était élu par l'assemblée générale ; il donnait caution ; il percevait pour sa recette en 1723 6 %, à d'autres époques 5 % et moins encore.

J'ai cru observer que la rentrée de l'impôt ne se faisait pas d'une façon régulière ; le 30 septembre 1785, 950 fl., 8 sous, 3 liards de la taille de 1784 étaient *en restance*.

Souvent en temps de guerre et de disette les contribuables ne payaient pas ; on les contraignait alors à emprunter sur leurs immeubles ; mais il arrivait qu'ils ne trouvaient plus de prêteurs. Ainsi en 1681, 13 propriétaires habitants de Bombaye, 13 de Dalhem, 9 de Neufchâteau, 7 de Warsage, 27 de Visé se trouvèrent

hors d'état d'acquitter leurs impôts ; le receveur des Etats réclamait à la communauté les arriérés qu'elle avait laissé s'accumuler. Dans ces cas, la communauté se décidait souvent à faire un emprunt ; mais en 1681, elle était déjà « obérée au-dessus de ses facultés » ; on mit les biens des contribuables en défaut de paiement en location au profit de la communauté.

Dans l'ancien régime, on ne connaissait pas à Bombay les budgets ; du moins si on avait l'idée de la chose, on ne la mettait pas à profit. Nos pères n'aimaient pas la bureaucratie autant que nous l'aimons. Ils réglaient leurs affaires le plus simplement possible ; ils n'eussent pas compris le luxe de formalités et de formules dont l'administration moderne aime à s'entourer.

Ce certain laisser-aller qu'ils apportaient dans la gestion de la communauté ouvrait la porte au désordre et plus d'une fois celui-ci réussissait à s'introduire et à prendre pied si fermement qu'on ne parvenait plus à le chasser.

Mais il faut remarquer que la communauté dont les finances étaient en désordre supportait seule les suites de sa négligence ; aucune autorité supérieure ne l'empêchait de courir à la ruine ; mais si elle y tombait, elle ne devait espérer de secours que d'elle-même. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que la participation de tous à la gestion et le contrôle de tous étaient plus réels qu'aujourd'hui. La commune pouvait plus qu'aujourd'hui compter sur tous ses membres. Un intérêt plus vif pour les affaires communales, un amour plus profond pour la chose commune rachetaient les défauts que je viens de signaler.

L'existence de plusieurs comptes et l'absence d'un compte général résumant les comptes particuliers n'étaient pas favorables à une bonne gestion ; cependant tous ces comptes séparés étaient si simples, ils se ressemblaient si bien d'année en année que rien n'était plus facile que de les examiner et de les contrôler.

Tous les comptes étaient rendus en public, en présence des adhérités ; tous les étrangers propriétaires à Bombay n'étaient pas convoqués à l'assemblée ; seuls les propriétaires importants étaient admis à entendre et à discuter le compte. Sur ce point spécial, les institutions anciennes auraient pu servir utilement de modèle aux institutions modernes ; celui qui paye l'impôt a le droit de savoir ce qu'on fait de son argent ; ce principe élémentaire du droit public était, il faut le reconnaître, appliqué d'une façon heureuse à Bombay.

Les comptes étaient dressés d'une façon claire et régulière ; mais ils n'étaient pas toujours rendus à des époques fixes. Souvent on négligeait pendant deux ou trois ans de les soumettre à l'assemblée ; ainsi les comptes de 1733, 34, 35 et 36 furent rendus tous à la fois.

Le collecteur, se sentant peu surveillé, était exposé à manquer de zèle ou de probité. Les manants eurent à diverses époques de grandes difficultés à rétablir l'ordre dans les comptes que le collecteur avait laissé s'embrouiller. Ils n'y parvinrent jamais pour les dernières années du XVII^e siècle. A cette époque, le licencié de Bebronne était échevin ; il régentait toute la communauté ; les Provinces-Unies étaient en guerre avec la France et Bombay avait des impositions militaires énormes à payer. Au lieu d'augmenter la taille, Bebronne emprunta 18000 florins ; jamais on n'avait payé aussi peu d'impôts. Après la paix en 1679, sept commissaires députés par les Etats du pays de Dalhem vinrent examiner la situation : ils se trouvèrent devant un désordre inextricable ; on n'avait pas même payé les intérêts des capitaux empruntés ; Bebronne lui-même s'était exempté d'acquitter ses tailles ; il devait 570 fl. à la taille.

Il imagina de rejeter la faute sur le collecteur Ruwet et entraîna la communauté dans un procès, prétendant

faire rendre à Ruwet 20000 fl.; ce procès, qui dura plusieurs années, aboutit à constater que la commune devait au collecteur 3369 florins.

Cependant Bebronne continuait à ne pas payer ses tailles; il conseilla un nouveau procès contre le successeur de Ruwet en reddition de compte; ce procès n'eut pas un meilleur sort que le précédent.

Les manants, après avoir intenté deux mauvais procès, s'avisèrent enfin qu'ils en avaient un bon à intenter; ils actionnèrent Bebronne en payement de sa taille et le firent condamner.

En 1752, on eut quelques difficultés avec F. Franck; il avait en mains un reliquat et on ne pouvait l'amener à rendre ses comptes. Il finit par s'exécuter; mais les régleurs passèrent « 22 heures à débrouiller les quotes des tailles hors de ses registres et à calculer les tailles en arrière pour 1750 et 1751. »

Par le premier compte le collecteur justifiait de la perception de la taille réelle. En recette, il portait la somme répartie suivant les ordres de la Cour et Justice, somme plus forte que celle qui avait été fixée à l'assemblée des Etats. En effet en dépense était porté le total de la taille payé au receveur des Etats, plus le salaire du collecteur, les vacations de la Cour, etc.

Après le compte de la taille venait le compte des charges domestiques. En recette figurait la taille personnelle et le produit des communes.

La communauté possédait quelques propriétés dont le revenu était très variable; vers 1750, il atteignait 300 à 400 fl.; en 1781, il montait à 647 fl. La même somme était portée en dépense, parce qu'il était de règle que le revenu des communes fût distribué aux manants. Tous les ménages, sans distinction, les plus riches comme les plus pauvres, recevaient leur part; j'ai remarqué que cette distribution se faisait même dans les années où la commune se trouvait le plus

obérée ; on préférait augmenter la taille personnelle que de consacrer le revenu du bien commun au paiement des charges extraordinaires.

Parfois le collecteur rendait à part le *compte des communes*.

En dépense, le collecteur portait son droit de recette, la rétribution du lecteur, le traitement des sergents, les états de frais des régleurs, du mayeur, de la Cour « pour leurs vacations et autres débours pour le service de la communauté, qui se répartissent suivant les peines et labeurs, » la note de celui qui avait mené l'horloge, les frais militaires.

Si le compte se soldait en boni, on distribuait l'excédent.

Un poste considérable des dépenses était le service de la dette ; souvent la communauté empruntait afin de payer la taille réelle ; en temps de guerre surtout, quand les contribuables se trouvaient hors d'état de payer leur quote-part, les emprunts étaient fréquents.

De 1674 à 1677, on emprunta 22,640 florins. L'obligation de payer les intérêts de cette somme énorme fit élever considérablement le chiffre de la taille. En 1716, les capitaux étaient à 5 % ; on les racheta à 4 % avec approbation des administrateurs du comptoir de L. H. P. En 1728, l'intérêt était descendu à 3 % et en 1768, à 2 1/2 %. En 1771, les dettes se montaient à 9800 fl.

Les emprunts se faisaient sous la garantie de la généralité des habitants qui affectaient à leur sûreté leurs biens propres. L'assentiment des manants était toujours nécessaire pour valider les engagements pris par la Cour et Justice en leur nom.

En 1657, trois échevins s'étaient permis d'emprunter à un Visétois une forte somme à leur profit personnel. Ils avaient fait inscrire dans l'acte les noms des autres échevins et des notables ; ils avaient promis *de se faire*

avouer par la communauté ; mais ils gardèrent le secret et firent enregistrer l'acte par surprise. Comme ils ne payaient pas les intérêts, le créancier actionna la commune en remboursement ; de là un énorme procès qui dura plusieurs années.

Le dernier compte est celui des pauvres ; les manants de Bombaye avaient une grande sollicitude pour les pauvres.

Le mayeur s'honorait du titre de mambourg des pauvres. Le sergent était voué des pauvres. En 1739, les plaids généraux considérant qu'une rente avait cessé d'être servie, décidèrent, « afin que les pauvres ne soient pas frustrés de leurs petits revenus ordinaires » de reconstituer le capital au moyen du revenu des communes. En 1788, 28 personnes reçoivent des secours. Quelques rentes et quelques propriétés formaient les biens peu considérables des pauvres ; leur administration était confiée à un receveur qui touchait 15 francs de traitement.

*
* *

Je ne me sépare pas sans regret de ces paysans d'autrefois dans l'intimité desquels il me semble maintenant avoir vécu. Je salue en eux les dignes représentants de notre race wallonne, fière, active, énergique et croyante. Leurs corps sont depuis longtemps rentrés dans la poussière ; Dieu fasse que leurs idées et leurs exemples planent toujours sur le sol où ils ont vécu et continuent à inspirer leurs descendants.

La race virile des laboureurs diminue chaque jour, attirée par la ville où elle vient s'étioler et se flétrir ; ainsi se tarissent peu à peu les sources de la richesse nationale, de l'honnêteté et de la moralité. Les paysans sont le cœur et le sang d'un peuple, c'est la sève qui rajeunit sans cesse et renouvelle les rameaux qui vieillissent.

lissent ou qui tombent et, quand tout s'écroule, c'est parmi eux encore que le patriotisme et la foi trouvent leurs dernières retraites. Puisse l'amour du sol natal, plus fort que l'appât des jouissances, retenir nos paysans à l'ombre de leur clocher !

D'autres dangers encore menacent les classes rurales : la bureaucratie qui se développe et le césarisme renaissant renouvellent leur antique alliance contre la liberté et contre la religion. Le jour où l'église ne sera plus la maison chère à toutes les âmes, visitée à toute heure, où tous se retrouvent unis, le jour où la commune ne sera plus qu'un rouage dans la grande machine administrative, les classes rurales auront reçu le dernier coup.

Qui voudra encore habiter ces villages où la haine et la discorde, puisées au cabaret, auront remplacé l'union paisible d'autrefois ? Et si les libertés municipales s'en vont, si la chose publique cesse d'être la chose commune, si la main tracassière de l'Etat vient tout désorganiser, tout accaparer, quel serait le lien qui attacherait le campagnard aux champs arrosés de sa sueur ?

Je ne veux point établir de parallèle entre les institutions de l'ancien régime et les institutions d'aujourd'hui. Toute comparaison est impossible. A chaque état social doivent correspondre des institutions nouvelles.

Mais les hommes d'autrefois peuvent avec justice être offerts en exemple aux générations présentes. Dans leur cœur, se rencontraient et se soutenaient la foi et l'amour de la liberté. Ils étaient libres parce que la foi rendait leur âme fière et indépendante des choses d'ici-bas ; ils étaient libres parce que la foi développait en eux un profond sentiment de l'honneur ; ils étaient libres parce que la foi leur avait appris à ne courber que devant Dieu leur front baptisé.

Ils n'avaient pas besoin que les lois proclamassent

solennellement leurs droits ; ces droits étaient inscrits dans leurs consciences chrétiennes. Et la grande leçon qu'ils nous donnent, c'est que la liberté tient moins aux lois qu'aux mœurs, c'est que pour être libre, il suffit de vouloir l'être.

HENRI FRANCOTTE,
Avocat à la Cour d'appel de Liège.



TRÉSOR ET SACRISTIE
DE LA
CATHÉDRALE SAINT-LAMBERT A LIÈGE
1615-1718

I

Le 29 août 1718, arrivaient à Liège, deux religieux français, deux savants, dont les travaux restent des plus considérables, parmi les monuments de l'érudition, les Bénédictins Martène et Durand, chargés par une décision du chapitre de leur ordre, de parcourir, pour y recueillir manuscrits ou renseignements inédits, les villes et monastères des Pays-Bas et de l'Allemagne. Le 8 septembre ils assistèrent aux offices solennels de l'église Saint-Lambert, puis escortés toujours des deux plus doctes liégeois de l'époque MM. de Crassier et de Louvrex, ils purent examiner à loisir les richesses de l'antique cathédrale :

« Après Vêpres, disent-ils (1), monsieur le grand doyen nous attendit dans le chapitre pour nous faire voir les reliques et les ornements qui sont très riches, et dignes d'une des plus illustres cathédrales de l'Eglise. On nous en montra un, entre autres, qu'on

(1) *Voyage littéraire de deux religieux bénédictins*, II, 183.

prétend avoir servi à saint Lambert, dont la chappe et la chasuble sont tout couverts de perles, et dont le travail surpasse de beaucoup la matière ; les sandales et les bottines de saint Hubert, évêque de Liège ; le Pallium de Grégoire X qui avait été archidiacre de cette église et une Croix faite du bois de celle où le Sauveur a été attaché pour nous racheter, donnée par ce grand pape. Le beau reliquaire qui contient le chef de saint Lambert est tout d'or et d'un travail exquis ; monsieur le grand doyen eut la bonté de l'en tirer et nous fit l'honneur de nous le faire baiser à nud. On nous fit voir ensuite un saint Georges d'or, donné par Charles le Hardy duc de Bourgogne, pour réparation des vexations qu'il avait faites à l'église de Liège ; deux calices d'or, une image de la sainte Vierge et une autre de saint Joseph d'argent, de hauteur naturelle, des anciennes dyptiques, et le manuscrit des anciens scrutins qui s'observaient autrefois durant le carême sur les cathecumènes et qui sont encore aujourd'hui en usage dans l'église de Liège, aussi bien qu'en celle de Vienne en Dauphiné. La chasse de saint Lambert est dans le Jubé ; monsieur le grand doyen voulut bien qu'on la découvrit pour nous la faire voir. Elle est d'un travail antique, partie d'or, partie d'argent, ornée d'un grand nombre de pierres précieuses, et entre autres d'une agathe qui représente l'impératrice Faustine, dont le travail est admirable. »

D'après ces savants, qui s'y devaient connaître, le trésor de Saint-Lambert, bien qu'amoindri depuis un siècle et demi, n'en restait donc pas moins « digne d'une des plus illustres cathédrales de l'Eglise. » C'est dire l'intérêt qu'une nomenclature de ces richesses peut offrir à la fois pour l'histoire de cette église, pour l'histoire des arts, et pour celle même du pays qui les a possédées.

Cette nomenclature, un prêt obligeant de M. Hubert Servais, nous permet de la reproduire ici, telle qu'elle fut dressée, en l'année même, ce semble, de la visite des auteurs du Voyage littéraire, et par les employés chargés de veiller sur cette splendide réunion de choses saintes et précieuses. Nous l'avons rencontrée dans un « *Recueil (manuscrit) de différentes pièces rares méritant d'être conservées* » gros volume formé de 17 documents, du XVI^e et du XVII^e siècle, sans rap-

port entre eux, et réunis par quelque collectionneur vraisemblablement homme de loi.

Dans ce volume a pris place un cahier de fort papier, où le texte occupe vingt trois pages écrites d'une encre et d'un style qui sont bien de l'époque ; il a pour titre :

Index du Répertoire des meubles de la sacristie et de la trésorerie confiés à la surveillance de monseigneur le grand trésorier de l'an 1713.

Cet index est dressé par ordre alphabétique et renvoie, comme il le dit, à un Répertoire plus minutieux et plus considérable, qui devait être composé celui-là d'après l'ordre des armoires, d'après l'ordre du contenant plutôt que celui des contenus. A chaque annotation de l'Index correspond en effet, la mention d'une page et d'un numéro divisionnaire de page, détails qu'il n'a pas paru nécessaire de reproduire ici : il suffira de constater que ce Répertoire perdu devait compter 52 pages au moins, divisées chacune en plusieurs articles, sans que le nombre de ceux-ci paraisse jamais avoir dépassé 9 à la page.

Quoique le titre de l'Index indique l'an 1713, comme date de sa rédaction, il est incontestable qu'on l'a augmenté ou corrigé, suivant que besoin en était, tout au moins jusqu'en mai 1718 ; du moins trouvons-nous à côté de plusieurs objets la mention qu'ils ont été soit vendus, soit achetés entre 1713 et 1718. Notre inventaire semble donc avoir été tenu à jour jusqu'au moment même où vinrent les célèbres bénédictins visiter Saint-Lambert, et l'on peut d'autant plus le tenir pour exact et complet qu'il doit être l'œuvre d'un des fonctionnaires du grand trésorier.

Reste à savoir, si ce subalterne peu lettré possédait l'instruction historique et artistique qu'eût réclamée la description détaillée des trésors dont il était le gardien.

Si son Index mérite toute confiance pour l'exactitude

avec laquelle il énumère les pièces renfermées dans le garde-meuble et la trésorerie de la cathédrale, force est de n'accepter que sous bénéfice d'inventaire l'origine qu'il attribue à quelques-unes d'entre elles. Il est difficile d'admettre, par exemple, que les cornes de chasse renseignées comme venant de saint Hubert aient jamais servi à ce saint ; ou que « la croix de fer, embellie de cuivre doré et de cristalle de roche posée sur la porte de la sacristie derrière le grand autel et illecqs emplombée » ait jamais été « celle devant laquelle saint Lambert fut trouvé priant Dieu, la nuit, dans la neige à Stavelot. » Existait-il, au septième siècle, un seul monastère dans le préau duquel la croix fut alors de fer au lieu d'être de bois ? L'auteur de notre Index suivait, dans pareilles attributions, bien plus les désirs de sa pieuse crédulité, que les règles de la critique, et ne se piquait assurément pas de connaissances archéologiques : dans sa première rédaction, il avait même omis de mentionner le célèbre dyptique de Saint-Lambert ; c'est en se revisant qu'il ajouta, d'une autre encre « une image antique d'yvoir de deux figures d'hommes à la romaine, bien entretailées. »

Quoiqu'il en soit du degré d'instruction de l'auteur de notre Index, on regrettera le laconisme de ses mentions : le Répertoire perdu auquel il nous renvoie nous eût été sans contredit beaucoup plus précieux ; nous voyons par notre document, sa table des matières, qu'il devait entrer dans les détails les plus précis sur maints objets du trésor ; plusieurs pages y étaient remplies par le relevé des linges d'autel auxquels notre Index ne consacre qu'une ligne ; d'autres offraient l'inventaire des pierres fines ou précieuses dont étaient revêtus certains reliquaires ou ornements ; ainsi notamment la mitre de saint Lambert.

On regrettera plus encore qu'il ne soit pas d'une date plus ancienne : si brillant et si riche qu'apparaisse au XVIII^e siècle, le trésor de Saint-Lambert, il avait bien

perdu de sa valeur artistique et de la richesse des siècles précédents : il n'eût même plus rappelé que très faiblement son éclat ancien, si de nouveaux dons n'y avaient pris la place des pièces précieuses égarées, détruites, volées ou aliénées, des âges antérieurs.

II

Heureusement les voies et moyens en usage alors pour procurer de nouveaux ornements à l'église cathédrale étaient plus nombreux qu'à présent : non seulement le chapitre en faisait faire quand besoin en était, et avait pour cet office orfèvre et brodeur en titre, à Liège ; fabricants ou fournisseurs spéciaux de velours à Lyon et à Utrecht, de guipures à Venise, en Flandre, en Espagne ; de dentelles à Malines, à Bruxelles ou Alençon ; de muguet d'argent à Murano, de résilles d'or à Gènes ou de trames d'or à Candie. Mais, de plus, l'élévation d'un chanoine tréfoncier, à certaines dignités de prévôt ou d'archidiacre entre autres obligeait le bénéficiaire à donner chape ou pièce d'orfèvrerie à l'église ; les prélats étrangers admis dans le chapitre, se faisaient un devoir de témoigner de leur gratitude par quelque envoi de même genre, d'autant plus magnifique souvent, que les donateurs appartenaient à une maison plus illustre. Bon nombre de tréfonciers ne mouraient pas sans laisser à Saint-Lambert quelque legs de même nature ; le chapitre lui-même décidait parfois d'ajouter quelque meuble de prix à ceux de l'église, afin de conserver la mémoire d'un bienfaiteur dont il attachait le souvenir à cet objet, c'est le cas pour la lampe aux armes de Wachtendonck, faite en 1641 ; d'autres fois on attribuait le même emploi aux revenus d'une dignité restée temporairement vacante. De leur côté les bonnes villes désireuses de se concilier les sympathies du sénat de la principauté, ou de le remercier de quelque faveur, lui faisaient présent à

l'occasion soit d'un missel de luxe, soit de quelque autre riche cadeau. Les plus généreux toutefois étaient les princes-évêques, ceux-là surtout qui appartenaient par la naissance au pays de Saint-Lambert, ou qui purent le gouverner en paix ; en 1628, Ferdinand de Bavière lui-même, n'offrait-il pas au chapitre une partie du Bois de Breux, pour lui permettre d'acheter des chapes et autres ornements ?

Nous retrouverons aussi dans notre inventaire des débuts du XVIII^e siècle, le souvenir de tous les pontifes ou peu s'en faut qui s'étaient succédés sur le trône épiscopal depuis Erard de la Marck. La longueur du règne de ce prince, sa fortune, son désir de faire bel et grand, son attachement particulier à l'éclat du culte, son patriotisme éclairé expliquent à merveille qu'il garde, même après deux siècles, le premier rang dans ces listes de libéralité ; mais on comprend aussi combien elles étaient nécessaires, quand on constate qu'en 1718 il ne restait, dans le trésor de la cathédrale, hors des reliques et des reliquaires, rien qui lui vint nominativement d'un prédécesseur d'Erard.

Ce n'est point cependant que bon nombre de ces prélats antérieurs au XVI^e siècle n'eussent pas laissé à leur église, des témoignages, parfois splendides, de leurs largesses princières ; mais trois sortes d'événements avaient concouru à les faire disparaître : le pillage et la destruction de la Cité, par les soudards de Charles le Téméraire, la Renaissance païenne, les troubles civils et les invasions du XVI^e et du XVII^e siècle.

Le duc de Bourgogne avait prétendu sauver la cathédrale au milieu du sac aussi général qu'effréné de 1468 ; Dieu sait dans quelle mesure on respecta ses ordres ! Quant aux autres églises de Liège, elles furent complètement dévalisées et l'on peut penser si Saint-Lambert dut, pour leur permettre de reprendre dignement l'exercice du culte, leur faire large part de ce que la basilique nationale avait pu sauver.

Ce qui, d'ailleurs, nuit plus qu'un pillage à la conservation des objets précieux, des œuvres artistiques des siècles précédents, ce furent les changements néfastes apportés dans le goût public, la rupture des traditions de respect pour les produits de l'art chrétien, par le triomphe de la prétendue Renaissance. Ces transformations fatales décidèrent le chapitre (ses *Conclusions* analysées dans l'intéressant recueil de M. Stan. Bormans ne l'attestent qu'à trop de pages) à faire fondre, par exemple, les pièces de la vieille orfèvrerie gothique, pour l'employer suivant le goût du jour, à la fabrication de candelabres ou de chasses nouvelles ! Qui dès lors eût tenu à garder des étoffes frippées ou des broderies du XIII^e siècle, lorsqu'on traitait ainsi les fiertes des saints et les vases sacrés ?

L'indication des suppressions faites dans le Répertoire de l'an 1713 à 1718, ne nous montre que trop en exercice cet usage ou plutôt cet abus, si facheusement continué de nos jours, en vertu duquel on vend à n'importe quel trafiquant, au mépris des prescriptions canoniques et des intérêts de l'art, les vêtements sacrés jugés trop vieux ou passés de mode.

Les modernes imitateurs de ces condamnables pratiques ne trouveront pas d'excuse, j'espère, à leur conduite, dans l'exemple que leur avait donné notre Index, en renseignant en 1718 qu'il restait de tel vieil « ornement de Bourgogne » seulement deux tuniques « la chasuble avec les chappes, étolles et manipules ayant été vendues le 15 mars 1718 » — et deux tuniques aussi seulement de l'ornement de voile d'or « la chasuble avec les étolles et manipules ayant été vendues le 13 mai 1718. » Ce mauvais sort avait été partagé précédemment par d'autres vêtements liturgiques venus d'Erard de la Marck. L'inventaire de 1713 mentionnait un « ornement de velours violet de Marka ; hors d'usage, chasubles, tuniques, dalmatiques, estolles, manipules et collets. » Le reviseur de 1718

ajoute aussitôt : « Il ne reste plus que les deux tuniques et deux collets. » Sans doute, il y avait près d'un siècle déjà qu'on avait dû faire réparer des ornements dus aux libéralités de ce prince : c'est ce qui ressort d'une décision prise par le Chapitre le 23 mai 1625, et d'une autre du 10 octobre 1642 où nous apprenons qu'à cette date les pierres précieuses dont ils étaient semés, s'en détachaient. Mais comment croire qu'on n'a pas mis trop de bonne volonté à se défaire de tout cela, quand de nos jours encore nous voyons la cathédrale de Liège se parer aux grandes solennités des rares ornements qu'elle a retrouvés de ce glorieux Erard de la Marck.

En 1645 Messieurs les tréfonciers décidaient d'attacher une inscription au superhumeral ou rational accordé à l'évêque Alberon II (1136-1145) par Innocent II et au pallium archiépiscopal concédé par un de ses prédécesseurs à l'évêque Richaire (920-945) afin de perpétuer le souvenir de ces donateurs. En dépit de ces précautions conservatrices, nous ne retrouvons plus trace dans notre inventaire, ni de l'un ni de l'autre. Ce fut celui que Grégoire X envoya à Jean d'Enghien qu'on montra aux deux voyageurs bénédictins. Ce seul détail déjà, l'aveu fait de la misère de la sacristie du chapitre dans le rapport adressé par ce dernier au nonce du pape Caraffa en 1627, peuvent donner l'idée des épreuves destructives qu'eurent à subir le trésor et cette sacristie au milieu des troubles suscités au XVI^e siècle par le protestantisme, quand les gueux ravagèrent la principauté, poussèrent même leurs reconnaissances jusqu'aux portes de la cité ; puis au XVII^e, quand les luttes intestines, dont cette même Réforme avait semé les ferments, rendirent tant de fois l'émeute maîtresse de Liège, ensanglantèrent sa cathédrale, forcèrent la sacristie de cette basilique, obligèrent son chapitre à s'enfuir tantôt à Saint-Trond, tantôt à Huy, avec ce qu'il pouvait emporter de ses richesses.

A peine remis de ces discordes, à la fin du XVII^e

siècle, ce furent les invasions étrangères qu'on eut à supporter, invasions d'armées qui sans combattre le gouvernement de la principauté, mais sans en respecter la neutralité, la pillaient tour à tour et ne se prêtaient à interrompre ce pillage qu'en se faisant livrer de fortes rançons, pour le paiement desquelles le chapitre dut souvent engager ses biens.

En des temps aussi agités, il faut craindre les petits larrons, les voleurs nocturnes presque autant que les pillards du grand jour. Au début du XVII^e siècle, le sous-costre, et deux veilleurs de nuit logeaient encore dans l'église même, dans des lits suspendus, établis en cette partie du temple qu'on nommait le vieux chœur, tout près de la place même où saint Lambert avait été immolé ; nous voyons un avis solennel du chapitre leur rappeler le 5 septembre 1608 cette obligation de leur charge. On ne décida l'enlèvement de ces lits qu'en 1641, non sans organiser une surveillance active.

Personne ne s'étonnera dès lors que pendant ces deux siècles, du successeur d'Erard de la Marck à l'époque où fut recopié notre index, — les décisions capitulaires abondent pour prescrire de transporter ou de cacher les plus précieux objets de la cathédrale ; personne ne s'étonnera surtout que ces transports, ces déménagements hâtifs, succédant aux pillages antérieurs et coïncidant avec le développement d'idées artistiques si différentes, aient amené la disparition ou la transformation dans le goût moderne d'une si grande partie des plus antiques joyaux de Saint-Lambert.

Il faut bien le reconnaître, d'autre part ; c'est peut-être à ces troubles, à ces transformations aussi que nous devons les inventaires, dressés à diverses époques, de ce mobilier précieux.

Le 19 novembre 1625, le chapitre en recevant Adolphe Hoen de Hoensbrouck costre de la cathédrale, le chargeait de dresser l'inventaire de ses joyaux : un an après,

le 13 novembre 1626, il s'occupait de nouveau, pour recevoir sans doute le travail du chanoine, de l'inventaire des reliques et du trésor. Le Répertoire même dont nous possédons l'Index ne semble être qu'une édition nouvelle, revue, corrigée, mise au courant des événements, d'un inventaire de 1698, dressé lui-même d'après un précédent de 1665.

III

Notre histoire religieuse et notre histoire artistique pourront sans doute aussi retirer quelque utilité de la publication de cet Index, et les annales de nos vieilles familles princières ou nationales ne s'en accommoderont pas moins : nous y voyons, en effet, figurer parmi les bienfaiteurs du chapitre, les noms les plus nobles d'Amsteraedt, Blocquerie, Berloz, Boccholt, Blanckart, Berghes, Bourgogne, Bavière, Elderen, Eynatten, Godeschalck, Groesbeeck, Hoensbroeck, Lorraine, la Marck, Méan, Rosen, Surllet, Stockhem, van Doren, van der Noet, Wachtendonck, Walchart, Woesteraedt et Xhenceval.

Ce que notre index nous fait connaître le mieux, ce sont les détails des vêtements sacerdotaux de l'époque ; Nous voyons ainsi que dès lors ils différaient peu de ceux de la nôtre ; pour la chasuble, une seule divergence nous est signalée entre celles que conservait la cathédrale : elle se retrouve dans la mention d'une « chasuble à la flamande ! »

L'Index peut surtout nous renseigner sur les dispositions et la parure qu'on donnait alors à l'autel et à l'église.

Chose étrange : notre document ne signale qu'une remontrance ; encore vient-elle du cardinal de la Marck ; six calices seulement, trois encensoirs et moins de quarante chandeliers : 37 au total, parmi lesquels onze de cuivre. Nulle mention de cet attirail de

girandoles des formes les plus diverses ou de ces pyramides d'éclairage qui, dans notre époque de lumières, semblent inséparables de toute grande solennité religieuse. Nulle mention non plus de ces bouquets de fleurs artificielles dont les amoncellements feraient confondre parfois certaines dépendances de nos modernes sacrifices avec des boutiques de modiste. Nulle mention surtout de robes de Vierge ou d'habits de saints.

Les vêtements sacerdotaux qu'on nous dit « de saint Lambert » étaient de ceux qu'on prétendait avoir été portés par l'illustre martyr et que la dévotion nationale s'était plu à recouvrir d'ornements du plus haut prix. D'autres retrouveront au ^{xv}^e siècle l'origine de cette manie, aussi peu religieuse que peu artistique, de parer, comme des poupées, les images de Notre-Dame ou des patrons célestes. Constatons à l'honneur de la cathédrale de Liège, que même au cours du ^{xviii}^e siècle, elle avait su échapper sous ce rapport aux atteintes de la contagion du mauvais goût.

Par contre, l'emploi des tentures, tapis et tapisseries restait alors bien plus étendu que de nos jours : tentures autour du tabernacle, de l'autel et des châsses les plus révérees ; tapis sur le sol et sur tous les meubles qu'ils pouvaient protéger ; aux grands jours, tapisseries de haute lisse derrière les stalles et le long des murailles.

Manifestement, à l'époque où fut rédigé notre Index, on n'imaginait pas, fidèle aux meilleures traditions, que les pompes du culte pussent être séparées du respect de la couleur liturgique. Elle régnait en tout, des voiles du tabernacle, au tapis que foulaient les acolytes. Un ornement complet comportait alors, non seulement 6 chapes, une chasuble, une tunique, une dalmatique, deux étoles, deux collets, trois manipulés et un voile de calice, mais encore un devant d'autel, un devant de crédence, deux canons d'autel, un tapis pour le lutrin, et des coussins ou carreaux pour recevoir le Missel, sans parler des couvertures de tabourets. Aussi le trésor

de Saint-Lambert ne comprenait-il pas, comme on le verra, moins de 9 devants de crédence et 17 *devants d'autel*, dont quelques-uns en métal précieux !

Encore qu'on n'usât pas autrefois des ornements que nous employons, et qu'on s'en tint plus exclusivement à celles qu'indique la liturgie ; encore que le trésor eût perdu beaucoup de ses richesses antiques, Saint-Lambert devait offrir néanmoins un spectacle splendide aux jours, où le gonfanon semé de pierres précieuses était hissé au dessus du grand autel ; quand rangés devant les tentures rares, entre les grands chandeliers d'argent, les hautes statues d'argent, les reliquaires enrichis de bijoux sans nombre, entouraient l'ostensoir du prince de la Marck dans lequel reposait la sainte hostie ; quand les parois du chœur disparaissaient sous les tapisseries de haute lisse ; et quand, aux pieds de ce grand autel orné du grand devant de trois pièces d'argent massif donné par un de Surlet, une armée de clercs, de prêtres en tuniques éclatantes de damas et de velours et d'ornements chargés de perles, de dignitaires et de prélats ployant sous les chapes d'étoffes inestimables, de broderies sans prix, voire de fils « d'or et d'argent tirés sans soie » s'agenouillait pour recevoir la bénédiction du Dieu vivant, ou se levait pour faire triomphalement cortège aux châsses sacrées, au buste resplendissant du patron national !

IV

On pourra s'assurer cependant que Saint-Lambert avait connu des jours plus brillants encore, en comparant notre Index, avec les descriptions antérieures qui nous sont restées du trésor.

Cent ans avant la visite des savants bénédictins et avant la rédaction du Répertoire de 1713, un étranger, Philippe de Huges, voyageur intelligent et observateur qui visita Liège au commencement du XVII^e siècle,

nous a laissé, dans sa relation, éditée à de trop rares exemplaires par la *Société des Bibliophiles liégeois*, cette description du trésor de Saint-Lambert en l'an 1615 :

Ayant remarqué tout ce qui faisoit à remarquer en l'église de saint Lambert, nous feisme en sorte que la thrésorerie, qui est posée sous le grand clocher, nous fust ouverte, où nous veismes une merveilleuse richesse d'or et d'argent, de pierreries et d'ornements : d'or, les deux grandes croix, les trois ciboires, trente calices qui sont dons de divers évesques de Liége ; et ce qui est le plus signalé, un Saint-Georges, tel qu'on le peint, haut de deux pieds, tout de pur or, que les Liégeois disent avoir esté donné l'an 1469 (1) à saint Lambert par Charles-le-Hardy, duc de Bourgogne, à fin que la cruauté dont il avoit usé sur leur ville, par luy prise, fust pardonnée ; de quoy toutesfois Philippe de Commines qui l'accompagnoit pour lors, ne sonne mot ; d'argent doré, l'effigie de saint Lambert, qui est en forme d'évesque myttre, avec l'estolle et la chappe faite en forme gigantale et très-grande ; car, comme sa représentation ne soit que de la teste jusques la ceinture, elle contient quatre pieds en hauteur, et trois de largeur par le bas, sans le piédestal, qui contient près d'un pied en hauteur ; en sorte que ceste pièce paroist à la hauteur d'un homme, et poise en argent plus de 130 livres (comme nous dit le thrésorier qui nous montra gratuitement tout cecy, sans vouloir prendre la courtoisie que nous lui présentasmes) ; en icelle est le chef et la meilleure part du corps de saint Lambert.

Il y a en oultre plus de 150 reliquaires signalez, contenant des ossements de saints et autres choses pieuses que ramassa l'antiquité ; et tout cecy est d'argent doré, comme sont encore quatre livres (j'entends leurs couvercles) servants à la lecture des épistres et des évangiles, sept ciboires, vingt-trois calices, douze grands chandeliers, huict grandes lampes, six encensoirs, un benoistier et ce qui en despend. D'argent pur sont une image de la Vierge Mère, haute de trois pieds, du poids de vingt huict livres, que portent deux hommes aux processions générales, immédiatement après les hommes, et devant les femmes qui la suivent, sans se mesler, comme elles font par deçà, confusément avec l'autre sexe ; douze grands chandeliers, douze encensoirs, trente deux lampes, trois benoistiers massifs avec les dépendances, et plus de cent menuz reliquaires contenant des petits ossements de saints, ou autres reliques,

(1) Cette donation eut lieu le 14 février 1471, mais le bijou monumental avait été commandé par le duc de Bourgogne à son orfèvre Gérard Loyet en 1467 avant le pillage de Liége.

de moindres pourpris que celles qui sont mises en argent doré.

De pierreries il y en a de très-belles, plus de mille, autour de la châsse de saint Lambert, dont je viens de parler, et entre icelles, plus de deux cents fins diamants bien gros et industrieusement taillez, le surplus estans des fins rubis, fines esmeraudes, fins saphirs, hyacinthes, perles et opales. Il y en a encore un grand nombre autour de saint George dont nous avons parlé, qui poise près de dix livres en or fin, autour des calices d'or ; et presque tous les reliquaires et autres pièces d'argent doré en sont embellies et agencées ; d'ornemens comme draps d'autels, chappes, tuniques, chasubles, dont le nombre est incroyable, toutes d'estoffes précieuses, couvertes de broderies, d'or, d'argent et de soye, avec des perles et pierreries y entrejointes ; de mode qu'il y a de quoy en revestir tout le clergé de Saint-Lambert au jour de la grande procession, ores que le nombre arrive à 272. Et peut-on dire que la thrésorerie de ce lieu vaille autant que tout le vaillant de maints puissants princes qui soient en Europe ; car oultre ce que j'en ay dit, il y avoit encores plus de trente images d'argent, approchantes en poids et en grandeur celle de la Vierge dont j'ay parlé, qui estoient lors posées sus le grand autel et autres, à cause que ce jour se faisoit une procession générale et solemnelle, comme il sera dit en son lieu. Sur quoy je me rapporte à tout homme de bon jugement, où peuvent monter tant de riches denrées, que j'estime pour ma part valloir mieux d'un million d'or et demy, qui font quinze cens mille escus ?

Le lecteur n'aura nulle peine à comparer les indications de Philippe de Hurgés avec les chiffres et mentions de notre Index, et à constater de la sorte les acquisitions, et surtout les pertes faites par le trésor et la sacristie de Saint-Lambert, au cours du XVII^e siècle.

Il importe, d'autre part, de noter que si l'Index nous renseigne exactement le contenu de tous les meubles de la sacristie et du trésor « confiés à la surveillance de Monseigneur le grand trésorier de 1713 » il ne doit pas nous indiquer absolument tout ce qui servait à rehausser les pompes du culte dans l'illustre basilique. On ne s'expliquerait ni le petit nombre des calices et d'autres pièces du mobilier sacré, ni l'omission de certains reliquaires ou de certaines œuvres d'art bien connus pour avoir appartenu à Saint-Lambert, si l'on ne se souvenait que diverses confraternités, confréries ou

congrégations, établies à l'ombre du temple, en desservant certaines chapelles ou dépendances, et devaient posséder pour cela leur petite sacristie, voire leur petit trésor. Des visiteurs étrangers ont pu confondre ces propriétés particulières avec la grande propriété du chapitre; le trésorier de celui-ci ne pouvait s'y tromper, et de là sans doute quelques-unes des divergences de mention entre les relations des voyageurs, et les listes spéciales d'un gardien officiel.

On trouvera facilement aussi dans l'histoire de la collégiale de Saint-Paul, de M. le chanoine Thimister, et dans les diverses publications faites à l'occasion de quelque montre solennelle des reliques du trésor de la cathédrale actuelle de Liège, l'indication des pièces relativement peu nombreuses, échappées aux destructions de la révolution française et passées de l'ancienne cathédrale liégeoise à la cathédrale nouvelle. Notre Index aura le mérite, pour plus d'une de ces pièces, de confirmer par une attestation authentique, ce que l'on ne savait peut-être jusqu'ici que par la tradition.

Nombre d'églises du diocèse relevaient du chapitre de Saint-Lambert, et ont reçu de lui autrefois, à la suite de quelque catastrophe qui leur était survenue ou simplement à titre de générosité, plus d'un vieil ornement : des dons de cette espèce n'ont-ils pu amener entre 1718 et la révolution, dans une sacristie de village, quelque pièce de l'inventaire qu'on va lire ?

Les bouleversements des derniers jours de la principauté ont dispersé, dans l'Europe entière, si pas les pièces les plus importantes, au moins les plus nombreuses du trésor de Saint-Lambert.

Déjà M. le comte Xavier Van den Steen de Jehay, dans le monumental volume où il a réuni tout ce que quarante ans d'études et de voyages ont pu lui apprendre sur l'histoire de la vieille basilique nationale, nous a fait connaître la destinée de quelques-unes des choses les plus précieuses de ce trésor.

Une grande nef d'or était la pièce de milieu de l'argenterie, donnée au chapitre par l'évêque Jean-Louis d'Elderen et que mentionne notre inventaire : elle est conservée aujourd'hui dans le trésor impérial de Saint-Pétersbourg — comme le grand surtout de table, du prince Velbruck, avec les 32 bons métiers déguisés en amours, l'est dans le Silberkammer du roi de Hanovre ; le diamant, le grand Sobieski, de la mitre du cardinal liégeois Jean-Théodore de Bavière, dans le Schatzkammer de l'empereur d'Autriche à Vienne, — et le devant d'autel de Roland, dit Turold, au château royal de Freydecricsburg en Suède !

L'ornement de lampas de Smyrne broché d'or, qu'on disait taillé dans le butin de la glorieuse victoire de Lépante, fut acheté en 1794 par Henri Van der Hopp, antiquaire à Amsterdam ; le trésor de la cathédrale d'Agram s'est enrichi vers la même époque de l'ornement de Blisia ; et les chanoines de Groswarden, archidiocèse de Colocza, ont acquis, vers le même temps sans doute, l'ornement en lampas, avec crepines d'argent de François de Lorraine.

L'Europe entière, on le voit, finit par se partager les riches dépouilles de Saint-Lambert. La publication de l'inventaire de 1713 ne sera donc pas inutile, si elle aboutit à faire retrouver la trace ou reconnaître n'importe où l'identité de quelques-unes de ces pièces innombrables de notre ancien trésor !

JOSEPH DEMARTEAU.

INDEX DU RÉPERTOIR DES MEUBLES

DE LA SACRISTIE ET DE LA TRÉSORERIE

CONFIÉZ A LA SURVEILLE DE M^{OR} LE GRAND TRÉSORIER

DE L'AN 1713

SUIVANT L'ORDRE DES MEUBLES AVEC LEURS DÉPENDENCES

A

Agraphes où pectoral d'argent avec l'image de saint Jean Evangéliste en perles.

Agraphes avec trois boules de perles servants aux chappes Marcka.

14 Agraphes d'argent doré, dont une est de Marcka (1).

2 Anges d'argent servant aux coffres reliquaires de saint Théodard aux armes de Marcka et des saints Piere et Andolete aux armes de Rosen.

Argenterie de S. A. Jean Louys à ses armes et celles du chapitre.

(1) Le rédacteur de notre document ne désignant la plupart de nos princes-évêques que par leurs prénoms, il est bon de rappeler ici la suite de ces princes depuis Erard de la Marck, resté populaire entre tous sous le nom de *Marcka*, jusqu'à Joseph-Clément de Bavière, sous le règne duquel fut dressé ce *Répertoire*. Ce sont Erard de la Marck, qui gouverna la principauté de 1506 à 1538 ; Corneille de Berghes, 1538-1544 ; Georges d'Autriche, 1544-1557 ; Robert de Berghes, 1557-1563 ; Gérard de Groesbeck, 1563-1580 ; Ernest de Bavière, 1580-1612 ; Ferdinand de Bavière, 1612-1650 ; Max.-Henri de Bavière, 1650-1688 ; Jean-Louis d'Elderen, 1688-1694 ; Joseph-Clément de Bavière, 1694-1723.

B

Grand Baldaquin enrichis de perles aux armes de Bolcholt.
Baldaquin moindre rouge galons d'or à administrer les infirmes.
Grand Bassin d'argent doré avec quatre figures bien ciselées.
Bassin et burettes d'argent servantes aux hebdomadairs.
Bassin et burettes d'argent aux armes de S. Al. Jean Louys.
Baston d'argent du chancre, dont la partie supérieure est à jour doré soutenant un oiseau.
3 Bastons d'argent doré, la partie supérieure de chaque est à jour avec une image.
Bénitier d'argent avec son goupillon ou aspersoir pareille.
Boitte d'argent avec la sainte huile.
Boitte aux hosties d'argent.
Boitte ancienne ornée de perles à mettre des corporeaux, hors d'usage.
Boitte d'yvoir dans laquelle il y a des reliques.
6 Boules d'argent de Marcka qui estoient chargées de perles.
Bourse aux corporeaux brodée avec le nom de Jésus de perles.
Bourse de corporale violet pareille à la chasuppe de S. A. Jean Louys.
Bourse de corporale fond d'argent à fleurs d'or pareille à la chasuppe de S. A. Jean Louys.
Bourse aux corporeaux de damas rouge avec un galon à l'entour.
Bourse de damas violet avec des galons d'or.
Bourse de damas verd avec des galons.
Bourse de damas blan avec des galons.
Bourse de damas noir avec des galons.
Bourse de velour rouge faite en l'an 1717.
Le Buste de saint Lambert richement orné où est renfermé sa teste.
Le Buste de sainte Anne d'argent.

CALICES

Calice d'or et sa patinne pareille, et cuillère d'argent doré aux armes de Bavière, donné à la chapelle de Notre-Dame par S. A. Joseph Clément.
Calice d'or avec la patinne pareille, et une cuillère d'argent aux armes de Godeschal.
Calice d'argent doré avec la patinne et cuillère pareille aux armes de Jean Louys.
Calice d'argent doré avec la patinne pareille de Vandernoet.
Calice d'argent doré avec la patinne pareille dont les hebdomadairs se servent de Guill Vandorren.
Calice dont la coupe est d'argent, le pied de cuivre doré pour l'ablution.

CHANDELLIERS

- 6 grands Chandelliers d'argent, chaque desquels porte l'effigie de Notre-Dame et de saint Lambert et les armes de Wachtendonck.
- 4 grands Chandelliers d'argent et deux moindres aux armes de Blocquerie appartenant à la chapelle des flaments.
- 6 Chandelliers moindres d'argent servants au grand autel.
- 4 Chandelliers d'argent aux armes de S. A. Jean Louys. La marque de saint Lambert y est aussy.
- 4 Chandelliers d'argent donnéz par Walschart, chanoine de Saint-Materne, l'an 1660, servants pour les jeudys.
- 2 Chandelliers d'argent moindres tors pied quarré aux armes de Méan.
- 2 Chandelliers de cristalle enchassé en argent.
- 2 petits Chandelliers d'argent à l'inscription Vandernoet hors d'usage.
- 4 Chandelliers d'argent de table à flambeau.
- Un Chandellier d'argent à éclairer en hyver à matinne au maitre autel pied quarré.
- Un Chandellier de main avec sa pincette y attachée avec une chenette d'argent, le tout aux armes de S. A. Jean Louys.
- 9 grands Chandelliers de cuivre dans le presbitère dont le plus grand serve à porter le cierge paschal.
- 2 grands Chandelliers de cuivre aux deux costé de l'autel du vieu chœur.

CHAPPES

- Chappe de saint Lambert chargée et enrichie des perles.
- Chappe de S. A. Ferdinand, travaillée d'or et d'argent tiré sans soye.
- 6 Chappes de Marcka chargées de perles, avec les pectorales d'argent doré et chaque avec trois boutons des perles couleur rouge.
- Item, la chasuple, tunique, et dalmatique pareille, trois estolles, trois manipulles et deux collets.
- 6 grandes Chappes de Marcka servantes à rouge, tissuées d'une pièce, avec les agrappes d'argent doré, chasuble, tunique et dalmatique pareille, deux estolles, trois manipulles et deux collets.
- 6 Chappes neuves, tissus d'or rebroché aux armes de S. A. Jean Louys, couleur rouge.
- 5 Chappes fond blanc crayon verd dont trois sont aux armes de Honsbrouck, et la quatrième aux armes de Groesbeck, et la cinquième aux armes d'Eldereren.
- 3 Chappes verds à grands crayons d'or faites l'an 1716.

- 3 Chappes aux armes de Berlo fond d'argent pareille à la chasuble de Méan.
- 3 Chappes jaunnes fond d'or.
- 3 Chappes de velours noir aux armes de S. A. Max. Henry, avec sa chasuble, deux tuniques, trois estolles, trois manipules et deux collets.
- 3 Chappes de velours noir aux armes de S. A. Jean Louys avec une chasuble, deux tuniques, deux estolles, trois manipules et deux collets.
- 2 Chappes aux armes de Groesbeck, fond rouge à grandes fleurs d'or.
Une Chappe fond blanc aux armes d'Elderen.
Une Chappe de velours violet.
Une Chappe rouge fleurs d'or de Woestenraedt.
Une Chappe à fleurs de lys aux armes Bocholt.
Une Chappe de Bocholt fond d'argent, brodée.
Une Chappe de S. A. Max. Henry, à fond rouge avec son estolle.
Une Chappe de Blancart à fond d'argent.
Une Chappe fond d'or datée 1626, portant le martyr de sainte Catherine.
Une Chappe de velour noir, il y en avait deux, mais une a esté vendue pour estre trop déchirée.
Une Chappe fond rouge fleurs d'or aux armes de Stockem.
- 4 Chappes de velour rouge servantes aux hebdomadairs.
Une Chappe à fond rouge, fleurs verts avec l'écriteau : *Concordia res parvae crescunt*.
- 2 Chappes de velour rouge rebroché servantes à Messeigneurs.
- 3 Chappes de damas blanc galons jaune de soye pour les hebdomadairs, faites l'an 1717.
- 3 Chappes de velour verd pour les hebdomadairs.

CHASUBLES

- Une Chasuble, étolle, manipule de saint Lambert, toille d'or chargée de perles.
- Une Chasuble, deux tuniques de Méan fond d'argent, deux étoles, trois manipules, 2 collets.
- Une Chasuble à fond d'argent fleurs d'or de S. A. Jean Louys.
- Une Chasuble violète à petites fleurs d'argent de S. A. Jean Louys.
- Une Chasuble, deux tuniques de velour verd, avec deux étoles, trois manipules, deux collets.
- Une Chasuble de damas verd pour la messe de matinnes.
- Une Chasuble de damas violet pour la messe de matinnes.
- 4 Chasubles de satin rouge.

Deux Chasubles, deux tuniques, et le reste qui en dépend pour les hebdomadairs, de camelot violet de nulle valeur.

Deux Chasubles, deux tuniques de damas noir, et ce qui en dépend pour les hebdomadairs.

2 Chasubles d'estamine rouge pour le village.

Une Chasuble de camelot verd, hors d'usage.

3 Chasubles à la flamende pour les scrutains, hors d'usage et toutes déchirées.

Une Chasuble de damas blanc galons jaune de soye avec deux estolles, un manipule pour les hebdomadairs, faite l'an 1717.

Une Chasuble de damas rouge galons jaunes de soye avec 2 estolles et un manipule pour les hebdomadairs, faite l'an 1717.

CAREAUX

3 Careaux de velour rouge pour les seigneurs officiants.

4 Careaux de velour rouge.

3 Careaux de damas blanc à galons d'or.

3 Careaux rouges fond d'or servants à la neve.

2 Careaux de velour noir à galons d'or.

2 Careaux noir galons moindres d'or.

3 Careaux rouges fond d'or fort vieux.

3 Careaux de damas d'Inde blanc, assez petits, pour les seigneurs officiants.

2 Careaux vieux.

COFFRES

Un Coffre aux reliques, d'argent doré, avec les statues des douze apôtres.

Un Coffre des saints Pier et Andolete.

Un Coffre aux reliques de saint Materne, de cuivre doré avec des ornements d'argent.

Un Coffre d'argent, aux reliques de saint Théodard.

Un petit Coffre d'argent aux reliquaires, où il y a des reliques de saint Laurent.

Un petit Coffre d'argent ou reliquair, où il y a un Agnus Dei bénite du pape Innocent onze, qui est exposée tous les dimanches pour la procession devant la messe.

2 Coffres de bois ou reliquair, couverte d'étoffe, ou d'un drap d'argent velourté, dont l'un est de sainte Madelberte et l'autre de plusieurs saints.

Un Coffre ou reliquair d'yvoir remplis des saclets des reliques.

Un petit Coffre ou reliquaire d'argent doré remplis des reliques.

COUPES

Une Coupe d'argent doré à donner la sainte Communion.

Une Coupe d'argent à réserver la sainte huile.

COUSSINS POUR LE MISSEL SUR L'AUTEL

- 2 Coussins neux fond d'or rebroché pareilles à l'ornement de S. A. Jean Louys.
- 2 Coussins de velour rouge d'un coté et de l'autre de damas blanc.
- 2 Coussins d'un coté de velour verd et de l'autre violet, ford uséz.
- 2 Coussins d'un costé de damas blanc et de l'autre de velour rouge.
- 2 Coussins de damas rouge à fleurs d'or pareils au devant d'autel de S. A. Max. Henry.
- 2 Coussins blancs à fleurs d'or pareille à l'ornement de Mons^r de Méan.
- 2 Coussins de velour noir à galons d'or et boutons d'or.

COUVERTURES

- 2 Couvertures de velour noir pour le Missel et évangélier.
- 2 Couvertures de tabouret de velour rouge rebroché pour l'usage des seigneurs.
- 3 Couvertures de damas blanc pour tabourets pour l'usage des seigneurs.
- 3 Couvertures de tabourets de damas blanc pour les hebdomadairs.
- 3 Couvertures de tabourets de damas rouge pour les hebdomadairs.

CROIX

La sainte Croix avec un Christ, et deux postures d'Adam, d'Eve, aux deux costéz et une rame d'or pendant d'une chaine d'or, elle a son reposoir d'argent bien travaillé.

Une grande Croix d'argent à porter en procession avec son bâton et sa verge transversante d'argent.

Une Croix d'argent, avec son bâton et verge pour la procession du dimanche.

2 Croix de cristalle.

2 Croix et deux rond doré pour les processions pascales.

Une Croix de fer embellie de cuivre doré et de cristalle de roche posée sur la porte de la sacristie derrier le grand autel, et (illecqs emplombée), laquelle selon la remarque du répertoire de l'an 1665 est celle-là devant laquelle saint Lambert fut trouvé priant Dieu la nuit entourré de neige à Stavelot, suivant l'histoire.

CROSSES

Crosse de saint Lambert de cuivre doré.

Crosse épiscopale d'argent doré donnée par l'Evêque de Berghes.

CRUCIFIX

Grand Crucifix d'argent dont l'arbre est de cuivre doré travaillé d'Allemagne, donné par S. A. S. Joseph Clément.

Grand Crucifix d'argent doré aux armes d'Amstenraedt.

Petit Crucifix, et aux costé Notre-Dame et saint Jean d'argent, dont la croix est de bois.

DAIS

Grand Dais du prince Marcka.

Dais de damas rouge aux armes d'Eynaten.

Petit Dais de damas rouge brodé aux armes de Groesbeck à perles pour le salut du Vénérable.

Petit Dais de damas rouge à fleurs d'or pour le salut du Très-Saint Sacrement.

DEVANT D'AUTEL

Grand Devant d'autel d'argent d'orpheure en trois pièces séparables donné par Mons^r de Surlet.

Grand Devant d'autel de Marcka, à perles servant à rouge.

Un Devant d'autel neus tissus d'or rebroché aux armes de S. A. Jean Louys.

Devant d'autel de velour rouge à galons d'or et une crepinne d'or, fait l'an 1717.

Un Devant d'autel de damas blanc avec galons et crepinne d'or, fait l'an 1717.

Devant d'autel de Max : fond rouge de brocart à fleurs d'or.

Devant d'autel fond blanc d'argent tissus à petites fleurs aux armes de Méan.

Devant d'autel de velour noir à galons d'or aux armes de S. A. Jean Louys.

Devant d'autel de velour noir de S. A. Max.

Devant d'autel fond d'argent à fleurs d'or aux armes de Loraine.

Devant d'autel de damas rouge à grandes fleurs d'or.

Devant d'autel fond blanc aux armes de Hoensbrouck, pareille aux chappes.

Devant d'autel de damas rouge à galons d'or servant au vieux chœur.

Devant d'autel de velour violet mal propre.
Devant d'autel de velour verd trop vieu et indécet.
Devant d'autel moindre pour la neve, rouge à fleurs d'or et d'argent.
Devant d'autel moindre pour la neve, rouge à grandes fleurs d'or.
Devant de crédence tissus d'or pareille de celui du prince Jean Louys.
Devant de crédence de velour rouge à galons d'or sans frange.
Devant de crédence de damas blanc à galons d'or sans frange.
Devant de crédence de velour noir aux armes de S. A. Jean Louys.
Devant de crédence de velour noir de S. A. Max. Henry.
Devant de crédence de velour violet.
Devant de crédence de tabis ou soye verd.
Devant de crédence de damas blanc mal propre.
Un Devant de crédence fond d'or et velourté servant à couleur rouge.

E

3 petites Ecuelles d'argent avec un petit cuillier d'or pour la sainte huile.
3 Encensoirs d'argent.

F

Un fauteuil de velour rouge pour l'évêque officiant.

G

Gonfalon de la grande croix dont l'image est précieusement enrichie de piereries, de damas rouge.
Gonfalon de la moindre croix, de damas rouge.
Un Goblet d'argent doré servant à la messe de nuit au Noël.

H

Humeral rouge brodé.
Huméral de damas rouge brodé aux coins et au milieu.
Huméral de damas blanc brodé sur les coins et au milieu.
Humeral blanc galonné avec des grandes crepinnes, un peu usé.
Huméral de damas verd.
Huméral de damas rouge, bon.
Humeral de damas blanc, mal propre.
Humeral de damas rouge vieu pour aller aux fonts.
Humeral de taffetas verd fort usé et mal propre.
Humeral de taffetas violet ford usé et mal propre.
Humeral neux de damas violet pour les hebdomadairs.

I

Image de la sainte Vierge dépeinte par saint Luc.

L'Image de la sainte Vierge dans une niche précieuse d'or, d'argent et pierreries.

Image de la sainte Vierge à donner la paix où il y a un Christ en haut d'or et aux deux costé la sainte Vierge et saint Jean.

Image de la résurrection qui servait à donner la paix.

Une Image antique d'yvoir de deux figures d'homme à la romaine bien entretailée.

L

Une lampe d'argent en forme de lustre devant le grand autel aux armes de Wactendonck.

Linges, nappes au grand autel, à la crédence, au vieu chœur, et à la neve le jeudy, dénombré à la page...

Linges repertorisés pour l'usage des seigneurs.

Linges à l'usage de hebdomadairs, repertorisés...

Un Livre missel couvert de velour rouge garny d'argent aux armes de S. A. J. Louys.

Livre missel couvert de maroquin garny d'argent assé bien travaillé où il y a l'effigie de Notre-Dame et de saint Lambert.

Livre missel couvert de cuir noir avec agraphes avec l'effigie de Notre-Dame et de saint Lambert de moindre travaille que le précédent.

Livre missel pour les hebdomadairs couvert de cuir à fermoir et coins d'argent, travaille simple.

Livre à l'ordinair de la messe dont l'Evêcque se serve de velour rouge à coins d'argent.

Livre à l'ordinaire de la messe de cuire simple pour l'Evêcque.

Livre aux évangiles et épistres de velour rouge à coins et fermoirs d'argent.

Livre aux évangiles et épistres servant aux hebdomadairs, garnis d'argent.

Livre ford petit aux *Ite Missa est* avec agraphes d'argent, velour rouge.

Livre missel à l'usage de Liège, en parchemin couvert de velour rouge dont les agraphes ont esté mis à un autre.

N. B. *Scavoir si celuy qui été envoyé à Paris n'est pas exprimé icy* (1).

(1) Cette annotation a été raturée par une main postérieure.

Livre missel pontificale en parchemin et avec de très-belles printes ou images.

Livre missel de parchemin à l'usage de Liège avec agraphes de cuivre.

3 Livres d'office, couverts de velour rouge, dont un a les coins garnys d'argent.

Livres servant à l'autel et autres spécifiés.

M

2 Masses d'argent aux armes de Marcka.

Mittre de saint Lambert ornée des perles et des pierreries.

Mittre épiscopale d'argent doré ornée des perles et des pierres précieuses dont il est fait mention au répertoire de 1698.

N. B. que cela est la mittre de saint Lambert.

Une Montre d'argent pour le cérémonier assistant.

2 Mouchettes d'argent marquées des lettres S. L.

N

Navette d'argent avec sa cuillier pour l'encens.

O

Ornement de S. A. Jean Louys tissus d'or rebroché, scavoir : 6 chappes, une chasuble, une tunique, une dalmatique, 2 estolles, 2 collets, trois manipules, voile de calice, un devant d'autel, un devant de crédence, 2 coussins d'autel, un tapis pour le lutrin du chantre.

Ornement de damas blanc, scavoir : chasuble, 2 tuniques, 2 estolles, 3 manipules, voile de calice avec des fins galons d'or.

Ornement de damas rouge à fleurs d'or, chasuble, 2 tuniques, 2 estolles, trois manipules, 2 collets.

Ornement de velour verd, scavoir : une chasuble et deux tuniques.

Ornement de velour rouge, scavoir : une chasuble, deux tuniques, deux estolles, trois manipules, deux collets, voile de calice et une bourse.

Ornement de damas blanc pour les hebdomadairs, chasuble, tunique, dalmatique, estolles, manipules et collets.

Ornement de damas rouge pour les hebdomadairs, chasuble, tunique, dalmatique, estolles, manipules et collets ford usé.

Ornement pour les hebdomadairs de damas verd, chasuble, tunique, dalmatique, estolles, manipules et collets.

Ornement de velour violet de Marcka hors d'usage, chasuble, tunique, dalmatique, estolles, manipules et collets. (Il ne reste plus que les 2 tuniques et les 2 collets).

Ornement neux de damas violet pour les hebdomadairs à galons de soye jaune, scavoir : une chasuble, deux tuniques, deux estolles, trois manipules et deux collets, voile de calice, avec son humeral.
Ornement blanc hors de service pour les seigneurs, chasuble, tunique, dalmatique, estolles, manipules et collets.

P

Pallium Episcopale de saint Lambert, fond d'or chargé de perles et pierreries.

- 2 Pendants de velour rouge brodez aux armes de Marcka, servants à porter le buste de saint Lambert.
 - 2 Pendants de velour rouge à porter le coffre de saint Théodard.
 - 2 Pendants de velour verd à porter le coffre de saint Materne.
 - 2 Pendants de..... pour porter le coffre des 12 Apostres.
 - 2 Pendants de..... à porter le coffre des saints Pier et Andolete.
 - 2 Pendants de velour violet aux armes de Surlet, servants à la grande statue de Notre-Dame d'argent.
 - 2 Pendants de velour verd aux armes de Surlet, servant à porter la grande statue d'argent de saint Joseph.
 - 2 Pendants de velour verd moindre à porter le buste de sainte Anne.
 - 2 Pendant de damas blanc tout déchiré à porter la statue de Notre-Dame.
 - 3 Plats d'argent à donner les cendres à son jour.
- Platinnes d'argent, etc.
- 3 grands Pots d'argent à bénir les saintes huiles.
 - 3 petits Pots d'argent avec leurs couvertes pour les saintes huiles.
 - 4 petits Pots de fleurs d'argent doré, dont il y en a deux aux armes de Rosen.
 - 2 petits Pots d'argent servants à bouquet, aux armes, à ce qu'on dit de Xhenceval.

R

- 3 Rames d'argent du canon de la messe, de l'évangile de saint Jean et du Lavabo.

Un Reliquair d'argent qui s'expose les dimanches à la procession.

Reliquair d'argent de Saint-Laurent.

Reliquair ou petit coffre d'argent doré remplis de reliques.

Reliquair de bois de plusieurs saints couverts de draps d'argent velourté.

Reliquair de bois de sainte Madelberte couvert de draps d'argent velourté.

Reliquair ou coffre d'yvoir remplis des petits saclets des saintes reliques.

Reliquair ou coffre de bois avec des reliques des XI milles Vierges.

Reliques de saint Hubert, ses sandales et bottines, quatre cornes de chasse, deux estriers.

Remontrance d'argent doré, donnée par le prince Cardinal de Marcka.

Reposoir de la sainte Croix d'argent bien travaillé, donné par l'archidiacre Surlet.

2 Rideaux de velour noir pour les reliques du grand autel aux armes de S. A. Max.

Item un tapis pour le lutrain du chantage.

2 Rideaux de velour noir aux armes de S. A. Jean Louis pour les reliques du grand autel.

Item un tapis pour le lutrain du chantage pareil.

4 Rideaux de damas rouge pour couvrir le tabernacle et les reliques du grand autel.

2 Rideaux de damas blanc pour les reliques du grand autel.

2 Rideaux de taffetas violet à couvrir le tabernacle.

2 Rideaux de taffetas blanc et jaune à bandes pour le tabernacle.

2 Rideaux de velour violet à couvrir les reliques du grand autel, mal propres.

4 Rideaux verts de soye et chamoy pour couvrir les reliques et le tabernacle du grand autel.

S

La grande Statue de Notre-Dame d'argent avec son Enfant Jésus, donnée par Mons^r l'archidiacre Surlet.

La grande Statue de saint Joseph d'argent avec son Enfant Jésus, donnée par Mons^r l'archidiacre Surlet.

Une Statue de saint George avec la posture du duc de Bourgogne, d'or, donnée par luy.

Une petite Statue de saint Pier d'argent.

Une petite Statue de saint Paul d'argent.

Une petite Statue de la sainte Vierge d'argent, avec une petite fiolle d'or.

Une petite Statue de la sainte Vierge d'argent avec son petit enfant tenant en mains un reliquair.

Une petite Statue de saint Lambert avec son pied de stal d'argent et perles à la mitre.

Une Statue de saint Jean-Baptiste d'argent aux armes de Groesbeck.

T

- Un Tabernacle de cuivre doré à quatre colonnes torses canelées à deux portes garnies des figures d'argent.
- Un Tapis de velour noir pour la bierre aux armes de Max. Henry.
- Un Tapis de velour noir pour la bierre sans armes de S. A. Jean Louys, à galons d'or.
- Un Tapis à fleurs d'or pour le pupitre du chantre.
- Un Tapis de velour noir pour le pupitre du chantre aux armes de Max.
- Un Tapis fond d'argent pour le chantre à bandes rouges aux armes de Marcka.
- Un Tapis violet pour le pupitre du chantre.
- Un Tapis pour le lutrain du chantre tissu d'or rebroché.
- Un Tapis de velour noir pour le pupitre du chantre, de S. A. Jean Louys, sans armes.
- 2 Tapis de velour rouge pour les prières de 40 heures.
- Un Tapis commun à mort qui serve pour couvrir la croix en caresme.
- Un Tapis servant au chœur pour couvrir la forme de Monseigneur le suffragant officiant.
- Un Tapis de drap violet pour la table à vestir les officiants dans la sacristie avec sa couverte de toile cirée.
- Un Tapis de drap violet pour le prie-Dieu dans la sacristie, avec sa couverture de toile cirée.
- 2 Tapis pour le marche-pieds du petit autel dans la neve.
- Un Tapis servant au prie-Dieu dans la neve.
- Un Tapis rouge vieux de nulle valeur.
- Tapisserie de damas rouge à orner le chœur au dessus des formes.
- Tapisserie de Haute Lisse à orner le chœur au dessus des formes.
- Tapisserie de Haute Lisse, servant au marche-pieds du grand autel.
- 2 Textes à baiser, un pour les seigneurs et l'autre pour les hebdomadaires.
- 4 Tuniques de velour violet avec quatre collets pour porter la grande statue de la sainte Vierge, aux armes de Surlet.
- 4 Tuniques de velour verd avec quatre collets aux armes de Surlet pour porter la grande statue de saint Joseph.
- 6 Tuniques de damas rouge à porter le buste de saint Lambert.
- 3 Tuniques pour les servants fond rouge à fleurs d'or, faites l'an 1718.
- 3 Tuniques encor pour les dits servants, fond blanc à fleurs d'or, faites l'an 1718.
- 2 Tuniques blanches pour porter les reliques le jour de la Translation. Il y en avait trois, mais des trois on en a fait deux bonnes.

- 2 Tuniques rouges pour porter les reliques le jour de la Translation, Il y en avait trois qui servaient aux servants, mais des trois l'on en a fait deux bonnes.
- 3 Tuniques de panne couleur blanche et rouge pour les servants.
- 3 Tuniques d'étoffe blanche pour les servants, indécentes.
- 2 Tunicelles rouges dont l'Evêque se serve.
- 2 Tunicelles de satin blanc dont l'Evêque officiant se serve, ford indécentes.
- 2 Tunicelles rouges hors de service.
- 6 Tunicelles pour les coreaux de damas à fleurs.
- 4 Tunicelles de panne rouge pour les coreaux, faites l'an 1712.
- 4 Tunicelles de panne rouge pour les coreaux.
- 4 Tunicelles vertes pour les coreaux.
- 3 Tunicelles de damas rouge pour les coreaux, entièrement déchirées.
- 2 Tuniques restantes de l'ornement de Bourgogne, la chasuble, avec les chappes, estolles et manipules ayant esté vendues le 15 Mars 1718.
- 2 Tuniques restantes de l'ornement de toille d'or, la chasuble avec les estolles et manipules ayant été vendues le 13 Mai 1718.
- 2 Tuniques d'un ornement rouge hors d'usage, avec 2 collets.

V

- Un Voile de la sainte Vierge dans une burette de chrystal garnie d'argent doré.
- Un Voile de calice rouge brodé avec un crayon des perles au milieu.
- Un Voile de calice de satin blanc brodé.
- Un Voile de calice de velour noir servant à l'ornement de S. A. Max. Henry avec sa bourse brodée.
- Un Voile de calice de velour noir servant à l'ornement de S. A. Jean Louys.
- Un Voile de calice rouge tissu d'or.
- Un Voile de calice fond blanc toille d'argent pareil à l'ornement de Méan.
- Un Voile de calice de velour noir pour les seigneurs.
- Un Voile de calice de velour verd.
- Un Voile de calice de damas blanc avec un galon.
- Un Voile de calice de damas blanc.
- Un Voile de calice de damas rouge.
- Un Voile de calice de damas violet.
- Un Voile de calice de damas rouge neux pour les hebdomadairs.
- Un Voile de calice fond rouge, parsemé des fleurs d'or, ford usé.

Un Voile de calice de damas rouge ford usé.

2 Voiles de calice de damas verd, dont l'un est passable et l'autre hors d'usage.

Un Voile de calice de taffetas violet.

Un Voile de calice de damas violet.

Un Voile de calice de damas blanc à fleurs, ford usé et hors de service.





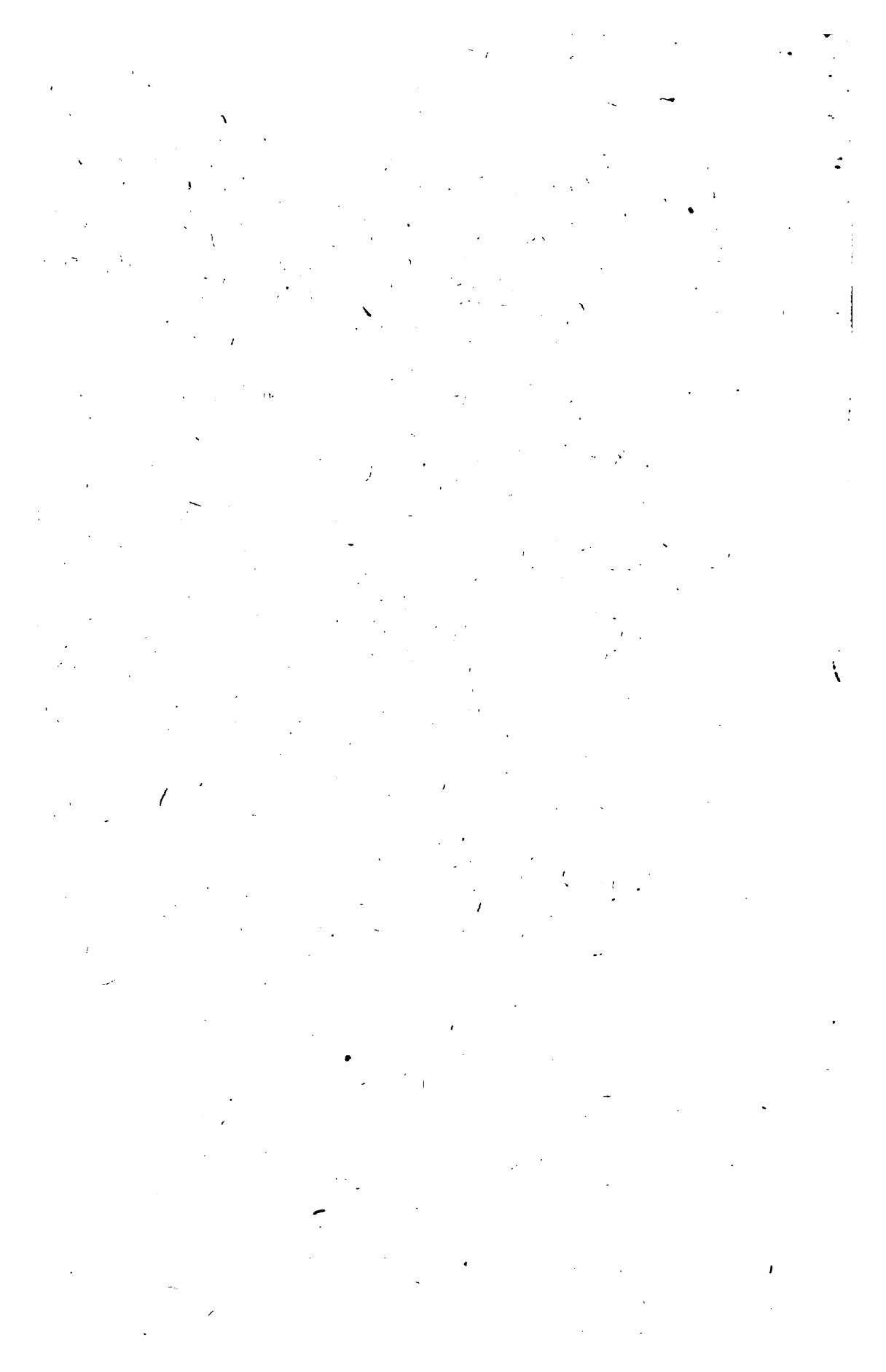
TABLE DES MATIÈRES

Godefroid KURTH. — Les origines de la ville de Liège.	1
Joseph DARIS. — Notice sur l'abbaye de Saint-Laurent à Liège.	69
» » Le Cartulaire de l'abbaye de Saint- Laurent.	142
Henri FRANCOLTE. — La vie rurale en Belgique sous l'ancien régime. Le village de Bombaye. Mémoire lu, le 12 juillet 1882, à la Société d'économie sociale de Belgique	243
Joseph DEMARTEAU. — Trésor et sacristie de la Cathé- drale Saint-Lambert à Liège (1615-1718). . . .	307

15

15





JAN 27 1928



